

سنة ١٤١٩

# Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Günter Grass, en dissonance  
■ Un cahier spécial « Monde des poches »



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16386 - 7,50 F

VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT-BEUVÉ-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Signature du traité d'Amsterdam

Les ministres des affaires étrangères des Quinze ont signé le texte qui complète le traité de Maastricht, tout en reconnaissant ses insuffisances. p. 2 et notre éditorial p. 15

## Kabila envoie des troupes à Brazzaville

Le Congo-Kinshasa dépêche un détachement militaire au Congo-Brazzaville pour déterminer l'origine des abus qui ont tué une vingtaine de Kinois. p. 4

## Du civisme dans l'air

La circulation alternée appliquée pour la première fois à Paris et en banlieue a été massivement suivie. La qualité de l'air s'est améliorée. p. 10 et 16

## Scandale financier à Nanterre

Deux administrateurs judiciaires de Nanterre sont accusés d'avoir détourné 200 millions de francs. p. 9

## Beaubourg en travaux

Un tipi installé sur la piazza indique les manifestations proposées au public durant les travaux. p. 26

## Tensions au Kosovo

La répression policière des manifestations étudiantes dans la province serbe du Kosovo a été condamnée par les Etats-Unis et l'Europe. p. 3

## La famille, enjeu politique

Martine Aubry pourrait revenir dès 1998 sur la mise sous condition de ressources des allocations familiales, très critiquée par la droite. La Cour des comptes s'inquiète de la dérive des dépenses de la branche famille. p. 8

## Football : le retour de Monaco

Le club monegasque s'est imposé 4-0 face au Bayer Leverkusen en Ligue des champions, alors que le PSG a été battu 3-1 en Turquie. p. 24

## Bataille de l'eau à Grenoble

Le Conseil d'Etat annule la délibération de l'ancien conseil municipal qui avait engagé la privatisation de la gestion de l'eau. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 13 S ; Belgique, 40 BF ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Krona ; Suisse, 1,20 CHF ; Tunisie, 1,2 Dir ; USA, 1 \$ ; USA (territoires), 2,50 \$.

M 0147 - 1003 - 7,50 F



## Un millier d'artistes et d'intellectuels appellent à une régularisation massive des sans-papiers

La Commission des droits de l'homme critique sévèrement les projets gouvernementaux sur l'immigration

PLUS D'UN MILLIER d'artistes et d'intellectuels lancent, dans *Le Monde*, un appel en faveur de la « régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande ». Huit mois après le succès du mouvement qu'ils avaient engagé contre la loi Debré, les pétitionnaires - auxquels se sont joints des écrivains, des journalistes, des éducateurs... - s'opposent à la procédure de « régularisation sous condition » engagée par Jean-Pierre Chevènement et réclament une autre législation sur l'immigration que celle prévue dans les projets de loi du gouvernement. Cette législation devrait, selon eux, rompre « radicalement avec les lois d'hier (Pasqua/Debré) et avec celle qu'on nous annonce aujourd'hui ». *Le Monde* publie la liste des 205 premiers signataires. Les cinéastes qui avaient lancé, en février, l'appel à la « désobéissance civile » ont rejoint ce nouvel appel. Au même moment, la Commission nationale consultative des droits de l'homme demande au gouvernement de réécrire totale-



ment ses deux projets de loi sur l'immigration et la nationalité dans un sens plus libéral, en lui suggérant trente et une modifications. Dans un avis transmis au premier ministre, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, elle se prononce en faveur d'un « droit du sol intégral » contre la restriction des droits sociaux, pour l'élargissement du droit d'asile, pour la suppression du certificat d'hébergement et en faveur du regroupement familial. La Commission demande aussi une législation plus souple en matière de rétention et de reconduite à la frontière. En revanche, dans un point de vue publié par *Le Monde*, Sami Nair, professeur de science politique et conseiller auprès du ministre de l'intérieur, défend les projets du gouvernement, qui sont, écrit-il, « au service de la dignité ». Sami Nair était signataire de l'appel à la désobéissance de février 1997.

Lire nos informations p. 6, l'appel p. 16 et le point de vue de Sami Nair p. 17

## Télécom : une OPA géante de 34,5 milliards de dollars aux Etats-Unis

DANS les télécommunications, de nouvelles technologies s'imposent, les monopoles tombent et de nouveaux acteurs apparaissent, presque du jour au lendemain. Inconnu il y a à peine 18 mois et aujourd'hui numéro quatre aux Etats-Unis, WorldCom a offert, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, 34,5 milliards de dollars - plus de 200 milliards de francs - pour racheter MCI, le numéro deux derrière ATT. Personne ne s'attendait à un tel coup de théâtre : MCI était sur le point de fusionner avec une autre société, le britannique BT, pour créer un vaste réseau transatlantique. Si l'opération lancée par WorldCom réussit, il s'agira de l'acquisition la plus importante jamais réalisée à Wall Street, et de la troisième du monde. WorldCom veut promouvoir le passage des communications téléphoniques sur Internet.

Lire page 18

## La triste condition des bonnes à tout faire des préfets

LES HÔTELS de messieurs les préfets ressemblent parfois aux maisons bourgeoises du XIX<sup>e</sup> siècle : les gens de maison y sont nombreux et corvéables à merci. Ici, un cuisinier reçoit un avertissement parce qu'il a mis trop de sel dans un pâté. Là, une lingère est menacée de licenciement parce qu'elle a versé trop d'assouplissant dans la lessive. Ailleurs, un sous-préfet n'ose contredire son épouse autoritaire qui licencie avec fracas sa troisième femme de ménage en quelques mois.

Dans la résidence du préfet travaillent, et parfois vivent, une dizaine de lingères, cuisiniers, maîtres d'hôtel, huissiers, chauffeurs, jardiniers, gardiens ou concierges, chargés d'entretenir les salons où le représentant du gouvernement reçoit au nom de la République, mais aussi les appartements privés. C'est l'épouse du préfet ou du sous-préfet qui, la plupart du temps, établit leur emploi du temps.

Si la majorité de ces dames mettent un point d'honneur à traiter respectueusement le personnel que l'Etat leur paie, d'autres se

comportent comme de véritables harpies, exigeant que les gens de maison mangent après la fin du repas et le rangement, vers 16 heures, ou que telle femme de ménage s'improvise cuisinière-diététicienne, couturière et baby-sitter des quatre enfants.

Pour éviter que l'on ne demande n'importe quoi à n'importe qui, le syndicat CFDT des agents de préfecture réclame depuis longtemps un règlement intérieur, mais l'administration refuse d'énumérer une liste limitative des tâches imposées. Pourtant, ces gens de maison étant logés sur place, certaines préfètes n'hésitent pas à les solliciter le soir, voire même le dimanche, pour apporter les croissants. L'une d'entre elles n'a pas hésité récemment à employer ce personnel pour servir les invités au mariage de sa fille.

Souvent flattés d'être au service d'un représentant de l'Etat, les gens de maison acceptent fréquemment sans mot dire de fortes sollicitations lorsqu'ils « travaillent dans une bonne ambiance ».

Telle femme de ménage a, par exemple, été nuit et jour, pendant un an, la garde-ma-

lade de l'épouse d'un secrétaire général. Avant d'être renvoyée par le successeur de celui-ci... Employé avec toutes sortes de contrats, voire sans contrat, ce personnel est parfois sacrifié après dix ou quinze ans de service, simplement parce qu'une nouvelle préfète ou sous-préfète ne l'apprécie pas. Le sort de ces agents d'entretien n'a rien à voir avec celui des fonctionnaires des préfectures, qui, eux, ont la garantie de l'emploi. La CFDT essaie, depuis longtemps, d'approcher cette population qui représente quelque 1 400 personnes, et ses efforts commencent à porter leurs fruits.

La fédération CFDT, qui a évoqué le dossier devant Jean-Pierre Chevènement, lors d'une première prise de contact en juin, a eu le sentiment que le ministre y était moins sensible que son prédécesseur. Elle vient de le relancer et compte sur sa fibre républicaine pour obtenir que les gens de maison de messieurs les préfets ne puissent plus être traités comme des domestiques.

Rafaële Rivais

## Ours en danger

LES SPÉCIALISTES de la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées ont décliné, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, de laisser en liberté les petits de l'ourse Mellba, abattue le 27 septembre par un chasseur. Un système de nourrissage uniquement accessible aux ours ouverts à être installé. Pour les scientifiques, l'introduction, ces deux dernières années, de plantigrades slovènes - comme Mellba -, biologiquement différents de leurs cousins français, pourrait permettre d'enrayer le déclin des ours dans la région.

Les chercheurs s'interrogent cependant sur la fécondité d'un croisement entre ours slovènes et pyrénéens, soulignant que la spécificité génétique de ces derniers ne pourra, à terme, être sauvegardée.

Lire page 23

## La résurrection d'un poète



BOB DYLAN

QUINQUAGÉNAIRE inusable, Bob Dylan a repris sa tournée sans fin à travers le monde. Mais au lieu de se consacrer à la resuscitation avec une œuvre ambitieuse et réussie, *Time Out of Mind*, son quarante et unième album. Après les échecs, la traversée sans gloire des années 80, une affection pulmonaire sévère, le poète rock rebondit, insolent, étincelant et iconoclaste. Portrait.

Lire page 14

## Les contre-pieds réalistes de Lionel Jospin

QUE DE « RECUILADES » ! Que de réajustements ! Le « pacte de stabilité » signé par celui-là même, Lionel Jospin, qui y voyait, il y a peu, une concession « faite obscurément aux Allemands ». Le « gouvernement économique européen » abandonné. Le chiffre « maastrichtien » de « 3,0 % », ce satané

chiffre « fétiche », au centre d'un budget 1998 « économe » - on attendait un budget de relance. La TVA, cet impôt injuste, promis à réduction, inchangé. Les grandes fortunes épargnées, faute de l'alignement attendu de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). L'usine Renault-Vilvorde

fermée. France Télécom en cours de « privatisation », pour reprendre le lapsus d'un ministre socialiste. Bien sûr, Thomson et Air France. La SNCF sur la voie du « démantèlement ». « Les 35 heures payées 39 » jugées « anti-économiques ».

En quatre mois à peine, Lionel

Jospin n'a pas chômé. En matière économique en tout cas, le « réalisme de gauche » s'est imposé. Et il ressemble à une certaine orthodoxie, autrefois vouée aux gémonies. L'écart entre les propos de campagne et la politique mise en œuvre, une politique européenne et pragmatique, est considérable. Il n'a, certes, rien à voir avec le fossé abyssal qui séparait, en 1995-1996, la politique d'Alain Juppé des promesses du candidat Chirac, ce fossé en large partie à l'origine de la chute de la droite. En dépit de décisions souvent bien éloignées des engagements du printemps, Lionel Jospin semble, pour l'instant, épargné par la critique. S'il y a bien, dans les rangs de sa majorité « plurielle », quelques interrogations, nul n'ose l'accuser de trahison. Selon les sondages d'opinion, les Français lui sont même reconnaissants d'avoir renoncé à toute forme de dogmatisme.

« Il y a [toujours] une différence entre ce que l'on met dans un programme et ce que l'on peut faire une fois ou gouvernement. » La remarque du dirigeant social-démocrate allemand, Gerhard Schröder, faite dans ces colonnes (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> octobre) s'applique à la situation française actuelle.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 15

## ROBERT SOLÉ



Deux siècles de fascination et de réalisations ambitieuses.

Editions du Seuil

International	2	Finances/marchés	21
France	6	Aujourd'hui	23
Société	9	Jour, météorologie	25
Régions	11	Culture	26
Carnet	23	Guide	28
Horizons	24	Abonnements	30
Entreprises	18	Kiosque	30
Communication	20	Radio-télévision	31

**UE** Les ministres des affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union européenne ont signé, jeudi 2 octobre à Amsterdam, le traité qui porte le nom de la capitale néerlandaise.

Ce texte, qui complète le traité de Maastricht, avait été adopté, en juin, par les chefs d'Etat et de gouvernement. **● APRÈS** plusieurs années de négociations, les Quinze

reconnaissent les faiblesses de ce traité, qui devrait être revu avant le prochain élargissement de l'Union vers les pays d'Europe centrale. Les processus de ratification dans

chaque pays pourraient être plus longs que prévu. **● A CHAMBERY**, lors du traditionnel sommet franco-italien, qui rassemble Jacques Chirac, Lionel Jospin et le chef du gouverne-

ment de Rome, Romano Prodi, les responsables des deux pays devaient signer plusieurs conventions consacrant la fin des contrôles frontaliers (Lire aussi notre éditorial page 15).

## Les Quinze signent le traité d'Amsterdam, dont ils admettent les insuffisances

Censé combler les lacunes du traité de Maastricht, le texte devait réformer l'Union européenne et la doter d'une politique étrangère commune. Ses faiblesses devraient ramener les pays membres à le revoir avant l'élargissement

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

En dépit de deux ans de négociations, de plusieurs conseils européens, ordinaires et extraordinaires, le traité d'Amsterdam, malgré quelques avancées, est loin de remplir le mandat que les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient donné fin 1991.

Expressément prévue par le traité de Maastricht comme nécessaire pour combler ses propres lacunes, la Conférence intergouvernementale (CIG), commencée en mars 1996 à Turin (après six mois de préparation au sein d'un « groupe de réflexion »), s'est achevée dans la confusion en juin 1997 à Amsterdam. Son objectif était triple : donner corps au projet à peine ébauché de politique étrangère et de sécurité commune (PESC), instaurer pro-

gressivement un espace judiciaire et policier commun ; aménager les institutions de l'Union afin d'éviter que le prochain élargissement aux pays d'Europe centrale ne provoque la paralysie.

### COOPÉRATIONS RENFORCÉES

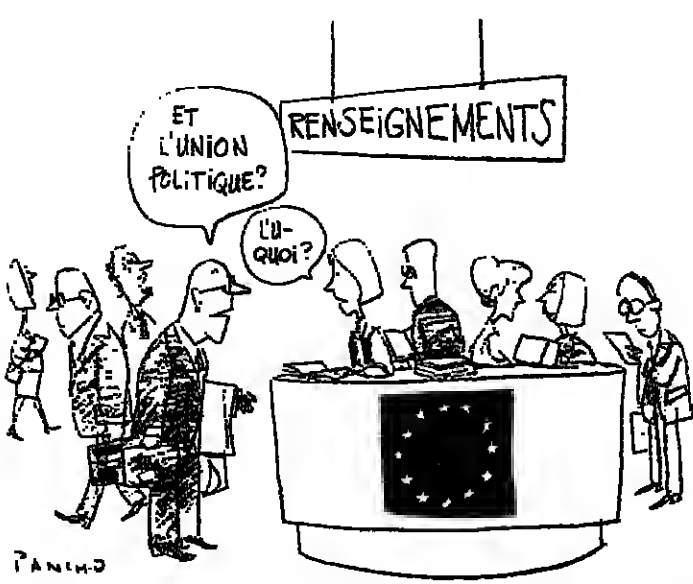
L'impuissance de l'Europe en ex-Yougoslavie, les tensions monétaires de 1992-1993, la stagnation économique et la montée du chômage, sans parler du harcèlement pratiqué par le gouvernement conservateur britannique, ne contribuent pas à créer une ambiance propice au progrès. En outre, durant les deux ans de discussions, le tandem franco-allemand, souvent en panne d'imagination, n'a pas été aussi performant que lors des précédentes négociations.

Le résultat est calamiteux. A propos de la réforme institutionnelle,

les Quinze n'ont pas réussi à s'entendre sur une plate-forme minimale, prévoyant une réduction du nombre de commissaires, une nouvelle pondération des voix au sein du Conseil, afin de mieux tenir compte de la population respective des Etats, sur un renforcement des pouvoirs du Parlement et, surtout, car là réside assurément la principale marque de l'échec, sur l'extension du champ des décisions pouvant être adoptées à la majorité qualifiée. Consolation ou échappatoire, les Quinze ont retenu le principe de « coopérations renforcées », c'est-à-dire qu'ils ont ouvert la possibilité pour quelques pays, plus soucieux d'intégration, d'aller de l'avant sans que les partenaires retardataires puissent s'y opposer.

Le soir même d'Amsterdam, plusieurs dirigeants de l'UE, dont Jacques Santer, le président de la Commission, assuraient que les progrès accomplis étaient suffisants pour que soit lancé le processus de révision, en 2003 ou 2004, à l'élargissement.

En matière de PESC, les Quinze ont adopté quelques aménagements de procédures (création d'une « cellule » Commission-Conseil ; mandat élargi pour le secrétaire général du Conseil qui paraissent bien modestes. C'est un domaine où le « conseil des affaires générales » (les ministres des affaires étrangères), par ailleurs complètement paralysé, continuera à bricoler pendant ses déjeuners bruxellois, sans se faire trop d'illu-



sions, la faiblesse de l'Europe en Bosnie, au Proche-Orient, ou encore au Zaïre enseignant la modeste.

En matière de sécurité intérieure, c'est-à-dire de lutte contre le crime organisé, l'immigration illégale ou le trafic de drogue, l'attente des citoyens est réelle. La perspective de l'élargissement à quatre ou cinq pays d'Europe centrale, pays d'émigration, pauvres et peu à même de contrôler efficacement leurs frontières, plaide pour un renforcement du troisième pilier du traité de Maastricht. Les bonnes intentions ne furent pas absentes. Quelques

progrès - l'intégration de la convention de Schengen dans le traité, par exemple - ont été réalisés. La volonté de mieux coopérer en matière policière et judiciaire a été proclamée. Mais, là encore, le virus institutionnel semble avoir tout gâché : les procédures mises en place demeurent lourdes, la possibilité de décider à la majorité qualifiée a été écartée.

Après Amsterdam, l'Europe s'est mise en vacances, non sans être munie des propositions de la Commission concernant le lancement du processus d'élargissement et les réformes des politiques

communes (PAC, fonds structurels, budget) devant le précéder. Peu à peu, les gouvernements ont tiré la leçon de l'échec ; si bien que le débat européen semble repartir du bon pied. Le changement de gouvernement en Grande-Bretagne et l'arrivée, d'abord hésitante, mais finalement réussie, de la nouvelle équipe française sur la scène européenne, ont facilité la relance, dans un climat où la croissance économique semble de nouveau possible.

Les Quinze ont compris que la priorité essentielle était de réussir la mise en place de la monnaie unique. Le processus d'élargissement sera engagé comme prévu en décembre à Luxembourg, mais en laissant de côté les débats susceptibles de conduire à des affrontements. La France et l'Italie ont soutenu à une initiative de la Belgique demandant que soit annexée au traité une déclaration indiquant que les négociations d'élargissement ne pourront être conclues tant que la réforme des institutions n'aura pas été menée à bien. Mercredi 1<sup>er</sup> octobre, Werner Hoyer, le ministre allemand adjoint aux affaires étrangères, a indiqué à quelques journalistes qu'il avait « beaucoup de sympathie » pour cette démarche. On ne parle plus d'Union politique. Mais, à Paris comme à Bonn, on espère que l'arrivée de l'euro donnera l'élan nécessaire pour renouer avec des projets ambitieux.

Philippe Lemaître

### La France ne ratifiera pas le texte avant la fin 1998

Le débat parlementaire sur la ratification du traité d'Amsterdam ne devrait pas intervenir, en France, avant la fin 1998, voire le début de 1999. Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, avait indiqué que cette ratification serait renvoyée après la décision sur la mise en œuvre de l'euro, afin de ne pas provoquer, dans les six mois qui viennent, « un grand maelström politique ». En fait, le délai sera encore plus long. Le Conseil constitutionnel doit en effet être consulté sur le point de savoir si le traité d'Amsterdam peut être ratifié sans modification préalable de la Constitution. François Mitterrand avait procédé de même, en 1992, pour le traité de Maastricht et, sur la réponse négative du Conseil, une révision constitutionnelle avait été opérée par la voie parlementaire. S'il en va de même pour le traité d'Amsterdam - ce qui semble probable -, il faudra donc réviser la Constitution avant de le ratifier.

## Le sommet de Chambéry scelle l'ouverture des frontières entre la France et l'Italie

**CHAMBERY**

de notre envoyé spécial

Le président Chirac et le premier ministre, Lionel Jospin, étaient attendus jeudi 2 octobre au soir à Chambéry pour y accueillir le président du conseil italien, Romano Prodi, accompagné de plusieurs membres de son gouvernement. C'est symboliquement dans la capitale savoyarde qu'Italiens et Français devaient sceller, vendredi 3 octobre, les modalités d'ouverture de leurs frontières, l'intégration de l'Italie dans l'espace Schengen devenant effective le 26 octobre.

Ce sommet se déroule dans un contexte de tension politique à Rome, suivi avec attention dans les capitales européennes. Paris souhaite voir les Italiens faire partie du premier train de pays qualifiés à l'euro, dont la liste sera établie au printemps prochain. Les Français se félicitent des mesures annoncées, dimanche 28 septembre, par le gouvernement Prodi pour consolider sa situation budgétaire, notamment en réformant le régime des

retraites, l'une des conditions pour que l'Italie soit jugée à même de respecter « durablement » la discipline de la future zone euro. Dans cette phase délicate, l'appui de la coalition de gauche au pouvoir en France est précieuse pour le président du conseil italien, qui était déjà venu rencontrer Lionel Jospin le 22 septembre à Paris.

D'autre part, l'Italie a apporté son appui à l'initiative prise par la France et la Belgique pour demander, à l'occasion de la signature du traité d'Amsterdam, que la réforme des institutions européennes soit un préalable à l'élargissement. Sur les grands dossiers européens (l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, la réforme des financements communautaires), les deux pays ont besoin l'un de l'autre. Il en est de même pour la restructuration de l'industrie européenne dans des domaines aussi sensibles que l'aéronautique et la défense. Il sera aussi question à Chambéry de la coopération dans les domaines du transport, avec le

dossier de la liaison ferroviaire Chambéry-Turin et celui des alliances dans le ciel européen. Air France, comme Alitalia, cherchant des partenaires.

L'accord intervenu sur les modalités de l'entrée de l'Italie dans Schengen enlève aux deux gouvernements une épine du pied. Le ministère français de l'intérieur a

longtemps hésité et il a fallu que Rome s'entende avec l'Allemagne et l'Autriche, en juillet, sur les conditions de la levée des contrôles terrestres aux frontières, pour que Paris accélère le pas. Les services de police français redoutent que la péninsule ne serve de transit à toutes sortes de trafics et de filières d'immigration clandestines, notamment

gnée vendredi 3 octobre par les ministres français et italiens de l'intérieur. Les ministres de la Justice devaient pour leur part entériner un nouvel accord de réadmission obligeant à reprendre les immigrants illégaux passés chez le voisin en provenance de son territoire.

L'intégration de l'Italie dans l'espace Schengen, et celle de l'Autriche, qui sera effective le 1<sup>er</sup> décembre, marquent une nouvelle étape dans la généralisation de la libre circulation en Europe. Depuis la mise en œuvre de la convention Schengen, en mars 1995, l'espace Schengen était constitué de sept pays : l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique, la France, l'Espagne et le Portugal. Les pays scandinaves ont signé la convention à la fin de 1996 et l'appliqueront d'ici à 1999, le temps pour les gouvernements d'adapter leurs législations et de prendre les dispositions techniques pour être reliés au système d'information Schengen, qui assure depuis Strasbourg la centralisation des informations en matière de visas et de personnes recherchées.

### Risque de crise à Rome

Le président du conseil italien, Romano Prodi, s'est entretenu, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, avec le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, des risques de crise qui pèsent sur son gouvernement. Le chef de l'exécutif a exprimé son inquiétude face à l'attitude de son allié Fausto Bertinotti, secrétaire de Rifondazione comunista. Les communistes orthodoxes ont en effet annoncé qu'ils refuseraient le projet de budget et continueraient de rejeter les propositions gouvernementales sur la réforme de la protection sociale. Cette querelle entraîne des spéculations sur de possibles élections. La majorité, comme le président, ont mis en garde contre les conséquences désastreuses que pourrait avoir une crise gouvernementale au moment où l'Italie est en passe de gagner la bataille de l'euro. La Bourse de Milan a accusé une baisse de 3,03 % mercredi, tandis que la lire italienne cédait du terrain. Les négociations entre syndicats et gouvernement sur la réforme du système de retraites ont été interrompues.

en provenance d'Albanie et d'ex-Yougoslavie.

L'Italie, de son côté, a mis du temps à promettre l'alignement de ses lois en matière d'immigration sur celles de ses voisins. Elle s'est engagée à promulguer cette nouvelle législation d'ici à la levée définitive des contrôles aux frontières terrestres, prévue le 1<sup>er</sup> avril 1998 avec la France et l'Autriche. Dès le 26 octobre, les contrôles seront levés dans les aéroports français sur les vols à destination ou en provenance de l'Italie. La levée des contrôles terrestres et maritimes interviendra progressivement jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

Le dispositif prévu avec les Italiens en matière de coopération policière est du même type que celui déjà négocié par la France avec d'autres pays voisins. Les postes de contrôle fixes, démantelés, laisseront place à des contrôles mobiles dans les zones frontalières. Les Français ont obtenu de leur voisins la constitution de commissariats mixtes aux frontières, points de rencontre pour organiser la coopération entre les services concernés. Une convention de coopération transfrontalière devait donc être si-

### ZONE HOMOGENE

Les nouveaux venus vont tenter de faire de l'espace Schengen une zone homogène sur le continent, allant jusqu'aux anciennes frontières de l'Est, qui pourront être repoussées après les premiers élargissements. Le cas de la Grèce, qui fait de l'appartenance à Schengen une question de prestige national, embarrasse tout le monde en raison de la difficulté de contrôler son territoire. La Grande-Bretagne et l'Irlande, tirant prétexte de leur insularité, se sont volontairement tenues à l'écart, refusant de renoncer à contrôler les entrées sur leur territoire. Elles ont cependant accepté, en juin, au conseil européen d'Amsterdam, que l'acquis Schengen soit intégré dans le nouveau traité d'Union européenne. Désormais, un certain nombre de procédures, notamment en matière de visas et de droit d'asile, vont être communautarisées, même si ce qui relève de la coopération policière et judiciaire (notamment en matière pénale) reste jusqu'à nouvel ordre géré au niveau intergouvernemental.

Henri de Bresson

### COMMENTAIRE

#### NUAGES

#### FRANCO-ALLEMANDS

L'atmosphère détendue du récent sommet de Weimar, à laquelle ont largement contribué les bonnes intentions françaises en matière monétaire, n'a pas eu d'effets durables sur les rapports quotidiens entre la France et l'Allemagne. A Paris, on regrette amèrement que les Allemands ne soutiennent pas - c'est un euphémisme - les positions françaises sur de nombreux sujets, et on ne laisse pas échapper une occasion de le dire.

La liste des divergences dressée par les diplomates est longue. Quelques points méritent l'attention. Il y a la rivalité franco-allemande pour des postes de fonctionnaires internationaux (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Puis les polémiques sur la réforme de l'OTAN. En privé, le ministre allemand de la défense, Volker Rühe, ne se prive pas de dire que les Français n'auront pas de postes de commandement s'ils ne rejoignent pas pleinement l'organisation militaire en décembre. Et cet ostracisme pourrait s'étendre aux GFIM (Groupes de forces interarmées multinationaux), qui ne font pourtant pas partie des structures intégrées. Il y a encore l'absence de la signature allemande au bas de l'initiative franco-belgo-italienne en faveur d'une réforme des institutions communautaires avant le prochain élargissement. Werner Hoyer, ministre allemand des affaires européennes, a beau avoir « beaucoup de sympathie » pour cette démarche, il n'en reste pas moins que Bonn non seulement ne l'a pas endossée, mais a dissuadé d'autres pays membres de la soutenir.

Ces quelques accrochages ne font pas douter Paris de l'engagement européen de l'Allemagne. Ils sont attribués à des difficultés de politique intérieure et aux réticences de certains Länder. Mais ils empêchent les deux partenaires du tandem de pédaler au même rythme.

Daniel Vernet

Depuis l'antiquité, les hommes, les idées et les marchandises traversent régulièrement les Alpes. A l'occasion du sommet franco-italien des 2 et 3 octobre 1997, le Comité de Promotion pour la liaison ferroviaire voyageurs et marchandises à grande vitesse Lyon-Turin réaffirme la nécessité de ce grand projet pour une plus grande ouverture de Rhône-Alpes, de la France et de l'Europe.

**Hannibal : 2 mois**

**Napoléon : 2 semaines**

**Lemercier : 2 heures**

**Avec la Transalpine, jamais les Alpes n'auront autant rapproché les hommes.**

contact : 78, route de Paris - BP 19 - 06751 Châteaufort-les-Bains cedex - Tél. 04 72 50 51 56 / 51 23 - Fax. 04 72 50 51 50



## Les étudiants du Kosovo renoncent à manifester après l'intervention de la police serbe

Les Etats-Unis et l'Europe condamnent Belgrade

Les étudiants de la communauté albanaise de la province autonome serbe du Kosovo ont renoncé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, à leurs manifestations quotidiennes

pour la reconnaissance de leurs droits linguistiques, après l'intervention musclée des forces de police serbes.

DANS LA CAPITALE de la province serbe du Kosovo, Pristina, au moins trois cents policiers équipés de canons à eau et de véhicules blindés ont dispersé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, les trois mille étudiants qui voulaient défiler dans la capitale provinciale pour réclamer des cours en langue albanaise. Une trentaine d'entre eux auraient été blessés dans cette province où neuf habitants sur dix sont des Albanais de souche.

Le recteur de l'université albanaise clandestine du Kosovo, son assistant et trois leaders étudiants ont été interpellés par la police. Selon le parti albanaise LDK, ils ont été victimes de « mauvais traitements » avant d'être relâchés. Les chefs du mouvement étudiant ont annoncé qu'ils suspendaient leur action, en précisant qu'ils poursuivraient par d'autres moyens leur campagne pour la reconnaissance de leurs droits linguistiques, et la restitution des établissements scolaires dont les Albanais ont été chassés il y a sept ans par le pouvoir serbe.

Les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle en république de Serbie ont évoqué, mercredi dans un face-à-face télévisé, la situation au Kosovo. Ce duel d'une heure et demie, le premier jamais organisé en Serbie, a eu lieu à quatre jours du second tour de l'élection présidentielle prévu dimanche 5 octobre. Le candidat de la coalition au pouvoir, Zoran Djindjic, un proche de Slobodan Milosevic qui est arrivé en tête du premier tour, le 21 septembre, sans obtenir la majorité requise pour être élu, et son rival d'extrême-droite, Vojislav Seselj, se

sont tous deux félicités de l'intervention des forces de l'ordre à Pristina.

M. Seselj s'est tout d'abord livré à une attaque en règle contre le pouvoir socialiste mais s'est abstenu de viser nommément M. Milosevic, préférant adresser ses critiques au « régime » de Belgrade. A. M. Ljilic, qui affirmait que la République fédérale de Yougoslavie (RFY) constituait « la meilleure forme de vie commune » entre la Serbie et le Monténégro, M. Seselj a rétorqué que cet Etat devait être rebaptisé. Afin de combattre le « séparatisme » tel qu'il se profile au Monténégro, selon lui, le futur Etat devrait être « unitaire et centralisé ».

UN « SÉPARATISME » CONDAMNÉ

« Nous aimons qu'il s'appelle Grande Serbie ou du moins République de Serbie », a-t-il dit en jugeant l'appellation RFY anachronique, car elle évoque l'ex-fédération yougoslave. M. Ljilic a rejoint son adversaire à propos du Kosovo, en condamnant « le séparatisme albanais » et en félicitant aussi de l'intervention musclée de la police, mercredi à Pristina, contre des étudiants contestataires.

La province autonome du Kosovo - son appellation officielle, selon la Constitution yougoslave - « doit être supprimée », a dit M. Seselj, qui a accusé la CIA d'organiser, « par le truchement d'un général américain, des actes terroristes et des manifestations au Kosovo ». « L'autonomie du Kosovo a perdu tout son sens », a estimé pour sa part M. Ljilic.

Les Etats-Unis et l'Union euro-

péenne ont pour leur part fermement condamné, mercredi, le recours à la force par la police lors d'une manifestation de jeunes Albanais au Kosovo. Dans un communiqué commun rendu public à Washington, ils expriment en outre leur inquiétude en raison des tentatives de la Serbie de reprendre le contrôle des médias, après le licenciement d'un responsable de la télévision.

« Le recours à la force contre des manifestants pacifiques est inacceptable », affirme le communiqué. « Nous renouvelons notre appel au gouvernement serbe à respecter totalement le droit des citoyens à se rassembler pacifiquement. » Le président yougoslave Slobodan Milosevic et les responsables à Belgrade « partent la responsabilité des actions de la police » au Kosovo, estiment les auteurs du communiqué.

Les Etats-Unis et l'Union européenne se disent par ailleurs préoccupés par la dégradation de la situation à Pristina, qui continue de donner des cours en albanais, ainsi que d'autres responsables étudiants.

Le gouvernement albanais a lui aussi condamné, mercredi, le recours à la violence par la police serbe contre des manifestants albanais et a appelé Belgrade à engager avec ceux-ci un dialogue « selon les normes du monde civilisé », dans un communiqué cité par la télévision. « Toute violence peut éloigner les perspectives de dialogue qui vient de s'ouvrir entre Pristina (chef-lieu du Kosovo) et Belgrade », a-t-il estimé. (AFP, Reuters)

## La rénovation des commandements de l'OTAN sera achevée au « sommet » de décembre

La France, qui juge insuffisante la part des Européens dans les postes de responsabilité, continuera de participer aux activités militaires de l'Alliance

MAASTRICHT

de notre envoyé spécial

La réunion des ministres de la défense de l'OTAN, mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 octobre, à Maastricht (Pays-Bas), était présentée comme un échange de vues sans prises de décisions. Elle n'en a pas moins constitué un jalon important dans la mise en œuvre des résolutions adoptées, en juillet, lors du « sommet » de l'Alliance à Madrid. Un consensus s'est établi pour que la réforme des structures de commandement de l'OTAN soit achevée en décembre, afin que l'Alliance soit prête à accueillir les nouveaux membres sélectionnés à Madrid, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

Cette nouvelle organisation se mettra en place sans le retour de la France dans le commandement militaire intégré, Paris jugeant insuffisante la part des Européens dans les postes de responsabilité, comme l'a rappelé le ministre de la défense français. « La réforme ne va pas, à nos yeux, jusqu'au bout », a déclaré Alain Richard, le rééquilibrage des responsabilités entre Européens et Américains dans l'organisation du commandement, notamment dans la région Sud, reste, pour la France, insuffisant. La porte n'est pas définitivement fermée, le ministre affirmant que les autorités françaises étaient « disponibles » pour de nouvelles propositions.

Si les autres membres de l'Alliance sont d'accord pour estimer « constructive » la position de Paris, qui continuera de participer aux activités militaires nouvelles de l'Alliance, ils divergent, en re-

vanche, sur la manière de sortir de l'impasse actuelle. Certains pays, comme l'Italie, l'Espagne ou la Grèce sont d'avis qu'il appartient à la France de faire un pas en direction des positions américaines, qui exigent de conserver pour les Etats-Unis le commandement régional Sud à Naples, d'autres, comme les Pays-Bas et la Belgique, estiment que des efforts doivent être faits de part et d'autre. Le ministre belge, Jean-Pol Poncelet, a même évoqué la possibilité d'une médiation par un pays tiers entre Paris et Washington, une idée accueillie plutôt favorablement par M. Richard.

« FERMETÉ » EN BOSNIE

La discussion sur cet épineux problème avait été perturbée par les déclarations faites, la veille, par le général Klaus Neumann, président du comité militaire de l'OTAN, selon lesquelles la France ne pouvait pas se prévaloir de l'appui des autres Européens dans sa revendication du commandement de Naples au profit d'un amiral européen (Le Monde du 2 octobre). « Ces propos viennent comme un cheveu sur la soupe ! », fulminait un membre de la délégation française.

Volker Rübe, ministre allemand de la défense, qui avait exhorté Paris à rejoindre au plus vite les structures militaires intégrées, a tancé son compatriote sur la forme de son intervention. « Ce sont des sujets qui se traitent au niveau politique et non pas militaire », a-t-il déclaré, et jusqu'à nouvel ordre, c'est le politique qui prime chez nous. Il a néanmoins présenté une analyse voisine, sur

le fond, de celle du général Neumann.

L'autre point important de la discussion de Maastricht avait trait à la situation en Bosnie, et principalement à l'avenir de la Force de stabilisation (SFOR). Javier Solana, secrétaire général de l'Alliance, s'est félicité des résultats positifs engendrés par la ligne « ferme » adoptée vis-à-vis des parties non respectueuses des accords, essentiellement les extrémistes de la République Serbe de Bosnie rassemblés autour des dirigeants de Pale.

La prise de contrôle, jeudi, par la SFOR de quatre émetteurs de radio-télévision contrôlés par Pale sont la preuve, selon lui, que cette ligne va être maintenue. Un haut-fonctionnaire de l'OTAN affirmait même qu'il fallait s'attendre, dans les prochains mois, à des opérations visant à l'arrestation et au transfert vers le tribunal de La Haye des criminels de guerre. « Des hommes ont été entraînés à cette fin, des répétitions ont été effectuées. Il ne reste plus qu'à effectuer le moment opportun », a-t-il affirmé.

Le mandat de la SFOR prenant fin en juin 1998, on a commencé à réfléchir sur la suite, mais avec précautions : l'administration américaine s'est engagée devant le Congrès à limiter dans le temps son intervention. Mais tout le monde est aujourd'hui persuadé que l'engagement en Bosnie de l'OTAN sera de longue durée, et que les Etats-Unis seront amenés, d'une manière ou d'une autre, à rester présents.

Luc Rosenzweig

## La force de l'OTAN en Bosnie a investi la télévision serbe

SARAJEVO

de notre correspondant

La Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) a saisi, mercredi 1<sup>er</sup> octobre à l'aube, les quatre émetteurs de la radio-télévision serbe (SRT) de Bosnie contrôlés par les ultra-nationalistes serbo-bosniaques de Pale. Le contrôle de ces émetteurs a été aussitôt donné aux partisans de Biljana Plavsic, présidente de la République serbe (RS), entrée, depuis trois mois, en guerre ouverte contre les « durs » de Pale.

L'opération a été demandée par le haut représentant civil en Bosnie, Carlos Westendorp, qui a jugé inacceptable le traitement, par la SRT, d'une conférence de presse tenue le 26 septembre par Louise Arbour, procureur du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, demandant l'arrestation des criminels de guerre. La SRT est depuis longtemps dans le collimateur de la SFOR qui, à plusieurs reprises, l'a qualifiée d'« objet de propagande ». La télévision avait notamment assimilé les saluts de la SFOR à une force d'occupation, les comparant, à l'aide d'un montage, aux nazis de la deuxième guerre mondiale.

Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, a expliqué mercredi que « la SFOR a montré sa détermination à soutenir ceux qui appuient les accords de Dayton et à réagir contre ceux qui cherchent à obstruer le processus de paix ». Il dé-

signait ainsi, d'un côté les « modérés » de Banja Luka, regroupés derrière Biljana Plavsic et, de l'autre, Pale où siège le chef de file des « durs », Momcilo Krajisnik, le représentant des Serbes à la présidence collégiale de Bosnie. « Les émetteurs sont entre les mains de Banja Luka et y resteront », a ajouté M. Solana.

La question est de savoir si tel est véritablement le souhait de Biljana Plavsic. Ces derniers mois, elle a pu mesurer tout le bénéfice à tirer d'une collaboration avec la SFOR, qui l'a aidée à assoir son autorité sur Banja Luka et sa région. La force d'interposition lui a offert le contrôle d'une police et des médias qui étaient jusque-là à la botte de Pale. Mais Biljana Plavsic redoute aujourd'hui que l'appui de la SFOR ne finisse par lui nuire. Ainsi, les ultra-nationalistes accusent la présidente de « haute trahison » et de vouloir diviser la RS dans la devise est : « Seule la solidarité sauve les Serbes ».

DE L'HUILE SUR LE FEU

Mercredi 24 septembre à Belgrade, grâce aux bons offices de l'homme fort de la communauté serbe, le président yougoslave Slobodan Milosevic, Biljana Plavsic avait accepté, pour la première fois, depuis mi-juillet, de parler avec Momcilo Krajisnik. Au cours de cette rencontre, les deux rivaux avaient établi un calendrier électoral et ils avaient posé les bases d'un

« esprit médiatique unique » en RS (Le Monde du 26 septembre).

L'action de la SFOR a remis de l'huile sur le feu. Pale accusant de nouveau Biljana Plavsic de pactiser avec l'ennemi. Dans une lettre adressée mercredi à Carlos Westendorp, Biljana Plavsic a pris acte de l'opération de la SFOR. Avec fermeté, elle a néanmoins rappelé le compromis sur les médias trouvé à Belgrade. Une manière polie de dire au haut représentant qu'elle se désolidarise de l'opération menée le matin même. Officiellement, la saisie des quatre émetteurs visait à sanctionner la propagande de Pale. Mais - les chefs de la SFOR le reconnaissent - elle a aussi pour but d'offrir à Biljana Plavsic une tribune déterminante en vue des élections législatives du 23 novembre et de la présidentielle qui devrait suivre.

Génée à la longue d'être présentée comme la candidate de la communauté internationale, M. Plavsic en vient à craindre que ce soutien, clamé trop haut et trop fort, ne la desserve. Elle sait que Radovan Karadzic, l'ancien chef des Serbes de Bosnie recherché pour crime de guerre, n'a jamais été aussi populaire en RS depuis qu'il se terre à Pale. Le « silence radio » imposé aux partisans de celui-ci pourrait agir dans le même sens.

Christian Lecomte

## La France et le Québec renforcent leur coopération économique

LE TRÈS SOUVERAINISTE premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, qui terminait, le 2 octobre, une visite officielle commencée le 28 septembre à Paris, peut estimer avoir atteint ses objectifs. Il rentrera chez lui avec une moisson de signatures apposées au bas de plusieurs dizaines de contrats et il est parvenu à laisser entendre à une partie de ses troupes que la position française à l'égard de l'indépendance du Québec avait évolué en sa faveur.

Soncieux de démontrer qu'en dépit des incertitudes politiques liées à l'interminable débat sur la souveraineté québécoise, sa province conservait tout son tonus économique, M. Bouchard, accompagné de nombreux hommes d'affaires, s'est surtout efforcé de présenter le Québec comme une affaire qui tourne. De fait, les contrats signés à Paris renforcent de façon significative les liens entre la France et la Belle Province. Ensemble, Hydro-Québec International et Gaz de France ont

ainsi décidé de construire au Mexique un réseau de stations de gaz naturel ; plusieurs investisseurs ont pris des participations croisées dans la haute technologie et l'électronique, secteurs où Montréal mène une politique de pointe et où la collaboration franco-québécoise promet de se révéler particulièrement efficace.

PORTE D'ENTRÉE IDEALE

A l'issue de sa rencontre avec Jean Gandois, président du CNPF, M. Bouchard ne s'est d'ailleurs pas privé d'insister sur la part croissante qu'avait la France dans les échanges commerciaux du Québec, tandis que son interlocuteur reconnaissait que la province représentait pour les petites et moyennes entreprises françaises la porte d'entrée idéale vers le marché nord-américain.

Le CNPF s'est également montré très intéressé par l'expérience du Québec en matière de négociations sociales. En 1996, confronté à un déficit budgétaire abyssal et à

un taux de chômage plus élevé que partout ailleurs au Canada, le gouvernement québécois, à l'issue de deux sommets sur l'économie et l'emploi, avait réussi à faire accepter aux partenaires sociaux de sévères réductions de crédits en échange de diverses mesures de relance de l'emploi. On comprend l'intérêt de M. Gandois, à quelques jours de la conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, s'est promis d'examiner l'exemple de près et a estimé que « tout ce qui pouvait être atteint par le consensus et la négociation était meilleur que ce qui était imposé par la loi ».

Deux ans après son échec au référendum sur l'indépendance, M. Bouchard ne comptait sans doute pas faire de son voyage une tribune pour les thèses souverainistes. Pourtant, les prudentes déclarations faites par M. Chirac et par M. Jospin, réaffirmant, à l'issue de leur rencontre avec Lucien Bouchard, la position traditionnelle de la politique française à

l'égard du Québec - « non ingérence, non indifférence » - ont fait aussitôt l'objet d'exégèses minutieuses.

M. Chirac avait affirmé, en recevant son hôte, que la France accompagnerait le Québec, « quel que soit son choix démocratique ». M. Jospin avait fait sienne la formule, précisant toutefois qu'« accompagner ne voulait pas dire précéder ». Propos si peu équivoques que partisans comme adversaires de l'indépendance du Québec ont aussitôt déclaré qu'ils étaient comblés. A Paris, dans l'entourage de M. Bouchard, on affichait en tous cas une mine satisfaite, illustrant les propos tenus à Montréal par le chef du parti souverainiste, Gilles Duceppe, selon lequel « jamais un président français n'avait été aussi loin dans ses commentaires ». Les représentants du gouvernement canadien ont pour leur part estimé que rien de tout cela ne justifiait une telle émotion.

Georges Marion

## SCIENCE & VIE

# Notre Terre abrite-t-elle des mondes perdus ?

Montagne inaccessible, vallée oubliée, forêt impénétrable peuplée d'espèces totalement inconnues... Chimère ou réalité ?

Et aussi :

● Astronomie :

La photo qui raconte l'histoire de l'Univers

● Alimentation :

Les laboratoires du goût

● Téléphone :

Ce qui va changer le 1er janvier

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,23 TTC/min)



## M. Kabila annonce l'envoi de soldats à Brazzaville après les tirs d'obus qui ont frappé Kinshasa

L'ONU annonce le départ de ses enquêteurs de l'ex-Zaïre

Le président Laurent-Désiré Kabila a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, l'envoi d'un détachement militaire à Brazzaville afin de déterminer l'ori-

gine des tirs d'obus qui ont touché Kinshasa. Les belligérants congolais se renvoient la responsabilité de ces incidents. Par ailleurs, les enqû-

teurs de l'ONU sur les massacres de réfugiés dans l'ex-Zaïre vont quitter Kinshasa. M. Kabila continue à entraver leur action.

LE PRÉSIDENT de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, l'envoi prochain de soldats à Brazzaville afin de localiser les pièces d'artillerie qui ont ouvert le feu sur Kinshasa. A l'issue d'une rencontre avec Pascal Lissouba, président du Congo-Brazzaville, M. Kabila a précisé que le « détachement d'observation » envoyé par son armée aurait également pour tâche de « créer un corridor de sécurité dans la ville ».

« Ce détachement n'a rien à voir avec une force d'interposition. C'est une mission pour résoudre le problème grave d'une agression dont, semble-t-il, le Congo n'est pas responsable. Il y a des tirs qui viennent de l'autre côté et qui ont endeuillé des familles ici », a déclaré Laurent-Désiré Kabila.

L'homme fort de Kinshasa a ajouté être en contact avec l'adversaire de M. Lissouba, Denis Sassou Nguesso. Ce dernier devrait venir à Kinshasa pour donner sa version des tirs d'artillerie qui ont fait 31 morts dans la capitale de la RDC, MM. Lissouba et Sassou Nguesso se sont mutuelle-

ment rejétés la responsabilité des bombardements transcongolais, qui ont débuté lundi. Durant trois jours, Kinshasa a répliqué en bombardant Brazzaville. Les tirs cessant avec l'arrivée de Pascal Lissouba à Kinshasa.

Le détachement dépeché à Brazzaville sera, selon M. Kabila, « avec les forces du gouvernement congolais » du président Lissouba. « La mission prendra fin lorsqu'on aura cessé de nous tirer dessus », a dit le président de la RDC, qui n'a pas précisé la date de l'arrivée des soldats à Brazzaville.

L'arrivée de ces militaires sera « considérée comme une déclaration de guerre », a répondu M. Mvumba, le porte-parole des Forces démocratiques unies (FDU), la coalition qui, au Congo-Brazzaville, soutient le général Denis Sassou Nguesso. Il s'agit d'une « implication directe de Kinshasa dans le conflit », a-t-il ajouté.

La RDC a réclamé mercredi une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU, exhortant la communauté internationale à se détourner de « la politique de l'ourrouche » sous peine de plonger

la région des Grands Lacs dans une instabilité chronique. « Cette crise est inacceptable pour les habitants de Brazzaville et ceux de Kinshasa », a estimé le ministre des affaires étrangères, Bizima Karaha.

Par ailleurs, le pouvoir de la RDC a, selon le FDU, opéré une « rafle inquiétante » dans le camp de réfugiés de Kinkole, à Kishasa, composé de sympathisants du général Sassou Nguesso ayant fui les combats de Brazzaville. « Tous les hommes présents dans le camp, ou nombre de quelques centaines, ont été séparés des femmes et emmenés vers une destination inconnue », par des militaires de la RDC, a affirmé M. Mvumba, qui a noté « la complicité » entre la rafle et la décision d'envoyer un détachement à Brazzaville.

AVERTISSEMENT AMÉRICAIN

Parallèlement à ces développements sur les deux rives du fleuve Congo, l'ONU après une confrontation de plus d'un mois avec M. Kabila, a décidé mercredi de « rappeler pour consultations » sa mission d'enquête sur les massacres de réfugiés, bloquée à

Kinshasa. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, « a pris la décision de rappeler la commission d'enquête en attendant une clarification de la politique de la RDC », a déclaré son porte-parole, Fred Eckhard.

Le ministre des affaires étrangères de la RDC a assuré devant l'Assemblée générale de l'ONU que Kinshasa « ne se dédit pas » après avoir accepté le principe d'une enquête. Mais il a aussi affirmé que, « en aucun cas, elle ne devrait se transformer en mission politique, ce qu'elle a tenté de faire jusqu'à présent ». Le gouvernement a multiplié les obstacles au déploiement sur le terrain de cette commission d'enquête sur les massacres présumés de réfugiés butus rwandais.

La décision de l'ONU devrait aussi avoir pour conséquence de retarder la reprise de l'aide internationale, conditionnée au respect des droits de l'homme, au régime de Laurent-Désiré Kabila. Les Etats-Unis ont averti que l'aide américaine pourrait être suspendue si l'enquête de l'ONU continuait à être entravée. (AFP, Reuters.)

## Le pape rend visite aux Brésiliens, divisés sur l'avortement

RIO DE JANEIRO de notre correspondant

Promue par le Vatican « ville de synthèse de la plus grande nation catholique du monde », Rio s'apprête, dans une atmosphère fébrile caractérisée par un déploiement militaire et policier impressionnant (Le Monde du 30 septembre), à accueillir, du 2 au 5 octobre, la deuxième rencontre du pape avec les familles. Pour son troisième voyage au Brésil, Jean Paul II a choisi de promouvoir un événement pastoral entièrement axé sur la défense des valeurs traditionnelles de l'Eglise, associées aux liens indissolubles du mariage.

Samedi, le stade Maracanã, temple grandiose du football, abritera la fête du témoignage, un rassemblement monstre égayé de spectacles, au cours duquel cent quatre-vingt-dix délégations, et vingt mille pèlerins, originaires d'une soixantaine de pays, célébreront, parmi plus de cent mille fidèles, « la famille, espérance de l'humanité ». Selon la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), le pape « ne pourra éviter » d'abord durant son séjour, ne serait-ce que dans le cadre du Congrès théologique pastoral organisé parallèlement en présence de deux mille cinq cents participants, un thème qui lui tient particulièrement à cœur, celui de l'avortement, qu'il a récemment assimilé à un holocauste.

Or l'interruption volontaire de grossesse fait, ces dernières semaines, l'objet de controverses acérées dans un pays comptant toujours, en dépit de la montée en puissance des sectes néo-

pentecôtistes, le plus de catholiques au monde (environ 122 millions sur 147 millions d'habitants à l'époque du dernier recensement religieux, réalisé en 1991). Approuvant, fin août, un projet de loi réglementant des dispositions inscrites au code pénal depuis 1940, la commission de constitution et justice du Congrès a déclenché, en effet, un tollé dans les rangs des défenseurs du « droit inaliénable à la vie » garanti par la Constitution de 1988. Le texte, polémique, qui doit être examiné successivement par la Chambre fédérale et le Sénat, oblige les établissements publics de santé à pratiquer l'avortement dans les cas où la grossesse est le fruit d'un viol ou si elle met la vie de la mère en danger.

« LA PORTE OUVERTE À L'EUTHANASIE »

« C'est la porte ouverte à l'euthanasie », a aussitôt riposté Mgr Lucas Moreira Neves, le président de la CNBB. Il a également recommandé aux Brésiliens de faire pression sur les parlementaires « ayant une conscience catholique » afin de faire échec au projet. Même le ministre de la santé, Carlos Albuquerque, s'est senti un devoir de clamer publiquement son « indignation », avant de se réfugier, au nom de la solidarité gouvernementale, dans un silence contraint. Athée déclaré, le président Fernando Henrique Cardoso, qui entretient des relations houleuses avec l'épiscopat en raison de la politique économique néolibérale qu'il applique, n'a pas l'intention d'user, le cas échéant, de son droit de veto.

Après avoir perdu la bataille du divorce, léga-

lisé en 1976, puis celle de la stérilisation gratuite (vasectomie et ligature des trompes) dans les hôpitaux publics, votée à la mi-août par le Congrès, la CNBB tente aujourd'hui de s'opposer, avec l'énergie du désespoir, à un projet par ailleurs très populaire parmi ses propres ouailles.

Respectés dans l'opinion publique pour ses engagements courageux au côté des exclus, notamment en faveur de la réforme agraire, l'Eglise brésilienne s'avère désormais incapable de faire partager ses vues, sûrement alignées sur celles de Rome, en matière de mœurs. D'après une enquête de la Folha de São Paulo, 68 % des catholiques pratiquants interrogés à la sortie de la messe « préfèrent suivre leur conscience plutôt que d'obéir aveuglément aux décrets de l'Eglise ». Le mariage religieux n'est pas perçu comme une obligation pour 64 % d'entre eux.

Fief du cardinal-archevêque Eugenio Sales, porte-voix des conservateurs au sein d'une Conférence épiscopale « noyautée » par les adeptes de la théologie de la libération, Rio n'échappe pas pour autant à sa réputation de métropole sensuelle éprise de dolce vita. Pour l'immense majorité des cariocas, catholiques compris, jeter l'anathème sur la « chemise de Venise » (appellation locale du préservatif) équivaut à une plaiderie en plein désert. La résidence l'ambiguïté de l'hommeage populaire qui sera rendu à Jean Paul II.

Jean-Jacques Sévilla

## L'étrange libération du chef spirituel du Hamas

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Geste de générosité politique ou conséquence d'une bavure commise en Jordanie par des agents des services secrets israéliens ? Etrange affaire en tout cas que la libération, au cœur de la nuit de mardi 30 septembre à mercredi 1<sup>er</sup> octobre, du footballeur et guide spirituel du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), le cheikh Ahmed Yassin. Officiellement, Benyamin Netanyahu explique ce geste « en raison de la santé dégradée » de ce paralytique de soixante et un ans, condamné à perpétuité par un tribunal militaire israélien en 1989. Officiellement, c'est aussi « pour répondre à la demande du roi Hussein de Jordanie de prendre des mesures positives en faveur du

processus de paix » que le pardon aurait été accordé. Officiellement.

En fait, à la veille des fêtes du Nouvel An juif, qui priveront le pays de journaux jusqu'à dimanche, le débat s'est arrêté net et, aussi bien le premier ministre que ses habitués porte-parole ont refusé tout au long de la journée de mercredi d'épiloguer. « Je n'ai rien à ajouter là-dessus », a ainsi répliqué M. Netanyahu aux journalistes qui tentaient de l'interroger.

Il est vrai qu'au moment où Israël et les Etats-Unis somment Yasser Arafat de s'attaquer « à l'infrastructure du Hamas » dans les territoires, l'élargissement de son fondateur a de quoi surprendre l'opinion israélienne et embarrasser le gouvernement. D'ailleurs, comme pour se faire pardonner son geste, le pouvoir nationaliste a également libéré, mercredi, deux extrémistes juifs emprisonnés pour avoir tué un commerçant palestinien à Jérusalem-Est et racourci la peine de trois autres, également condamnés pour des meurtres d'Arabes dans les territoires occupés.

Les autorités de l'Etat juif, qui évoquent périodiquement, depuis 1994, l'éventuelle libération du vieux responsable islamiste « pour raison humanitaire », craignaient-elles que le vieil homme, transporté dans un hôpital d'Amman en Jordanie, décède dans sa prison, au

risque de provoquer de nouveaux attentats vengeurs ? On n'écarterait pas, en haut lieu, cette interprétation. Mais il en est une autre, plus troublante, fournie par des sources arabes largement citées mercredi sans conditionnel par les meilleurs journalistes experts du Mossad, le service de renseignement d'Israël.

Tout commence jeudi dans les rues d'Amman. Un militant exilé et assez important du Hamas, Khaled Mechaal, échappe de peu à un attentat commis par deux inconnus. Manifestement touché au cou par une décharge électrique doublée d'un lacher de gaz, M. Mechaal se retrouve dans le coma à l'hôpital d'Amman. Ses agresseurs poursuivis par son garde du corps sont arrêtés peu après par la police jordanienne.

UNE BAVURE DU MOSSAD ?

Bizarrement, les deux boranes, porteurs de passeports canadiens, refusent l'assistance de l'ambassade du Canada à Amman. Bizarrement encore, les témoignages écrits de plusieurs anciens agents du Mossad soulignent souvent que la « maison » adore les faux passeports canadiens pour circuler dans le monde. Bref, selon plusieurs agences de presse, dont le bureau de l'AAP à Amman, les autorités jordaniennes auraient rapidement découvert l'identité réelle des deux agresseurs - deux autres agents qui

servaient de soutien logistique seraient réfugiés à l'ambassade d'Israël à Amman - et le roi Hussein, lui-même, aurait discrètement placé M. Netanyahu devant le choix suivant : ou bien vous nous faites parvenir l'antidote qui nous permettra de sauver la vie de Mechaal, vous libérez des prisonniers palestiniens, dont le cheikh Yassin, et alors nous étouffons l'affaire. Ou bien vous refusez, et nous rompons nos relations diplomatiques et nous organisons pour vos hommes un procès public retentissant.

Suite à une rencontre discrète, dimanche en Israël, entre trois ministres de M. Netanyahu - dont Ariel Sharon - et le président Hassan, frère du roi Hussein, l'antidote serait parvenu à Amman et le souverain bachémite, quarante-huit heures plus tard, s'est publiquement félicité d'avoir « adopté une position qui a mené, grâce à Dieu, à révéler ce dont souffrait M. Mechaal ». Si l'hypothèse de la bavure se vérifie, l'élargissement du cheikh Yassin constituerait donc la deuxième condition du marchandage, et le roi Hussein a dit « attendre du gouvernement israélien qu'il prenne une initiative pour relancer le processus de paix ». Mais, bien entendu, tout a été démenti mercredi par les autorités jordaniennes.

Patrice Claude

## Les turbulences monétaires continuent en Malaisie

KUALA LUMPUR. La Malaisie a continué d'être secouée par des turbulences monétaires après de nouveaux propos tenus par Mahathir Mohamad. Dans un discours prononcé mercredi 1<sup>er</sup> octobre au Chili, le premier ministre malaisien a relancé ses attaques contre les « manipulateurs » de monnaies et réexprimé « le besoin de réguler ou d'interdire le marché des changes afin que le commerce puisse s'épanouir ». Le lendemain, le ringgit a perdu 3,5 % de sa valeur par rapport au dollar. Provoquant une première irritation dans d'autres capitales de la région, l'effet d'entraînement a, au moins en partie, expliqué la chute de la roupie indonésienne (environ 5 %) et du peso philippin (1,2 %). Les indices boursiers ont suivi : une baisse de 2,3 % à Kuala Lumpur et de 1,8 % à Jakarta. Demeurant très vulnérable, le baht thaïlandais n'a pas tiré profit du fait qu'une crise politique venait d'être évitée à Bangkok. (Corresp.)

## La Russie obtient un important rééchelonnement de sa dette

MOSCOU. La Russie devrait signer, lundi 6 octobre à Moscou, un accord historique de rééchelonnement de sa dette de 24 milliards de dollars, héritée de l'ex-URSS, auprès des banques commerciales regroupées au sein du Club de Londres, a indiqué, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, un haut responsable du ministère russe des finances. « Il s'agit d'un des plus importants rééchelonnements jamais négociés avec le Club de Londres », a déclaré Nikolai Gavrilov, directeur adjoint du département du ministère chargé du service de la dette. M. Gavrilov en attend un regain de confiance des investisseurs en Russie, ainsi qu'une amélioration de la notation financière du pays. (AFP)

## Sept Croates de Bosnie se rendront volontairement devant le TPI

ZAGREB. Un groupe de sept Croates de Bosnie accusés de crimes de guerre se rendra prochainement volontairement devant le Tribunal pénal international (TPI), a déclaré, jeudi 2 octobre, le porte-parole du ministère croate des affaires étrangères. « La Croatie a toujours déclaré qu'elle est prête à coopérer avec le Tribunal de la Haye. (...) Ce groupe se rendra volontairement et très prochainement à la Haye », a déclaré le porte-parole, Zeljko Tikanjic. Il a précisé que ce groupe, baptisé « groupe de Vitez » (du nom d'une ville de Bosnie centrale) compte sept personnes. Elles sont accusées par le TPI d'avoir commis des crimes de guerre durant le conflit croato-musulman (1993-1994). (AFP)

## L'UE et les Etats-Unis discutent des relations transatlantiques

WASHINGTON. Des représentants de l'Union européenne et de l'administration américaine ont tenu, mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Washington, une réunion consacrée aux relations transatlantiques, notamment à deux différends majeurs à propos de la loi américaine Helms-Burton, qui prévoit des sanctions contre les entreprises étrangères qui investissent à Cuba, et d'une autre législation américaine, la loi D'Amato, qui institue des sanctions contre les sociétés investissant dans les secteurs pétrolier et gazier en Iran et en Libye. « Nous allons voir jusqu'à quel point nous pouvons trouver une solution qui pourrait couvrir probablement aussi bien la question de Helms-Burton et la loi sur les sanctions contre l'Iran et la Libye », a déclaré à CNN Hugo Paemen, ambassadeur de l'UE à Washington. Sur l'affaire Helms-Burton, le porte-parole du département d'Etat a fait état de « progrès ». Mais, selon un diplomate européen, « les négociations ne se passent pas bien du tout : on a plutôt régressé ces dernières semaines ». (Corresp.)

AFRIQUE

■ NIGERIA : les militaires entament leur « dernière année » au pouvoir et, le 1<sup>er</sup> octobre 1998, « une administration civile élue entrera en fonctions », a déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Abuja, le général Sani Abacha. Des élections présidentielles sont prévues en août 1998. (AFP)

■ TUNISIE : Khémal Ksila, vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), a été inculpé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, d'« outrage à l'ordre public », de « diffusion de fausses nouvelles » et d'« incitation » à transgresser les lois. Détenue à la prison civile de Tunis, diabolique, il était jusqu'à présent privé de ses médicaments. M. Ksila a été arrêté après avoir commencé une grève de la faim - qu'il a interrompue - pour protester contre son licenciement et la confiscation de son passeport en raison, selon lui, de son activité militante en faveur des droits de l'homme.

ASIE

■ AFGHANISTAN : les combats autour de Mazar-i-Sharif, ville de l'extrême nord assiégée par les talibans, ont causé la mort d'environ 150 civils en deux jours, a déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> octobre à l'ONU, un représentant de l'opposition en exil. La situation demeure très confuse à Mazar-i-Sharif, où un porte-parole du mouvement chiite Hezb-i-Wahdat, hostile aux talibans, a menacé d'entreprendre une « action sérieuse » contre les membres de l'ONU, accusés d'espionnage au profit des talibans. (AFP)

EUROPE

■ FRANCE-ALLEMAGNE : le chef du gouvernement du Land de la Sarre (Allemagne), Oskar Lafontaine (SPD), et le président du conseil général de la Moselle, Philippe Leroy (RPR), ont plaidé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Metz, pour l'installation du siège de l'université franco-allemande à Sarrebruck (Allemagne). La création de cette université à la structure très légère - chargée de coordonner les cursus et des diplômes communs existant entre les deux pays - avait été décidée lors du sommet franco-allemand de Weimar, mi-septembre. (AFP)

■ ALBANIE : la société d'épargne pyramidale Vefa Holding a commencé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, à rembourser ses épargnants, promettant de restituer chaque jour leurs économies à une cinquantaine de personnes, selon une liste publiée par la presse albanaise. La communauté internationale a conditionné son aide à l'Albanie au remboursement des sommes amassées par les sociétés d'usure aux dépens de centaines de milliers de petits épargnants. (AFP)

■ RUSSIE : le parquet de Moscou a ouvert une enquête criminelle pour abus de pouvoir contre l'ancien président du comité d'Etat aux privatisations et ex-vice-premier ministre Alfred Kokh, soupçonné de corruption, a indiqué, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le vice-procureur de Moscou, Iouri Sionine. M. Kokh avait quitté ses fonctions mi-août, après avoir été accusé par certains médias et financiers d'avoir biaisé plusieurs grandes privatisations. (AFP)

AMÉRIQUES

■ ETATS-UNIS : les évêques catholiques tendent la main aux homosexuels, dans un message rendu public mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Washington. « Nous devons nous efforcer d'éliminer toute forme d'injustice, d'oppression ou de violence » à leur encontre, écrivent-ils, ajoutant : « L'homosexualité ne peut pas être considérée comme un péché, car la moralité présuppose la liberté de choix ». (AFP)

**OISE**  
Stages d'anglais  
à la Toussaint  
Pour les classes de fin de Terminale  
Nantes, Angoulême  
Bordeaux 05 87 92 34 12  
Lille 03 20 43 28 35  
Paris 01 47 78 24 00 74  
Paris 01 44 19 66 66  
Rennes 02 99 79 78 44



# la question "ça existe un serveur PC qui s'entende bien avec les autres?" a sa **solution**



IBM et Intel travaillent  
ensemble pour  
optimiser la mise  
au point des serveurs  
et assurer  
leur compatibilité.

**domino**

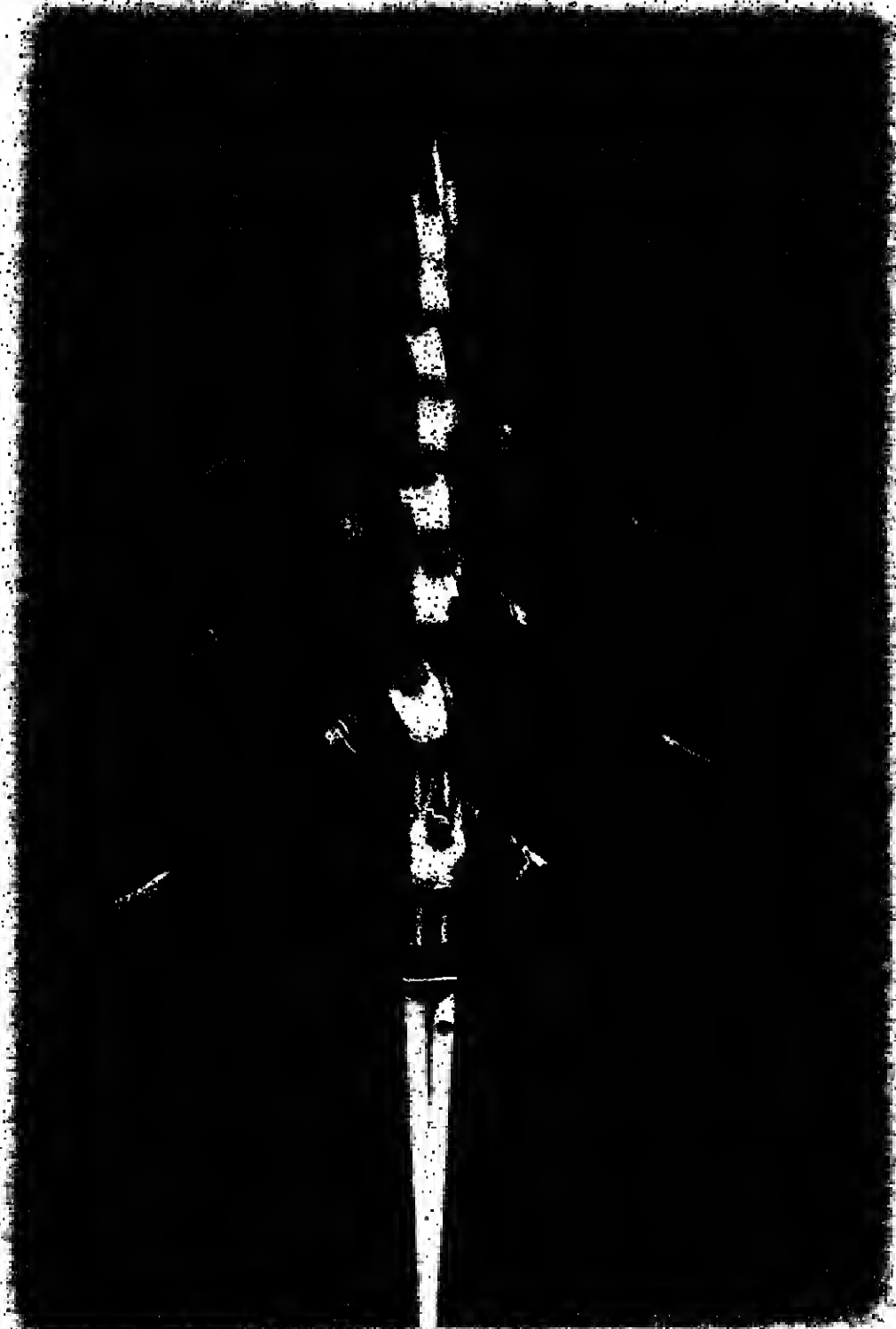
Tout le monde parle  
de Lotus Notes et  
de Lotus Domino,  
le premier logiciel  
serveur Internet  
Intranet, inclus  
gratuitement dans  
chaque IBM PC  
Serveur.

**MICROSOFT  
WINDOWS NT  
COMPATIBLE**

Les IBM PC Serveurs  
sont mis au point, testés  
et certifiés pour être  
100% compatibles avec  
Microsoft NT.



Les IBM PC  
Serveurs 330. Toute  
la puissance dans votre  
réseau à des  
prix abordables.



## Les solutions IBM PC Serveurs

Vous voulez que votre entreprise soit plus performante? Essayez ceci: appelez IBM et nous mettrons votre réseau daplomb. Les IBM PC Serveurs vous permettent de travailler sur des plateformes Intel puissantes, évolutives et bien sûr testées et optimisées pour Microsoft Windows NT, Novell NetWare et d'autres systèmes d'exploitation de tout premier plan.

Nous formons une véritable équipe avec tous les grands noms de cette industrie. Cela vous permet d'installer et d'exploiter en toute sécurité les applications de SAP, Lotus, Baan, Microsoft, Oracle... la liste est illimitée.

Pour rendre votre serveur compatible, personne n'a plus d'expérience que nous. Chacun de nos serveurs profite de notre légendaire savoir-faire sur les grands systèmes. Vous disposez alors de la plus solide fondation pour construire votre informatique en réseau. Tous nos serveurs PC sont fournis avec NetFinity d'IBM, le célèbre logiciel de gestion de systèmes. Non seulement NetFinity régule et contrôle votre serveur, mais en plus, sa gestion des performances au travers d'Internet est unique.

Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux avantages d'un IBM PC Serveur. Laissez IBM vous aider à construire un meilleur réseau en appelant le 02 38 55 77 77 ou en nous rendant visite sur [www.ibm.fr](http://www.ibm.fr) ou encore [www.us.pc.ibm.com/Server](http://www.us.pc.ibm.com/Server) Pour une entreprise plus performante

**IBM**

Solutions pour une petite planète

Intel et Pentium sont des marques de Intel Corporation. Les autres marques citées sont la propriété de leurs détenteurs respectifs.



**IMMIGRATION** Les initiateurs du mouvement contre la loi Debré, au printemps dernier, ont choisi de lancer un nouvel appel pour s'en prendre cette fois à la politique conduite par le

gouvernement. Dans ce texte, signé par 1 300 personnes, ils demandent la régularisation de tous les « sans-papiers qui en ont fait la demande », dénonçant le nombre très faible des ré-

gularisations déjà intervenues. ● LES SIGNATAIRES critiquent également le projet de loi Chevènement sur l'immigration, souhaitant « une nouvelle législation ». ● DANS UN AVIS rendu

mercredi 1<sup>er</sup> octobre, la Commission nationale consultative des droits de l'homme propose une réécriture complète, et dans un sens nettement plus libéral, des projets de lois du

gouvernement sur la nationalité et l'immigration. Cet avis pourrait relancer les contestations au sein de la majorité, les Verts et le PCF ayant déjà exprimé leurs désaccords.

## Les pétitionnaires anti-Debré dénoncent la politique de M. Chevènement

Un appel, signé par 1 300 artistes et intellectuels, demande la régularisation de tous les « sans-papiers qui en ont fait la demande ». Les initiateurs du mouvement du printemps critiquent le projet de loi du ministre de l'intérieur sur l'immigration

LES PÉTITIONNAIRES de février repartent en guerre. Huit mois après leur premier coup d'éclat, les initiateurs du mouvement contre la loi Debré, qui avait conduit le ministre de l'intérieur du gouvernement Juppé à modifier son projet de loi, lancent en effet un appel pour « la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande ». Dans ce texte, 1 300 personnes issues de nombreuses professions, pour l'essentiel artistiques et intellectuelles, réclament ce « geste politique » et expriment leur opposition à la procédure de « régularisation sous condition » lancée par Jean-Pierre Chevènement le 24 juin. Au passage, les signataires dénoncent le projet de loi Chevènement sur l'immigration, et réclament « une nouvelle législation, rompant radicalement avec les lois d'hier (Pasqua/Debré) et celle qui en nous ancrant aujourd'hui » (lire page 16 le

texte de l'appel). Hasard du calendrier, cette initiative est rendue publique le jour où la commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) remet un avis fortement critique sur les projets de loi du gouvernement sur l'immigration et la nationalité. Si la position de la CNCDH traduit l'hostilité du monde associatif à ces deux textes, ce nouvel appel des pétitionnaires vient manifester les regrets et l'inquiétude de personnes qui pensaient bien avoir contribué à la victoire de la gauche aux élections législatives. Deux sentiments face auxquels ils lancent une initiative qu'ils qualifient d'« unitaire ».

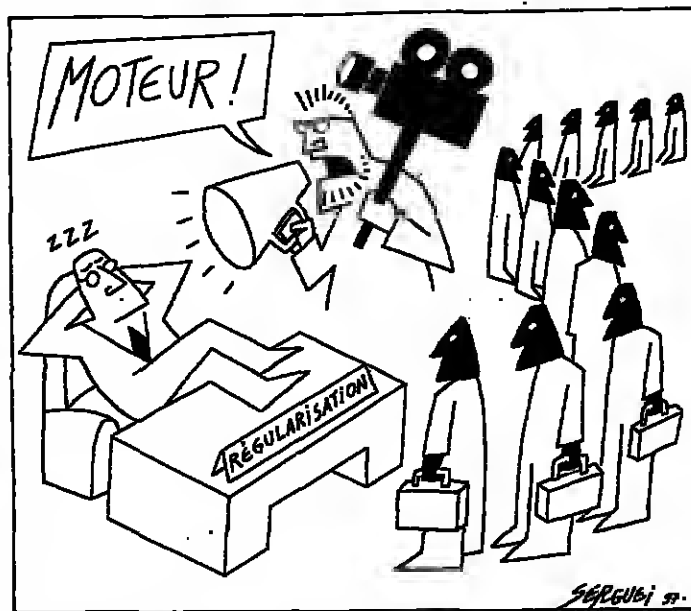
Unitaire par les noms qui figurent au bas de ce texte. Les cinéastes, qui s'étaient retirés du collectif des pétitionnaires en mars, ont rejoint le mouvement, contribuant même de façon importante à la rédaction finale du texte. La

liste des signataires regroupe par ailleurs des personnalités connues, souvent à l'origine du mouvement de février, mais aussi des personnes dont la célébrité n'a pas dépassé les frontières de leur profession. Soucieux de répondre aux accusations de paritarisme lancées en février, les signataires ont enfin respecté un équilibre entre la capitale et la province.

### « L'ÉMOTION ET LA MORALE »

Unitaire, l'initiative l'est également par l'objectif adapté et la forme retenue. Une première mouture de l'appel, rédigée le 16 septembre et intitulée « Tenir promesse », ciblait directement le projet Chevènement et dénonçait le refus du gouvernement d'abroger les lois Pasqua et Debré, ce à quoi Lionel Jospin s'était pourtant engagé. Mais à l'issue d'une seconde réunion et sous l'impulsion des cinéastes, le texte final a été réécrit sur la régularisation des sans-papiers. Une manière de « rester fidèle à l'esprit de février », explique la réalisatrice Pascale Ferran, à savoir un appel aux principes.

« Ce texte privilégie l'émotion et la morale », résume l'avocate Françoise Cottat. « Moi, j'aurais préféré que l'on dénonce clairement le projet Chevènement qui s'inscrit dans le droit fil des lois Pasqua et Debré en continuant de faire de l'immigré le bouc émissaire, mais la majorité en a décidé autrement », poursuit-elle. « Le projet Chevènement sera notre prochain objectif, assure sa



conseiller Christine Elkind, mais là, il fallait avant tout parvenir à un texte unitaire. Ce même souci a interdit toute référence à un « grand débat national » sur l'immigration, certain le jugeant indigne, mais d'autres en redoutant les effets pervers.

Produit d'un consensus, cette priorité accordée à la régularisation des sans-papiers traduit également le souci des signataires de « ne pas être compliqué d'un marché de dupes », comme l'affirme l'appel. « Parmi les quelque 120 000 dossiers qui vont être déposés, une

maîté seulement sera peut-être régularisée », explique l'écrivain Patrick Cahuzac. « Que va-t-on faire des autres ? Les laisser dans la nature ? Les reconduire à la frontière ? Nous tous, les signataires de février, mais aussi le gouvernement, le PS, la gauche, nous les avons invités à sortir de la clandestinité et à nous faire confiance. Et cette opération de régularisation va se transformer en formidable opération de police. Vous imaginez, un fichier avec 60 000 noms d'étrangers irréguliers ? Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça... »

L'appel s'en prend donc violemment à cette opération. Sans trop se soucier des détails, il explique ainsi que « 90 000 demandes ont été recensées pour moins de 1 200 régularisations ». Une formulation qui laisse à penser que 88 800 demandes auraient été rejetées. En réalité, à la fin du mois d'août, date où les derniers chiffres officiels ont été publiés, les réponses négatives ne dépassaient pas 300. Au ministère de l'intérieur, on précise que sur les quelque 115 000 à 120 000 demandes déposées fin septembre, le nombre de régularisations déjà prononcées devraient se situer « entre 5 000 et 10 000 » et le nombre de refus « sensiblement en dessous ». Autant dire que la première caractéristique de cette régularisation est aujourd'hui sa lenteur.

Pour les signataires, l'essentiel reste cependant le sentiment d'avoir été « trappés ». « C'est vrai que de la gauche, nous attendions tous autre chose », résume l'écrivain Dan Frank. Cet appel s'inscrit donc dans une sorte de « devoir de suite », qui après avoir frappé sur le camp d'en face, conduit les signataires à se battre aujourd'hui dans leur propre famille. Avec toutefois, un espoir supplémentaire, que résume Patrick Cahuzac : « Avant, nous avions affaire à des sourds chroniques. Aujourd'hui, nous avons quand même l'espoir d'être entendus. »

Nathaniel Herzberg

### Cinéastes, médecins, coiffeurs, avocats...

Le nouvel appel a réuni, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, environ 1 300 signataires. Parmi eux, 80 avocats, 95 musiciens, 115 comédiens et gens du théâtre, 210 réalisateurs, producteurs et techniciens du cinéma, une trentaine d'écrivains et autant de journalistes. À leur côté, de nombreuses professions sont également représentées : libraires, bibliothécaires, médecins, psychanalystes, infirmières, éducateurs, anti-quinaires, kinésithérapeutes ou encore coiffeurs.

Les initiateurs de l'appel soulignent que de nombreuses professions n'ont pas encore été contactées et que d'autres n'ont commencé à recueillir leurs signatures que mardi, voire mercredi. L'appel « à la désobéissance » civile lancé en février avait recueilli plus de 100 000 signatures.

### Des députés de gauche appellent à des « contre-projets »

UN PETIT NOMBRE d'élus de gauche, parmi lesquels Guy Hascoët (Vert, Nord), Noël Mamère (écologiste, Gironde), Kofi Yamgnane (PS, Finistère), Yann Galut (PS, Cher), Alain Tourret (PRS), appellent leurs collègues des groupes de la majorité à les rejoindre, au sein d'une « commission de la majorité plurielle », pour le moment tout à fait informelle, afin d'auditionner les associations concernées par l'immigration et, dans quelques jours, présenter, « sur cette base, des amendements communs » au projet de loi de Jean-Pierre Chevènement. De leur côté, les communistes refondateurs, qui semblent décidés à voter contre ce texte, s'approprient à présenter devant le groupe communiste un contre-projet, pour tenter de l'amener vers le « nan ».

### MAUVAISE HUMEUR

Dès le départ, les parlementaires de la majorité avaient regretté de ne pas avoir été associés à l'élaboration des projets de loi sur l'immigration et la nationalité. Un peu plus tard, lors de l'audition de Patrick Weil devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, le 18 septembre, Jacques Brunhes (PCF, Hauts-de-Seine) avait annoncé que le groupe communiste souhaitait une saisine du Conseil constitutionnel sur l'allongement de la durée de rétention administrative à quatorze jours. Guy Hascoët avait donné son accord à une telle démarche. Première traduction d'une mau-

vaise humeur sous-jacente. Préparant un appel qui, en cas de succès, devrait être rendu public dans quelques jours, les députés « pluriels » réunis autour de Guy Hascoët et de Noël Mamère expliquent qu'« au-delà de leurs formations respectives », ils entendent bien « faire avancer le débat » sur un sujet qu'ils jugent symbolique et « essentiel pour la majorité plurielle ».

### CANALISER LES INTERROGATIONS

« Ce n'est pas une machine de guerre contre le gouvernement », préviennent-ils. « Nous voulons simplement faire sortir le débat de la caricature », afin de « se démarquer des positions outrancières et irréalistes défendant l'immigration zéro ou la liberté complète d'entrée et de séjour ».

L'inquiétude, en effet, gronde. « Les propos tenus par le premier ministre lors de son audition par le groupe RCV, le 23 septembre, ne nous ont pas convaincus qu'il existait un espace de débats et de manœuvre. » « Nous souhaitons que le gouvernement ne « boucle » pas son attitude. Si c'était le cas, nous cessons de jouer », explique Guy Hascoët. Ces députés réclament, entre autres, l'abolition de la double peine, l'attribution plus large des cartes de dix ans, l'amélioration du droit du sol.

Jean-Pierre Chevènement a entrepris, de son côté, la tournée des députés. Après avoir été entendu le 30 novembre, par le groupe Radicaux, Citoyens et Verts (RCV) de l'Assemblée nationale, il se rendra le 7 octobre devant les députés socialistes, puis le 21 devant le groupe communiste. Le 30 septembre, députés et sénateurs socialistes ont décidé de créer un groupe de travail commun pour proposer des amendements au projet de loi, à l'indiqué Claude Estier, à l'issue de la rencontre entre Lionel Jospin et le groupe socialiste. Une manière officielle, cette fois, de canaliser les interrogations des parlementaires socialistes.

Ariane Chemin et Jean-Baptiste de Montvalon

### La Commission des droits de l'homme propose une réécriture des textes

PLUS qu'à de simples amendements, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) appelle, dans un avis adopté mercredi 1<sup>er</sup> octobre et transmis à Matignon, à une réécriture d'ensemble des projets de lois gouvernementaux sur la nationalité et l'immigration dans un sens plus libéral. Dernier d'un strict rappel des exigences des droits de l'homme, la CNCDH, organe placé auprès du premier ministre, taille en pièces les textes préparés par le garde des sceaux et le ministre de l'intérieur. Cet avis remet en cause tant de choix gouvernementaux qu'il ne devrait être pris que très partiellement en compte, d'ici à l'adoption des deux projets en conseil des ministres, le 15 octobre. Mais ce texte pourrait nourrir la contestation qui couve au sein de la majorité.

La commission présidée par Jean Kahn, sorte de parlement du monde associatif spécialisée dans la défense des étrangers et des droits de l'homme, avait pris les devants dès juillet, en rédigeant une « note d'orientation » sur ces sujets. Elle prônait déjà une refonte totale de la législation sur l'immigration à partir du strict respect de certains droits universels, comme celui d'« aller et venir », de « mener une vie familiale normale » ou d'« égalité » entre Français et étrangers.

L'avis rendu mercredi à la demande du gouvernement ne reprend pas ce schéma révolutionnaire, puisqu'il porte sur les copies ministérielles qui toisent les lois Méhaignerie et Pasqua de 1993. Pourtant, examinant chaque point des réformes à l'aune des droits de l'homme, la commission qui a travaillé sous la conduite de Jacques Riès, conseiller d'Etat honoraire, propose trente et une modifications destinées à tourner radicalement les pages répressives des années 90. Reconnaissant « un progrès par rapport à l'état du droit résultant des lois Pasqua, Méhaignerie et Debré », la CNCDH souhaite en accentuer très nettement la tonalité libérale pour revenir à l'esprit des lois Joxe de 1989 et Dufour de 1984.

● Nationalité. Le projet de loi Guigau propose un compromis entre la loi d'avant 1993 et l'ac-

tuelle pour les enfants nés en France de parents étrangers : acquisition de la nationalité française par déclaration entre seize et dix-huit ans, puis automatique à dix-huit ans. La CNCDH estime que l'exigence d'une manifestation de volonté, introduite en 1993, « a pu être ressentie comme une marque de rejet exprimée par la représentation nationale à l'égard des jeunes concernés ». Tout en accueillant « favorablement » le projet gouvernemental, elle souhaite « l'établissement d'un droit du sol intégral, sous réserve des conditions de résidence », c'est-à-dire la suppression de toute démarche volontaire spécifique aux enfants d'étrangers.

L'avis recommande un retour complet à la loi en vigueur entre 1889 et 1993. Est proposé le rétablissement de la possibilité pour les parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs « afin de simplifier la situation (...) des jeunes concernés durant leur minorité ». Une disposition proche avait été défendue par le garde des sceaux mais a été rejetée par le premier ministre. La crainte de voir des parents utiliser la nationalité de leurs enfants pour régulariser leur propre situation a motivé cet arbitrage contesté par la CNCDH.

● Asile. Satisfaite de la reconnaissance de la spécificité de l'asile politique, la CNCDH pointe plusieurs insuffisances du projet. Alors que les victimes de persécution n'émanant pas d'un Etat (les victimes des islamistes en Algérie par exemple) se voient aujourd'hui refuser la protection de la France par suite d'une interprétation restrictive de la Convention de Genève, la commission demande que le statut de réfugié puisse être accordé « quel que soit l'auteur des persécutions ». Elle propose aussi d'ériger l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), actuellement placé sous tutelle des affaires étrangères, en « autorité administrative indépendante ». Quant à l'asile territorial, accordé par le ministre de l'intérieur, il devrait, selon elle, être entouré de garanties : motivation des refus et recours suspensif.

● Certificat d'hébergement. La commission estime que ce document doit faciliter l'intention d'un

visa et non « instaurer une vérification supplémentaire en maintenant une logique de contrôle et en laissant aux moindres la possibilité de pratiques arbitraires (...) ». A l'instar de M. Chevènement, elle en souhaite le remplacement par « une simple attestation d'accueil ».

● Visas. Alors que le projet de loi limite à quelques cas l'exigence d'une motivation des refus de visas, la CNCDH propose la généralisation de cette mesure et l'instauration d'un recours encadré « dans un délai raisonnable ».

● Titres de séjour. Les « avancées » du projet de loi sont saluées, mais la commission estime que les étrangers régularisés (jeunes, résidents de longue durée, époux de Français, etc.) devraient obtenir une carte de dix ans et non un titre précaire d'un an, s'agissant de personnes « ayant en réalité vocation à poursuivre leur vie en France ». Quant aux cartes de dix ans, elles devraient être délivrées sans condition, ni de respect de l'ordre public, ni d'entrée, ni de séjour régulier, selon la CNCDH. Celle-ci demande aussi l'interdiction de la prise d'empreintes digitales des demandeurs de carte de séjour et le rétablissement des « commissions de séjour » supprimées par la loi Debré.

● Mariage. La commission estime que l'instauration de délais après le mariage, tant pour l'obtention d'une carte de résident que pour l'acquisition de la nationalité française, revient à soupçonner de fraude l'ensemble des mariages « mixtes ». Elle demande donc la suppression de ces délais jugés discriminatoires.

● Droits sociaux. La limitation à certaines « pathologies graves » des droits à l'assurance-maladie des retraités étrangers est jugée « discriminatoire », s'agissant de personnes ayant normalement cotisé. La CNCDH veut aussi faire abroger les dispositions de la loi Pasqua qui empêchent l'immatriculation à la sécurité sociale des sans-papiers, même s'ils cotisent.

● Regroupement familial. La commission estime que le droit accordé aux scientifiques étrangers de faire venir leur conjoint devrait s'appliquer à tous les étrangers. Pour respecter le droit fondamental à la vie familiale, les conditions de

ressources et de logement devraient être, selon elle, supprimées.

● Rétention et reconduite à la frontière. Les sanctions pénales (prison) prévues à l'encontre des sans-papiers devraient être supprimées puisque l'administration « dispose des moyens pour permettre » leur éloignement du territoire. La commission estime que ces peines sont « inopérantes sur la maîtrise des flux migratoires, contribuent à la surpopulation des prisons et ont un effet criminogène alimentant en outre l'amalgame entre les étrangers irréguliers et les délinquants ». La rétention constitue une privation de liberté sans jugement, rappelle-t-elle, pour s'opposer au passage de dix à quatorze jours de sa durée maximale, qualifiée de « mesure excessive et disproportionnée ».

● Expulsion. Afin de réduire les risques d'arbitraire administratif, la CNCDH souhaite que tous les étrangers protégés contre l'expulsion (parent au conjoint de Français, résident ancien, etc.) le soient aussi contre l'interdiction du territoire. Pour les délinquants, les expulsions seraient limitées aux cas de « menace pour l'ordre public » non seulement « grave » mais aussi « actuelle ». Enfin, selon la commission, la possibilité d'expulser devrait être justifiée par « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat et la sécurité publique ». Fidèle à l'exigence d'un « recours effectif » pour chaque sanction, les défenseurs des droits de l'homme demandent le rétablissement du pouvoir décisionnel de la commission d'expulsion.

Philippe Bernard

### Biographies & photos

### Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

110 édition (3 volumes) 990 frs TTC  
Editions Jean-François Doumic  
Tél. 01 42 46 58 10

Depuis 1894  
DU BEAU VETEMENT A  
LA SIMPLE RETOUCHE  
**LEGRAND**  
Tailleur sur mesure  
Hommes et Dames  
Nouvelles collections  
Prix agréables  
27, rue du 4-Septembre, Paris 28  
Tél : 01.47.42.70.61



## Le salaire net a baissé de 1,3 % en moyenne en 1996, selon une étude de l'Insee

La moitié des rémunérations nettes est inférieure à 8 600 francs

Selon une étude de l'Insee, publiée jeudi 2 octobre, le salaire net des salariés du secteur privé et des entreprises publiques a reculé, en 1996, de 1,3 % en

moyenne. Ce constat alimentera sûrement la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail, prévue le 10 octobre.

DANS LE DÉBAT sur la mise sous conditions de ressources des allocations familiales, majorité et opposition se querellent sur la notion de « classes moyennes ». L'étude de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), publiée jeudi 2 octobre, remet quelques pendules à l'heure : en 1996, dans le secteur privé et les entreprises publiques, le salaire moyen offert pour un temps de travail complet s'est élevé à 13 500 francs par mois en brut et à 10 685 francs net.

L'étude souligne aussi que la moitié des salaires nets est inférieure à 8 600 francs, un quart à 6 770 francs. C'est la baisse des prélèvements sociaux (cotisations sociales, CSG et RDS) qui a entraîné une baisse de 1,3 % en moyenne du salaire net en francs constants (hors inflation) par rapport à 1995.

En 1993 et en 1994, les prélèvements avaient également augmenté d'un point avec pour conséquence une baisse de 1,2 % du pouvoir d'achat des salaires nets. En 1995, la baisse des prélèvements avait été faible (+0,3 point)

entraînant une baisse de 0,3 % du salaire net. « Une partie de la hausse des prélèvements de 1996 provient de l'effet en année pleine de la suppression, en septembre 1995, de la remise forfaitaire de 42 francs [instaurée pour tous les salariés au moment de la création de la CSG] », explique l'Insee, qui estime que cette mesure a pesé de 0,3 point sur l'évolution des salaires nets en 1996.

### RECUL DES PRIMES

En outre, la création de la contribution au RDS, en février 1996, a eu un impact de 0,5 point. Le reste étant dû à la hausse des taux de cotisations de retraite complémentaire. L'Insee relève que « l'effet de la suppression de la remise forfaitaire n'est pas uniforme selon le salaire ». Ainsi, au 1<sup>er</sup> septembre 1995, la baisse de salaire net imputable à cette mesure était de 0,9 % pour un salaire égal au SMIC et de 0,2 % en moyenne pour les cadres, qui ont subi une plus forte augmentation des cotisations sociales.

Les effets de ces prélèvements

diffèrent donc selon les catégories. Ainsi si, en 1996, le SMIC brut a progressé de 1,6 % en francs constants en moyenne annuelle, il est resté stable en net. Ce sont les cadres qui ont été les plus touchés par la baisse du salaire net, avec un recul de 3,1 %. En 1996, leur salaire moyen s'est établi à 24 916 francs nets, soit 2,6 fois celui des ouvriers et des employés.

A une moindre augmentation du salaire de base s'est ajouté, pour eux, un recul plus important de la part des primes dans leurs revenus. L'Insee rappelle qu'en 1994 et 1995 la reprise de l'emploi s'était accompagnée d'une augmentation significative de la part des primes dans le salaire brut. En 1996, elle a reculé de 0,4 %. Enfin, souligne l'étude, « le pouvoir d'achat du salaire brut moyen est resté constant en raison notamment d'un impact limité de la hausse des qualifications ». Son effet - +0,3 % en 1996 - est identique à celui de 1995. Il était de +0,7 % par an entre 1991 à 1994.

Bruno Caussé

## M<sup>me</sup> Aubry reproche au Sénat d'avoir « dénaturé » le projet sur l'emploi des jeunes

Le texte, adopté par 137 sénateurs, devait être examiné jeudi en commission mixte paritaire. Le dispositif définitif est censé entrer en application le 15 octobre

EN VOTANT, peu avant une heure jeudi 2 octobre, par 137 voix contre 117, sa propre version du projet de loi sur les emplois-jeunes, la majorité RPR-UDF du Sénat a montré le trouble dans lequel l'avait plongée ce texte qui vise à créer, en trois ans, 350 000 emplois dans les secteurs public, parapublic et associatif. Le scrutin a suscité un éclatement inhabituel de la majorité sénatoriale. Sur les 117 voix qui se sont prononcées contre le texte amendé par les sénateurs, on compte notamment 74 socialistes, 16 communistes (CRC), 13 centristes (UC), 8 libéraux (RI), 5 radicaux (RDE), mais aucun RPR. Sur les 137 voix favorables, on compte notamment 91 RPR, 12 centristes, 16 libéraux et 12 RDE. Trente-deux centristes et 21 Républicains indépendants se sont abstenus.

Quelques comptes ont été réglés, en séance. Le rapporteur Louis Souvet (RPR, Doubs) s'est désolidarisé de certains amendements adoptés par ses amis : « Je n'assume pas tout ce qui a été vo-

lé », a-t-il déclaré. Le président de la commission des affaires sociales, Jean-Pierre Fourcade (UDF-R1, Hauts-de-Seine) a jugé qu'un certain nombre d'amendements ont « un peu dénaturé notre texte ».

### AMENDEMENTS « DOGMATIQUES »

Dénaturé. C'est aussi le terme utilisé par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et des orateurs de la majorité plurielle pour décrire le sort subi par le projet de loi après son passage à « la moulignée » de la majorité sénatoriale, selon la formule de Nicole Borvo (PC-CRC, Paris). Claude Estier (PS, Paris) a estimé que « le dispositif initial devient inopérant et même incohérent ». Le président du groupe socialiste a cité en exemple au RPR et à l'UDF l'attitude des quarante et un députés de droite qui, le 17 septembre, s'étaient « bien gardés de s'opposer » au projet.

Après avoir remercié MM. Fourcade et Souvet d'avoir accepté d'amender un texte avec

lequel ils étaient pourtant en désaccord, M<sup>me</sup> Aubry a administré une véritable leçon aux auteurs des amendements « dogmatiques » qui ont été déposés sans l'accord de la commission. Le texte comporte, selon la ministre, des « contradictions » telles qu'il n'est « pas applicable » en l'état. M<sup>me</sup> Aubry a ainsi noté que beaucoup d'orateurs de la majorité sénatoriale se sont inquiétés du coût du dispositif, tout en élargissant le champ des employeurs et celui des bénéficiaires des emplois-jeunes.

Le texte devait être examiné, jeudi, par une commission mixte paritaire, composée de sénateurs et de députés. L'échec de cette commission étant prévisible, ce sera, après un nouvel examen, la version déjà votée par l'Assemblée nationale, agrémentée de quelques modifications sénatoriales, qui deviendra le projet définitif, dont M<sup>me</sup> Aubry a précisé qu'il entrerait en application dès le 15 octobre.

Fabien Roland-Lévy

## L'annualisation réussie des salariés de Codioc, à Tourcoing

### TOURCOING

de notre envoyé spécial  
Cela n'avait pas bien commencé chez Codioc, société de quatre-vingts salariés (moyenne d'âge : vingt-neuf ans) installée dans une friche industrielle de Tourcoing, car c'est le patron qui avait posé l'initiative de proposer une réduction du temps de travail de 10 %.

« Ce nous a surpris, et nous avons eu peur que le salaire ne soit réduit », reconnaissent les quatre membres du conseil d'entreprise, Sabine Simon, Anca Litteri, Djamilia Abed et Sandrine Parisaux. Fondateur en 1979 de cette entreprise de distribution d'accessoires d'électro-ménager, Laurent Degroote a été poussé par la nécessité de répondre dans les vingt-quatre heures aux commandes des grandes surfaces et des commerçants. « Il nous faut réagir de plus en plus vite pour accompagner nos clients qui se développent en Europe, notre marché domestique, explique-t-il. Nos sacs à poussière pour aspirateurs, nos filtres pour hottes aspirantes, nos verseuses pour cafetières électriques, nous devons les réceptionner, les conditionner et les expédier ou plus vite, qu'on nous les demande de Carrefour Turquie ou d'un magasin du Sud-Ouest ! »

« Nous devons être prêts à mieux faire face à la pointe du mardi et à travailler, un jour, le samedi sans avoir à renégocier à chaque fois les conventions collectives », continue M. Degroote. Je ne pouvais obtenir cet assouplissement qu'en passant par une annualisation dont les salariés devaient avoir leur part sous forme de réduction du temps de travail, car les contraintes sont fortes pour eux. J'ai donc publié le projet et semé une belle pagaille dans l'entreprise. »

### HUIT EMPLOIS

Les uns se sont dit que la réduction de 169 à 152 heures de travail par mois se traduirait par une baisse de salaires. Les autres y voyaient la fin programmée de leur emploi à plein temps. Certains se demandaient avec perplexité ce qu'ils feraient de la demi-journée par semaine qu'ils récupéreraient. Les cadres s'angoissaient d'une multiplication des horaires particuliers qui désorganiserait leur service et ne voyaient pas du tout comment profiter, eux aussi, de ce temps libre supplémentaire.

Fidèle à la méthode du Centre des jeunes dirigeants (CJD), dont il est vice-président au plan national, M. Degroote s'est investi à fond dans une négociation tous azimuts de six mois pour expliquer qu'il « n'y avait pas de loup » derrière son pro-

jet d'appliquer la loi Robien dans son entreprise.

Les salariés ont compris que, sans réduction de salaire, la réduction du temps de travail pourrait être déviée en heures, en demi-journées (par semaine), en journées (par quinzaine) et jusqu'à quatre semaines de congés supplémentaires (par an). A charge pour eux de discuter de leurs envies afin de ne pas désorganiser l'entreprise, d'autant que l'équivalent de huit embauches sont prévues pour apporter à celle-ci le renfort et les compétences nouvelles requises par un développement de son activité de 10 % l'an. L'entreprise, elle, peut compter sur un gel des salaires pendant un an, sur la baisse des charges sociales pendant sept ans prévue par la loi et sur l'annualisation, qui permet de mobiliser le personnel pendant les jours de pointe jusqu'à dix heures par jour.

### ONZE HORAIRES

Lorsqu'il a fallu signer l'accord, l'absence de représentant syndical a ralenti le processus pendant plusieurs mois. Les quatre membres du conseil d'entreprise se sont mis en quête d'un syndicat accueillant. La CGT les a découragés en faisant à leurs adhésions un préalable à l'étude du dossier. Le représentant de la CFDT qu'elles ont contacté a été désavoué par une hiérarchie hostile à l'accord. Alors, elles se sont tournées vers la CFTC et ont pu signer le texte.

A partir du 1<sup>er</sup> mars, la mise en place du nouveau système a déclenché un certain tohu-bohu. Toutes les femmes désiraient prendre leur mercredi pour pouvoir garder leurs enfants. Après négociations entre intéressées, les horaires se sont adaptés aux nécessités du service. Les chefs se sont aperçus qu'il n'était pas si compliqué que cela de gérer onze horaires différents sur un effectif de trente-deux personnes. Finalement, personne ne souhaite revenir au régime antérieur. Virginie Delepaux, du service logistique, se félicite de pouvoir à présent, dans le cadre du deux tiers de temps que prévoyait déjà son contrat, s'arrêter « du jeudi midi au lundi midi » pour s'occuper de sa fille. Et 95 % des commandes sont bonifiées par Codioc en vingt-quatre heures, contre 80 % auparavant.

Tout irait pour le mieux si Gilles Saint-Oyant, le chef comptable, n'était astreint... à faire des heures supplémentaires à la maison pour établir les tableaux en forme de casse-tête qui permettront au patron, comme aux salariés, de s'assurer que chacun a bien travaillé 1 824 heures par an. Ni plus, ni moins.

Alain Faujas

Monsieur Jules et Socrate  
n'ont pas d'entreprise, donc ils n'ont pas  
affaire à Dilipack.  
Par contre, ils voient très souvent  
passer nos camionnettes.



Des petites camionnettes qui sillonnent toutes les routes de France, qui ne roulent que pour les entreprises, des colis qui arrivent dès le lendemain, des soucis en moins pour vous et surtout des clients heureux en plus...

C'est malin, c'est nouveau, c'est créé par La Poste, c'est Dilipack. Et quoique l'on fasse, on est content de savoir qu'il y a des entreprises heureuses.

• Colis de 0 à 30 Kg • Livrés dès le lendemain • Partout en France  
Service Clients : 0 803 803 803

Quand les colis  
vont bien,  
l'entreprise va mieux.

**Dilipack**  
Le service colis  
des entreprises



## Le gouvernement est prêt à revenir, en 1998, sur le plafonnement des allocations familiales

La Cour des comptes dénonce certaines mesures en faveur des familles

Martine Aubry a confirmé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, son souci de « remettre à plat » la politique familiale. Le RPR et l'UDF commencent à faire de la

famille un cheval de bataille contre le gouvernement. Des associations appellent à manifester le 11 octobre. Dans son rapport annuel sur la Sé-

curité sociale, publié mercredi, la Cour des comptes épinglé le coût élevé de l'AGED et l'allocation parentale d'éducation.

SIX JOURS après avoir confirmé que les allocations familiales seront bien versées sous condition de ressources à partir de 1998, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a fait une ouverture en direction des associations familiales. Elle a déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, devant les députés, que le gouvernement était « prêt à reprendre cette mesure s'il s'avérait qu'un consensus large » – encore inexistant au sein du mouvement familial ou des syndicats – se dégageait en faveur d'autres solutions : abaissement du plafond du quotient familial, intégration des « allocs » dans les revenus imposables, etc.

Le gouvernement a annoncé une « remise à plat » de la politique familiale en 1998. M<sup>me</sup> Aubry était « convaincue » que nous réussirions à mettre en place [avec le mouvement familial] une politique qui aide vraiment les familles, et notamment celles qui en ont vraiment besoin ». Au milieu d'un beau chahut organisé par les députés RPR et UDF, elle a, une nouvelle fois, défendu la mise sous condition de ressources des « al-

locs », rappelant qu'une famille ayant un « employé de maison à temps plein à 115 000 francs par an » pour garder de jeunes enfants bénéficiait d'une aide de la collectivité de 55 000 francs (cumul de l'allocation de garde d'enfant à domicile – AGED – et de la réduction d'impôt sur le revenu).

### « CHIFFRES TRUQUÉS »

« Voilà l'injustice que vous défendez : aujourd'hui », a-t-elle lancé à l'opposition qui la brocardait, notant qu'une aide d'une telle ampleur n'existait dans aucun pays. « Chiffres truqués », « manœuvres », ont répliqué deux députés UDF des Yvelines, Christine Boutin et Anne-Marie Idrac, tandis que Didier Quentin (RPR, Charente-Maritime) n'hésitait pas à user de la fameuse formule d'André Gide : « Familles, je vous hais ». Pour résumer la politique gouvernementale. Dans un communiqué, le PS rappelait, quelques heures plus tard, que le plafonnement des allocations ne concerne que 8 % des familles en bénéficiant et que la diminution de moitié de la réduction d'impôt ne

pénalise que 0,25 % des foyers.

Au moment du plan Juppé, qui avait notamment prévu un gel des prestations en 1996, pénalisant toutes les familles, y compris les plus modestes, le RPR et l'UDF avaient été la cible des associations familiales les plus conservatrices, comme Familles de France ou les Associations familiales catholiques, qui appellent à manifester, le 11 octobre, à Paris et en province. Revenus dans l'opposition, ils semblent aujourd'hui renouer avec ces mouvements, alors que l'Union nationale des associations familiales, pourtant très critique sur le plafonnement des allocations, a adopté une position plus modérée.

Ces manifestations sont soutenues par la CFTC, qui préside la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Cette dernière a émis, le 30 septembre, un « avis défavorable » à une très large majorité (130 voix contre, 3 pour), sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui comporte la mesure de plafonnement des allocations et la réduction par deux de l'AGED. Dans ce contexte poli-

mique, le rapport annuel de la Cour des comptes sur la « Sécurité », présenté par son premier président, Pierre Joxe, mercredi, apporte des arguments à ceux qui veulent revoir les aides à la petite enfance.

La Cour avait déjà noté, dans son rapport 1996, que le cumul AGED-réduction d'impôt se traduisait par « un taux réel très élevé de prise en charge par la collectivité » des emplois familiaux, et avait un caractère « inégalement redistributif ». Elle se penche, cette année, sur l'extension de l'allocation parentale d'éducation (APE) au deuxième enfant (3 006 francs pour le parent gardant un enfant de moins de trois ans). Prévue par la loi famille du 25 juillet 1994, elle a entraîné un « emballement » des dépenses, alors que l'APE est « peu redistributive » et crée un « effet d'aubaine » pour les mères au foyer. « Attractant » pour une femme au chômage ou en travail précaire, son succès est, selon le rapport, « dû en grande partie à la dégradation » du marché du travail féminin.

Jean-Michel Bezat

## Jacques Chirac prend la défense de la marine

Faute de crédits suffisants, plusieurs bâtiments devront rester à quai en 1997 et en 1998.

Le « Foch » est le seul porte-avions en service

« ÇA FAIT TRÈS MAL ! » Cet aveu, inhabituel dans la bouche d'un chef militaire, émane du chef d'état-major de la marine, l'amiral Jean-Charles Lefebvre, entendu, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, par la commission de la défense de l'Assemblée nationale sur la réduction du budget militaire pour 1998. La veille, Jacques Chirac avait pris la défense de la marine, contrainte de laisser à quai plusieurs bâtiments faute de crédits (Le Monde du 2 octobre).

Après plusieurs mois d'immobilisation pour entretien et réparations, le porte-avions Foch, qui a treize-quatre ans d'âge, est, de nouveau, en activité au sein de la marine nationale. Il est désormais le seul porte-avions français en service. Le Clemenceau restera à quai, définitivement, à Toulon, après avoir parcouru l'équivalent de cinquante tours du monde durant son existence. Le nouveau porte-avions nucléaire, le Charles-de-Gaulle, ne sera pas prêt avant fin 1999. Compte tenu des révisions périodiques qui, même de courte durée, peuvent occuper 30 % de son cycle opérationnel, le Foch ne pourra plus remplir, jusqu'à la fin du siècle, toutes les missions que la marine française pouvait se voir confier par le gouvernement du temps où elle alignait deux porte-avions.

### SURCÔTS « ULTÉRIEURS »

De la plage de Fréjus, où des actions de débarquement lui ont été présentées, le 30 septembre, dans le cadre de l'exercice « Panfar 97 », M. Chirac a mesuré le handicap potentiel que représente, face à des crises « qui doivent, a-t-il dit, se gérer de façon moderne », cette diminution de capacités dans l'aéronavale. « J'ai vu de beaux bateaux », s'est exclamé le président de la République. Et s'adressant plus spécialement au vice-amiral d'escadre Philippe Mallard, commandant la force d'action navale (FAN), dont le Foch est le fleuron, M. Chirac a ajouté : « Vous regrettez de ne pas en avoir assez. Vous avez raison. »

Faite publiquement, devant le ministre de la défense, Alain Richard, et devant un parterre de cadres de la marine, cette allusion renvoie à la « mise en garde » que M. Chirac avait formulée au conseil des ministres, le 24 septembre, propos du budget de la défense pour 1998. Le président de la République juge ce budget insuffisant si, en l'état présent, on le rapporte aux engagements présidentiels de la programmation militaire 1997-2002.

En prenant la défense de la marine, le chef de l'État a fait écho aux inquiétudes de l'amiral Lefebvre, qui s'en était ouvert, le 26 août, dans une note « confidentiel-défense » au ministre de la défense.

Jacques Isnard

## Les instituts de conjoncture valident les prévisions gouvernementales

LA COMMISSION DES COMPTES de la nation devait se réunir jeudi 2 octobre. Les instituts de conjoncture qui y sont représentés ont réagi, pour la circonstance, des prévisions économiques très proches de celles du gouvernement. Le « consensus » des instituts (c'est-à-dire la prévision moyenne) est de 2,2 % de croissance pour 1997 (comme l'estime le ministère des finances) et de 2,9 % pour 1998 (3 % selon les hypothèses du budget). Pour cette dernière année, l'estimation la plus pessimiste est celle de Resecode (2,5 %), et la plus optimiste celle du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE, 3,3 %). L'Office français de conjoncture économique (OFCE) et la Caisse des dépôts prévoient 3 %. Satisfaction supplémentaire pour le ministère des finances, ces instituts estiment que la reprise sera consolidée par une accélération de la demande intérieure. Pour la consommation, le « consensus » est ainsi de +2,5 % en 1998 (2 % selon le gouvernement) et pour l'investissement de +4,5 % (+4,1 % selon Bercy). Le « consensus » des économistes de banque est encore plus élevé que celui des instituts de conjoncture : dans ce cas, la hausse de l'investissement est même de 5,5 %.

■ PRÉFECTURES : le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a présenté, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le budget des préfectures aux représentants des personnels. Les syndicalistes ont protesté contre la perte de 190 emplois. M. Chevènement leur a répondu : « C'était ça ou pas de primes », faisant allusion à une dotation nouvelle de 6,6 millions de francs destinée à revaloriser les régimes indemnitaires.

■ RÉGIONS : François Bayrou, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a été chargé par son groupe de demander à Lionel Jospin une réforme du mode de scrutin régional instituant une référence régionale pour les listes départementales. Faute d'une telle modification, les députés UDF ne voteraient pas la proposition socialiste de créer une procédure permettant aux présidents de conseils régionaux privés de majorité de faire adopter leur budget sans vote.



**LA PUISSANCE AU MEILLEUR PRIX.**

**HP VECTRA VL TD**  
PROCESSEUR PENTIUM™ AVEC  
TECHNOLOGIE MMX™ 200 MHz  
7350 FHT.

• Processeur Intel Pentium™ avec technologie MMX™ 200 MHz  
• Ram EDO 16 Mo  
• Disque Dur Master IDE 1.6 Go  
• Mémoire Cache 256 Ko

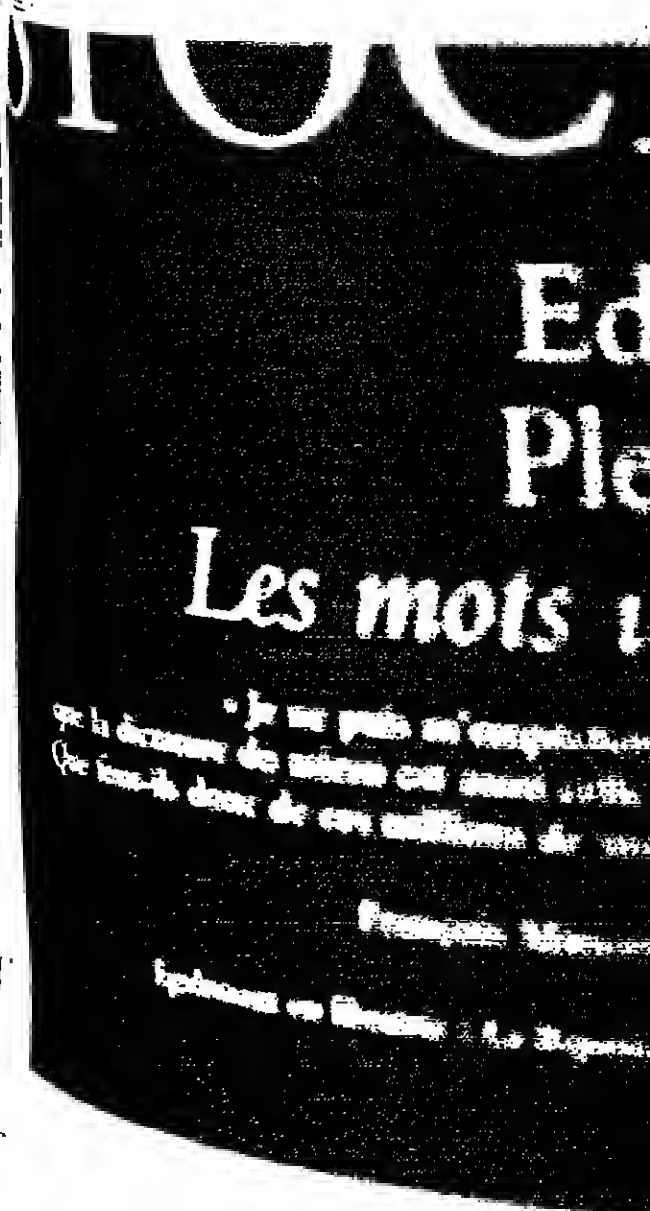
• 2 ports USB  
• Mémoire Vidéo 64 bits 2 Mo  
• Dual boot Windows 3.11/95  
• Garantie 3 ans (dont 1 an sur site)

**N° Indigo 0 802 800 800**

**... COMME PROMIS. »**

**HEWLETT PACKARD**

\* Montre non rompu. Prix TTC 894,10 Francs. Pour plus d'informations appelez vite le n° Indigo 0 802 800 800. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.



**Ed Plé**

**Les mots**

« Je ne puis me dispenser de vous le dire : les mots ont une importance capitale. C'est la clé de tout. »

« Les mots sont la clé de tout. »

« Les mots sont la clé de tout. »

« Les mots sont la clé de tout. »



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

**JUSTICE** Placée en liquidation le 26 juin, la plus importante étude d'administrateurs judiciaires de Nanterre (Hauts-de-Seine) a été victime d'un détournement d'au moins

200 millions de francs, organisé par ses deux associés, Olivier Sauvan et Jean-Michel Gouletquer. ● **LES FONDS**, convertis en bons du Trésor américains, ont disparu au mois de

février 1996, virés sur le compte d'une société américaine, dont le président est un homme d'affaires qui prétend être « la réincarnation de l'apôtre saint Paul ». ● **CETTE AF-**

**FAIRE** fait peser sur l'ensemble de la profession des administrateurs la menace d'une contribution financière forcée, au moment où la gestion des tribunaux de commerce est

de plus en plus contestée. ● **DEUX DÉPUTÉS** socialistes, François Colombat et Arnaud Montebourg, proposent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur ce sujet.

# L'affaire Sauvan-Gouletquer ébranle les administrateurs judiciaires

200 millions de francs ont disparu en février 1996 d'une des plus importantes études de France. Ces fonds ont été virés sur le compte d'une société américaine, dont le président prétend être « la réincarnation de l'apôtre Saint-Paul »

**200 MILLIONS DE FRANCS** ont disparu. Peut-être davantage. Discrètement extraits, en deux virements, des caisses de l'une des plus florissantes études d'administrateurs judiciaires de France, ils ont emprunté un chemin bancaire sinueux, avant de s'évanouir de l'autre côté de l'Atlantique. Dernière étape connue: un compte de la Bank of America, à Portland (Oregon), dont le titulaire est un homme d'affaires du cru, qui se présente comme « la réincarnation de l'apôtre Saint-Paul », et autour duquel gravitent d'interlopes intermédiaires.

Ainsi résumée, l'affaire Sauvan-Gouletquer, du nom des deux administrateurs de Nanterre (Hauts-de-Seine) accusés d'avoir détourné les fonds de leur étude, a des allures de thriller financier. Mais elle constitue, en outre, un véritable séisme pour une corporation dont les pratiques apparaissent de plus en plus contestées, en même temps qu'un révélateur de l'inefficacité des contrôles sur la gestion des entreprises en difficulté. Ni le tribunal de commerce, ni le parquet, ni les commissaires aux comptes, ni les banques ne semblent avoir suspecté pareil forfait, pourtant perpétré sous leurs yeux. Jugée « ahurissante » par le président du Conseil national des adminis-

trateurs judiciaires, Jean-Yves Aubert, la disparition d'une somme aussi considérable, effective à partir de février 1996, n'a, de fait, été constatée qu'un an plus tard, précipitant la mise en liquidation de la SCP Sauvan-Gouletquer le 26 juin 1997.

### PASSE-PASSE INFORMATIQUE

Sans l'irruption de la justice dans les comptes de l'étude, pour les besoins d'une enquête, exigée par le parquet, sur les à-côtés douteux d'un redressement judiciaire conduit par M. Olivier Sauvan, la supercherie n'aurait peut-être jamais été dévoilée. Au début de l'année, la mise en évidence de l'utilisation frauduleuse, par l'administrateur, de quelque 6 millions de francs, versés à des proches sous forme d'honoraires et dissimulés au tribunal de commerce, conduit à la découverte du secret: les virements américains, qu'un tour de passe-passe informatique avait jusqu'alors permis de dissimuler.

En février 1996, c'est Jean-Michel Gouletquer qui avait ordonné le premier transfert de fonds. Mais son appel à la banque Rivaud, un vendredi soir, s'était heurté aux réticences d'un employé, sans doute effrayé par l'importance de la somme: 103 millions de francs. L'adminis-

trateur avait alors fait transiter la somme par un établissement concurrent, la banque Scalbert-Dupont, qui semble s'être montrée moins regardant. La manœuvre consistait à convertir les fonds en bons du Trésor américains, afin d'être investis dans un *roll program*, opération d'investissement réputée aussi confidentielle que lucrative. Les intérêts ainsi produits devaient être reversés au profit d'une société-écran immatriculée dans un paradis fiscal, et à leur tour réinvestis. En deux ans, les deux administrateurs pouvaient, de la sorte, espérer doubler leur mise, et remettre l'argent dérobé dans les caisses de l'étude, qui, dans l'intervalle, aurait fonctionné grâce à sa seule

trésorerie. Con vaincu par son associé de la rentabilité assurée de ce placement clandestin - le taux de 2,5 % par mois était alors avancé -, Olivier Sauvan signait ainsi, à son tour, un ordre de virement: 91 millions de francs partaient alors vers la même destination, soit un compte ouvert auprès de la succursale de Portland de la Bank of America, intitulé « Skywin-Gouletquer ».

Qui se cache derrière ce libellé? Mis en examen le 19 février pour « *multiversations, prise illégale d'intérêts et abus de confiance aggravés* », incarcéré durant un mois, M. Sauvan ne l'a peut-être jamais su. Interpellé au mois d'avril, et toujours détenu, M. Gouletquer, lui, ne s'est guère montré disert.

### Les héritiers des « syndicats de faillite »

Juridiction composée de juges élus par les commerçants - sur la même liste que les membres des chambres de commerce et d'industrie -, les tribunaux de commerce ont pour mission de statuer sur les litiges relatifs aux actes de commerce. Ils ont aussi la responsabilité de l'organisation des redressements et des liquidations des entreprises en difficultés.

Les tribunaux de commerce désignent les administrateurs judiciaires, chargés de surveiller, d'assister ou de remplacer les dirigeants d'entreprises placées en redressement, dans la gestion desdites entreprises. Héritiers des anciens « syndicats de faillite », les administrateurs ont enfin pour fonction de préparer les plans de redressement ou de reprise des sociétés en cessation de paiement.

Si bien que le juge d'instruction de Nanterre, Patrick Desmure, devrait être contraint de se rendre prochainement aux Etats-Unis, afin d'identifier par lui-même les titulaires du compte. Une commission rogatoire internationale a été récemment adressée aux autorités américaines, qui mentionne le nom de l'homme d'affaires Nick Bunick.

Selon les informations recueillies par *Le Monde*, en France et aux Etats-Unis, M. Bunick disposait, au même titre que M. Gouletquer, de la signature sur le compte « Skywin ». Fondateur et président de la société Skywin Investments LLC, domiciliée à Lake Oswego, dans l'Oregon, l'homme d'affaires ne disposerait que d'une faible notoriété s'il n'avait été l'objet, durant l'été, d'une vaste campagne de promotion publicitaire par voie d'affiches et de spots télévisés, aux relents de prosélytisme.

Président d'une « association à but non lucratif engagée dans l'action humanitaire et spirituelle », baptisée « The Great Tomorrow » (le grand lendemain), il a publié, au mois de juillet, un livre intitulé *Les Messagers*, compte-rendu de séances d'hypnose au cours desquelles il aurait découvert qu'il était la réincarnation de Saint-Paul. M. Bunick se présentait, à

cette occasion, sur un site Internet conçu autour des *Messagers*, comme « une personnalité du monde des affaires » dont les « centres d'intérêts concernent la médecine, la biotechnologie, l'immobilier et la construction ».

De l'autre côté de l'océan, le nom de Nick Bunick figure sur plusieurs documents retrouvés par les enquêteurs et versés au dossier du juge Desmure. Dans une télécopie adressée à Jean-Michel Gouletquer, le 1<sup>er</sup> mars 1997, il lui annonçait - « conformément à nos accords » - le retour des fonds détournés pour « le 30 de ce mois ».

### UN FARDEAU

D'autres télécopies portent la signature de M. Bunick, associée à celle d'un certain Boris Lopatin, désigné comme représentant d'une société baptisée « Link ». Figurait parmi la liste, publiée sur Internet par *Les Messagers*, des personnes ayant « joué un rôle » auprès de M. Bunick dans la révélation de « l'intervention des anges », ce ressortissant ukrainien - qui semble connu de plusieurs services de renseignement européens - ferait office de mandataire d'une société suisse, effectivement dénommée « QXR Link ». Domiciliée au siège de l'Union des banques suisses (UBS) à Zurich, cette société pourrait avoir servi au transfert des fonds détournés vers la Suisse.

Si ces fonds ne sont pas retrouvés, tous les administrateurs de France seront alors mis à contribution pour régler l'ardoise des deux confrères indélébiles. La caisse de garantie de la profession ne pourra, en effet, rembourser que 70 millions de francs - la police d'assurance « détournement de fonds » n'ayant pas envisagé de telles extrémités. Aussi le président du Conseil national, Jean-Yves Aubert, qui s'est constitué partie civile, a-t-il confié, en désespoir de cause, au cabinet d'investigations américain Kroil la mission de recouvrer les sommes disparues, parallèlement à l'enquête judiciaire. « L'officier Gouletquer est aussi un fordeou », dir-il dans un soupir.

H. G.

Hervé Gattegno

## Le PS propose une commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce

L'ASSEMBLÉE NATIONALE pourrait, d'ici la fin de l'année, se doter d'une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des tribunaux de commerce. Majoritaire dans l'hémicycle, le groupe socialiste a adopté, le 24 septembre, une proposition formée en ce sens par deux de ses membres, les députés de l'Allier, François Colombat, et de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, respectivement magistrat et avocat de formation. Motivé, selon M. Colombat, par « la nécessité de synthétiser l'état des informations afin de dégager des pistes d'action », leur texte doit encore être soumis à la commission des lois, puis au vote de l'Assemblée - ce qui pourrait se faire dans le courant du mois de novembre, après la première lecture du budget. Relevant que les juridictions commerciales constituent « un secteur qui n'a fait l'objet d'aucune investigation depuis longtemps », M. Colombat a indiqué au

*Monde* vouloir « donner au gouvernement le moyen de faire des choix en formulant, après enquête, des propositions qui pourront aller du statu quo au dépoussiérage, voire à la réforme ».

Ancien président du Syndicat de la magistrature (SM), M. Colombat - qui est aujourd'hui maire de Dompière-sur-Bebre - a notamment siégé au parquet de Lyon, au parquet de Paris puis à la Cour de cassation, et présidé (en 1973 et 1974) le Syndicat de la magistrature (SM). Soucieux d'apaisement, au moment où la gestion des tribunaux de commerce et des professions qui leur sont liées paraît de plus en plus contestée, il assure vouloir se situer « dans l'esprit du travail des sénateurs Arthuis et Hoenel », qui avaient, en février 1994, rédigé un rapport sur « le service public de la justice » qui, estime M. Colombat, « a servi depuis de base à la plupart des réformes sur le sujet ». Si leur proposition est ratifiée, le

règlement des commissions d'enquêtes parlementaires leur conférerait néanmoins de réels pouvoirs d'investigation - limités toutefois par l'interdiction d'aborder des faits dont la justice est saisie.

### « SPÉCIALITÉ FRANÇAISE »

Rappelant que les tribunaux de commerce sont « une spécialité française, comme l'Académie », M. Colombat justifie l'importance d'une réflexion sur leur organisation par « l'augmentation sensible du contentieux et du volume des dossiers traités, du fait de la crise économique ».

« On a toujours justifié l'existence des juges consulaires par leur compétence, le souci de clarté des décisions, la nécessité d'une justice peu coûteuse, explique-t-il notamment. Cela n'a pourtant pas empêché le développement des procédures d'arbitrage, c'est-à-dire le traitement d'une partie du contentieux de manière privée, secrète. Faut-il y voir une dé-

fiance à l'égard de l'institution ? » S'interrogeant sur l'efficacité du système actuel de « gestion des faillites », le député estime que les représentants des salariés y sont « marginalisés »: « L'influence des administrateurs judiciaires est d'autant plus importante que les juges ne sont pas professionnels, relève-t-il. Dans une période économique difficile, cet assemblage permet-il de bien gérer les crises, dans l'intérêt général, qui est celui des entreprises, mais aussi celui des salariés et des collectivités ? Chacun sait qu'une faillite mal conduite peut ruiner une commune ! » La commission d'enquête, si elle voit le jour, devrait aussi, à l'en croire, examiner le statut des administrateurs et des mandataires judiciaires: « Dans quelle logique évoluent-ils ? La défense du service public ou celle d'intérêts catégoriels ? Le contrôle de leurs actes par le parquet est-il suffisant ? »

**Edwy Plenel**

*Les mots volés*

« Je ne puis m'empêcher de penser que la dictature du micro est aussi celle des idiots. Que font-ils donc de ces millions de mots volés ? »

François Mitterrand, 1975.

Également en librairie : *La République inachevée.*

**EDWY PLENEL**

*Les mots volés*

336 pages  
130 F

STOCK

## La mesure de circulation alternée est unanimement saluée

En dépit des critiques préalables émises par des élus de l'opposition, l'application de la loi sur l'air a permis de réduire de 20 % le nombre de véhicules entrant dans Paris. Le niveau de pollution est retombé sous les seuils d'alerte, et aucune perturbation n'a été constatée à la RATP

La mesure de circulation alternée imposée mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Paris et dans vingt-deux communes limitrophes a permis de diminuer de 20 % le nombre de véhicules entrant dans la capitale. Elle n'a pas en-

gendré de réelles perturbations à la RATP, où le nombre de voyageurs a augmenté de 5 % à 10 % sur le réseau métropolitain, et de 15 % à 20 % en banlieue. Des cen-

taines de contrôles ont été effectués par la police, mais peu de contraventions ont été dressées. Seul le département de Seine-Saint-Denis a fait preuve d'un relatif incivisme, avec près d'un quart des conduc-

teurs en infraction, contre 10 % en moyenne dans le reste de la zone concer-

née. Soulignant « le grand sens des responsabilités et la grande maturité de nos concitoyens », Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et

TANT PIS pour les Cassandre ! La capitale a vécu, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, sa première journée de circulation alternée dans une douce euphorie, sous un ciel dégagé dès le matin par une légère brise. Claude Gasquien, secrétaire général de l'UDF et député (UDF-FD) de Paris, aurait mieux fait d'attendre avant d'annoncer, mardi 30 septembre, « une situation épouvantable » pour le lendemain. Michel Giraud et Didier Julia, respectivement président (RPR) et vice-président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, avaient de leur côté sans doute contribué à déconsidérer un peu plus leur assemblée, déjà paralysée par les affaires, en parlant d'une « mesure discriminatoire ». Inefficace et irréaliste (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre).

Qui dit moins de voitures dit moins de pollution. La preuve en a très vite été apportée dans la journée de mercredi. La baisse du trafic, spectaculaire sur tout le réseau

roulier d'Ile-de-France, a permis d'améliorer rapidement la qualité de l'air. Si la circulation n'était en baisse que de 15 % en milieu de matinée dans Paris intra-muros - sans doute en raison de la poursuite des livraisons à leur rythme habituel -, le trafic avait diminué depuis l'aube de plus d'un tiers sur un boulevard périphérique dégagé comme en plein mois d'août. La préfecture de police de Paris a recensé 20 % de véhicules de moins que d'habitude aux entrées de Paris, et environ 30 % de moins à circuler sur les boulevards des maréchaux qui ceinturent la capitale.

A la surprise des observateurs, seuls 10 % des véhicules circulant mercredi sur les autoroutes situées en périphérie de la capitale portaient une plaque minéralogique dont le premier numéro se terminait par un chiffre pair. Et la centaine de contrôles, mis en place aux portes de Paris et aux carrefours les plus importants de la ville, mon-

traient que la moitié d'entre eux seulement étaient en situation de recevoir un procès-verbal de la police. Les autres numéros « pairs » pouvaient justifier d'une activité les autorisant à circuler. La plupart des contrevenants ont ainsi échappé à l'amende de 900 francs prévue par la loi. Les forces de l'ordre se sont essentiellement contentées de distribuer des fiches d'information sur les mesures arrêtées pour lutter contre la pollution au dioxyde d'azote. Seul le département de Seine-Saint-Denis a fait preuve d'un relatif incivisme, avec près d'un quart des conducteurs en infraction, et trente-sept procès-verbaux dressés mercredi.

### LE SUCCÈS DE M<sup>ME</sup> VOYNET

Sans attendre la fin de la journée, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, annonçait la décision du gouvernement de ne pas reconduire le dispositif pour jeudi 2 octobre, en raison d'une baisse de moitié du niveau de pollution. Face à des élus qui, la veille, avaient souvent fait preuve de scepticisme, M<sup>me</sup> Voynet savourait son succès, dressant un premier bilan à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la séance des questions d'actualité au gouvernement : « Aujourd'hui, on est descendu sous le seuil de pollution... Cette mesure mise en place pour la



première fois n'aurait été nécessaire qu'une seule journée », a-t-elle affirmé. Saluant « le grand sens des responsabilités et la grande maturité de nos concitoyens », M<sup>me</sup> Voynet a ajouté que « la restriction d'utilisation des véhicules a été conçue également de façon à minimiser ou à éliminer les inconvénients subis par les usagers (...), en instaurant - et c'est une disposition qui va ou-delà

de ce que prévoyait la loi sur l'air - la gratuité des transports publics dans toute l'Ile-de-France ». M<sup>me</sup> Voynet a enfin annoncé la mise en place d'un « plan cohérent de reconquête de l'air », afin de ne plus « vivre, d'un pic à l'autre, en comptant uniquement sur des traitements de crise ». Ce plan, a-t-elle précisé, devra « associer des mesures touchant les cibles mobiles, comme les voitures, mais aussi les

cibles fixes [avec] la diminution des émissions des installations industrielles, la réduction de ces installations, la réflexion sur leur localisation et leur dimensionnement, notamment en ce qui concerne les sites d'incinération ». Grâce au renforcement du service mis en place par la SNCF et la RATP, la hausse de trafic enregistrée dans les transports en commun n'a pas engendré de réelles perturbations. Le nombre de voyageurs a augmenté de 5 à 10 % sur le réseau métropolitain, mais la hausse a été de 15 % à 20 % en banlieue. Les contrôleurs, au chômage technique en raison de la gratuité de circulation, se sont souvent transformés en agents d'accueil.

Un sondage, réalisé en fin de journée auprès de 602 habitants d'Ile-de-France pour Le Figaro du jeudi 2 octobre, confirmait la popularité de cette première journée de circulation alternée. 86 % des personnes interrogées ont ainsi approuvé la mesure à Paris et 81 % en banlieue.

Le succès de l'opération se confirmant, les politiques reprenaient la parole. Jacques Dominati (UDF), premier adjoint au maire de Paris, n'a pas manqué d'appeler « le gouvernement à prendre rapidement les mesures permanentes qui s'imposent ».

Christophe de Chenay

## L'impact non négligeable des conditions météorologiques

INDÉNIENTEMENT, la météo a « souri » à l'opération de circulation alternée, mercredi 1<sup>er</sup> octobre. La « nette amélioration de la qualité de l'air » est « le résultat conjoint de la baisse effective de la circulation (...) et d'une évolution positive des conditions météorologiques », soulignait en fin de journée le ministère de l'environnement. Pour Michel Dolo, de Météo France, « il est difficile de faire la part des choses entre le temps et la diminution du trafic ». Gérard Coutance, du Laboratoire Inter-universitaire des systèmes atmosphériques (LISA, Université Paris XII) estime que « c'est plus la modification des conditions atmosphériques que ces restrictions qui ont fait chuter la pollution ».

La « reconquête de l'air » consécutive à l'opération se résume en quelques chiffres. Mercredi, le seuil 1 de l'alerte - 300 microgrammes de NO<sub>2</sub> par mètre cube d'air - n'a même pas été atteint, alors que la veille, ce taux avait dépassé le niveau 3 (400 mg/m<sup>3</sup>). La circulation alternée n'a pas été prolongée mais la préfecture de police de Paris a donné, pour jeudi 2 octobre, quelques consignes de « précautions » (limitation de vitesse, etc.).

Jeu, matin, la capitale s'est réveillée, à 8 heures, avec un taux de

NO<sub>2</sub> jugé « normal » par Airparif - l'institut francilien de mesure de la pollution de l'air - de 40 mg/m<sup>3</sup> d'air, contre 100 mg/m<sup>3</sup> mercredi à la même heure. Le vent qui soufflait légèrement mercredi sur la capitale a favorisé la dispersion de la pollution dans l'atmosphère alors que mardi, jour du « pic », il était quasi-nul. Le phénomène d'inversion des températures, qui génère la formation d'une chape et empêche l'élimination des substances polluantes, a épargné la capitale.

### « PÉRIODE À RISQUE »

« Compte tenu du temps, nous risquons fort peu d'atteindre le seuil d'alerte », pronostiquait-on, jeudi 2 octobre, à Airparif. D'après Météo France, le vent devait fléchir vendredi puis reprendre du souffle en fin de semaine, avec un phénomène d'inversion des températures plus important au sud de la Seine qu'au nord. « On entre donc une période à risque, mais il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions sur le niveau de pollution », explique Airparif, qui va tenter, dans les prochains jours, d'avancer de six heures la détection du niveau de dioxyde d'azote dans l'air.

Clarisse Fabre

## Une page de publicité pour les véhicules électriques

LE PIC DE POLLUTION qui a déclenché, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, la mise en place de la circulation alternée à Paris, a donné l'occasion à la voiture électrique de bénéficier d'une belle page de publicité. Avec, dans le rôle titre, Lionel Jospin. Le premier ministre s'est rendu au conseil des ministres, à l'Élysée, à bord d'un véhicule électrique. Petite taille de la voiture oblige, il avait un peu les genoux dans le menton.

Son ministre de l'environnement, Dominique Voynet, a également sacrifié au rituel. Sa devancière Corinne Lepage n'était-elle pas, elle aussi, arrivée dans la cour du « Château » avec un véhicule de ce type le jour de l'approbation, en conseil des ministres, de sa loi si controversée sur l'air ? Excepté en ces occasions, la voiture sans essence reste au rancart. Au grand dam du groupe interministériel véhicules électriques (GIVE), un organisme technique placé sous l'autorité du chef du gouvernement et qui travaille avec les services de divers ministères (recherche, environnement, équipement-transport et industrie).

La mission du GIVE est de « proposer et préparer les actions et décisions du gouvernement »

et d'en « assurer la coordination ». Créé en janvier 1975, le GIVE est présidé par un ingénieur général des Ponts et Chaussées, Pierre Mayet. Le meilleur propagandiste de ce mystérieux GIVE reste son secrétaire général, Jacques Saint-Marc, en fonction depuis 1992. « Intransigeable sur le sujet, M. Saint-Marc paraît attendre avec fébrilité les pics de pollution, afin de sensibiliser l'opinion à un mode de transport qui n'a pas encore la cote en France. 2 493 immatriculations ont été enregistrées entre janvier 1992 et juin 1997, mais les ventes se sont effondrées durant les huit premiers mois de cette année.

### UNE AUTONOMIE DE 80 À 100 KM

Les constructeurs (Renault et PSA Peugeot-Citroën) ont testé les premiers véhicules de ce type au début de la décennie. La première étude de longue durée a été effectuée à La Rochelle (Charente-Maritime).

Le GIVE ayant jugé l'expérience concluante, la construction de petites séries a débuté en 1996. PSA possède ainsi une chaîne à Cerizay (Deux-Sèvres), qui peut sortir quinze à vingt-cinq véhicules par jour. La production quoti-

dienne se limite actuellement à cinq unités. Véhicule de ville uniquement, donc de petite taille - bormis-quelques bennes à ordures en fonctionnement à Paris -, la voiture électrique a une vitesse maximum de 95 km/h et une autonomie de 80 à 100 km. Le « plein d'électricité » revient à 10 francs environ pour 100 kilomètres et s'effectue en cinq ou six heures, à l'aide d'une prise 16 ampères, identique à celle des réfrigérateurs.

Les pouvoirs publics tentent d'en multiplier le nombre. Si le prix d'achat est équivalent à celui d'un véhicule thermique grâce aux primes d'Etat, la location des batteries revient à 600 francs mensuels. Mais les compagnies d'assurances offrent aux conducteurs des contrats jusqu'à 50 % moins chers que pour les véhicules classiques. En prime, le stationnement résidentiel et le stationnement avec disque bleu sont gratuits à Bordeaux, La Rochelle, Nice et Paris. A ces « quatre roues » du futur s'ajoutent environ 500 scooters électriques en France, que M. Saint-Marc appelle « les cousins terrestres du topi volant ».

Olivier Biffaud

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL. : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

**75** Vente après Liquidation Judiciaire au Palais de Justice de PARIS, le Jeudi 16 Octobre 1997 à 14h30 - EN UN LOT  
**6 EMPLACEMENTS DE VOITURE à PARIS 18<sup>e</sup> - 23-25, rue de la Chapelle**  
**MISE A PRIX : 120.000 Frs**  
M<sup>re</sup> Yves TOURAINE, Av<sup>re</sup> à PARIS 9<sup>me</sup>, 48, rue de Clichy. T. : 01.48.74.45.85  
Au Greffe du TGI de PARIS, où le cahier des charges est déposé  
Sur les lieux pour visiter

**75** Vie sur saisie au Pal. de Just. de PARIS, le Jeudi 16 Octobre 1997 à 14h30  
**EN 2 LOTS à PARIS 4<sup>me</sup> - 68, RUE DE RIVOLI**  
**1<sup>er</sup> LOT : une BOULOGNE au rez-de-chaussée sur la Rue Rivoli**  
**2<sup>e</sup> LOT : LOCAUX COMMERCIAUX rez-de-ch., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages**  
**dont un à usage commercial et d'habitation - 4 CAVES**  
**MISES A PRIX : 1<sup>er</sup> 450.000 Frs - 2<sup>e</sup> 3.500.000 Frs**  
S'adr. à la SCP CORDELLER, J. NICOLAS, RICHARD, JORDAN, ZAUSERER, DELCOURT-POUDENX, AUBERT-DURIEUX, Avocats Associés à Paris 2<sup>me</sup>, 92, rue de Richelieu. T. : 01.42.44.10.44, à M<sup>re</sup> J.F. DARGENT, Mandataire Judiciaire, 34, rue des Minimes à REIMS (51) T. : 03.26.49.86.47 - Vls. s/pl. les Mardis 7 Octobre 1997 de 9h30 à 11h30 et Vendredi 10 Octobre 1997 de 11h30 à 13h30

**75** Vie au Trib. de Gde Inst. de PARIS, Jeudi 9 Octobre 1997 à 14h30  
**IMMEUBLE CLASSE à PARIS 10<sup>e</sup>**  
**« Le Palais du Commerce »**  
**105, rue du Faubourg du Temple**  
Sous-sol occupé (voir cahier des charges)  
rez-de-chaussée et deux étages LIBRES  
**MISE A PRIX : 1.000.000 de Frs**  
**+ indemnité d'éviction locataire sous-sol Site POP ARAMA**  
M<sup>re</sup> Yves TOURAINE, Av<sup>re</sup> à PARIS 9<sup>me</sup>, 48, rue de Clichy. T. : 01.48.74.45.85  
M<sup>re</sup> PENET-WEILLER, Mandataire Judiciaire à PARIS 9<sup>me</sup>, 39, bd Beaumarchais  
Visites les Jours de 10h à 12h et sur RV - M. MORINO (T. : 01.42.02.30.52)

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Par une ordonnance en date du 12 septembre 1997, le Juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné la Société LE MONDE à publier le présent communiqué et à verser une indemnité provisionnelle à Madame Annika BRUMARK pour avoir dans le numéro daté du 10 juin 1997 du Journal Le Monde, en page 12 - société - et dans le cadre d'un article intitulé « Une affaire de prostitution internationale inquiète la chancellerie » porté atteinte à la présomption d'innocence dont bénéficie Madame BRUMARK au titre de l'article 9-1-1 du Code Civil.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de M<sup>me</sup> Bertella-Geffroy

S'estimant mise en cause dans un article intitulé « Un journaliste mis en examen pour diffamation dans l'affaire du sang » et publié dans Le Monde du 12 septembre, nous avons reçu de Marie-Odile Bertella-Geffroy, juge d'instruction, la lettre suivante :

L'article que vous avez consacré en dernière page de votre numéro du 12 septembre à l'affaire du sang contaminé annonce la mise en examen d'un de vos collaborateurs pour diffamation publique envers moi-même. Sous prétexte de rendre compte d'un épisode judiciaire, couvert par le secret de l'instruction, vous mettez à profit les moyens de la

presse dont, précisément, j'ai dû me plaindre, pour réitérer, en les citant à nouveau, les mêmes propos diffamatoires. Surtout, vous vous étendez de cette action judiciaire d'un magistrat contre votre journal, action que vous présentez comme un « fait exceptionnel ». Si je déplore d'avoir dû, à titre personnel, m'adresser à la justice, force m'est de constater que ces attaques répétées contre un juge sont autant de pressions que je laisse à vos lecteurs le soin d'apprécier. Je tiens seulement à rappeler que l'application de la qualification juridique d'empoisonnement retenue à l'encontre de certains mis en examen dans

les deux dossiers du sang contaminé et de l'hormone de croissance n'a pas été tranchée par la Cour de cassation et ne pourra l'être que par cette juridiction et les juges du fond. Si l'incertitude sur cette question de droit a instauré un débat public dans la presse, l'objectivité commande à cette dernière, et à votre journal en particulier, de poser les questions au lieu de prétendre les résoudre vous-même en laissant l'un de vos collaborateurs, convaincu à titre personnel d'un choix opposé à l'empoisonnement, tenter de conforter sa position en jetant le trouble sur la probité du juge d'instruction.

**Duménil-Leblé Bank Luxembourg S.A. (en liquidation), société anonyme - R.C. : B 29 538**  
**Siège social : 25 boulevard Royal ; L-2012 Luxembourg**

### AVIS AU PUBLIC

Dans le cadre de la liquidation volontaire de la société Duménil-Leblé Bank Luxembourg S.A., nous prions les personnes détentrices d'actifs, dépôts et titres auprès de cette banque de contacter par tout moyen de leur convenance la société Abacus S.C. liquidateur de la banque afin de procéder à une régularisation de leurs actifs avant le 31 décembre 1997 (transfert vers un autre établissement luxembourgeois ou retrait de leurs actifs).

Abacus S.C., Monsieur Gérard Becquer, 16 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg ; Tél. : 49 749 501 ; Fax : 49 749 420.

A l'échéance de ce délai, les avoirs des clients ne s'étant pas manifestés seront confiés à la Caisse des Dépôts et Consignation Luxembourgaise.

Parcs d'attractions  
Expositions  
Musées  
Monuments

**Sortez informés !**  
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

**3615 LEMONDE**



## Le Conseil de Paris autorise la mise en vente d'un appartement de l'îlot 16

Dès le 28 mai, le conseil du patrimoine avait donné un avis favorable

Sur décision du Conseil de Paris, un appartement situé rue du Pont-Louis-Philippe, au cœur de l'îlot 16, sera mis prochainement en vente. Un « gel » des

ventes avait pourtant été décidé par le maire de Paris à la suite des révélations sur les actes de spoliation perpétrés, sous l'Occupation, à l'encontre, notamment, d'anciens propriétaires juifs. L'immeuble avait fait l'objet, en 1941, d'une mesure d'expropriation pour motif d'insalubrité.

LES VENTES du domaine privé de la Ville de Paris se poursuivent. Quatre appartements situés au 26, rue Jacob, dans l'immeuble où a habité Alain Juppé jusqu'en juillet 1995, vont faire l'objet d'une vente par adjudication, mardi 7 octobre, à la chambre des notaires de Paris. Au total, douze appartements du domaine seront mis en vente. Parallèlement à ces ventes, annoncées depuis plusieurs semaines par voie de presse, les procédures engagées pour la mise en vente d'autres biens de la Ville se poursuivent également. Mais de manière plus discrète. Lors de sa dernière assemblée, lundi 29 septembre, le Conseil de Paris a ainsi adopté, tard dans la soirée, un projet de délibération autorisant le maire de Paris à mettre en œuvre « un congé pour vendre » d'un appartement situé au 4, rue du Pont-Louis-Philippe (Paris 4<sup>e</sup>).

Cet immeuble d'un millier de mètres carrés sur cinq étages est situé dans le quartier du Marais, en plein cœur de « l'îlot 16 », qui a fait, sous l'Occupation, l'objet d'une procédure d'expropriation de grande envergure pour « insalubrité ». Les conditions douteuses — mais, au final, très avantageuses pour la Ville —, révélées en octobre 1996, avaient conduit le maire de Paris, Jean Tiberi, à « geler » provisoirement les ventes du domaine. Celles-ci ne reprendraient, avait-il précisé, qu'une fois « toutes la lumière faite » sur d'éventuels actes de spoliation perpétrés, notamment, à l'encontre d'anciens propriétaires juifs, particulièrement dans le quartier du Marais.

Le Conseil du patrimoine privé,

constitué en août 1995 et présidé par le conseiller d'Etat Noël Chabid-Nourai, fut alors chargé de se pencher sur les conditions d'acquisition de tous les biens destinés à la vente. Pour l'immeuble de la rue du Pont-Louis-Philippe, cela impliquait de geler des décisions déjà prises. Le 3 juin 1996, en effet, après avis favorable du Conseil du patrimoine privé, le Conseil de Paris avait donné au maire une autorisation de principe sur la vente de l'immeuble. Compte tenu des nouvelles révélations sur l'ancien îlot 16, le Conseil du patrimoine privé devait réexaminer sa copie.

### TITRE DE VALIDITÉ CONTESTÉ

Il a apparemment rendu ses conclusions. « Le Conseil du patrimoine a examiné les conditions d'acquisition par la Ville de cette propriété et a donné un avis favorable en date du 28 mai 1997 », a déclaré, lundi, M. Tiberi. La situation de cet immeuble est particulière dans la mesure où des descendants des héritiers de son ancienne propriétaire contestent la validité du titre de propriété de la Ville. En juillet 1996, ils ont engagé une procédure devant le tribunal administratif de Paris, pour demander le sursis à exécution et l'annulation de la délibération du 3 juin 1996 (Le Monde du 13 septembre). Dans une ordonnance rendue le 2 juillet 1997, le tribunal administratif de Paris a rejeté leur requête pour incompétence. Leur avocat, M. Fabienne Chapuis-Hini, vient de déposer un mémoire en appel. Outre qu'elle soulève « d'éventuelles irrégularités et vices de forme que pourrait con-

stituer la délibération », elle invoque le caractère « non prouvé » des motifs d'insalubrité évoqués, en 1941, pour enclencher la procédure d'expropriation. Elle rappelle aussi que la totalité des textes qui ont servi de base à l'expropriation de l'ancienne propriétaire sont « des textes de Vichy, déclarés nuls et de nul effet par une ordonnance de décembre 1943 et par une autre ordonnance rétablissant la République dans la plénitude de ses pouvoirs en 1944 ».

Malgré l'intention affichée par Jean Tiberi d'aller « jusqu'au bout de la transparence » dans l'affaire de l'îlot 16, le débat sur la validité des textes de Vichy qui n'ont pas été explicitement abrogés à la Libération ne semble pas, outre mesure, soulever la Ville. Comment expliquer autrement le fait que, malgré la procédure en cours, une nouvelle délibération concernant l'immeuble de la rue du Pont-Louis-Philippe ait été prise le 29 septembre ? On peut aussi s'étonner du fait qu'un avis favorable ait été redonné par le Conseil du patrimoine le 28 mai 1997. A cette date en effet, le comité d'experts de la période de l'Occupation travaillant auprès du Conseil après les révélations sur l'îlot 16 ne s'était réuni qu'une seule fois, le 16 mai. « Nous ne sommes pas saisis de ces individus, explique un de ces experts qui ignorait qu'un avis avait été formulé sur l'immeuble. Notre rôle, poursuit-il, consiste à fournir des outils d'investigation, par exemple à tenter de définir précisément la notion de spoliation. »

Le maire de Paris peut donc, désormais, signifier son « congé pour

vendre » au locataire du « cinq-pièces, cuisine, entrée, salle de bains, dressing, deux WC et deux dégagements » décrit dans la délibération municipale. L'appartement, jugé insalubre en 1941 et qui était promis à la démolition, est estimé, aujourd'hui, à 3 millions de francs. Comme le permet la loi, son actuelle locataire pourra se porter acquéreur. Il s'agit de M. Jacqueline Nebout, proche de Jacques Chirac, ancien conseiller de Paris (Radical), ancien adjoint au maire chargé de l'environnement, actuellement président de la Société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel, dans laquelle la ville est majoritaire.

Comme les autres locataires de l'immeuble, elle a reçu, il y a un an, un courrier de la Ville l'informant de son intention de mettre l'immeuble en vente. Son voisin du dessous, Christian Blanc, ancien PDG d'Air France, a déménagé avant l'été. Trois appartements sont encore occupés, mais le bail de M. Nebout arrive à échéance le 31 mars 1998. Le délai de préavis étant de six mois lorsqu'il émane du bailleur, la Ville de Paris a jusqu'au 31 octobre pour lui signifier son congé. D'où la précipitation de la Ville qui conduit à interroger sur le sort final des travaux du Conseil du patrimoine. Après avoir promis un « bilan d'étape avant l'été 1997 », ce dernier envisage désormais de remettre un rapport « à la fin du premier semestre 1998 ». La conduite des procédures de mise en vente par la Ville est, à l'évidence, beaucoup plus rapide.

Christine Gurin

## Bernard Morichère, inspecteur général de l'éducation, condamné

BERNARD MORICHÈRE, cinquante-huit ans, inspecteur général de l'éducation nationale et actuel président du jury de Capes de philosophie, a été condamné, mardi 30 septembre, par la 14<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris à trois mois de prison avec sursis et 15 000 francs d'amende pour avoir envoyé, entre 1990 et 1993, cinq cartes anonymes « injurieuses et menaçantes » à une inspectrice pédagogique régionale (IPR-IA) d'histoire-géographie, Jeannine Guigue, afin de la dissuader de se porter candidate à l'inspection générale (IGEN) (Le Monde du 10 septembre).

A l'annonce de cette condamnation, le ministère de l'Éducation nationale a indiqué, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, que des poursuites disciplinaires allaient être engagées, et Xavier Darcos, doyen de l'IGEN, a précisé que le président du jury de Capes de philosophie, également correspondant académique de l'inspection générale à Bordeaux, était immédiatement suspendu de toutes ses fonctions.

M. Morichère, qui niait les faits, a été reconnu coupable de « violences volontaires avec préméditation ayant entraîné une interruption de travail n'excédant pas huit jours ». Il a été condamné à verser 25 000 francs de dommages-intérêts à M. Guigue, qui avait sombré dans la dépression après avoir reçu ces courriers aux propos et aux illustrations particulièrement dégradants. L'inspecteur général devra également verser 5 000 francs au Syndicat national de l'association des IPR-IA (Sanipr) et 1 franc au SGEN-CFDT, qui s'étaient constitués parties civiles.

Le tribunal a estimé que « les faits [étaient] démontrés par un ensemble d'éléments corroborés par les diverses expertises versées au débat ». Il observe que les premiers envois anonymes correspondaient à la prise de fonction de M. Morichère à un poste où il avait autorité sur M. Guigue — alors réputée pour son activité syndicale et féministe. Il souligne la rapidité avec laquelle ces courriers ont parfois suivi les lettres officielles de la plaignante (dépôt de candidature, par exemple), en relevant surtout que leur contenu « démontre que leur auteur avait connaissance de courriers confidentiels (reprise de date erronée) », que

seul pouvait connaître l'entourage de l'ancien doyen Georges Laforest, dont M. Morichère était le proche collaborateur. Il rappelle au passage que, à l'audience, M. Guigue avait rapporté l'« absence d'écoute » du doyen Laforest sur cette affaire, celui-ci lui ayant indiqué, selon elle, qu'il « n'y avait rien à faire ».

### EXPERTISES

Balayant les arguments de la défense, le tribunal insiste surtout sur « le résultat concordant des diverses expertises [une pour l'encre, trois pour l'écriture...] désignant M. Morichère comme scripteur unique des courriers litigieux ». L'inspecteur général, notamment, avait mis en doute la qualité « scientifique » des experts en comparaison d'écritures et avait fait valoir que l'un d'eux avait confondu son écriture avec celle du doyen Laforest. « La référence erronée faite à une seule occasion par [un] expert, rétorque le tribunal, ne saurait remettre en question les conclusions de son travail très exhaustif au cours duquel il précise de façon claire que quatre des cinq cartes postales présentent des caractéristiques extrinsèques prouvant l'unité de conception, le graphisme confirmant l'unité de main des cinq cartes. »

« Eu égard à la nature des faits (...) commis par un prévenu en position d'autorité à l'égard de la victime, conclut le tribunal, il y a lieu de le sanctionner par un sévère avertissement. » M. Daniel Anson, avocat de M. Morichère, envisageait, mercredi, de faire appel de cette décision.

Inédite pour le corps de l'inspection générale, la condamnation de M. Morichère pose un problème juridique sur le plan disciplinaire. Nommés par décret du président de la République, les inspecteurs généraux constituent un corps qui ne dispose d'aucun conseil de discipline spécifique. Décidé à engager des poursuites, le ministère de l'Éducation n'avait donc pas encore précisé, mercredi, devant quelle instance il entendait agir. A priori, ces hauts fonctionnaires demeurent passibles de sanctions devant le conseil de discipline de la fonction publique.

Jean-Michel Dumay

## Une commission de 1 million de francs pour Michel Noir

L'ANCIEN MINISTRE MICHEL NOIR aurait déclaré à un juge d'instruction lyonnais, chargé de l'affaire dite des « comptes suisses » de Pierre Botton, avoir obtenu 1 million de francs en liquide du groupe Bouygues avant les élections municipales de 1989, révèle le mensuel lyonnais Lyon Mag. M. Noir aurait affirmé, le 21 mai 1997, lors d'une audition : « J'ai demandé à Martin Bouygues de soutenir financièrement ma campagne, et j'ai obtenu du groupe Bouygues la somme de 1 million de francs en espèces qui m'a été versée par l'intermédiaire de Pierre Botton. »

Les déclarations de M. Noir sont consignées dans un procès-verbal dont le fac-similé est publié par le journal. Dans ses déclarations au magistrat, il indique qu'il avait contacté Martin Bouygues dans le cadre de recherches de financement pour sa future campagne aux élections municipales de 1989, au terme de laquelle il a été élu maire de Lyon. Lyon Mag fait observer que la somme de 1 million de francs a été versée quelques mois avant la signature, en 1989, d'un contrat en vue de la réalisation du nouveau périphérique nord de Lyon. Michel Noir avait alors justifié son choix en raison des « références internationales » de ces deux groupes. (Corresp. rég.)

## Jeanny Lorgeoux, maire de Romorantin, a été mis en examen

LE MAIRE (PS) DE ROMORANTIN (Loir-et-Cher) Jeanny Lorgeoux a été mis en examen pour « faux et usage de faux en écriture publique et escroquerie », mercredi 1<sup>er</sup> octobre, par le juge d'instruction parisien Dominique de Talancé, dans le cadre de l'enquête sur la faillite en 1990 du groupe Capitain Hôtel (Le Monde du 17 septembre). La justice lui reproche d'avoir, en 1989, signé au nom de sa commune une garantie portant sur un prêt de 21 millions de francs, consenti par une banque suisse à un ancien dirigeant du groupe Capitain Hôtel, destiné à l'implantation d'un hôtel à Romorantin. Après la configuration de Capitain Hôtel, la banque helvète s'est retournée contre la ville, qui a dû rembourser 7,5 millions de francs aux frais des contribuables. Dans un communiqué lu au conseil municipal du 25 septembre, M. Lorgeoux avait lui-même annoncé sa prochaine mise en examen en expliquant qu'il était, depuis 1993, « victime d'une machination politique ».


### DÉPÊCHES

■ CROIX-ROUGE : après les révélations du Canard enchaîné concernant le déficit financier du conseil départemental de Paris de la Croix-Rouge française (Le Monde du 2 octobre), Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, ont annoncé qu'ils avaient saisi, le 26 septembre, le chef de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'une demande de contrôle des comptes de la Croix-Rouge française qui portera « tant sur l'utilisation des fonds provenant de subventions que sur ceux venant de dons privés ».

■ HARKIS : Martine Aubry s'est rendue, mercredi 1<sup>er</sup> octobre au matin, auprès des six fils de harkis qui observent depuis le 21 août une grève de la faim sur l'esplanade des Invalides à Paris. La ministre de l'emploi et de la solidarité leur a affirmé qu'elle était « très soucieuse de leur situation et, au-delà, de celle de la communauté des harkis et assimilés, et de leurs enfants ». Elle leur a confirmé « que leur situation personnelle faisait l'objet d'un examen attentif, et que leurs revendications étaient étudiées avec beaucoup d'attention ». Plusieurs associations appellent à une manifestation de solidarité, samedi 4 octobre, à Paris.

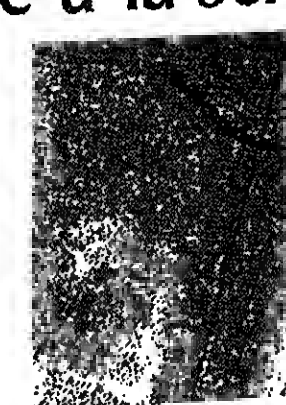
# CLAUDE ALLEGRE

à Bouillon de Culture le 3 octobre



## CLAUDE ALLEGRE

### Dieu face à la science



Fayard

Le monde moderne du savoir peut-il faire une place à Dieu ?

FAYARD

312 p.  
120 F

## RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

## Le Conseil d'Etat relance le débat sur la concession de l'eau à Grenoble

La délibération de l'ancien conseil municipal qui privatisait la gestion de la ressource au profit d'une filiale de la Lyonnaise est annulée. Une victoire pour les écologistes, mais les contrats signés par la nouvelle municipalité socialiste et l'entreprise ne sont pas pour autant caducs

**LYON**  
de notre correspondant régional  
En annulant la délibération du conseil municipal de Grenoble du 30 octobre 1989 qui privatisait l'eau de la ville au profit d'une filiale de la Lyonnaise des eaux, le Conseil d'Etat vient à son tour de jeter le trouble sur cette ressource naturelle chère aux habitants de cette cité. Il y a un an les élus socialistes, communistes et divers gauches avaient approuvé la proposition de leur maire, Michel Destot (PS), de « remunicipaliser à hauteur de 51 % » l'eau de la ville par l'intermédiaire d'une société d'économie mixte, la Société des eaux de Grenoble, dans laquelle la Lyonnaise dispose de 49 % du capital.

Soucieuse d'éviter un conflit avec l'équipe municipale qui a pris la ville à la droite en 1995, la Lyon-

naise avait accepté de perdre une partie de son pouvoir. En contrepartie elle obtenait, au début de 1996, un contrat de sous-traitance générale de l'eau pour le compte de la ville.

## ■ MAUVAIS ARRANGEMENT

Les élus écologistes, membres de l'actuelle majorité municipale, et leur chef de file, Raymond Avri-  
lier, ont immédiatement dénoncé ce « mauvais arrangement » conclu au début de l'année 1996. « La Lyonnaise est entrée par effraction à Grenoble, grâce à la délibération du 30 octobre 1989. Sa présence n'était ni légitime, ni légale, elle doit partir », ont-ils cessé de répéter depuis lors les turbulents partenaires de M. Destot. Mais confronté au lourd héritage financier laissé par la précédente équipe, le maire n'a pas voulu

prendre le risque de devoir verser à son concessionnaire de fortes indemnités et a donc composé avec lui.

La victoire que vient de remporter M. Avri-  
lier, unique requérant devant le Conseil d'Etat - en 1992 les élus socialistes d'ont pas jugé utile de faire appel de la décision du tribunal administratif de Grenoble rejetant leur recours et celui de l'écologiste -, relance le débat sur les contrats de concession de l'eau et de l'assainissement signés en 1989 et sur les avenants passés sept ans plus tard entre la nouvelle municipalité et la Lyonnaise. En effet aucun des contrats entachés de corruption n'a été annulé par la haute juridiction administrative, alors qu'elle reconnaît que ceux-ci furent « la contrepartie de délits d'abus de biens sociaux » dont profita notamment l'ancien

maire RPR de Grenoble, Alain Carignon. Raymond Avri-  
lier assure pourtant que les contrats qui furent signés entre un « corrupteur », Alain Carignon, et un « corrupteur », le dirigeant de la filiale de la Lyonnaise en cause, sont « frappés de nullité irrémédiable. Désormais il n'y a plus aucun obstacle qui se dresse pour empêcher la ville de faire annuler les contrats ». Il demande donc au maire d'engager une action en constat de nullité devant le tribunal administratif. « Le bon sens, le droit et la morale exigent que les contrats soient formellement annulés (...). Si l'on n'agit pas rapidement, on laisse alors supposer qu'il y a eu des arrangements ultérieurs entre la ville et la Lyonnaise », souligne le porte-parole de l'Association pour la démocratie, l'écologie et la solidarité (ADES), Vincent Comparat. Si le

maire de Grenoble devait rester passif, Raymond Avri-  
lier a prévenu qu'il s'engagera, s'il le faut une nouvelle fois seul, dans la bataille pour chasser hors de Grenoble la Lyonnaise des eaux. Pour lui cette dernière « ne peut pas se prévaloir de ses propres turpitudes pour demander une quelconque indemnité ». De toute façon, il pronostique le rapide effondrement du « châtelet de cartes » bâti, il y a un an, par la ville et la Lyonnaise et qui permet à cette dernière de continuer de profiter, grâce aux avenants conclus en 1996, des contrats signés en 1989.

Au contraire, la municipalité de Grenoble s'estime « confortée par la décision du Conseil d'Etat ». Elle rappelle que les délibérations votées en 1996, qui créent notamment la société des eaux de Grenoble SEM, « ont profondément

modifié la structure et la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement » et que c'est « sur ces bases que la ville, demain comme hier, organisera la distribution de l'eau ». « La décision du Conseil d'Etat n'a aucune conséquence pratique immédiate (...) Le contrat [de 1989] a été en quelque sorte annulé puisque nous l'avons considérablement modifié. Le dispositif en place aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui qui existait il y a huit ans », renchérit l'un des principaux négociateurs de la ville, Jean-Paul Giraud (PS), adjoint aux finances. La Lyonnaise des eaux développe la même analyse dans un communiqué : « La décision du Conseil d'Etat n'entraîne aucune modification de la nouvelle organisation de la gestion de l'eau de Grenoble. »

Claude Francillon

## Paris, capitale de la randonnée pédestre

**DURANT** trois jours, les 3, 4 et 5 octobre, des milliers de « fous » de la randonnée, venus de tous les coins de France se mêleront aux Franciliens pour fêter dans la bonne humeur à Paris, le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération française de la randonnée pédestre (FFRP). Un colloque « sauvegarde du patrimoine des chemins et sentiers de France » à l'Unesco, un Village de la randonnée dans les jardins du Trocadéro, des randonnées aux flambeaux et en fanfares (bagad breton, jazz, sonneurs de cors, etc.), un livre blanc contenant 15 propositions pour la sauvegarde des chemins et sentiers, officiellement présenté aux pouvoirs publics et aux élus, la FFRP a vu grand pour marquer son demi-siècle d'existence.

Elle assure encadrer plus de 105 000 licenciés, répartis en 1 600 associations et 120 comités régionaux et départementaux. Elle peut s'enorgueillir d'avoir balisé et valorisé quelque 180 000 km de sentiers (de grande randonnée, de pays et de promenade) et d'avoir, avec l'appui de 6 000 bénévoles, procédé à la réhabilitation - 2 000 km en 1996 - de chemins superbes mais négligés ou oubliés. Ces chemins à thème sont propices à un tourisme de proximité agreste et savant : « Sur les pas d'Henri IV » en Aquitaine, « le chemin des poètes » dans le Centre, « la liaison Genève-Le Puy du chemin Saint-Jacques-de-Compostelle » en Rhône-Alpes, « la chaussée Jules-César » en Ile-de-France, « le cheminement » en

Normandie, etc. « Le chemin est né avec l'homme. Chacun de nos contemporains a pour mission naturelle de le livrer aux générations futures. C'est sa vocation », estime Maurice Bruzeau, le président de la Fédération qui se félicite de l'engouement croissant des Français pour la randonnée pédestre qui « plus qu'un sport est un art de vivre ».

Paris qui offre un très grand choix de lieux de promenades et d'itinéraires pédestres n'a donc pas démerité d'être le point de ralliement festif des milliers d'« acros » de la marche à pied. Sait-on que la capitale possède dans ses vingt arrondissements et dans les bois de Boulogne et de Vincennes, une soixantaine de « sentiers-nature » ? Que des sentiers de grande randonnée ont été créés, à partir de 1986, dans ces deux bois parisiens : 17 km pour le premier et 18 km pour le second ? Qu'en 1988, il fut décidé de les relier par un sentier de grande randonnée de pays qui traverse Paris d'est en ouest sur près de 19 km et du nord au sud, se déroule de la porte de la Villette au parc Montsouris ? Enfin, que le « kilomètre zéro », lieu mythique pour tout randonneur, est exactement situé au pied de Notre-Dame ?

Ali Habib

## Un imbroglio juridique

**LE CONSEIL D'ETAT** a annulé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, la délibération du conseil municipal de Grenoble qui, le 30 octobre 1989, avait autorisé le maire de Grenoble de l'époque, Alain Carignon (RPR), à signer un contrat de concession des eaux avec une filiale de la Lyonnaise des eaux. Pourtant, la juridiction administrative n'a pas voulu annuler cette concession elle-même. Elle a ainsi mis en place les « difficultés juridiques » que prévoyait le commissaire du gouvernement, Catherine Bergeal (*Le Monde* du 12 septembre).

L'analyse de celle-ci a pourtant été suivie. Le Conseil d'Etat s'est, en effet, appuyé sur le jugement des tribunaux pénaux pour constater qu'il y avait un pacte de corruption entre M. Carignon et les dirigeants de la Lyonnaise. Bien entendu, les conseils municipaux n'en avaient pas été informés. La haute juridiction a donc considéré que « les motifs réels de la délibération attaquée ont été dissimulés ». Ce qui est un motif d'annulation traditionnelle. En revanche, si le contrat n'a pas été annulé, c'est en

conformité avec une jurisprudence ancienne fondée sur la théorie des « actes détachables ». Pour éviter que des défauts de procédure n'aient des conséquences graves, le Conseil d'Etat, depuis 1905, admet que l'annulation d'un « acte détachable » d'un contrat n'a, par elle-même, aucun effet direct sur ce contrat.

## ■ LES CLAUSES RÉGLEMENTAIRES

En outre, seules les parties prenantes à un contrat peuvent demander sa résiliation, c'est-à-dire, en l'espèce, la société concessionnaire et le maire de la ville. De nombreux professeurs de droit contestent cette jurisprudence en estimant qu'elle empêche un contrôle réel des contrats par les élus municipaux.

Depuis juillet 1996, le Conseil d'Etat admet simplement que des tiers concernés par un contrat, conseillers municipaux ou, en l'espèce, consommateurs d'eau, en contestent ce qu'il est convenu d'appeler les « clauses réglementaires », dont fait partie, dans le cas présent, le tarif de l'eau. Toutefois, la

commune de Grenoble est contrainte d'agir : elle doit ou résilier le contrat, ou prendre une nouvelle délibération régularisant la situation existante, la précédente délibération n'ayant plus de fondement juridique. Devant cet imbroglio, la ville peut demander conseil à la section du rapport et des études de la haute juridiction administrative.

M. Avri-  
lier peut, de toute façon, intervenir seul. Il a le droit de saisir le Conseil d'Etat d'une demande d'astreinte si la commune n'agit pas dans des délais juridiquement « raisonnables », sans que cette notion soit précisément définie. Certains magistrats du Conseil estiment même qu'une délibération de l'assemblée municipale se contentant de confirmer la validité du contrat, en cours, dont le juge pénal a montré qu'il résultait d'un pacte de corruption, serait facilement attaquable. Mais il faut alors que l'écologiste recommence une procédure devant le tribunal administratif.

Rafaële Rivals

## Jean-Claude Gayssot et Dominique Voynet créent une direction générale commune

**UNE NOUVELLE** direction baptisée direction générale de l'urbanisme et de la construction (DGUC), regroupant les attributions actuelles de la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme et de la direction de l'habitat et de la construction, devrait bientôt voir le jour. C'est ce que devaient annoncer conjointement, jeudi 2 octobre, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, et Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement.

La DGUC sera placée sous la houlette de Gilbert Santel, ingénieur général des Ponts et Chaussées, délégué à la modernisation et à la déconcentration au ministère de l'équipement. Bon connaissant de la politique de la ville - il fut directeur de cabinet de Michel Delebarre -, M. Santel s'était vu confier au mois de juillet par les deux ministres une mission d'expertise visant à créer la DGUC en fonction d'un double objectif : inscrire les politiques urbaines dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement, en prenant en compte le développement économique, la cohésion sociale, l'équilibre écologique et le développement durable. Définir les modalités concrètes de travail en commun entre les deux ministères en favorisant les synergies entre les politiques d'habitat et d'urbanisme.

Le rapport de M. Santel, remis jeudi 2 octobre aux ministres, met en perspective un certain nombre d'orientations destinées à mieux définir les politiques urbaines, lesquelles, depuis les lois de décentralisation, concourent au premier chef les collectivités territoriales en charge de compétences décentralisées. Dans cette affaire, « l'Etat o

du mal à définir ses objectifs et ses priorités ». Aussi de « nouvelles démarches contractuelles devraient être négociées ». Dans ses propositions, M. Santel souligne par ailleurs l'urgence de soutenir une politique urbaine volontariste, compte tenu de la concurrence que se livrent entre elles les grandes agglomérations en Europe : « Un rééquilibrage volontariste de notre armature urbaine s'impose », plaide-t-il, tout en mettant en garde contre le risque d'étalement en « taches d'huile ». M. Santel estime cependant que « nombre d'outils d'urbanisme et d'aménagement développés pendant les années d'expansion à taux d'intérêt négatifs

ne sont aujourd'hui plus adaptés aux réalités économiques du moment ». Selon lui, et à titre d'exemple, « les plans d'occupation des sols en révision permanente dans des centaines de communes sont en réalité obsolètes ». Il en irait de même de nombreux schémas directeurs. « Certes, souligne-t-il, 195 schémas concernant 21 millions d'habitants ont été approuvés. Mais il s'agit le plus souvent de schémas anciens totalement dépassés. » Dans les faits, affirme encore M. Santel, l'Etat central a pris du retard sur les pratiques locales, dans lesquelles ses services sont quotidiennement impliqués.

Jean Menanteau

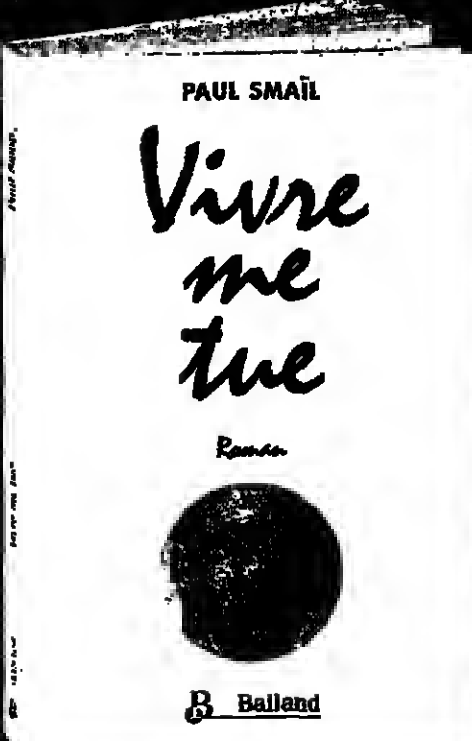
## Enquête épidémiologique autour de Salsigne (Aude)

**UNE ENQUÊTE** ÉPIDÉMIOLOGIQUE portant sur 750 personnes constituant un panel va être menée, du 13 au 26 octobre, dans vingt-quatre communes, autour du site industriel de Salsigne (Aude), classé parmi les plus pollués de France (*Le Monde* du 9 novembre 1996). Ses conclusions doivent être rendues au mois de février 1998. Elle aura pour but de déterminer, d'une part, les pathologies des populations vivant autour de cette mine d'or dont une partie a été reconverte en unité de traitement de déchets industriels (en liquidation judiciaire), d'autre part la contamination éventuelle des rivières par des éléments toxiques, soit sous forme de poussière minérale, soit sous celle de fumées résultant de l'incinération des déchets, soit encore par l'intermédiaire des végétaux cultivés aux alentours. Trente-cinq cas de cancers professionnels ont été reconnus à ce jour chez les salariés du site. (Corresp.)

## DÉPÊCHES

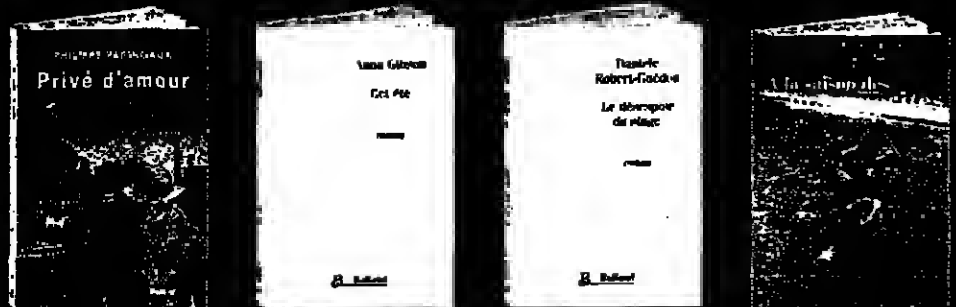
■ **MILLAU**. Le viaduc de Millau (Aveyron), prévu sur l'A 75 entre Clermont-Ferrand et Béziers, doit être fait « comme il a été prévu », a déclaré le ministre des transports, de l'équipement et du logement, Jean-Claude Gayssot. « Le prix est considérable, mais le choix a été fait », a ajouté M. Gayssot. Il a laissé entendre qu'il réfléchirait à l'instauration éventuelle d'un péage pour permettre de boucler le financement.

■ **SEINE-SAINT-DENIS**. Les communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers ont décidé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, de s'associer pour élaborer une charte intercommunale d'environnement en partenariat avec l'Etat.



« La chronique de la vie ordinaire d'un jeune Beur à Paris. Et ça vaut le coup. C'est très beau, c'est très savoureux, c'est drôle, c'est rapide et c'est un livre plein de colère. Il y a des pages d'une drôlerie et d'une férocité extraordinaires... »

Pierre Assouline  
Le Masque et la plume  
France Inter



**B** Balland



# NOMINATIONS

## MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> octobre a procédé au mouvement préfectoral suivant (*Le Monde* du 2 octobre) : Jacques Reiller, préfet du Territoire de Belfort, est placé hors cadre. Il devrait se voir confier une mission de réflexion sur un centre d'étude et de prospective du ministère de l'intérieur. Jacques Reiller est remplacé par Gonthier Friederich, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye. Christian Gallard, de Laverney, préfet de l'Ariège, est placé hors cadre. Il devient directeur général de l'administration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Il est remplacé à Foix par Philippe Zeller, ministre plénipotentiaire de deuxième classe, directeur des affaires financières au Quai d'Orsay. François Goudard, préfet de la Dordogne, est nommé préfet hors cadre. Il pourrait être nommé ambassadeur de France à Quito. Pierre-Henry Maccioni, chargé de mission au SGCI, le remplace à Périgueux. Jean-François Guenilleux est nommé préfet des Deux-Sèvres, en remplacement de Joseph Iuzan, qui part à la retraite.

(Né le 23 août 1945 à Lille, Gonthier Friederich, licencié en histoire, commence sa carrière comme professeur, avant d'être élève de l'ENA. Il entre dans le corps préfectoral en mai 1980. Il est directeur du cabinet du préfet de l'Aude d'octobre 1980 à septembre 1981 et sous-préfet de Saint-Martin-Saint-Barthélemy (Gers) de septembre 1981 à septembre 1984. Il devient chef adjoint de cabinet du premier ministre en septembre 1984. Il est chargé de mission auprès du secrétaire général du Centre national d'études spatiales d'octobre 1986 à décembre 1988, date à laquelle il devient sous-préfet d'Alsace (Gard). Il est secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire de septembre 1990 à janvier 1993. Depuis cette date, il est sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye (Vendée).)

(Né le 3 octobre 1952 à Lyon, Philippe

Zeller entre au Quai d'Orsay à la sortie de l'ENA, en mai 1978. Il est chargé de mission à la direction des affaires économiques et financières, puis au secrétariat général du ministère des affaires étrangères, avant d'être nommé adjoint au sous-directeur du budget et des affaires financières à la direction du personnel et de l'administration générale, en septembre 1980. En octobre 1984, il devient chef de la mission de coopération et d'action culturelle aux îles Seychelles. D'août 1984 à juillet 1988, il est deuxième conseiller à Rabat. Il est conseiller technique au cabinet de Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, de juillet 1988 à janvier 1992, date à laquelle il devient directeur du développement de la coopération scientifique, technique et éducative à la direction générale des relations culturelles du ministère des affaires étrangères. Depuis décembre 1993, il est directeur des affaires budgétaires, administratives et financières à la direction générale de l'administration du ministère des affaires étrangères.)

(Né le 14 mai 1948 à Saint-Denis de la Réunion, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, Pierre-Henry Maccioni commence sa carrière comme maître de cet institut. Il est ensuite chargé d'études à la direction du personnel et du matériel de la police d'octobre 1972 à janvier 1974. Il devient attaché d'administration centrale aux ministères de la défense puis de l'intérieur jusqu'en 1978 et chargé de mission à la mairie de Paris jusqu'en mai 1979. Il est directeur du cabinet du préfet de la Creuse de mai 1979 à septembre 1980, directeur du cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales de septembre 1980 à janvier 1982, sous-préfet de Calvi de janvier 1982 à janvier 1984, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne de janvier 1984 à septembre 1987. Il est sous-directeur de l'action culturelle à la direction du développement du ministère de la coopération de septembre 1987 à juin 1988, avant d'être nommé chef de cabinet de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, de juin 1988 à février 1990. Il est chargé de mission auprès du cabinet de Jean-Pierre Chevènement de février 1990 à janvier 1993. Il est par ailleurs sous-préfet de l'Yonne de janvier 1990 à janvier 1993. Il est préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet de la Gironde de janvier 1993 à juillet 1995. Depuis

cette date, il était coordonnateur, chargé de mission auprès du secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne pour la convention de Schengen et pour les affaires intérieures et de justice.)

(Né le 14 août 1931 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), diplômé d'études supérieures de sciences économiques, Jean-François Guenilleux a été chargé d'études au ministère de l'équipement, directeur du cabinet du président du conseil général de Saône-et-Loire, André Billardon (PS), et chargé de mission à la Datar, avant de devenir conseiller technique au cabinet du président de l'Assemblée nationale Louis Mermaz en octobre 1983. En mars 1985, il devient secrétaire général administratif du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. De mai 1991 à avril 1992, il est conseiller pour les relations avec le Parlement au cabinet du premier ministre Edith Cresson. Il est nommé préfet, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement, le 4 décembre 1991. Il est conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République d'août 1992 à juillet 1994. Il est nommé préfet de l'Ariège en juillet 1994 et placé hors cadre en juillet 1995. Depuis juillet 1996, il est détaché auprès du conseil général de la Gironde, que préside Philippe Madrelle (PS), en qualité de directeur général adjoint, chargé de la solidarité et du logement.)

## RAPATRIÉS

Louis Monchovet, préfet hors cadre, a été nommé délégué aux rapatriés lors du conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> octobre. Il remplace Guy Foray, qui a démissionné le 25 septembre (*Le Monde* du 27 septembre).

(Né le 1<sup>er</sup> mai 1940 à Craponne (Haute-Loire), Louis Monchovet est titulaire d'une maîtrise de droit public et ancien élève de l'Institut national d'administration de Lyon. D'abord inspecteur des lois sociales en agriculture (1965-1973), il a été ensuite chargé des questions de l'emploi à la préfecture du Rhône (1973-1977), conseiller au tribunal administratif de Clermont-Ferrand (1978-1981), sous-préfet de Clamart (Seine) (1981-1984), puis de Vienne (Isère) (1984-1990), avant de devenir préfet des Alpes-de-Haute-Provence (1990-1993), puis du Territoire de Belfort (1993-1995). Depuis

octobre 1995, Louis Monchovet était préfet hors cadre.)

## EQUIPEMENT

Jean Poult a été nommé directeur général de l'Institut géographique national (IGN) lors du conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> octobre. C'est Gilles Ricono, son successeur, en juillet 1991, à la tête de l'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (Epamane), qui le remplace à nouveau à la direction régionale de l'équipement de l'Île-de-France, avec rang et prérogatives de préfet.

(Né le 20 août 1937 à Artiguelongue (Pyrénées-Atlantiques), Jean Poult, ancien élève de l'École polytechnique, est ingénieur général des Ponts et Chaussées. Responsable de division et directeur de service à la direction des routes de 1969 à 1978, il est considéré comme le père de Biscorn. Directeur général de l'Agence pour les économies d'énergie de 1978 à 1982, où il est surnommé « M. Anti-gas », il est ensuite directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée de 1982 à 1991, et, à partir de 1987, du nouvel Etablissement public d'aménagement créé pour développer le projet Euro Disneyland. Depuis juillet 1991, Jean Poult était directeur régional de l'équipement de l'Île-de-France, où il a été le maître d'œuvre du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Île-de-France, voté en 1994.)

(Né le 7 mai 1947 à Rennes (Ille-et-Vilaine), Gilles Ricono est ancien élève de l'École nationale des travaux publics et ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Il a été successivement à la direction départementale de l'équipement de la Loire (1979-1983), à la direction des transports terrestres (1984-1986), à la direction départementale de l'équipement du Finistère (1986-1988), puis directeur départemental de l'équipement des Deux-Sèvres (1988-1990). Directeur du cabinet de Louis Besson, d'abord ministre délégué chargé du logement puis ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (1990-1991), Gilles Ricono était directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (Epamane) et directeur général de l'Etablissement public d'aménagement du secteur Euro Disneyland depuis juillet 1991.)

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 25 septembre sont publiés :

● **Corse** : un arrêté portant prise en considération du projet de parc national marin de Corse.

● **Jeunesse et sports** : un décret portant organisation de concours de recrutement de professeurs de sport et de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse, réservés à certains agents non titulaires, en application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique, qui vise notamment à la résorption de la précarité.

● **Accords internationaux** : un décret portant publication du document final de la première conférence chargée d'examiner le fonctionnement du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et de l'acte de clôture de la négociation sur les effectifs, adopté à Vienne le 31 mai 1996 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République slovaque relatif à la réadmission des personnes, signé à Paris le 20 mars 1997 ; un décret portant publication de l'avenant à l'accord du 25 juillet 1977 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Malte, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signé à La Valette le 8 juillet 1994 ; un décret portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger, relative à la circulation et au séjour des personnes, signée à Niamey le 24 juin 1994 ; un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre, relatif à la reconnaissance par la France du diplôme

andorran d'enseignement secondaire et à la reconnaissance mutuelle des baccalauréats français et andorran pour l'accès à l'enseignement supérieur des deux pays, signés à Paris le 10 avril 1997 et à Andorre-la-Vieille le 18 avril 1997 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, signé à Pékin le 15 mai 1997.

Au *Journal officiel* du vendredi 26 septembre sont publiés :

● **ENA** : deux arrêtés prévoyant que deux élèves de la promotion Marc-Bloch de l'ENA (1995-1997) renonceraient au bénéfice de leur scolarité. Ayant constaté que leur rang de classement leur offrait des perspectives de carrière moins intéressantes que celles auxquelles ils avaient droit précédemment, ils ont préféré retourner dans leur administration d'origine, le ministère des affaires étrangères (*Le Monde* du 30-31 mars). Ils sont dispensés du remboursement des traitements et indemnités qu'ils ont perçus au cours de leur scolarité, compte tenu de l'engagement qu'ils ont pris de servir l'Etat pendant dix ans au moins à compter de leur réintégration dans leur corps.

● **Coopération** : un arrêté portant nomination au Conseil supérieur de la coopération.

● **BTS** : plusieurs arrêtés définissant et fixant les conditions de délivrance de brevets de technicien supérieur.

● **Brevets professionnels** : plusieurs arrêtés portant création de brevets professionnels.

● **Pilote** : plusieurs arrêtés relatifs aux examens nécessaires pour l'obtention de brevets et de licences de pilote d'avion, pilote d'hélicoptère et pilote de ligne.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Hélène VALLOUX, Jean-Richard COMTE et Laurent LAURENT ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

### Billie COMTE

Elisabeth COTTIER est heureuse d'annoncer la naissance de son fils.

André LIBERMAN, le mardi 5 août 1997.

### Anniversaires de naissance

Danielle, cinquante ans, la vie et l'amour d'une femme... Bon anniversaire.

De la part d'Annie, Anne-Marie, Nanou et Jean-Luc.

### Mariages

Jeanne et Daniel SEZ, Monique et Henri PEYROLLES sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Hélène et Armand, qui a été célébré dans l'intimité, le samedi 27 septembre 1997, à Millon-la-Chapelle.

37, rue de Turenne, 75003 Paris, 14, chemin Racine, 78470 Millon-la-Chapelle.

### Laurent et Katia

ont le plaisir de faire part de leur mariage qui aura lieu à Marseille, le 11 octobre 1997.

Laurent TOULOUSE et Katia DINGES, 04-91-81-43-96.

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Boudoin De Frépoint, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Bertin-Clap, M<sup>me</sup> Carmen Rojo, ses enfants, Charles De Frépoint, Anne et Louis Halimbeck, Edouard De Frépoint, Mathias Guillou, Les Chaux, Thomas Bertin, ses petits-enfants, ont l'immense chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean BERTIN, née Jeanine BARRIER.

et rappelle le souvenir de son fils,

Philippe BERTIN,

et celui de son époux,

Paul BERTIN.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 octobre 1997, à 9 heures, en l'église de Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, Paris-12<sup>e</sup>.

M<sup>me</sup> William Cade, née Sally Kirwin, son épouse,

William, Jonathan, Jennifer et Jean, ses enfants,

Vincent et Zoé, ses petits-enfants,

Ainsi que son frère Michel Kandinsky-Cade, de Chicago, ont la grande tristesse de faire part du décès de

William CADE, (W. KADINSKY), officier de la Légion d'honneur, ancien sous-lieutenant des Forces françaises combattantes, décoré résistant, fondateur et président-directeur général de Irish Culture and Crafts Work Ltd,

survenu dans sa soixante-quatrième année, le 8 août 1997, à Kildare, Irlande.

M. et M<sup>me</sup> Philippe Sénat, M. et M<sup>me</sup> David Sénat, M<sup>me</sup> Marie-Victoire Sénat, M. Jean-Baptiste Sénat et M<sup>me</sup> Pascale-Olivier, Jean-Philippe et Alexis, M. et M<sup>me</sup> Louis Astrie, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, frères et belles-sœurs, font part du décès de

M<sup>me</sup> Jean COTXET de ANDRÉIS, née Thérèse ASTRUC,

survenue à Paris, le 29 septembre 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Elle rejoindra dans la Paix du Seigneur son mari,

Jean COTXET de ANDRÉIS,

1906-1998.

Les obsèques seront célébrées à Trousse-Minervois (Aude), le vendredi 3 octobre, à 17 heures.

Selon son souhait, une messe à sa mémoire sera célébrée solennellement dans sa paroisse Notre-Dame-des-Champs, à Paris.

17, rue Bassuet, 75015 Paris, 11160 Trousse-Minervois.

M. Pierre Brisse, président-fondateur de l'Association Jean-Cotxet pour la protection de l'enfance inopérée.

M. Philippe Dreyfus, président du conseil d'administration.

Et le conseil d'administration de l'Association Jean-Cotxet, ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean COTXET de ANDRÉIS, vice-présidente honoraire de l'association,

survenue le 29 septembre 1997.

Jean Cotxet de Andréis a été président du tribunal de la Seine jusqu'en 1977. Pendant quarante ans, M<sup>me</sup> Cotxet de Andréis a soutenu le développement de l'association à laquelle le nom de son mari était attaché.

Le Cognac Gourry-de-Chadeville, Pierre Gourry-Gourry ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Yvonne GOURRY, née ESTÈVE,

dans sa quatre-vingt-douzième année. La cérémonie religieuse a eu lieu le 30 septembre à Segonzac.

Chadeville, 16130 Segonzac.

M. Léone Malthez, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Gilbert Mourié, ses enfants,

Sébastien et Christophe, ses petits-enfants,

Ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Lucien MALTÈTE, officier de la Légion d'honneur, combattant volontaire de la Résistance, officier des Palmes académiques, membre de la Société des poètes français,

survenu en son domicile, le 30 septembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montrouge.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à la sortie de l'église, en faveur de la recherche médicale.

14, rue Achille-Luchaire, 75014 Paris.

## Rectificatif

Dans l'avis de décès daté 1<sup>er</sup> octobre de :

M<sup>me</sup> Elisabeth LEYRIS, née BOLLAND,

il fallait lire :

Une messe commémorative sera célébrée prochainement.

Tous les proches en seront avisés.

## Condolances

Le corps enseignant, Le personnel, Les élèves,

Et parents d'élèves de l'École nationale de musique de l'Île-de-France, s'associent à la douleur de la famille de

Yves RAULT,

décédé le 16 septembre 1997, dans sa trente-neuvième année.

Il nous fait part de leurs condoléances.

Yves restera dans leur mémoire un musicien et un pédagogue inspiré.

## Remerciements

Profondement touchés par les nombreux témoignages de sympathie manifestés lors du décès de

M<sup>me</sup> Monique PICCO, née BOURDEZEAU,

M<sup>me</sup> Dominique Picco, sa fille,

M. Patrick Campain, son gendre,

Marie, Laurence et Thimothée, les petits-enfants,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et leur ont apporté leur réconfort dans ces moments difficiles par leur présence, leurs envois de fleurs, leurs messages ou leurs dons à l'association France-Libertés.

2, impasse des Minimes, 33127 Marignac-sur-Jalle.

(Entrée au journal en 1953, Monique Picco avait participé avec enthousiasme à l'aventure dans laquelle *Le Monde* s'était lancé et qui réclamait le dévouement de tous. Après avoir occupé une poste de secrétaire, elle s'était tournée vers la publicité. Sa rigueur et son sens de l'organisation trouveront à s'employer avec talent dans les secteurs du tourisme, de la mode et de l'éducation. Fidèle à son métier, Monique Picco s'était aussi investie dans sa famille. La direction du *Monde* présente à sa famille ses sincères condoléances.)

(*Le Monde* du 10 septembre.)

## Anniversaires de décès

« En mémoire de

Pierre Louis LAJUGIE de la RENAUDIE,

L'homme juste et bon. »

Le 2 octobre 1993.

Yvonne THÉOBALD-PAOLI

boues qu'ilait.

Son souvenir est toujours présent.

## CARNET DU MONDE

Téléphones :

01-42-17-39-80

01-42-17-29-96

01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie 105 F

Abonnés et actionnaires 85 F

Mariages/naissances 70 F

Thèses 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## Conférences

« La graphothérapie : un autre regard sur l'écriture, une autre approche de la relation d'aide »

Chloé Wodnick, Graphothérapeute-psychologue

Conférence au Prince Hôtel Empire, 3, rue de Montmorency, 75017 Paris (métro Ternes).

Le samedi 4 octobre 1997 de 15 h 30 à 17 heures

Réservation : CNPG, 10, rue Pergolèse, 75116 Paris.

Marie NICOLLAS : 01-44-17-61-07. Participation : 50 francs.

Le département de formation permanente de Sciences Po propose trois cycles de dix conférences ouvertes à un large public :

« Les incertitudes du monde contemporain », 10 h 30, à partir du 13 octobre, avec 10 auteurs de la collection « La Bibliothèque du citoyen » (Presses de Sciences Po).

« La question éducative : finalités, échecs et réussites de l'école », 10 h 30, à partir du 14 octobre, sous la direction de Claude Thélot.

« Le patrimoine littéraire européen », 10 h 30, à partir du 16 octobre avec Jacqueline de Rouilly, Marc Fumard, Yves Bonnefoy, Julia Kristeva.

Programmes détaillés et inscriptions, Sciences Po Formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Tél. : 01-44-39-07-55. Fax : 01-44-39-07-61.

Conférences de l'Étoile. Le mardi 14 octobre, à 20 h 30 :

Le tour du monde, le Serpent et le bon Dieu (à propos du livre d'Alain Roussier), avec Pierre Chassan, Pierre Magnard et Michel Tournier.

Le mercredi 22 octobre, à 20 h 30 : Qu'est-ce que le protestantisme ?, avec les pasteurs A. Houziaux et L. Perrot.

Entrée libre. Temple protestant de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>.

## Thèses

Alain Le Pichon a soutenu en Sorbonne, le 27 septembre 1997, sa thèse de doctorat dirigée par le professeur André Guillaume, sur le sujet : « Le fonds de commerce de Jardine, Matheson & Co. Aspects de la civilisation commerciale à Canton : 1828-1839 ».

Le jury, présidé par le professeur François Crouzet, lui a décerné la mention Très Honorable, avec ses félicitations.

## THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

QUI TU... EN RÉGIONS

## LA PRESLE

Papazani... - Nov. VIGNIE

Histoire du soldat - Déc. RAMUZ/STRAVINSKY

La Chevalerie sacrifiée - Janv. HRABAL

A l'est d'Eden - Fév. KIS/KOVAC/PLEVNES

Là-bas - Mars VIRCONDELET

Cla Oeil Nu - Romans 26

## Nouveau Musée/Institut-Frac Rhône-Alpes

11, rue Docteur Dard 69100 Villeurbanne

Conférence-visite de Elizabeth A. Macgregor



# Dylan ressuscité

**E**N mai, Bob Dylan, qui entretient depuis plus de trente-cinq ans une relation sadomasochiste avec son public, a failli lui jouer un très vilain tour. Le chanteur américain est hospitalisé le lendemain de son cinquante-sixième anniversaire pour soigner une hypotension, affection pulmonaire potentiellement mortelle. Les fans retiennent leur souffle pendant les six semaines de convalescence. « Cette fois, j'ai vraiment cru que j'allais voir Elvis », plaisante le patient après son rétablissement. Apparemment, côtoyer la camarade ne lui a pas fait perdre son humour noir.

Quatre mois plus tard, les dylanophiles manquent de s'étrangler. Alors que leur héros a repris la route et son *Never Ending Tour* (« la tournée sans fin »), entamé il y a neuf ans, une date cristallise les crispations : le 27 septembre, celui qui avait joué lors de la marche de Washington pour les droits civiques en 1963 se produit à Bologne devant Jean Paul II et 350 000 croyants rassemblés à l'occasion d'un congrès eucharistique. Après Dylan et Woody Guthrie, Dylan et Allen Ginsberg, voici Dylan et le pape. La rencontre du juif errant iconoclaste et du vieil homme rigoriste. Coiffé d'un chapeau de cow-boy, l'artiste a beau mettre les rieurs de son côté en ouvrant son set avec *Knockin' on Heaven's Door* (« Frappe à la porte du Ciel »), cette décision suscite l'incompréhension.

Dylan réussit, une fois de plus, à mécontenter beaucoup de monde. Des participants s'indignent de la présence de ce « communiste ». Les compagnons de route affichent leur désarroi : comment le symbole de la contestation sur les campus américains pendant les années 60 peut-il aujourd'hui servir la main de Jean Paul II, qui a réaffirmé, lors de congrès, ses positions sur l'avortement ?

Dénuissolés, les admirateurs du « Zim » devraient pourtant rapidement retrouver le nord. Après la frayeur et la « trahison », le temps du miracle est venu. Avec Dylan, il survient toujours à l'improviste. *Time Out of Mind*, quarante et unième album de Robert Allen Zimmerman, né le 24 mai 1941 à Duluth (Minnesota), qui elle-même remettrait son auteur ou celle après des années 80 traversées sans gloire, vient de débarquer dans les sacs des disquaires.

Dylan est de retour. On l'entend périodiquement (l'essive, dépassé, systématiquement trahi par une voix de crécelle), et il n'en finit plus de renaitre. Le rock faillit le perdre, physiquement, en 1966 lorsqu'il chuta de sa moto. Cet accident a alimenté une spéculation : en disparaissant après son chef-d'œuvre, *Blonde On Blonde*, Dylan aurait rejoint James Dean dans le martyrologe américain. Ce raisonnement morbide fait peu de cas de la discographie. A l'inverse des Rolling Stones, qui se caricaturent depuis 1972 et *Exile On Main Street*, il sait encore se renouveler. Il peut collectionner les disques ratés, conduire son public au supplice ou cénicer, décourager les dernières bonnes volontés et, in fine, ressusciter.

Son parcours artistique semble irréaliste et chaotique. Il déroule pourtant un fil rouge : le refus hanté de se laisser enfermer dans une chapelle. Dylan est insaisissable. Les puristes du folk l'apprendront les premiers à leurs dépens, dès le milieu des années 60, dans ce qui restera comme l'acte fondateur du dédain dylanien. A ce moment, le jeune

guitariste et harmoniste s'est engagé sous la bannière du protest song en faisant accepter en 1961 à John Hammond, directeur artistique de Columbia, sa voix nasillarde et métallique, un organe difficile qui, plus tard, désinhibera d'autres compositeurs (Leonard Cohen, James Taylor, Neil Young). A New York, la jeunesse de Greenwich Village a sa passionaria. C'est Joan Baez. Et réclame son prophète. Ce ne sera pas Dylan. Après avoir repris à son compte le credo de Woody Guthrie - « la guitare, une machine qui sert à tuer les fascistes » - et annoncé que « les temps allaient changer », il aurait pu devenir un porte-voix. Mais il faisaie aussitôt le pègre.

En fait, ce fan d'Elvis écoute en cachette du rock. Lorsqu'il découvre la version électrifiée de son *Mr. Tambourine Man* par les Byrds, le déclic se produit et le clash devient inévitable. Au Festival de Newport, le 25 juillet 1965, Dylan monta sur la scène comme au Golgotha avec une guitare et un groupe électriques. Le divorce est consommé. Cnuvert de huées, il se venge la même année de ces intégristes qui prétendent lui dicter sa conduite en leur adressant le refrain de son plus grand tube rock, *Like A Rolling Stone* : « How does it feel/ To be on your own/ With no direction home/ Like a complete unknown/ Like a rolling stone ? » (« Qu'est-ce que ça fait/ D'être tout seul/ Sans chemin de retour/ Comme un parfait inconnu/ Comme une pierre qui roule ? »).

**L**ES hippies seront les prochaines victimes de cette hantise, quasi paranoïaque, de la récupération. En 1969, le rassemblement de la décennie attend son icône. Elle ne viendra pas. Le lieu a pourtant été choisi pour l'appâter : Dylan s'est retranché dans une maison à Woodstock. Grand absent des « trois jours de paix, d'amour et de musique », il honore pourtant de sa présence les festivaliers de l'île de Wight l'année suivante. Une prestation catastrophique : converti à la country music, il vient croquer, avec un costume blanc et une voix blanchie. *Like A Rolling Stone* se consume dans les sifflets. Ultime provocation, il revendiquera cette version « d'anthologie » en l'intégrant sur l'album *Self Portrait*, sans gommer les larmes au mixage. Les représentants de l'Eglise à Bologne se sont doublement trompés, en présentant le chanteur comme un gauchiste repent et en certifiant qu'il avait participé au rassemblement de la décennie. L'ironie de l'Histoire veut que Dylan ait bien joué à Woodstock, mais lors de la deuxième édition, en 1994.

Depuis *Blowin' in the Wind*, Dylan passe pour un chanteur engagé. Mais *Masters of War* et



**Remis d'une grave affection pulmonaire, l'insaisissable poète rock a repris sa « Tournée sans fin ». Quelques jours après avoir chanté devant le pape lors d'un congrès eucharistique, ce juif iconoclaste sort « Time Out of Mind », son œuvre la plus ambitieuse et la plus réussie depuis la fin des années 80**

rock, souvent abusif, n'est pas galvaudé dans le cas de Dylan, même s'il l'a refusé, préférant celui de « trapéziste ». Il a donc des lettres à cette musique. Le comité norvégien qui a proposé sa candidature pour l'obtention du prix Nobel de littérature en est convaincu, comme Jack Lang qui l'a fait commandeur des Arts et des Lettres en 1990.

Au cours des années 70, Dylan continue de déconcerter. En 1974, de méchantes rumeurs le décrivent miné par l'alcool et les

américains les plus célèbres. Avec *Slow Train Coming*, *Saved* et *Shot of Love*, le retour religieux, son public, qui espère des chansons, entend des sermons (*Gotta Serve Somebody*).

En 1982, nouveau coup de théâtre. Dylan s'écarte du catholicisme. Un voyage à Jérusalem l'a fait revenir aux sources du judaïsme. Dans *Infidels*, son album de la décennie produit par le leader de Dire Straits, Mark Knopfler, les allusions au Christ s'effacent devant celles au Léviatique. Avec la chanson *Neighbourhood Bully*, Dylan prend position en faveur d'Israël alors que Tsalal envahit le Liban sud. Livré à lui-même jusqu'à *Oh Mercy*, Dylan s'en remet à ses vieux démons : production et compositions bâclées, voix en roue libre.

Aujourd'hui, un seul homme paraît en mesure de le « prendre en main ». Producteur (U2, Peter Gabriel), arrangeur et musicien, l'Acadien Daniel Lannin sait redonner présentable cette voix impossible, chasser les chœurs gosselins et les rythmiques FM que Dylan affectionne. *Time Out of Mind* est l'album qu'on n'attendait plus. L'ancien a réussi à renouveler son opération de sauvetage sans faire une suite à *Oh Mercy*. Cette œuvre au noir qui affronte la mort (*Tryin' To Get To Heaven*, *Not Dark Yet*) pulse dans une tradition américaine féconde, celle du blues rural. Irritante depuis dix ans, la voix de Dylan parvient par endroits à évoquer celles de Howlin' Wolf ou de Muddy Waters. Elle donne l'impression de chanter pour l'auditeur, dans son salon. Presque testamentaire (« When I'm gone/ You'll remember my name », « Quand je serai parti/ Vous vous souviendrez de mon

nom »), les paroles ont été écrites au Minnesota, sur les lieux de l'enfance.

Dylan n'ignore pas sa réputation d'artiste écrivant des textes magnifiques, mais portés par une voix monocorde et une instrumentation rudimentaire. « Parfois, en ce qui me concerne, les auditeurs ont tendance à se concentrer plutôt sur les paroles que sur la musique elle-même est tout aussi parlante. C'était l'effet recherché. C'est un disque d'interprétation plutôt qu'un effort poético-littéraire. Il faut le ressentir plutôt qu'y penser. » De fait, *Time Out of Mind* est soigné, élaboré, enfin produit. A Miami, dans le studio Criteria, des musiciens de la valeur du Band ont été réunis. Autour des vétérans, le pianiste Jim Dickinson (collaborateur de Ry Cooder et d'Aretha Franklin) et le batteur Jim Keltner, l'accordéon et le fardilla d'Augie Meyers et la steel pedal de Clody Cashdollar, procédant par touches impressionnistes sur des climats dépressifs et rigoureux comme l'hiver au nord des Grands Lacs.

**A**DEPTE de la remise en question permanente (« La nostalgie, c'est la mort », déclarait-il au *Los Angeles Times* en 1992), Dylan est un des rares rockers de cette longévité à n'avoir presque jamais enregistré deux albums identiques. Ce misanthrope méprise les attentes du public, ne se snuie pas de plaisir. Mais ses efforts sont vains : le gratin de la profession s'est précipité en 1991 au Madison Square Garden de New York à l'occasion de son cinquantième anniversaire. De jeunes pousses reprennent ses chansons on s'en inspirent (les

Wallflowers, la formation de son fils, Jakob). Trente ans après les Byrds et les Them, on continue de découvrir la richesse de son répertoire et l'on réalise que le parolier prolifique masquait un talentueux mélodiste. Sony vient de publier un *Greatest Hits* « remastérisé » qui valse, en tête de gondole dans les magasins, avec Radiohead et les Spice Girls. Un CD-ROM, *Highway 61 Interactive*, permet de se perdre dans le labyrinthe dylanien. Le chanteur n'est pas en reste : il s'est lancé dans l'édition en créant son label au sein de Sony, Egyptian. Ces trois dernières années, il a préparé un hommage à Jimmie Rodgers, pionnier de la country. L'album, qui vient également de sortir, rassemble de belles contributions de Bono, Willie Nelson, John Mellencamp, Van Morrison, nu Aaron Neville, et de Dylan.

Dylan a frôlé la mort, vu le pape, il reprend le fardeau des concerts. C'est sans doute l'épreuve de la douche écossaise ou de la roulette russe qui attend son public. Sur scène, Dylan se fiche de tout. Tom Petty, qui l'a accompagné avec son groupe, les Heartbreakers, racontait qu'il était capable, dans un stade comble, d'attaquer une chanson inédite que personne n'avait jamais entendue. Piètre instrumentiste, il s'obstine à camper un improbable « guitar hero » en monopolisant les solos. Mais il sait faire revenir la magie, comme lors de ces vingt minutes acoustiques au Grand Rex, à Paris, en 1990. Dylan a donc commencé la promotion de son nouvel album : pour l'instant, il n'interprète aucune chanson de *Time Out of Mind*.

Bruno Lesprit

des enfants denoncent l



# Quand des enfants dénoncent la maltraitance

« LES ENFANTS acteurs de leur propre protection. » Pour la première fois depuis que l'enfance maltraitée a été consacrée grande cause nationale, en novembre 1996, la parole a été donnée aux enfants. A Belle-Ile-en-Mer, 150 collégiens de onze à quinze ans venus de toute la France se sont réunis à l'initiative du Co-frade, le Conseil français des associations pour les droits de l'enfant, pour dialoguer avec des professionnels de l'enfance.

Educateurs, assistantes sociales, magistrats, pédopsychiatres, enseignants, responsables de l'enfance au sein des conseils généraux... Ils ont été nombreux à tenter de répondre aux questions de ces jeunes qui s'étaient portés volontaires au sein de leur établissement scolaire. Ni particulièrement choisis, ni particulièrement concernés, simplement sensibilisés au sujet de la maltraitance, ces collégiens ont témoigné de leurs propres difficultés à être entendus par le monde des adultes.

Le choix de Belle-Ile-en-Mer n'était pas dû au hasard, car c'est un des lieux où s'est écrite l'histoire douloureuse des établissements pénitentiaires pour jeunes, de 1890 à 1977. « Nous devons reconnaître que des enfants, des adolescents ont souffert ici, et nous ne les avons pas toujours entendus », a ainsi admis Yves Brien, maire de Palais, la principale commune de l'île, faisant référence au bagne pour enfants de la Citadelle, dont le régime ne fut adouci qu'en 1946 sous la pression de l'opinion publique. C'est en 1934, après la révolte de petits prisonniers, que fut lancée par Alexis Danan la grande campagne de presse qui aboutit à la fermeture des bagnes pour enfants. Jacques Prévert écrivit d'ailleurs sa chanson *La Chasse à l'enfant* après que des Bellois eurent témoigné de leur « crime » en échange d'une pièce d'argent.

Depuis la fermeture de l'établissement pénitentiaire, les murs de la citadelle s'effritent. En revanche, le bâtiment du centre de l'île où étaient aussi enfermés des « pupilles » a été transformé en centre de vacances du ministère de la Justice et accueille, ironie du sort, 30 % d'enfants de magistrats. « C'est ici que vous pouvez prendre la parole », a lancé en ouvrant ces quatre jours de discussions Pascal Vivet, du conseil général de Seine-et-Marne, qui a organisé cette rencontre pour le Co-frade.

Et quelles paroles ? Si certains se demandaient encore si les enfants

avaient quelque chose à dire sur la maltraitance, ils ont obtenu la réponse très claire. Les jeunes ont parfaitement intégré que le voile se levait enfin sur un sujet tabou. Ils ont aussi dénoncé d'autres formes de maltraitance, moins visibles que les coups, moins choquantes que les abus sexuels, mais sources de beaucoup de souffrances.

## UN PROBLÈME DE DÉFINITION

L'une des premières interrogations des enfants concernait la définition de la maltraitance. « Si un parent rejette un de ses enfants parce qu'il a le peau trop noire, demande-t-on à une petite Guadeloupéenne, est-ce que c'est une forme de maltraitance ? » « Quand des parents boivent, est-ce qu'il faut les dénoncer ? », s'interroge un jeune de Seine-et-Marne.

Les conséquences de la révéla-

tion suscitent de nombreuses interrogations : « Les enfants sont-ils définitivement séparés de leurs parents maltraitants ? », « Le juge envoie-t-il les parents en prison ? » Un jeune avocat avait beau chercher à rassurer les enfants - « le juge pour enfants n'a pas le pouvoir de punir les parents, même s'ils ont cassé un bras à leur enfant », ainsi expliqué Mathieu André-Simonet. Il ne cherchait qu'à protéger l'enfant - « chacun était bien conscient que la révélation des actes de maltraitance accomplis par un des parents fait exploser la famille ».

Au-delà de ces interrogations, les collégiens ont surtout dénoncé l'absence d'interlocuteurs au sein des établissements scolaires. « En trois ans, au collège de Belle-Ile-en-Mer, je n'ai vu qu'une fois une assistante sociale, raconte Anne-Françoise. Comme pour un juge, il faut aller à Vannes. » « Dans mon col-

lège de Seine-et-Marne, on n'opère pas des assistantes sociales, on les appelle des assistantes sociales », déplore Yoni. Dans d'autres établissements, l'assistante sociale n'est là que pendant les cours et s'en va au moment des récréations.

A ce problème d'organisation s'ajoute le fait que les enseignants ne sont pas toujours prêts à entendre les enfants. Une déléguée de classe a ainsi rapporté qu'un professeur n'avait eu cinq minutes pour l'écouter, alors que des armes circulaient dans la classe. Elle s'était finalement confiée à un parent d'élèves. Plus grave encore, les élèves ont été nombreux à dénoncer l'attitude des responsables d'établissements qui refusent de mettre un terme à des attitudes inacceptables. « Est-il normal qu'un principal ne dise rien à un prof qui nous gèle pour nous punir ? », a ainsi demandé Marie, venue de Corèze.

Les jeunes réunis à Belle-Ile ont été nombreux à avoir essayé des propos racistes. « Un prof vient de me dire : « Tu n'as qu'à ramasser les papiers par terre, après tout, c'est dans tes origines », raconte Angélique, portugaise. J'ai pris mes affaires et je suis partie, ça ne servait à rien d'aller voir le principal, il n'aurait rien fait. » Effarée, une assistante sociale lui conseille d'aller porter plainte au commissariat pour injures racistes.

« Les enfants ont dénoncé le fait qu'à l'école, ils ne sont ni respectés, ni écoutés. Pis encore, ils subissent, non pas une maltraitance criminelle mais un petit enfer quotidien », a analysé le pédopsychiatre Stanislaw Tomkiewicz. Et de dénoncer les violences infligées par l'institution scolaire, un phénomène admis et protégé par les autorités, alors que les actes violents des élèves contre l'école sont jugés inadmissibles.

« La notion de droits des enfants n'est pas encore reconnue par les textes de loi. Par exemple, ils n'ont pas encore obtenu le droit d'être entendus par les juges », a indiqué Jean-Pierre Rosenczweig, président du tribunal pour enfants de Bobigny, faisant référence au texte de loi qui permet, mais n'oblige pas, les magistrats à entendre un enfant. « La protection des enfants n'est pas que le problème des policiers, des éducateurs ou des professionnels, c'est celui de tous les citoyens, dont les enfants eux-mêmes », a conclu Marceline Gabel, secrétaire nationale de la grande cause.

Michèle Aulagnon

## Les gens par Kerleroux



## Les contre-pieds réalistes de Lionel Jospin

Suite de la première page

Comment expliquer cependant - alors que le virage de Jacques Chirac, en octobre 1995, a été fatal à sa majorité - que le retour au « réalisme » de Lionel Jospin ne lui ait permis de ne pas être préjudicé. Trois facteurs au moins expliquent sa réussite dans le passage, toujours délicat, des discours de préau aux décisions de Palais : les circonstances électorales, la conjoncture économique, l'habileté politique de Lionel Jospin enfin. Arrivé aux responsabilités à l'issue d'élections législatives anticipées inattendues, Lionel Jospin dispose d'abord de circonstances politiques particulièrement favorables. Décomposée et divisée, la droite n'est pas en état de mettre en évidence les contradictions entre les promesses du candidat Jospin et les décisions de son gouvernement. Elle est ensuite mal à l'aise face à des décisions qu'elle approuve - le chûx maastrichtien par exemple. Elle est surtout, après les remaniements massifs de 1995-1996, particulièrement mal placée pour attaquer la gauche sous cet angle.

Malgré quelques états d'âme en son sein et déjà quelques « déçus » du « jospinisme », la gauche « plurielle », elle, ne peut pas non plus crier au loup. Même si nombre de militants communistes, certains Verts mais aussi quelques socialistes - ceux de la Gauche socialiste, pour l'essentiel - s'inquiètent de la dérive de leur chef et de la nouvelle victime de « la pensée unique », ils sont tous, pour l'in-

stant, paralysés par les échéances électorales, les cantonales et régionales de mars 1998. La gauche se doit de rester unie pour mener ensemble ses prochains combats. Le caractère précipité des législatures de mai facilite aussi le jeu de Lionel Jospin. A l'occasion d'une campagne de quelques semaines seulement, le premier secrétaire du PS a su limiter au maximum ses engagements coarctés. Ses « embellissements » furent rares. S'ils ont retenu la philosophie générale proposée par la gauche, les Français ne savaient pas précisément quelles étaient les promesses du candidat Jospin. Celles-ci renvoyaient-elles au programme économique du PS, aux déclarations du candidat ou aux accords signés avec ses alliés - le PC, les radicaux ou les Verts. Le flou des engagements de campagne est aujourd'hui un atout. Un avis d'experts (sur Renault-Vilvoorde, sur les finances publiques, etc.) ou un micro-psychodrame (la crise franco-allemande de Poitiers, le départ de Christian Blanc de la présidence d'Air France) suffisent à justifier quelques aménagements par rapport aux attentes nées des débats électoraux.

La conjoncture économique est aussi d'une grande aide pour Lionel Jospin. La gauche bénéficie d'une météo économique favorable. Elle a de la « chance », comme le reconnaît, avec humilité, le premier ministre lui-même. L'économie française est, globalement, dans de bonnes dispositions pour retrouver le chemin de la croissance (des entreprises assainies devant reconstituer leurs stocks et investir, des moyens de financement disponibles et peu coûteux) et devrait pouvoir profiter, désormais, de l'environnement extérieur porteur (la reprise en Europe et la normalisation obtenue sur le front monétaire).

Mais l'élément le plus décisif

dans ce passage réussi, pour l'instant, du discours électoral à la pratique gouvernementale est de nature politique : il renvoie à l'intelligence tactique de Lionel Jospin. Sur la forme comme sur le fond, le nouveau locataire de Matignon a su en effet, jusqu'à présent, faire preuve d'une grande habileté. A l'image d'une arrogance technocratique imposée par Alain Juppé, il cherche constamment à opposer, avec un succès certain, celle d'un pédagogue modeste, soucieux de faire participer les Français à ses propres décisions. A l'appel aux sacrifices, à la référence constante à la nécessité des réformes, il préfère le discours sur la préservation des acquis, sur la solidarité et sur la prise en compte des réalités.

Au-delà de la méthode, le « coup de génie » qui contribue sans doute le mieux à expliquer l'accueil, pour l'instant positif, des Français à l'égard du « réalisme de gauche », c'est le plan emploi-jeunes. Invité dans la précipitation lors de la préparation du programme économique du PS, par Dominique Strauss-Kahn, et mis en œuvre, aujourd'hui, par Martine Aubry, ce plan est sans doute aussi « anti-économique » que les « 35 heures payées 39 ». M. Strauss-Kahn reconnaissait d'ailleurs, lundi 29 septembre, lors de son débat avec Edouard Balladur sur France 2, qu'il n'en avait pas trouvé l'idée dans un livre d'économie !

Visant à la création, en trois ans, de 700 000 emplois pour les jeunes grâce à un fort soutien de l'Etat, ce plan, très « étatiste » dans sa philosophie, est en train de fonctionner comme un véritable placebo, avec l'efficacité que peut avoir parfois sur un organisme malade un médicament de ce type. Rares sont les experts, même à gauche, qui croient que les emplois Aubry puissent être, en soi, un remède

efficace pour guérir l'économie française de ses maux, du chômage structurel notamment. Mais beaucoup, aujourd'hui, se demandent si l'effet psychologique, voire politique, de ce dispositif ne va pas aider sinon à la résoudre, en tout cas, à en faciliter la guérison. En dépit du scepticisme des économistes, Lionel Jospin a décidé de tenir cette promesse-là, la création de 700 000 emplois-jeunes. Et il a, semble-t-il, visé juste.

Le succès rencontré par ce plan démontre, s'il en était besoin, que la vraie cause de la déprime des Français - celle qui bloque toute perspective réelle de croissance - ce n'est pas le chômage de longue durée (chômage contre lequel Jacques Chirac avait engagé en priorité le combat, avec le CIE notamment), mais bien plutôt le chômage des jeunes. C'est l'avenir qui est en jeu : ceux des Français et de leurs enfants. Le volontarisme politique affiché par Lionel Jospin à ce sujet a contribué à un changement de climat dont on trouve les traces dans les enquêtes menées régulièrement auprès des consommateurs. Ce n'est certes pas encore l'euphorie. Un retour progressif de la confiance est pourtant perceptible.

Pour s'imposer, le « réalisme de gauche » a donc bénéficié, jusqu'à présent, de conditions favorables. Lionel Jospin a pu s'appuyer aussi sur le réalisme des Français, un réalisme que révélait la plupart des sondages récents sur l'Europe, sur la coexistence, sur le secteur public et même sur les 35 heures. Ces conditions ne seront pas éternelles. La droite finira bien un jour par se réveiller, les militants de gauche aussi. L'obligation de résultats, sur le front du chômage des jeunes notamment, reste l'imperatif numéro un du pouvoir.

Erik Izraelwicz

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-29-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Et l'Europe va...

L'EUROPE avance souvent de façon paradoxale. C'est le cas aujourd'hui encore. Contrairement à l'humeur qui prévalait il y a un an, la confiance est désormais de mise quant à la capacité de l'Union à tenir le plus audacieux de ses paris, celui de la monnaie unique. Le projet le plus puissamment intégré au cœur de l'Europe communautaire ait conçu depuis son origine devrait donc voir le jour avant la fin du siècle et faire sentir sa dynamique non seulement à l'intérieur, mais sur la scène économique internationale. Or, au même moment, en ce jour où les ministres signent à Amsterdam un traité sur l'Union politique très insuffisant, les quinze donnent d'eux-mêmes l'image d'une Europe morose, qui tergiverse, bute sur des dissensions d'apparence triviales ou dérisoires, qu'elles portent sur le budget communautaire ou la réforme des institutions pour accueillir les pays récemment rescapés du communisme.

Plus paradoxal encore : l'Europe ennuie. Elle rebute même. Des voix tentent de s'élever, à contre-courant, pour appeler à la mobilisation populaire en faveur de l'Union politique, ou réclamer aux quinze, au-delà du projet monétaire, une sorte de supplément d'âme. De cette inquiétude et de ce sont nait témoignés, dans nos éditions de 2 octobre, l'article communio signé par Raymond Barre et Jacques Delors ainsi que l'appel lancé par six députés européens, au nom d'un intergroupe baptisé « SOS-Europe ».

La construction européenne n'est pas un sujet mobilisateur en soi. Elle consiste le plus souvent

en une « cuisine » extrêmement complexe qui juxtapose aux difficultés des négociations multilatérales celles des débats politiques intérieurs aux Etats membres, le tout se soldant nécessairement par de savants compromis. L'Europe ne mobilise que si apparaissent clairement les bénéfices concrets que l'on peut en attendre. Ce fut le cas au début de cette décennie avec l'objectif du marché unique, ce sera de nouveau avec celui de la monnaie, dès lors qu'il sera irrévocablement acquis. Quelles que soient ses querelles pécuniaires, l'Europe avance. Elle s'apprête à faire bloc contre les coups de boutoir des Etats-Unis sur le plan commercial. Elle s'apprête tant bien que mal à s'élargir à l'Est. Elle est en passe d'assimiler mieux que jamais la Grande-Bretagne, elle a confiance dans son grand projet monétaire. Bref, l'Europe va...

Mais pour le reste, de quel idéal, de quel rêve, de quel supplément d'âme l'Union pourrait-elle se prévaloir, dont ses Etats membres ne seraient pas porteurs ? La faillite, ce n'est pas l'incapacité du moment à décider du ombre des commissaires à Bruxelles ou du montant des contributions au budget communautaire. C'est beaucoup plus l'impossibilité dans laquelle a été l'Europe ces dernières années de faire entendre une voix différente dans les affaires du monde, à commencer par les drames qui se jouaient à ses portes.

Cette faiblesse montre, s'il en était encore besoin, l'urgence nécessaire de fixer à une Europe bientôt unie par la monnaie une nouvelle ambition, politique et démocratique.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani (Directeur général)  
Directeur adjoint : Noël Jean Bergevin, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Paul Lemerle, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Risset, Pierre Goyens,  
Laurent Gribaudier, Erik Izraelwicz, Michel Salmon, Bertrand Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royon  
Rédacteur en chef technique : Eric Azou  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Roumieu

Motivateur : Thomas Jorand  
Directeur exécutif : Eric Paillet, directeur délégué : Anne Chateaubert  
Conseillers de la rédaction : Alain Polak, directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courau, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1946), Jacques Fauret (1946-1948),  
André Laurens (1948-1949), André Fontaine (1949-1950), Jacques Lescaux (1950-1954)

Le Monde est édité par le SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 16 décembre 1944  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Éditions, Le Monde Imprimeries,  
Le Monde Presse, H&P Presse, Le Monde Préimpression, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### La Constitution de la Sarre

DES ÉLECTIONS aurait lieu dimanche dans le territoire de la Sarre pour une Assemblée constituante. Les cinquante députés à élire devront ratifier ou repousser le projet de Constitution élaboré par une commission de vingt membres.

En élaborant leur Constitution, les Sarrois ne font que suivre l'exemple de tous les « pays » allemands dans les quatre zones. Ceux de la zone française - Bade, Wurtemberg, Etat rhénano-palatin - ont déjà les leurs depuis plusieurs mois.

Le statut international de la Sarre doit être fixé par la prochaine conférence des quatre ministres des affaires étrangères. A vrai dire, il est déjà préjugé par l'article premier de la Constitution, d'après lequel le peuple sarrois accepte le rattachement économique de son territoire à la

France, son inclusion dans le système douanier français et son indépendance à l'égard de l'Allemagne.

On ne voit pas bien ce que les quatre pourraient modifier à ce statut sans rendre la Constitution inopérante. Le gouvernement français pourra faire valoir le vote du peuple sarrois pour demander la ratification du rattachement aux alliés.

En fait, ce rattachement est partiellement effectué puisque, depuis décembre 1946, un cordon douanier sépare la Sarre de l'Allemagne ; les chemins de fer, les postes, les communications et les services publics ont été détachés de l'organisation allemande ; en juin, un mark sarrois a été mis en échange du reichsmark. Les alliés seront donc invités à sanctionner un fait accompli ou presque.

(3 octobre 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-30-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



# Sans-papiers : régularisez !

par 1 300 artistes et intellectuels

**A**u lendemain des élections de juin 1997, le nouveau gouvernement a annoncé la régularisation sous conditions d'un nombre important de sans-papiers : des dizaines de milliers d'immigrés en situation irrégulière sont donc allés se déclarer à leur préfecture - condition indispensable à leur régularisation.

Selon les sources officielles, plus de 90 000 demandes ont été recensées, pour moins de 1 200 régularisations.

Notre inquiétude est à l'image de la disproportion de ces chiffres : immense.

Car ce que les chiffres racontent, c'est qu'il y a rien de va.

Ni les critères de sélection, ni leur application.

Comment justifier qu'un célibataire soit moins digne de vivre ici avec ou sans une personne mariée ?

Comment accepter que l'interprétation des textes soit laissée à l'arbitraire de l'administration ?

Que vont devenir enfin tous les sans-papiers qui ne seront pas régularisés - ceux qui, demain, auront tout perdu puisqu'ils sont désormais fichés avant d'être potentiellement expulsables ?

Parce que nous ne voulons pas être les complices de ce marché de dupes, parce qu'il nous semble de la plus grande gravité que les espoirs des sans-papiers qui se sont engagés aujourd'hui, nous demandons au gouvernement qu'il réponde à cette situation, non par un règlement comptable, mais par un geste politique : nous demandons la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande.

En attendant qu'une nouvelle législation, rompant radicalement avec les lois d'hier (Pasqua/Debré) et celle qu'on nous annonce aujourd'hui (projet Chevènement), enrayer définitivement la machine à fabriquer des sans-papiers.

VOICI la liste des 205 premiers signataires (sur 1 300) de l'appel :

Elisa Aboucaya, avocat ; François Auzan, député, maire de Tremblay ; Noël Akchouf, musicien ; Mathieu Amalric, réalisateur ; Jean-Claude Amara, artiste de rue ; Rachid Arab, journaliste ; Marie-Laurence Aubert, sans profession ; Jacques Audouin-Rouzeau, chercheur CNRS ;

Etienne Balibar, professeur université Paris X ; Frédéric Baulieu, avocat ; Jean-Luc Bennaïmas, journaliste ; Daniel Bensaid, philosophe ; Charles Berling, comédien ; Patrick Bernard, plasticien ; Jackie Berroyer, comédien ; Geneviève Berthet, retraitée ; Jean-Jacques Birgé, musicien ; Dominique Blanc, comédienne ; Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France ; Sylvain Bourmeau, journaliste ; Sylvain Bovio, journaliste ; Catherine Breillat, réalisatrice ; François Breteau, avocat ; Muriel Brouquet, avocat ; Béatrice Brunet, femme au foyer ; Gérard Buquet, musicien ; Michel Butel, écrivain ;

Patrick Cahuzac, écrivain ; Anne Caillère, comédienne ; Patrice Caratini, musicien ; Stéphane Cattaneo, dessinateur BD ; Benoît Chabert, avocat ; Laurence Chable, Théâtre du Radeau ; Christian Charrière-Bourmeau, avocat ; Olivier Chemin, avocat ; Gérard Chemouli, syndicaliste ; Patrice Chéreau, réalisateur ; Bruno Chevillon, musicien ; Malik Chibane, réalisateur ; Florence Chopin Genet, antiquaire ; Alain Corneau, réalisateur ; Catherine Corsini, réalisatrice ; Françoise Cotta, avocat ; Jacques Cotta, journaliste ; Alain Cyroulnik, syndicaliste ; Danièle Czalczyński, syndicaliste ;

Didier Daeninx, écrivain ; Zina Dames, sans profession ; Alain Damien, musicien ; Viviane Damien, musicien ; Marie Darrieussecq, écrivain ; René de Ceccatzy, écrivain ;

Jean-Jacques de Felice, avocat ; Florence Delay, écrivain ; Benoît Delbecq, musicien ; Claire Denis, réalisatrice ; Arnaud Desplechin, réalisateur ; Alain Desrosières, statisticien ; Jacques Didon, musicien ; Ababacar Diop, informaticien ; Salma Djidel, ouvrière ; Olivier Do Huu, technicien cinéma ;

Charline Elkind, avocat ; Claire Eucherell, écrivain ;

Morad Falek, avocat ; Catherine Ferran, comédienne ; Pascale Ferran, comédienne ; Violette Ferrer, comédienne ; Francis Fèvre, designer ; Christian Frevet, journaliste ; Charles Fiterman, homme politique ; Ami Flamer, musicien ; Viviane Forrester, écrivain ; Dan Franck, écrivain ; Sandrine François-Olivier, infirmière ; Alain François, metteur en scène La Colline ; Gérard Fromanger, peintre ;

Philippe Garrel, réalisateur ; Michel Gauthier, conteur ; Gédé, dessinateur ; Vinko Globokar, musicien ; Brigitte Godard, puéricultrice ; Jean-Luc Godard, réalisateur ; Daniel Goldberg, universitaire ; Romain Goupil, réalisateur ; Elisabeth Grall, avocat ; Robert Guéguen, avocat ; Serge Guichard, technicien ; Jean Guilloineau, traducteur ;

Emmanuelle Hauser Pbelizon, avocat ; Antoine Hervé, musicien ; Régine Herzberg-Polomecka, psychanalyste ; Catherine Hégel, comédienne ; Françoise Huguier, photographe ;

Marianne Isler-Beguind, députée honoraire ; Jean-Claude Izzo, écrivain ;

Paula Jacques, écrivain ; Isabelle Jammes, bibliographe ; Francis Jeanson, écrivain ; Claire Jeanne Jezequel, sculpteur ; Hervé Jezequel, ethnologue CNRS ; Joël Jouanneau, metteur en scène ; Jean-Yves Jouannais, critique ; Thierry Jousse, critique ;

Sylvain Kassap, musicien ; Jacques Kébadian, réalisateur ; Cécile Klapisch, réalisatrice ; Michel Konitz, avocat ; Annie Korach, marionnettiste ;

Hélène Labarrière, musicien ; André S. Labarthe, réalisateur ; Jean-Marie Laclavetine, écrivain ; Valérie Lang, comédienne ; Jean-Charles Langlois, concierge d'hôtel ; Muriel Laroque, avocat ; Michel Le Bris, écrivain ; Serge Le Péron, réalisateur ; Catherine Lépront, écrivain ; Charles Lederman, avocat ; Christophe Libert, chargé de mission Internet ; Alain Lijet, économiste ;

Thierry Madiot, musicien ; Pierre Mairat, avocat ; Henri Maler, philosophe ; Oualeb Manallah, écrivain public ; Philippe Mangeot, enseignant ; Philippe Manoury, musicien ; Martine Marignac, productrice ; Maguy Maza, chorégraphe ; Jérôme Marroc, chef de produit ; Tony Marshall, réalisatrice ; Jean-Louis Martinelli, metteur en scène TNS ; Stéphane Maugendre, avocat ; Caroline Mecary, avocat ; Samim Méria, météorologiste ; Natacha Michel, écrivain ; Anne-Marie Miéville, réalisatrice ; Alain Mikowski, avocat ; Claude Miller, réalisateur ; Marc Mimram, architecte ; Christophe Mollo, libraire ; Gérard Mordillat, réalisateur ; Micheline Moris, kinésithérapeute ; Jean-Jacques Moscovitz, psychanalyste ; Jean-Louis Murat, chanteur ; Mathilde Muryard, technicien cinéma ;

Maryvonne Naji, femme de ménage ; Stanislas Nordley, metteur en scène ;

Idrissa Ouedraogo, réalisateur ;

Isabelle Pallier, clerc d'huisier ; Jean-François Perrier, comédien ; Didier Petit, musicien ; Nicolas Philibert, réalisateur ; Brigitte Plaza, avocat ; Eric Plouvier, avocat ; Bruno Podalydès, réalisateur ; Manuel Polier, réalisateur ; Catherine Porte, enseignante ; Jean-Bernard Poty, auteur ;

Yann Queffelec, écrivain ;

Jean-Michel Rabeux, metteur en scène ; Maurice Rajsfus, écrivain ; Patrick Raynal, écrivain ; Jean-Paul Reti, plasticien ; Alina Reyes, écrivain ; Denis Robert, journaliste ; Jean Rochard, producteur musique ; Jean-Henri Roger, réalisateur ; Jean-Paul Roussillon, comédien ; Laurence Roy, comédienne ;

Pierre Salvadori, réalisateur ; François Salvaing, écrivain ; Catherine Samary, universitaire ; Raul Sangla, réalisateur ; Antoine Sanguinetti, amiral ; Léon Schwartzberg, cancérologue ; Nathalie Senyk, avocat ; Claire Simoo, réalisatrice ; Valère Staraselski, écrivain ; Marco Stroppa, musicien ;

François Tanguy, Théâtre du Radeau ; Bertrand Tavernier, réalisateur ; Gérard Tcholakian, avocat ; Irène Terrel, avocat ; Henri Texier, musicien ; Samuel Thomas, éducateur social ; Maurice Tinchaot, distributeur ; Dominique Tricaud, avocat ;

Maloi Vallois, musicien ; Jo Vargas, artiste peintre ; Vassilis Vassilikos, écrivain, ambassadeur de Grèce à l'Unesco ; Jean Vautrin, écrivain ; Daniel Veigaert, secrétaire de mairie ; Marion Vennou, réalisatrice ; François Verret, chorégraphe ; Fred Vidalot, musicien ; Philippe Vidaller, historien CNRS ; Jean-François Vilar, écrivain ; Janine Vincent, pharmacienne ; Jean-Pierre Vincent, metteur en scène Théâtre des Amandiers ; Bernard Vitet, musicien ; Arnaud Viviant, journaliste ; Marina Vlado, comédienne ;

Michel Zaoui, avocat

Ceux qui veulent se joindre à cette pétition peuvent envoyer leur signature à « Pétition Régularisation », 44, rue Montcalm, 75018 Paris, Tél. 01-42-58-82-28. Fax 01-42-58-82-27.

## Repenser les transports

par Jean Sivadrière

**D**EPUIS des décennies, les gouvernements, de droite comme de gauche, ont privilégié l'automobile, le camion et l'avion, c'est-à-dire les modes de transport les plus coûteux pour la collectivité, les plus dangereux (pour les deux premiers), les plus agressifs pour l'environnement. Malgré les milliards de francs dépensés, la congestion menace routes et aéroports, les villes sont asphyxiées, les territoires urbains et régionaux sont détruits.

N'insistons pas sur ce bilan affligeant. Voyons plutôt quelles sont les réformes nécessaires pour assurer une organisation

et des déplacements des piétons et cyclistes, le stationnement automobile et la distribution des marchandises.

Sans une telle réforme, la pagaille urbaine a de belles années devant elle : on ne pourra ni élargir l'étalement périurbain, ni créer de flux automobiles nouveaux, ni réduire les coûts des déplacements quotidiens, ni sauvegarder l'environnement.

Le retard d'équipement des villes françaises est criant. De nombreux projets de transport en site propre sont actuellement bloqués faute de moyens financiers. Il faut aussi renverser la tendance qui a vu le coût d'usage du transport collectif augmenter

Rhône ou doit pas être une coexistence isolée accordée aux écologistes, mais l'occasion d'une réflexion de fond sur l'utilité des grands équipements.

Contingera-t-on à multiplier les autoroutes, ruineuses et dévastatrices, sur la base d'incantations rassurantes (maillon manquant, désaccélération, emploi) et d'arguments ridicules (on a tout de sac, non à la réserve d'indiens), alors qu'on coostate qu'elles vident les campagnes et engorgent les villes, ou coocritérera-t-on l'idée d'un moratoire actée dans l'accord Verts-PS ?

L'autoroute A 51 Grenoble-Sisteron coollera, tout compris, une vingtaine de milliards. Elle desservirait mal les zones riveraines et n'éviterait pas le doublement, à l'étude, à travers l'Ardeche de l'axe autoroutier rhodanien. Se cootentera-t-on de renoncer au détour stupide par Gap, ou recherchera-t-on une autre solution plus réaliste combloant modernisation des routes existantes et ouverture politique ferroviaire ?

L'extensioo de l'aéroport de Roissy a été réexaminée dans la précipitation. S'est-on interrogé sérieusement sur le caractère durable ou ooo de la multiplication des vols intérieurs depuis la déréglementation, sur une utilisation plus rationnelle des aéroports de province, sur l'impact futur du TGV sur le trafic aérien ?

Poursuivra-t-on l'extension nécessaire du réseau TGV sans en rechercher une meilleure intégration avec le réseau ferroviaire classique ? Si des gares nouvelles sont indispensables, elles doivent être accessibles par des trains régionaux.

Le canal Seine-Nord, aussi coûteux qu'un programme TGV, a été lancé sur la base d'études contestées par les experts indépendants. Le confirmera-t-on sans esprit critique, en rabâchant l'équation

« une barge = 200 camions » qui a peu à voir avec la réalité commerciale, surtout sur une liaison inter-bassins ? Le rail, plus souple que la voie d'eau et disposant d'un réseau étoffé, a des réserves de capacité sur l'axe Paris-Lille depuis la création du TGV-Nord : en tiendra-t-on compte ?

A l'évidence, les objectifs de la loi Pasqua sur l'aménagement du territoire sont à revoir. Vouloir mettre tout point du territoire à moins de 50 km d'un échangeur autoroutier, voire d'une gare TGV, relève d'une vision géométrique qui ignore tout des diversités géographiques et économiques entre régions.

Il faut en finir avec l'accumula-

**Une part croissante de l'opinion ne comprendrait pas que le gouvernement se contente de simples correctifs**

tion envisagée d'infrastructures concurrentes ruineuses, et sélectionner les projets les plus efficaces pour une dépense donnée et les plus respectueux de l'environnement. La priorité doit aller à un rééquilibrage en faveur du rail, peu polluant et faible consommateur d'espace et d'énergie ; remise à niveau du réseau classique ; suppression des goulets d'étranglement, adaptation à la technique pendulaire ; extensioo prudente du réseau TGV ; aménagement des axes Calais-Marseille (contournement de Lyon) et Le Havre-Strasbourg pour le fret.

Le financement des grandes infrastructures doit être complète-

ment revu. Il ne s'agit pas de dépenser plus mais mieux, en éliminant des gaspillages choquants : les mécanismes spécifiques de financement doivent disparaître. La loi de 1955, qui régit les concessions autoroutières, doit être abrogée : elle induit, comme la Cour des comptes le souligne depuis longtemps, un surdimensionnement aberrant du réseau en incitant les sociétés autoroutières à réinvestir leurs bénéfices dans la construction de nouvelles autoroutes, généralement inutiles et non rentables.

Il faut, en élargissant le Fonds Intermodal des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN), créer une calse unique de financement des grandes infrastructures alimentée par les contributions des collectivités publiques et des usagers des différents modes de transport, et par les produits d'une fiscalité écologique qui reste à créer. Une telle réforme permettrait une réaffectation transparente des crédits disponibles.

Il convient aussi d'assainir les conditions de la concurrence intra et intermodale, notamment en matière de fret. Enfin la régionalisation des transports ferroviaires doit être éendue à l'ensemble des régions : le cadre régional est le mieux adapté pour mettre en œuvre une politique intermodale.

Une réorientation, progressive mais profonde, de la politique des transports est devenue indispensable sensible à la gravité de la crise écologique, une part croissante de l'opinion ne comprendrait pas que le gouvernement se contente de simples correctifs.

**Jean Sivadrière** est président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

Paris-Bruxelles  
1h58.  
Zip aller  
zip retour.



Infos et réservations : 08.36  
Gares et agences de voyage.  
Informations sur Internet : l  
Thalys est un service offert conjointement F.  
allemands.



# Immigration : une loi au service de la dignité

par Sami Nair

**E**rigée en victime expiatoire des maux de la France contemporaine, régulièrement soumise aux agressions électoralistes et aux brusqueries gouvernementales, devenue laboratoire d'expérimentation sociale pour certains ou repoussoir commode pour d'autres, frappée enfin d'une impuissance politique liée à la précarité et à l'absence de droits dans laquelle on l'a maintenue - l'immigration a donc accédé au rang peu enviable de sujet « passionnel » dans la société française. La gauche a gagné les élections de juin 1997 sur la base de son programme social, tout particulièrement sur sa capacité à inverser la fatalité du chômage qui taraude la société française, mais l'été n'a brisé que de son prétendu reniement en matière d'immigration - circulaire du 24 juin, rapport Weil et projet de loi sur l'entrée et le séjour - l'immigration. Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Que la gauche fait des concessions sur une question électoralement sensible ? Qu'elle pioche devant une opinion publique réputée bouffonne d'étrangers ?

L'incompréhension de la politique actuelle du gouvernement en matière d'immigration, entretenue dans certains milieux, résume bien le terrible engrenage dans lequel le débat est pris depuis bientôt quinze ans. Nulle décision en la matière qui ne suscite apophtegmes, anathèmes et ire accrue des pourfendeurs aux agnès. J'en parle avec d'autant plus de lucidité que j'ai moi-même sacrifié au rituel. Il y a toujours de bonnes raisons pour le faire. Mais, de même qu'il est dangereux de faire de l'immigration le problème central de la société française, de même est-il peu sérieux de faire de l'abrogation formelle de la loi sur l'entrée et le séjour de 1993 la question test de la fidélité de la gauche à ses promesses.

La philosophie profonde des trois lois de 1993 ? Sous prétexte de renforcer le contrôle aux frontières et de donner cohérence aux multiples règlements que dix ans de politique migratoire tâtonnante avaient entassés, elles ont eu en réalité pour conséquences :

- 1) de déstabiliser structurellement l'immigration légalement installée ;
- 2) d'exclure du droit à la nationalité par le *jus soli* les enfants nés en France de parents étrangers ;
- 3) d'introduire la xénophobie dans la loi (notamment par la suspicion systématique jetée sur les mariages mixtes) ;
- 4) de faire de l'immigration un objet de malédiction pour la France tout en rendant impossible toute forme de solidarité avec les victimes des persécutions. A force de chasser l'immigré, on a fini par s'en prendre aux Français eux-mêmes qui osaient les héberger. A force de restreindre le droit d'asile, on a fini par trouver normal que de pauvres civils algériens fussent massacrés devant nos portes.

Or, aussi bien la circulaire du 24 juin 1997 que le rapport Weil et le projet de loi Chevènement réagissent de la façon la plus vigoureuse contre cette philosophie et cet état d'esprit. Les trois textes proposent de rétablir :

- tous les droits pour l'immigration légalement installée en réaffirmant la reconnaissance de l'égalité des droits sociaux français-étrangers ;
- le droit fondamental à l'intégration ;

- le droit du sol par le rétablissement de l'automatisme à dix-huit ans et sans aucune condition d'exclusion avant cet âge ;
- un double droit d'asile ;
- enfin, la notion capitale de respect de la vie privée et familiale pour juger de l'octroi du titre de séjour.

En réalité, sur la carte de séjour, la carte de résident, le droit d'asile, les retraités, le regroupement familial ou les visas, le projet de loi propose des avancées essentielles, en rupture totale avec les lois précédentes. Non seulement il abroge les principales dispositions en la matière des lois de 1993, mais il leur substitue un arsenal législatif ouvert, tolérant et généreux. C'est à la lumière de ce nouveau paradigme qu'il faut comprendre les dispositions maintenues dans le projet et héritées des lois de 1993. Ces avancées sont en effet conditionnées par une application rigoureuse de la loi pour tous ceux qui font de l'immigration clandestine une affaire lucrative (les « bandes organisées »), pour les délinquants qui ne respectent pas les lois de l'hospitalité, comme pour ceux qui dans l'illégalité ne sont pas régulables selon les critères de la nouvelle loi. Il faut bien sûr traiter dignement ces derniers.

On peut, certes, discuter de l'opportunité de la fermeture des frontières aujourd'hui. Mais on ne peut en accepter le principe sans s'en donner les moyens. Sur le fond,

en ce qui regarde le principe d'égalité devant la loi. Reste qu'il est absolument indispensable d'améliorer l'accueil des étrangers par l'administration, sans mépris ni ostracisme. L'aptitude à changer la loi se mesure aussi à celle de faire évoluer les mentalités et le regard. La querelle autour de la question de la durée de la rétention administrative (10 à 14 jours) est tout aussi superflue. Outre que la France est le pays en Europe où la rétention est la moins longue (elle est illimitée en Allemagne, de plusieurs mois en Espagne, etc.), le vrai problème est moins celui de sa durée que des conditions dans lesquelles elle advient et des droits effectifs de recours qui sont reconnus aux contrevenants. Le Conseil constitutionnel n'a d'ailleurs jamais fixé à dix jours le maximum de la durée de rétention. Il devra certainement préciser le droit en la matière. En outre, un effort est en cours et doit être poursuivi pour améliorer partout ces conditions de rétention.

On dit : le projet traite par le mépris les demandeurs de visa à l'étranger pour lesquels il n'y a pas de motivation de refus (c'est-à-dire hors les cinq catégories nouvellement prévues). Soyons sérieux : au nom de quelle obligation l'Etat français devrait-il se justifier auprès de tout un chacun de son refus d'autoriser l'entrée en France ? Quel est l'Etat qui accep-

terait de mettre son administration au service d'un courrier-réponse mondial ? Mais il ne sert à rien, c'est vrai, de nier qu'il y ait un problème, notamment pour les pays de l'espace francophone. Depuis quelques années, la politique des visas octroyés par les consulats suscite des interrogations et même l'irritation de beaucoup.

Une révision progressive de cette politique est proposée par le rapport Weil. Il faut avancer sur cette question. On pourrait d'ailleurs concevoir, dans un premier temps, que la politique générale d'attribution des visas par le ministère des Affaires étrangères fasse d'une manière ou d'une autre, l'objet de débats devant la représentation nationale, et tout particulièrement devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée.

On voit aussi dans le maintien du certificat d'hébergement le symbole du renoncement. Mais enfin, outre que la position du ministre de l'Intérieur est clairement celle de la suppression, cette procédure n'a-t-elle pas été proposée par la gauche pour accroître les chances de délivrance du visa, à l'étranger, pour tous les requérants ? Rien d'empêche de trouver une formule simple de compromis. Les députés, et leur âme et conscience, devront trancher. On dit : le projet introduit des titres de séjour temporaires bâtarde, qui accroissent la précarité de ceux qui en bénéficient. Etrange : ne voit-

on pas que, dans le contexte de fermeture des frontières et d'interdiction d'installation, ces titres sont l'unique pont entre le refus du séjour et le titre de long séjour. Je ne veux pas dire qu'il s'agit d'un sas entre l'un et l'autre - mais c'est actuellement la manière la plus judicieuse d'introduire de la vie dans une relation France-pays non communautaires refroidie par les politiques précédentes. Pourquoi ne pas voir dans ces titres un moyen rationnel, organisé et planifié pour permettre une politique d'immigration d'altérité ?

On dit : tout le projet de loi repose sur la notion arbitraire de « menace à l'ordre public », ce qui accroît la suspicion contre les étrangers. Il serait bon, ici, de distinguer entre menace simple et menace grave. Il faut se référer à l'expérience pratique de l'utilisation de cette disposition pour savoir dans quel sens il conviendrait de la nuancer. Pour l'instant, il semble qu'elle n'ait été utilisée que dans la poursuite des activités liées au trafic de drogue et dans celles ayant trait à la prédication des imams intégristes.

Enfin, quand on ne focalise pas la polémique sur la question de l'abrogation, on propose la refonte de l'ordonnance de 1945. Cette ordonnance mérite à coup sûr d'être adaptée, mais dans quel sens ? Le contexte actuel est en fait infiniment moins favorable à une politique d'ouverture que celui de 1945. Un débat sur la réforme n'entraînerait-il pas une loi beaucoup plus restrictive que l'ordonnance de 1945 ? Robert Badinter a avancé, ces derniers temps, une idée qui devrait être prise en considération : aller vers une codification plus rationnelle et moderne du droit des étrangers (*Nouvel Observateur*, 12-20 août). On devrait saisir la commission de codification à cet effet. Il s'agit d'une proposition qui permet de poser de façon différente le problème des flux à venir.

mondiale et à des tendances démographiques lourdes au Sud. Ils nécessitent des réponses en profondeur et à long terme.

Certains disent que seul le développement des pays du Sud peut stopper ces flux. Cela reste à démontrer. Ce qui est sûr, c'est que l'on aide au développement en mettant en place une gestion équilibrée et rationnelle de ces flux. La fermeture des frontières, l'arrêt de l'immigration massive revêtent un sens positif quand ils s'adressent à une politique qui atténue la pression externe et agit sur les causes. Arrêter, c'est organiser l'alternance dans le respect de la maîtrise des flux ; agir sur les causes appelle certes l'aide, la coopération entre Etats mais aussi l'utilisation de l'immigration légalement installée. Il ne s'agit pas seulement de favoriser l'accueil des élites des pays du Sud en France ; il faut aussi prendre en charge la formation de travailleurs non qualifiés ici même, qui accepteraient de mettre au service de leur pays d'origine leur présence en France, dans le cadre de projets de formation-recherche ; renforcer les initiatives de développement local déjà en vigueur en Afrique francophone, se servir des flux migratoires de travail comme vecteurs pour une relation de complémentarité. Il faut sortir de l'immigration subie pour inventer l'immigration organisée, maîtrisée. Et ne pas renoncer à favoriser l'alternance, les aller-retour, pour l'immigration légalement installée. Les diasporas immigrées, souvent dynamiques, constituent des ponts solides entre la France et l'extérieur. Il faut utiliser ce relais pour le bénéfice de tous.

L'immigration, dit-on souvent, est une chance pour la France. Quelle belle formule ! Mais une France républicaine est aussi une chance pour l'immigration. Depuis bientôt vingt ans, c'est la première fois qu'on peut entrevoir, au-delà des clivages partisans, une politique migratoire qui peut emporter le consentement majoritaire dans le respect de la dignité des personnes. Veillons à ne pas gâcher cette expérience. Les victimes en seraient, comme d'habitude, les immigrés eux-mêmes.

**Sami Nair** est professeur de science politique et conseiller auprès du ministre de l'Intérieur.

**L'intérêt général exige qu'on s'en tienne à une position responsable : dans le contexte actuel, la politique de maîtrise des flux migratoires est la condition « sine qua non » d'un traitement égal entre citoyens français et immigrés étrangers**

L'ouverture totale des frontières implique le passage d'une dynamique de liberté de circulation à celle d'une liberté d'installation. Dans le contexte actuel, aucun pays au monde ne se hasarde à une telle extrémité. On le sait, le libre-échangeisme en matière de marché du travail signifie aujourd'hui une sorte de thachéisme radical appliqué à l'immigration : quand les frontières sont fermées, il signifie la surexploitation des travailleurs, et donc une source de profits scandaleux pour les employeurs clandestins ; quand les frontières sont ouvertes, la baisse généralisée du prix du travail, la précarité et l'accroissement du chômage. L'intérêt général exige, dès lors, qu'on s'en tienne à une position responsable : dans le contexte actuel, la politique de maîtrise des flux migratoires est la condition *sine qua non* d'un traitement égal entre citoyens français et immigrés étrangers.

Je vois bien les critiques qui peuvent être faites à l'actuel projet. On dit : la loi ne va pas réduire le nombre des sans-papiers. C'est faux. Car le projet rend régulables beaucoup d'entre eux (on ne voit pas pourquoi, sinon, on aurait promulgué la circulaire du 24 juin 1997) selon les nouveaux critères.

On dit : le projet renforce le pouvoir discrétionnaire de l'administration. Mais celle-ci, sous le contrôle du juge administratif, peut aussi constituer une garantie

de complexité ? Sans évoquer ce qu'il faut bien appeler de l'obstruction au bon fonctionnement de la justice depuis la révélation des faits en 1981.

**Gérard Gibert**  
Saint-Cloud  
(Hauts-de-Seine)

**SIMPLIFIER L'ADMINISTRATION**  
Puisque la réduction des déficits publics est à l'ordre du jour, n'est-il pas temps de nous interroger sur l'organisation et le coût de notre administration territoriale autant que sur les fastes inutiles de notre gouvernement républicain ? Nous dirons-t-on, par exemple, ce qui justifie la redondance départementale et régionale de la plupart des services de l'Etat : équipement, jeunesse et sports, travail, enseignement scolaire et secondaire ? Ne

pourrait-on, pour chacune de ses compétences, préciser à quel niveau la puissance publique entend les exercer ? Mais ! Il importe aussi de porter remède à l'organisation de nos administrations décentralisées. (...) Il n'est probablement pas possible de porter atteinte immédiatement à la trilogie, à laquelle les Français, ou surtout leurs élus, paraissent fortement attachés : commune, département, région. Pourquoi, alors, ne pas s'efforcer de répartir plus clairement les compétences : au département la solidarité, la péréquation des charges, la gestion des services d'aide sociale, de transport, d'incendie et de secours ; à la région la planification économique, l'aménagement du territoire, la recherche et la formation ?

**Pierre Deyon**  
Vincennes

## AU COURRIER DU « MONDE »

### UNE VRAIE EUROPE

Il s'est passé quelque chose ces jours-ci... Une petite chose, mais réelle : l'Europe est apparue dans un tournoi de golf à Valderama, en Andalousie. Oui, une Europe « nation ». Il fallait voir l'enthousiasme lorsqu'un joueur marquait un point dans les rangs des spectateurs britanniques, espagnols, danois, suédois, français, belges. La bannière européenne ondoyait tout au long du parcours, sur le dos des caddies ou distinguait les équipes USA ou Europe... et lorsque la Ryder Cup fut remportée, c'est d'un seul cri que l'Europe chanta... et à la radio l'Hymne à la joie... L'Europe est apparue à la face du monde... Pas une Europe de congrès, pas une Europe politique, une vraie Europe pour

M. Tout-Le-Monde qui a trop l'habitude de lire et de voir une « Europe virtuelle ».

**Patrick Petit**  
par courrier électronique

### COMPLICITÉ

Après Barbie et Touvier, Papon. A la différence des deux autres, Maurice Papon n'a jamais cherché à se cacher. Bien au contraire, préfet de police puis ministre, il était bien « visible ». Quand on sait que le candidat à un poste de fonctionnaire, même de catégorie C, doit produire un extrait de casier judiciaire ou qu'un employé de maison ne voit pas pour quoi, sinon, on aurait promulgué la circulaire du 24 juin 1997) selon les nouveaux critères.

On dit : le projet renforce le pouvoir discrétionnaire de l'administration. Mais celle-ci, sous le contrôle du juge administratif, peut aussi constituer une garantie

14 FOIS  
Par jour

HALYS  
IN-ECLAIR

35.36 (2,23 FF/mn)  
créditées.

://www.thalys.com

chemins de fer belges, français, néerlandais et

SNCF



## ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

**DÉRÈGLEMENTATION** L'exploitant téléphonique américain WorldCom a en annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le lancement d'une offre d'achat sur son concurrent MCI

Communications, pour un montant de 34,5 milliards de dollars (plus de 200 milliards de francs). Il s'agit de la troisième plus grande OPA lancée dans le monde. ● LE BRITANNIQUE BT, qui

possède 20 % de MCI, et qui avait lui-même lancé une première OPA de 18 milliards de dollars pour les 80 % des actions qu'il ne contrôlait pas, n'a encore pas réagi. ● WORLD.COM est l'un des

meilleurs spécialistes des technologies liées à Internet, tandis que MCI, tout comme BT, reste l'héritier de la téléphonie « classique ». ● LA DÉRÈGLEMENTATION des télécommunications améri-

caines qui est désormais complète avec l'ouverture à la concurrence des réseaux locaux depuis 1996, débouche sur une réorganisation générale des acteurs du secteur.

# L'américain WorldCom bouleverse les cartes des télécommunications

Le quatrième opérateur longue distance aux États-Unis lance une OPA géante sur le numéro deux, MCI, que visait le britannique BT. Les compagnies traditionnelles sont prises de court par les avancées technologiques qui permettent le passage du téléphone sur Internet

LE BOUILLONNEMENT technologique et les batailles commerciales qui agitent le marché des télécommunications ont trouvé un nouvel écho, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, à Wall Street. L'exploitant téléphonique américain WorldCom a en effet annoncé le lancement d'une offre d'achat sur son concurrent MCI Communications, pour un montant de 34,5 milliards de dollars (plus de 200 milliards de francs). Personne ne s'attendait à un tel coup de théâtre. Numéro deux américain du téléphone « longue distance » (communications interurbaines et internationales), MCI était en effet sur le point de fusionner avec le britannique BT (ex-British Telecom). Ce dernier, qui détient 20 % du capital de MCI, a

lancé en novembre 1996 une offre de reprise amicale sur la totalité des actions. Les dirigeants des deux sociétés étaient d'accord pour ce regroupement, qui devait être effectué à la fin de 1997, après approbation par les actionnaires des deux groupes en novembre. La proposition de WorldCom aux actionnaires de MCI, bien supérieure à celle de BT - qui offre 18 milliards de dollars pour les 80 % d'actions qu'il ne contrôle pas encore - paraît alléchante : elle s'élève à 41,5 milliards de dollars, payable en titres WorldCom et non en « cash ». Les détenteurs d'actions MCI deviendraient donc actionnaires de WorldCom, société qui s'est hissée, à coups d'acquisitions, au quatrième rang du téléphone longue

distance outre-Atlantique derrière AT&T, MCI et Sprint, avec une part de marché de 5,5 %. Mais le plus intéressant, pour les actionnaires, est peut-être que WorldCom est devenu l'un des meilleurs spécialistes des technologies liées à Internet, tandis que MCI, tout comme BT, reste l'héritier de la téléphonie « classique ».

Si l'offre devait aboutir, le rachat de MCI par WorldCom serait la plus importante acquisition jamais réalisée aux États-Unis, et la troisième au niveau mondial, après le rachat de Bank of Tokyo par Mitsubishi Bank, au Japon, et la fusion des groupes suisses Ciba-Geigy et Sandoz. Elle conduirait à la naissance d'un groupe affichant 30 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Le numéro un américain du téléphone, AT&T, « pèse » 52,2 milliards de dollars.

BT, qui devait racheter MCI avant de fusionner avec lui, a théoriquement le choix entre trois options après la survenance de WorldCom. Il peut s'abstenir de son tour, mais un tel scénario serait sanctionné par les investisseurs institutionnels, qui avaient déjà forcé BT à réviser à la baisse les termes de son offre sur MCI. Il peut être tenté de proposer un accord à trois à WorldCom, ainsi que semble l'inviter le patron du groupe américain. Il peut aussi décider de vendre sa participation dans MCI - le souhait de ses grands actionnaires - ce qui lui permettrait de reconstituer un trésor de guerre, de distribuer un « super-dividende », et d'envisager sereinement d'autres acquisitions. Le problème est que les opérateurs américains ont déjà noué des alliances : Sprint avec France Télécom et Deutsche Telekom, et AT&T avec Telecom Italia. A moins que le groupe britannique ne cherche un partenaire parmi les « nouveaux » opérateurs de téléphonie. (Corresp.)

réclamer, cet été, une renégociation des termes du projet de fusion. La communauté financière britannique et ses actionnaires l'ont activement engagé. Le 22 août, ce projet était confirmé moyennant une révision à la baisse du prix payé par BT, à 18 milliards de dollars au lieu des 23 milliards initialement prévus. Si cette réduction de la « facture » a relativement satisfait les actionnaires de BT, elle a été moins

bien accueillie du côté de ceux de MCI, dont certains ont porté l'affaire devant les tribunaux. Après la survenance de WorldCom, on peut se tout cas s'interroger sur un tel écart entre les deux propositions ? Y a-t-il sous-évaluation d'un côté, sur-évaluation de l'autre ? Depuis fin août, rien ne semble justifier une appréciation aussi forte du prix de MCI.

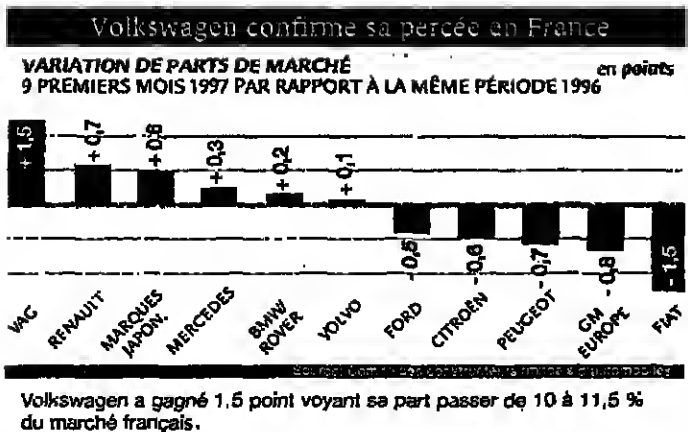
tration se réunira le moment venu pour examiner tous les aspects du dossier. » Quelques heures plus tôt, l'un des représentants de MCI assurait que les travaux en vue de la fusion avec BT suivraient leur cours. De son côté, la direction de BT a fait savoir qu'il n'y a rien dans son accord avec MCI qui empêche l'une ou l'autre des deux compagnies de mettre un terme au rapprochement prévu, mais elle est restée muette sur ses intentions. Le britannique peut-il abandonner son projet de fusion ? La question de sa stratégie est maintenant posée. Sans doute d'autres alliances de ce type ont-elles déjà avorté avant d'avoir vu le jour. Mais MCI représente pour BT l'opportunité de pénétrer le gigantesque marché américain du téléphone. C'est aussi le pivot de sa politique internationale. Les deux groupes ont noué un partenariat dans les services internationaux aux entreprises (la société Converg) depuis cinq ans. A Londres, en tout cas, la Bourse n'a pas d'états d'âmes. Elle a applaudi à la remise en cause d'un accord jugé néfaste pour les actionnaires, et l'action de BT a grimpé fortement mercredi. Quant au Times, il a résumé, dans son éditorial de jeudi, la satisfaction de la place financière : « Bernard Ebbers est célébré aujourd'hui comme le héros de la City car il permet à British Telecom de sortir d'une situation inextricable, au plus grand bénéfice de ses actionnaires, les investisseurs institutionnels qui se méfiaient de plus en plus du lien avec MCI ».

Philippe Le Cœur

### Les dix plus grandes fusions

- Mitsubishi Bank reprend Bank of Tokyo pour 33,8 milliards de dollars (200 milliards de francs).
- Ciba-Geigy (pharmacie-chimie) fusionne avec Sandoz : 30,1 milliards de dollars.
- OPA de WorldCom (télécommunications) sur MCI : 30 milliards de dollars.
- OPA hostile de KKR (Kohlberg Kravis Roberts) sur RJR Nabisco (agroalimentaire) : 26,4 milliards de dollars.
- Mitsui Bank rachète Taiyō Kobe Bank pour 23 milliards de dollars.
- Fusion de Nymex (télécommunications) avec Bell Atlantic : 22 milliards de dollars.
- Walt Disney rachète ABC/Cap Cities (télévision) pour 18,8 milliards de dollars.
- AT & T Corp. (télécommunications) acquiert McCaw Cellular pour 18,8 milliards de dollars.
- Fusion de SBC Communication Corp. (télécommunications) avec Pacific Telesis Group : 16,5 milliards de dollars.
- Boeing (aéronautique) reprend McDonnell Douglas pour 16,3 milliards de dollars.

### Les ventes d'automobiles poursuivent leur chute



DEPUIS le début de l'année, le marché automobile français est inexorablement à la baisse. En septembre encore, il s'est effondré de 39,8 % (130 400 immatriculations) par rapport au même mois de l'année précédente, selon les chiffres publiés par le Comité des constructeurs français d'automobiles. A nombre de jours ouvrables comparables, la chute est même de 42,5 %.

Dans l'absolu, toutefois, septembre n'a pas été si mauvais. Car le mois de référence, septembre 1996, avait vu les ventes exploser (+85,7 %) : les acheteurs s'étaient rués dans les concessions pour profiter du dernier mois d'existence de la prime à la casse proposée par le gouvernement Juppé. Les constructeurs français, qui avaient été les grands gagnants de ce rush de dernière minute, ont, par contre, été les plus frappés par la baisse du mois dernier. Leurs immatriculations ont reculé de 43,4 %. Renault, dont les ventes sont tirées à la hausse par la Scénic - le monospace Mégane - s'en sort mieux que son concurrent national, PSA, a perdu près de 5 points de part de marché, à 29 %. Parmi les marques généralistes étrangères, ce sont les japonaises (-12,1 %) qui rencontrent le plus de succès, dépassant la barre des 5 % de part de marché. Vient ensuite le groupe Volkswagen (-17,3 %), qui continue de creuser l'écart avec ses concurrents.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le marché français s'est effondré de 24,4 %. Pas un seul constructeur n'a vu ses ventes pro-

gresser. Les anticipations d'achat qu'ont provoquées les primes à la casse successives ont largement annulé les ventes de 1997. Reste à savoir dans quelle proportion. La guerre des prix s'est faite toujours plus féroce. Dans ce contexte, les programmes de réduction des coûts engagés par Renault comme par PSA prennent toute leur importance. Ainsi que l'amélioration de leurs ventes à l'étranger, où la conjoncture automobile est plus favorable. Au premier semestre 1997, les deux groupes français ont, malgré l'effondrement du marché français où ils réalisent environ le tiers de leurs ventes, affiché des bénéfices supérieurs à ce qu'ils attendaient.

Sur l'ensemble de l'année, les constructeurs, qui n'ont cessé de revoir leurs prévisions à la baisse depuis neuf mois, s'attendent aujourd'hui à une régression du marché comprise entre 18 % et 20 %, à environ 1,75 million d'unités. Un niveau très proche de celui de 1993, année noire pour l'automobile française et européenne. Ils comptent sur un redressement de leurs ventes sur les trois derniers mois de l'année, le dernier trimestre 1996 ayant souffert de l'arrêt de l'aide publique.

Le numéro un européen, le groupe Volkswagen, affiche une pénétration du marché français de 11,5 %, dangereusement proche de celle de Citroën (12 %). Fiat (-37,9 %) et General Motors Europe (Opel, Vauxhall) enregistrent le plus fort recul.

Virginie Malingre

## Une ascension fulgurante appuyée sur l'opportunisme technologique

WORLD.COM. Ce nom n'a sans doute pas encore la même puissance évocatrice que celui d'AT&T. Mais pour le consommateur de base américain, il est sans doute mieux connu des entreprises, à qui ce exploitant de services de télécommunications s'adresse exclusivement. Il est aussi de la communauté financière. Quel investisseur pourrait ignorer une société dont la valeur de l'action a crû de 36 % depuis début 1997, retenant dans l'ombre des valeurs phares du secteur comme AT&T (+7 %), Sprint (+25 %), ou MCI (-10 %). A 33 milliards de dollars, la capitalisation boursière de WorldCom est supérieure à celle d'un MCI, ou d'un Sprint.

WorldCom a fait ses premiers pas en 1983. Créée dans le Mississippi par Bernard Ebbers (cinquante-cinq ans), qui en est toujours le PDG, la société ne s'appelait encore que LDDS - elle a pris le nom de WorldCom en 1996. Elle s'est spécialisée au départ sur un marché : le téléphone longue distance (communications nationales et internationales), qui, aux États-Unis s'ouvrait tout juste à la concurrence.

Ciblant les entreprises, plus géométriques de mœurs, WorldCom a d'abord fait de la revente, c'est-à-dire acheté des minutes de communications à prix de gros aux autres opérateurs longue

distance possédant des réseaux, pour les revendre ensuite au détail. WorldCom s'est hissé au quatrième rang de ce marché du téléphone longue distance, évalué à 70 milliards de dollars, derrière AT&T, MCI et Sprint. Elle affiche un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de dollars.

Cette ascension s'est construite beaucoup par des acquisitions. Une cinquantaine en dix ans. Ces opérations ont d'abord concerné d'autres acteurs américains du téléphone longue distance. Depuis peu, elles ont débordé de seul créneau. WorldCom a acheté pour 12,5 milliards de dollars, en décembre 1996, MFS Communications, spécialiste des services locaux de télécommunications à destination des entreprises. Cet achat a transformé la nature de la société.

### INTÉRÊT POUR INTERNET

Dix mois plus tôt, le Parlement américain avait adopté une loi faisant tomber les barrières qui empêchaient, depuis 1984, un acteur du téléphone longue distance d'offrir du téléphone local et vice versa. L'acquisition de Brooks Fiber Properties s'inscrit pour WorldCom dans cette optique : se développer sur le marché du téléphone local.

Mais les services téléphoniques ne sont pas le seul pôle d'intérêt de WorldCom. Cette dernière

parle aussi désormais sur les services de données et Internet. Le rachat de MFS lui a ouvert l'infrastructure d'accès à Internet de la société UUNET, que celui-ci avait achetée quelques mois plus tôt. En septembre, WorldCom a annoncé le rachat du réseau de la société de services en ligne CompuServe.

L'objectif est d'offrir un seul point d'accès aux entreprises, que ce soit pour le téléphone, les données et Internet. Non seulement aux États-Unis, mais aussi désormais en Europe, où WorldCom a pris pied grâce à MFS, qui disposaient de réseaux dans certaines villes. WorldCom est ainsi un nouvel acteur qui bouscule l'ordre des grands opérateurs traditionnels grâce à son opportunisme technologique.

La boulimie de M. Ebbers n'est pas sans effet. Au deuxième trimestre, le bénéfice net de la société a reculé à 79 millions de dollars, contre 100 millions de dollars un an plus tôt. Promettant des économies de 300 millions de dollars avec la fusion avec MFS, M. Ebbers a assuré que les bénéfices se routent de 350 millions de dollars sur 1997, pour un chiffre d'affaires de 7,3 milliards de dollars. Il a assuré aussi que les revenus progresseront de 30 % par an sur les trois à cinq prochaines années.

Ph. L. C.

## Avec Marriott, Sodexo conforte sa suprématie dans la restauration collective

LE GROUPE Sodexo continue de se développer sur son métier de base : la restauration collective. Mercredi 1<sup>er</sup> octobre, il a annoncé la fusion de ses activités nord-américaines avec celle de Marriott, groupe américain spécialisé dans l'hôtellerie. Cette opération devrait être effective au premier trimestre 1998. Elle passera par la fusion de Sodexo North America et Marriott Management Services qui donnera naissance à Sodexo Marriott Services (SMS), nouvelle entité cotée à la Bourse de New York.

Cette société sera détenue à 51 % par Marriott International (avec comme principal actionnaire la famille Marriott à hauteur d'environ 10 %) et Sodexo Alliance, 49 %. Pour compléter le financement, Sodexo Alliance, qui consolidera le nouvel ensemble dans ses comptes, lancera prochainement une augmentation de capital d'environ 2 milliards de francs. Sur la base *pro forma* 1997, Sodexo Marriott Services devrait réaliser un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de dollars

(24,6 milliards de francs) - ce qui correspond au chiffre d'affaires mondial de Sodexo Alliance réalisé sur l'exercice 1995-1996 - et portera un endettement de 7,2 milliards de francs.

### LEADER NORD-AMÉRICAIN

Pour Pierre Bellon, PDG et fondateur de Sodexo Alliance, ce rapprochement « donnera naissance au leader nord-américain de la restauration et des services dans les entreprises, les établissements hospitaliers, les maisons de retraite et les établissements d'enseignement ». Sodexo, qui est toujours contrôlé, par la famille Bellon, déjà numéro un en Europe, va ainsi conforter sa position de leader mondial devant le britannique Compass Eurostar. Le nouvel ensemble devrait gérer 4 800 restaurants et établissements en Amérique du Nord. « C'est une magnifique opération pour le groupe, qui va lui donner un nouvel élan comme ce fut le cas en 1995 après le rachat de Gordon Merchant », estimait mercredi, Jean-Michel Inbarne,

analyste à CDC Bourse. Le titre Sodexo a gagné 1,66 % à la Bourse de Paris à 3 000 francs. La société de Bourse Oddo a noté qu'il retrouvait ainsi sa place de numéro un mondial un temps ravie par Compass, et a relevé ses prévisions de bénéfice par action pour 1998 de 113 à 121,73 francs et pour 1999, de 143 à 154,30 francs.

En revanche, l'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé mercredi qu'elle mettait sous surveillance avec implication négative la note long terme de Sodexo Alliance. L'agence estime que le profil financier du groupe français sera affaibli par la consolidation de la dette nette de SMS.

La Sodexo est actuellement présente dans quatre activités : la restauration, les chèques de services, l'aménagement des services sur les chantiers à l'étranger et les loisirs. Mais c'est la première branche qui offre le plus grand potentiel de croissance. Pierre Bellon, dans un entretien à l'hebdomadaire financier *Investir*. Le marché

mondial de la restauration collective représente un potentiel d'environ 800 milliards de francs. Le taux de sous-traitance n'est que de 31 % ce qui laisse un marché théoriquement disponible d'environ 550 milliards de francs.

Pour Marriott, cette fusion devrait permettre « aux actionnaires de du groupe de participer aux excellentes perspectives de croissance d'une société spécialisée dans la restauration et les services », dans un secteur qui est « de plus en plus concentré et sur un marché de plus en plus mondial ». Marriott International a réalisé un chiffre d'affaires de 10,2 milliards de dollars (61,2 milliards de francs) en 1996 et emploie 225 000 personnes dans le monde. Jean-Jacques Vitranda, spécialiste de la restauration à la Société générale Strauss Turnbull, estime que Marriott a besoin d'accroître son réseau hôtelier et ne pouvait pas mener de front l'hôtellerie et la restauration collective.

François Bostnavaron



## Les rapprochements dans le secteur bancaire français commencent à porter leurs fruits

Si Natexis peine, le Crédit agricole et la Société générale profitent déjà de leurs acquisitions

Un premier bilan des rapprochements bancaires en France est contrasté. La création de Natexis (née de la fusion entre le Crédit national et la

BFCE) n'a pas assuré pour autant l'avenir du nouvel ensemble. Dans une logique différente, les rapprochements entre le Crédit agricole et Indo-

suez ou l'intégration du Crédit du Nord au sein du groupe Société générale semblent déjà porter leurs fruits en termes d'activité et de résultats.

LE PREMIER semestre de 1997 a été l'occasion pour les trois groupes bancaires qui ont lancé le mouvement de consolidation du secteur en France de tirer un premier bilan des rapprochements. Globalement positif, il reste nuancé. La création de Natexis (née de la fusion entre le Crédit national et la BFCE), de Crédit agricole Indosuez ou encore l'intégration du Crédit du Nord au sein du groupe Société générale répondent, il est vrai, à des logiques distinctes.

Pour le Crédit agricole Indosuez comme pour le Crédit du Nord, l'opération de croissance externe porte déjà ses premiers fruits. L'impact de l'acquisition du Crédit du

Nord, boudée au début de l'année, a déjà eu un effet positif sur les résultats de la Générale. Le Crédit du Nord confirme son redressement, avec un résultat net de 148,8 millions de francs (contre 88,6 millions au premier semestre de 1996), auquel vient s'ajouter un crédit d'impôt de plus de 300 millions de francs. Lucien Douvroux, le directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA), s'est, lui aussi, félicité de la progression de la rentabilité d'Indosuez. Essangué avant son adossement à la Banque verte, l'établissement a fait un retour remarqué sur ses marchés. Il joue un rôle de premier plan dans les deux grandes OPA (offres pu-

bliques d'achat) en cours, en tant que financier de François Pinault dans son raid sur le groupe Worms et Cie et de Jean-Charles Naouri dans sa contre-OPA sur Casino. Indosuez a vu son résultat net au premier semestre passer de 180 millions de francs en 1996 à 537 millions cette année. La banque a bénéficié d'une conjoncture favorable, mais aussi de l'apport d'activités venant du Crédit agricole, puisque les équipes d'Unité crédit et celles spécialisées dans les activités de marché de la Banque verte ont rejoint le pôle Indosuez, non sans quelques grincements de dents. Ces deux acquisitions ont un point commun : elles ont été faites par deux groupes en bonne santé financière, qui ont clairement pris le contrôle de leurs nouvelles filiales.

### POIDS DU PASSÉ

Il en va différemment dans le cas du rapprochement Crédit national-BFCE. Après avoir perdu 112 millions de francs au premier semestre de 1996 et avoir passé une lourde provision pour restructuration juste après le rapprochement, Natexis est sorti du rouge avec un résultat net de 177 millions de francs au 30 juin. Mais il apparaît, malgré la fusion totale des deux entités, effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier, que ce sont surtout les activités de l'ex-BFCE, et notamment les crédits court terme, la gestion des moyens de paiement et l'international, qui tirent à la hausse le produit net bancaire du groupe.

Surtout, Natexis souffre encore du poids du passé. Les provisions ont été encore lourdes au premier semestre. A l'issue d'une mission d'inspection qu'elle a conduite juste avant la fusion, la Commission bancaire a demandé au nouveau groupe d'ajuster ses provisions de 646 millions de francs, un montant auquel s'ajoutent 250 millions de provisions courantes (contre 471 au premier semestre de 1996) et 110 millions de dotations liées au dossier Compagnie BTP. Le groupe a dû passer des provisions supplémentaires sur Eurotunnel et remettre à leur valeur de marché les immeubles patrimoniaux, hérités du Crédit national, qu'elle n'occupe pas. Signe des temps, ce sont les anciens dirigeants de la BFCE, Dominique Ferrero, le directeur général de Natexis en tête, qui ont pris les rênes du nouveau groupe et s'efforcent de lui donner une rentabilité suffisante pour qu'il ait, un tant soit peu, le choix de son avenir.

Car Natexis devra tôt ou tard chercher à s'adosser à un actionnaire plus puissant, qui lui apportera plus que son actionnariat dispersé d'aujourd'hui. Avec le risque de se voir absorber si ses résultats ne s'améliorent pas. « Cela ne paraît

cependant pas imminent », estime Romain Burmand, analyste chez Paribas Capital Markets. Si sa rentabilité progresse, Natexis peut en revanche espérer voir un actionnaire solide prendre 30 % de son capital.

Pour le Crédit agricole Indosuez ou pour la Société générale, l'enjeu est moins vital, mais reste important. La Banque verte est certes bien installée dans son fauteuil de numéro un en France, comme le démontre encore une fois son bénéfice au premier semestre (4,6 milliards de francs, en hausse de 20 %), mais elle joue son rang parmi les premières banques mondiales. Quant à la Société générale, elle a un enjeu plus tactique. L'acquisition du Crédit du Nord doit être l'occasion pour elle de convaincre le vendeur du CIC, l'Etat, et les salariés de ce groupe, qu'elle est capable d'intégrer des banques régionales sans les assphyxier, comme elle l'avait fait pour la Sogénal.

La Société générale doit également démontrer à ses actionnaires qu'elle est capable d'en tirer une bonne rentabilité. Pour l'heure,

cinq cadres de la Société générale seulement ont « investi » le Crédit du Nord. Bruno Fligny, inséparable de son contrôleur de gestion, souligne que, compte tenu de la part de marché relative des deux réseaux en France, il n'est pas nécessaire de les fusionner et que l'incompatibilité de leurs informa-

tiques rendrait de toute façon une telle opération difficile. « Statistiquement, les commerciaux du Crédit du Nord ont une chance sur douze de tomber sur un client Société générale et ceux de la Société générale ont une chance sur trente-cinq de démarcher un client du Crédit du Nord. La marge est donc réelle », explique M. Fligny. A un moment où à un autre, affirmant toutefois les analystes, les synergies devront être poussées plus loin au niveau des services centraux ou du réseau en région parisienne qui doublement plus qu'ailleurs. La Société générale, soutenue par une conjoncture redevenue plus favorable pour les banques, a les moyens d'avancer pas à pas.

Sophie Fay

## Feu vert à la recapitalisation de Thomson Multimédia

LA COMMISSION européenne a approuvé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, la recapitalisation de 11 milliards de francs de Thomson Multimédia (TMM), filiale du groupe français Thomson, à la condition qu'elle s'engage à modifier « sensiblement » son plan de restructuration. Pour ne pas provoquer de distorsions de concurrence sur le marché européen des téléviseurs, TMM devra notamment limiter jusqu'au 31 décembre 2000 sa part sur le marché des téléviseurs de l'Union européenne à 10 %.

Le gouvernement français, qui a fait savoir que Thomson Multimédia resterait une entreprise publique, a assuré la Commission qu'il concevait la recapitalisation comme « une injection en capital pour soldé de tout compte » et qu'il n'envisageait donc de procéder à aucune nouvelle aide dans les années à venir. Le plan de restructuration prévoit une réorganisation industrielle de grande ampleur à l'étranger, qui se traduit par environ 4 000 suppressions d'emplois, une réorganisation commerciale et un repositionnement progressif du groupe sur des produits d'avenir, notamment les produits numériques comme les décodeurs.

### DÉPÊCHES

■ **ORION** : le groupe Suez - Lyonnaise des eaux a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, la cession de la chaîne hôtelière Orion au groupe américain Westmont Hospitality, associé à la banque d'affaires Goldman Sachs, pour 1,2 milliard de francs.

■ **CHICHIBU ONODA CEMENT - NIIHON CEMENT** : le premier et le troisième producteurs de ciment japonais ont annoncé, jeudi 2 octobre, leur intention de fusionner. Ce rapprochement donnera naissance à un géant de taille comparable au numéro un mondial du secteur, le suisse Holderbank, avec 4 milliards de dollars (24 milliards de francs) de chiffre d'affaires et 40 % du marché japonais.

■ **DRESDNER BANK** : la deuxième banque privée allemande a nommé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, Alfons Titzrath président du conseil de surveillance en remplacement de Wolfgang Roeller, qui avait démissionné à la suite de l'ouverture d'une enquête pour fraude fiscale. M. Titzrath, soixante-cinq ans, est salarié de la Dresdner depuis trente-trois ans.

■ **DÉFENSE** : les fédérations de la défense CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC ont convenu d'une « semaine nationale d'actions » du 20 au 24 octobre, avec un « temps fort » le 23. Les syndicats « condamnent fermement » le projet de budget de la défense et ont prévu une « pétition nationale en direction des parlementaires ». A Brest, le bureau du maire a été saccagé par des manifestants et son mobilier brûlé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre. Le tribunal de commerce devait prononcer, jeudi 2 octobre, la liquidation de deux entreprises sous-traitantes qui emploient 110 salariés.

## 1,5 million de citoyens handicapés moteurs inquiets

Mesdames et Messieurs les Députés

## Ne brisez pas l'espoir de milliers de femmes et d'hommes

Au moment où s'engage la discussion de la loi de finances 1998 par une nouvelle Assemblée Nationale, les quelque 1,5 million de citoyens handicapés moteurs s'inquiètent. Inquiets de voir se réduire les aides individuelles ou collectives, inquiets, également, de voir grandir les disparités entre les départements français.

Valérie espère voir s'arrêter l'érosion de ses ressources pour pouvoir jouer pleinement son rôle de mère de famille.

Thierry se demande si son enfant pourra trouver, près de chez lui, un établissement ou un service adapté à son handicap.



Sébastien ne sait pas encore s'il trouvera une école accessible tout au long de sa scolarité. S'il ne peut poursuivre ses études, comment trouvera-t-il un travail plus tard ?

Barbara trouve que tout cela ne va pas assez vite. Elle demande qu'on lui donne aujourd'hui les moyens de vivre pleinement sa jeunesse.

Depuis plus de 60 ans, les 95 délégations et les 172 établissements de l'Association des Paralysés de France répondent quotidiennement à ces espoirs. Avec un même élan : accueillir les personnes handicapées motrices dans toutes les situations de la vie quotidienne. Et une même conviction :

le progrès social n'est pas qu'une affaire de gestion.



ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE  
SIEGE NATIONAL  
17 bd Auguste Bligny - 75013 PARIS  
Tél. 01 40 78 69 00 - Fax 01 40 78 69 03

## M. Naouri et M. Pinault défendent le prix de leurs OPA respectives

JEAN-CHARLES NAOURI et François Pinault sont sous le feu croisé des experts depuis qu'ils ont lancé leurs offres publiques d'achat respectives sur Casino et sur Worms & Cie. Pour tenter de lever l'incertitude née de la complexité de son offre, M. Naouri a fait réaliser par la banque JP Morgan une analyse des deux OPA concurrentes, celle de sa société Rallye et celle de Promodès. Il en ressort que, si la proposition en numéraire de Rallye est inférieure de 2 à 4 francs par action ordinaire Casino, l'offre assortie de certificat de valeur garantie (CVG), selon JP Morgan, valoriserait l'action entre 389 et 395 francs, contre une fourchette de 375 à 377 francs pour celle de Promodès.

M. Naouri s'est appuyé sur ce rapport pour faire voter, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le conseil de surveillance de Casino, qu'il préside, en faveur de Rallye. Les trois représentants de la famille Guichard au conseil se sont abstenus de voter, préférant attendre la réunion de famille organisée par Antoine Gui-

chard à Saint-Etienne samedi 4 octobre. Les héritiers devraient servir les rangs derrière M. Naouri.

Dans l'autre bataille en cours, on dit François Pinault très agacé des commentaires sur la faiblesse supposée de son offre de 410 francs par action ordinaire de Worms & Cie. Le dernier cours atteint avant l'OPA était de 398,50 francs et l'actif net réévalué par les analystes donnait une fourchette de valorisation de 466 à 576 francs par action. Dans la note de présentation de son offre, publiée jeudi dans la presse financière, l'assailant rappelle que les sociétés holdings comparables à Worms & Cie font l'objet à la Bourse de Paris d'une « décote moyenne de 35,2 % », et même de 37,1 % après réévaluation des actifs. Du coup, les 410 francs proposés par M. Pinault apparaissent presque comme une aubaine pour les actionnaires de Worms & Cie, puisqu'ils représentent une décote de « seulement » 12 % à 28,8 %.

Pascal Gaimier

## La concurrence s'amplifie entre les chaînes culturelles américaines

A New York, la télévision publique Thirteen-WNET a beaucoup de mal à trouver des mécènes pour boucler son financement, alors que ses rivales privées, comme Bravo, Ovation ou A & E ont réussi à imposer leurs programmes sur le câble

### NEW YORK

De notre envoyée spéciale  
Dans un quartier très huppé de Manhattan, un hall vétuste, éclairé par des néons blafards, donne accès aux bureaux de la chaîne publique new-yorkaise Thirteen-WNET. Toujours considérée comme la chaîne la plus culturelle du câble à New-York malgré une concurrence féroce, WNET, qui appartient au réseau PBS, a beaucoup de mal à trouver son financement. La redevance télévisuelle n'existant pas outre-Atlantique, c'est surtout le bon cœur des téléspectateurs qui permet à la chaîne de boucler son budget. « Trois fois par an, nous lançons à l'antenne un appel aux donateurs qui, en moyenne, envoient soixante dollars à la chaîne », explique Ward Chamberlin, directeur général de WNET. Sur cent millions de dollars de budget annuel, un cinquième provient des téléspectateurs, 15 % à 20 % du gouvernement fédéral et le reste de sponsors privés ou d'entreprises. On a une liste de projets merveilleux, mais il faut courir après l'argent. La liste des donateurs n'occupe pas moins de seize pages du rapport annuel de la chaîne : « Nous avons la chance d'être à New-York pour trouver des subsides. Ce serait impossible dans le fond de l'Ohio ou du Missouri. » Mais Ward Chamberlin précise : « Il nous est arrivé de refuser de mécénat quand les entreprises souhaitaient réaliser des documentaires sur des sujets qui les concernent directement. »

Pour M. Chamberlin, « PBS reste la seule chaîne qui propose des programmes réellement culturels, qui consacrent par exemple des sommes importantes à réaliser une biographie d'Allen Ginsberg (350 000 dollars) ou qui coproduisent avec la BBC une grande série sur l'histoire des

Etats-Unis vue par ses artistes ». Dans un pays où la culture est quasiment entièrement privée et où le National Endowment souhaite chaque année couper les vivres à la télévision publique, l'équilibre d'une station comme WNET, qui réalise seulement 3 % d'audience, reste fragile.

### DES FILMS EUROPÉENS

Pourtant, malgré les réelles lourdeurs administratives et la lenteur des procédures de décision, les réalisateurs indépendants de documentaires ou de films trouvent en PBS l'un des rares soutiens à leurs créations. C'est le cas de Jennifer Fox, une jeune réalisatrice, qui a pu réaliser, grâce à la BBC et WNET, un projet de documentaire social

étalé sur plusieurs années de la vie d'un couple américain.

Dans un pays où l'on trouve des dizaines de chaînes thématiques extrêmement spécialisées – par exemple sur le golf, le crime, le bonhomme ou même des chaînes aquariques, où l'on voit évoluer des poissons rouges –, il était inévitable que des chaînes à vocation culturelle éclosent sur le câble. Adossée au sixième câble-opérateur, Cablevision, la chaîne culturelle Bravo, installée dans la banlieue de New-York, lancée en 1982, n'est pourtant sortie du rouge que douze ans plus tard. Avec un budget bien plus modeste que WNET, de l'ordre de 20 à 30 millions de dollars, cette chaîne, présidée par Joshua Sapan, aujourd'hui diffusée

auprès de 22 millions de foyers, est l'une des rares à diffuser outre-Atlantique des films européens et des longs-métrages français en version originale.

Bravo s'est diversifiée en lançant il y a trois ans une chaîne consacrée au cinéma indépendant, The Independent Channel, et compte créer d'ici à janvier 1999 une chaîne exclusivement consacrée au cinéma du monde entier. « Nous pourrions envisager de créer une branche sur la culture européenne », affirme Joshua Sapan, qui a déjà exporté Bravo dans de nombreux pays, notamment au Brésil. La chaîne culturelle franco-allemande Arte est en négociations avancées avec Bravo, pour une reprise partielle de ses programmes (Le Monde du

18 septembre). Installée dans un immeuble ultra-moderne de Manhattan, Arts and Entertainment (A & E) revendique elle aussi le titre de chaîne culturelle, même si, aux yeux de ses concurrents, « elle a laissé tomber l'art ou le profit de l'entertainment ».

Sa série-culte « Biography », sur des hommes et des femmes célèbres (environ 100 000 dollars l'épisode), reste de loin le programme le plus regardé. Cette chaîne, détenue par The Hearst Corp. et les réseaux ABC et NBC, possède le plus important bassin d'audience puisqu'elle est accessible par près de 70 millions de foyers américains. A & E s'est également diversifiée en lançant The History Channel, déjà présente

dans une cinquantaine de pays, dont l'Italie ou la France – fort discrètement dans le bouquet numérique d'AB Sat.

Enfin, la toute dernière chaîne culturelle américaine, Ovation, lancée en avril 1996 dans l'État de Virginie et codétenue par des actionnaires prestigieux (le New-York Times, Time Warner Cable, J.P. Morgan, Howard Heinz Endowment et le président du Musée d'art moderne de New-York, Agnes Gund), est aujourd'hui diffusée auprès de quatre millions de foyers câblés et devrait atteindre le cap des six millions d'ici à la fin de l'année (en incluant le réseau câblé de Manhattan, le plus convoité des États-Unis). Présidée par Harold Morse, Ovation diffuse des portraits d'artistes, des documentaires sur des expositions, des manifestations musicales, de la danse, des opéras, etc., soit une programmation digne d'une chaîne culturelle publique. Sa vraie différence avec les chaînes publiques tient au fait qu'Ovation vise clairement les 25-34 ans, à haut revenu (plus de 60 000 dollars par an et par foyer en moyenne), et ayant reçu une formation universitaire.

« Il existe aujourd'hui un modèle économique viable permettant de produire des programmes culturels avec de l'argent privé », maintient Joshua Sapan. La concurrence entre les différentes chaînes culturelles américaines se traduit par des surenchères promotionnelles importantes, qui se comptent, pour A & E, en millions de dollars. Cette nouvelle donne oblige WNET à réagir et à adopter elle aussi des techniques de marketing du privé, d'autant plus que son audience a tendance à vieillir.

Nicole Vulser

## La faible audience de la télévision publique

### NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Créé en 1969, le Public Broadcasting Service (PBS), le service de radiotélévision publique, est une organisation privée, à but non lucratif, qui rassemble les 348 différentes chaînes de télévision publiques des États-Unis. Jouant un rôle de banque de programmes et de fournisseur de services, PBS distribue, par satellite, des programmes à ces chaînes locales, tout en leur proposant des habillages d'émissions ou des promotions.

L'audience de la télévision publique aux États-Unis reste très modeste : elle est estimée entre 2 % et 3 %, dans la mesure où son ton est souvent jugé élitiste ou parfois trop éducatif. Selon l'institut Nielsen, 57,4 % des foyers américains ont, entre octobre 1995 et septembre 1996, regardé au moins une fois par semaine une chaîne de PBS. Alors que les chaînes du câble les mieux distribuées arrivent à toucher 72 % de la population, la télévision publique ne peut pas se plaindre d'une zone de diffusion trop limitée puisqu'elle arrose 99 % des

foyers américains. Mais dans la mesure où cette audience, même faible, reste stable, la direction de PBS trouve ces résultats plutôt encourageants, au moment où les quatre principaux réseaux américains ont vu ensemble leur audience chuter de 13 % depuis 1994.

Les activités de PBS incluent un service de programmation nationale – les principales émissions, comme les programmes pour enfants, les émissions éducatives, les informations, les documentaires sur les sciences et la nature, les appels aux fonds publics, etc. –, des cours destinés aux adultes (avec 400 000 étudiants chaque année), des services de formation destinés aux professeurs ainsi que des programmes réalisés par chacune des stations locales.

La majorité républicaine élue au Congrès a entamé depuis 1995 une politique de révision sévère du soutien de l'État à la télévision publique (qui inclut PBS, les chaînes locales et régionales publiques). Sur un budget total de 1,46 milliard de dollars, ce pôle audiovisuel reste financé à la fois par des fonds publics via

la Corporation for Public Broadcasting, mais aussi à plus de 82 % par des sources non fédérales, en particulier les téléspectateurs (21 %), les gouvernements des États (20 %) et les entreprises (15 %). Ainsi, en 1995, 4,9 millions d'individus ou de familles ont donné 312 millions de dollars à la télévision publique. Une étude récente de l'institut Kagan Média affirme que le prix de la télévision publique revient approximativement à 73 cents par personne et par an (dans sa contribution indirecte aux fonds fédéraux), soit l'équivalent du trait par rapport aux 429 dollars dépensés en moyenne chaque année pour un abonnement au service basique du câble.

Le budget total de PBS s'est pour sa part élevé pour l'année fiscale 1996-1997 à 224,5 millions de dollars, dont les trois quarts vont à la production de programmes, aux acquisitions, à la promotion et à la distribution. L'an dernier, PBS a fourni 1 936 heures de programmes originaux.

N.V.

## Le groupe Amaury quitte la coopérative des quotidiens parisiens

LE PETIT MONDE des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) est de nouveau bouclé par une initiative du groupe Amaury. Après avoir plusieurs fois annoncé qu'il souhaitait quitter les NMPP, l'éditeur du Parisien et de L'Équipe a décidé finalement de quitter la coopérative des quotidiens parisiens pour rejoindre une autre coopérative au sein d'une autre société des messageries, Transports Presse, très liée aux NMPP. L'affaire est technique, mais elle produit un certain effet symbolique dans le microcosme de la presse parisienne, traversée par de nombreuses incertitudes (mouvements de grève du Livre-CGT en juin et en juillet, avenir de France-Soir, etc.).

Depuis de nombreuses années, le groupe Amaury multiplie les critiques sur le fonctionnement des

NMPP. En avril, Philippe Amaury demandait déjà devant plusieurs parlementaires une « réforme » des NMPP. En affirmant : « La presse nationale a été et est encore mal distribuée. Ses coûts sont encore trop élevés. Le service de distribution est de mauvaise qualité. »

Le groupe ne fait cependant pas encore le grand saut. « Nous ne quittons pas les NMPP », commente le PDG du groupe, Philippe Amaury, qui estime cependant « qu'à moyen terme, les grands quotidiens parisiens devront se distribuer eux-mêmes, en région parisienne ». « Il faut s'y préparer tranquillement », ajoute Philippe Amaury, qui précise qu'« au niveau national, la notion de coopérative ou toute sa raison d'être ».

Le groupe Amaury est très critique sur le fonctionnement de la coopérative des quotidiens, prési-

dé par Bernard Villeneuve, qui regroupe 26 titres de la presse parisienne. Outre les quotidiens d'information générale, la coopérative comprend de nombreux petits titres, notamment des journaux hippiques, qui ne sont pas tous quotidiens.

L'éditeur du « Parisien » aimerait avoir une représentation conforme à son poids économique, alors que la règle veut que chaque titre ait la même voix, quelle que soit son importance.

En 1996, les sept principaux quotidiens nationaux réalisaient près de 80 % du chiffre d'affaires. Le Parisien et L'Équipe représentent quant à eux 35 % de ce chiffre d'affaires. Au sein du groupe Amaury, on estime que « les discussions pour améliorer le fonctionnement de la coopérative n'ont pas abouti » et qu'elle rassemble des « titres qui n'ont pas les mêmes intérêts ».

Le groupe aimerait avoir une représentation conforme à son poids économique, alors que la règle

veut que chaque titre ait la même voix, quelle que soit son importance. En juin 1996, un différend avait déjà opposé la coopérative des quotidiens au titre sportif du groupe qui avait quitté le conseil de gérance. Des négociations étaient engagées pour permettre à

Le groupe Amaury de réintégrer. Le groupe Amaury devrait donc rejoindre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, la coopérative des quotidiens de Transports Presse, Coopéresse, qui est présidée par un fidèle de Robert Hersant, André Boussemart. Elle comprendrait jusque-là uniquement des titres du groupe Hersant (Le Figaro, L'Aurore et une édition de Paris-Tour).

La distribution des journaux sera toujours faite par les NMPP et ce changement ne devrait pas en-

traîner une diminution des tarifs pour le groupe Amaury. « Cela ne changera rien aux coûts et le traitement sera le même, puisque les NMPP sont un sous-troisième de Transports Presse », constate Bernard Villeneuve, qui estime qu'il n'y a « pas de contentieux ». Pour lui la question n'est pas d'appartenir à une coopérative ou à une autre, mais de « défendre la famille de la presse quotidienne ».

Les NMPP ont entamé depuis 1987 un plan de modernisation qui a permis de réduire fortement ses coûts, au bénéfice des éditeurs et des diffuseurs. Le coût de rémunération des NMPP est passé depuis 1994, de 14 à 9 %. La direction des NMPP s'est fixé quand à elle comme objectif de descendre à 8 %.

Alain Salles

### DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : le groupe britannique Pearson se renforce dans la télévision, avec l'acquisition, pour 373 millions de dollars, d'All American Communications, le plus gros distributeur mondial de jeux télévisés, basé à Los Angeles. All American possède, produit ou distribue quatre-vingt-dix jeux télévisés diffusés dans vingt-cinq pays. Pearson, qui édite les quotidiens Financial Times en Grande-Bretagne et Les Echos en France, contrôle aussi les sociétés de production et détient 24 % de la chaîne généraliste Channel 5.

■ **PRESSE** : le bimensuel Le Nouvel Economiste adopte, dans son numéro du vendredi 3 octobre, une formule différente qui coïncide avec l'arrivée de Jean-Michel Quatrepoint à la direction de la rédaction et avec une augmentation de capital, souscrite uniquement par le PDG Georges Goshin, à hauteur de six millions de francs.

## Manière de voir LE MONDE diplomatique

Le bimestriel édité par

## OFFENSIVES DU MOUVEMENT SOCIAL

### À sommaire :

- Le retour du politique, par Ignacio Ramonet.
- Le monde du travail interdit de télévision, par Gilles Balbastre et Joëlle Stechel.
- Le modèle allemand contesté, par Matthias Greffrath.
- Les travailleurs coréens à l'assaut du « dragoo », par Laurent Carroon.
- La régression au cœur des négociations collectives, par Adeline Toullec.
- Grande-Bretagne : bons indices économiques pour un pays en voie de dislocation, par Richard Farnett.
- Mythes et réalités de la concurrence asiatique, par Guilhem Fabre.
- Grèves brisées des ouvriers américains, par Thomas Frank et David Mulcahey.
- Pour une redistribution des emplois, par Jacques Le Goff.
- Construire l'internationalisme syndical, par George Ross.
- Repenser les activités humaines, par Jacques Robin.
- A la conquête des droits sociaux, par Christian de Brie.
- Et autres...

Chez votre marchand de journaux - 45 F

### L'organisation de la diffusion

Le système de distribution de la presse parisienne a été défini en 1947, sur un mode coopératif, avec le souci de favoriser la distribution de tous les titres, qu'ils soient gros ou petits. Les trois principales sociétés de messageries sont : les NMPP, les Messageries lyonnaises de presse (MLP), Transports Presse, qui est très liée aux NMPP.

● Les NMPP sont détenues à 49 % par le groupe Hachette et à 51 % par cinq coopératives d'éditeurs. La coopérative des quotidiens d'informations générales s'ajoutent de nombreux titres hippiques, même ceux dont la parution n'est pas quotidienne. En 1996, les NMPP ont réalisé un bénéfice de 57,8 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs. Les quotidiens représentent 21 % des ventes des NMPP et les magazines 79 %.

- **ANNIVERSAIRE** : Ainsi était Che Guevara, par Ahmed Ben Bella.
- **AFRIQUE** : Un continent à l'aube du développement virtuel, par Christian de Brie. – Sortir du cycle infernal de la dette, par Eric Toussaint. – Somaliland, le pays qui n'existe pas, par Gérard Prunier.
- **HAÏTI** : Dans la spirale du désespoir, par Bernard Cassen. – A Jérémie, si loin de Port-au-Prince, par Christophe Wargny.
- **PÉTROLE** : Grand jeu pétrolier en Transcaucasie, par Vicken Cheterian. – La Caspienne, un nouvel Eldorado ? (V.C.).
- **RÉSISTANCES OUVRIÈRES** : Spectaculaire victoire des camionneurs américains, par Riek Fantasia. – Les interrogations du syndicalisme français, par Serge Depaquit. – Offensives du mouvement social, par Annick Coupé. – Amère normalisation en Lorraine, par Pierre Rimbert et Rafael Trapet.
- **SOCIÉTÉ** : « Diana », une femme du passé, par Joan Smith.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F







# RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 2 OCTOBRE  
Liquidation : 24 octobre  
Taux de report : 3,50  
Cours relevés à 12h30

CAC 40  
-0,04%  
CAC 40 :  
3053,73

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
B.N.P. (T.P.)	994	996	+0,20	994
C.I. Lazard (T.P.)	175	175	0,00	175
Renault (T.P.)	1875	1865	-0,53	1875
Rhone-Poulenc (T.P.)	2185	2230	+2,06	2185
Saint-Gobain (T.P.)	1335	1335	0,00	1335
Thomson S.A. (T.P.)	942	970	+2,97	942
Atos	1140	1135	-0,43	1140
AGF-As. Gen. France	237,30	237,30	0,00	237,30
Air Liquide	1013	1001	-1,18	1013
Alcatel-Alsthom	896	897	+0,11	896
Alto (ex-Atome) C.A.	140	140	0,00	140
Axa	401,50	402,50	+0,25	401,50
Bail Insecur.	744	750	+0,80	744
Banque Paribas	157	157	0,00	157
Bazar H&M	564	565	+0,17	564
Bouygues	385,60	385,60	0,00	385,60
B.P.C.	457,50	457,50	0,00	457,50
B.S.	499,80	499,80	0,00	499,80
B.N.P.	305	311,60	+2,16	305
Bollore Techno.	779	779	0,00	779
Bongrain	2248	2248	0,00	2248
Bouygues	538	537	-0,17	538
Bouygues Off.	294,50	294,50	0,00	294,50
Bull	66	67,70	+1,68	66
Canal	1044	1053	+0,86	1044
Cay Chemical	387,50	387,50	0,00	387,50
Carbone Lorraine	1699	1699	0,00	1699
Carrefour	3778	3778	0,00	3778
Casino Goldcard	352,50	352,50	0,00	352,50
Casino Goldcard ADP	275,10	275,10	0,00	275,10
Cassara Dub. (L.)	633	633	0,00	633
C.C.F.	353,30	353,30	0,00	353,30
Cedip (L.)	648	648	0,00	648
Cesat Europ. Rev.	448	448	0,00	448
Cedex	109	109	0,00	109
CGIP	1789	1789	0,00	1789
Chargeurs	402,50	402,50	0,00	402,50
Christian Dior	774	774	0,00	774
Christian Dior	853	853	0,00	853
Ciments Français	228	228	0,00	228
Cipe France Ly.	674	674	0,00	674
Colas	675	675	0,00	675
Colson	672	672	0,00	672
Colas	675	675	0,00	675
Compagnie Europ.	12,40	12,40	0,00	12,40
Compagnie Mod.	275	275	0,00	275
CPH	475	475	0,00	475

Créd. Fon. France	65,50	64,50	-1,52	65
Créd. Lyonnais C.	345,30	352,90	+2,22	345
Créd. Nat. Nantes	422	424	+0,47	422
CS Signaux (CSE)	242	245,50	+1,44	242
Danone	3600	3615	+0,50	3600
Dassault	960	965	+0,52	960
Dassault-Aviation	1348	1340	-0,59	1348
Dassault Electro	580	575	-0,86	580
Dassault Systems	380	380	0,00	380
De Dietrich	255	255,60	+0,24	255
Dejournet	419,20	419,20	0,00	419,20
Devi (ex-Devi)	670	692	+3,28	670
Devi (ex-Devi) C.A. L.	49,50	49,50	0,00	49,50
Devi (ex-Devi) C.A. L.	553	553	0,00	553
Devi (ex-Devi) C.A. L.	553	553	0,00	553
Dynacore	154,20	155	+0,51	154,20
Euro (ex-Euro)	693	700	+1,01	693
Euro (ex-Euro)	724	724	0,00	724
Euro (ex-Euro)	797	797	0,00	797
Euro (ex-Euro)	269,10	269	-0,05	269,10
Euro (ex-Euro)	925	920	-0,54	925
Euro (ex-Euro)	1680	1675	-0,30	1680
Euro (ex-Euro)	1568	1568	0,00	1568
Euro (ex-Euro)	565	565	0,00	565
Euro (ex-Euro)	2495	2495	0,00	2495
Euro (ex-Euro)	415	415	0,00	415
Euro (ex-Euro)	1315	1315	0,00	1315
Euro (ex-Euro)	415	415	0,00	415
Euro (ex-Euro)	516	516	0,00	516
Euro (ex-Euro)	757	757	0,00	757
Euro (ex-Euro)	430	430	0,00	430
Euro (ex-Euro)	4105	4105	0,00	4105
Euro (ex-Euro)	2925	2925	0,00	2925
Euro (ex-Euro)	129,40	129,40	0,00	129,40
Euro (ex-Euro)	574	574	0,00	574
Euro (ex-Euro)	2420	2420	0,00	2420
Euro (ex-Euro)	538	538	0,00	538
Euro (ex-Euro)	534	534	0,00	534
Euro (ex-Euro)	574	574	0,00	574
Euro (ex-Euro)	390	390	0,00	390
Euro (ex-Euro)	149	149	0,00	149
Euro (ex-Euro)	875	875	0,00	875
Euro (ex-Euro)	2050	2050	0,00	2050
Euro (ex-Euro)	1116	1116	0,00	1116
Euro (ex-Euro)	774	774	0,00	774
Euro (ex-Euro)	774	774	0,00	774
Euro (ex-Euro)	1498	1498	0,00	1498
Euro (ex-Euro)	320	320	0,00	320
Euro (ex-Euro)	780	780	0,00	780
Euro (ex-Euro)	1695	1695	0,00	1695
Euro (ex-Euro)	441,80	441,80	0,00	441,80
Euro (ex-Euro)	193,30	193,30	0,00	193,30
Euro (ex-Euro)	266	266	0,00	266
Euro (ex-Euro)	224,50	224,50	0,00	224,50
Euro (ex-Euro)	1273	1273	0,00	1273
Euro (ex-Euro)	826	826	0,00	826
Euro (ex-Euro)	265,50	265,50	0,00	265,50
Euro (ex-Euro)	800	800	0,00	800

Usher	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369
Valeo	121,60	121,60	0,00	121,60
Valeo	387,50	387,50	0,00	387,50
Valeo	400	401,50	+0,37	400
Valeo	178,10	178,10	0,00	178,10
Valeo	454	454	0,00	454
Valeo	1485	1485	0,00	1485
Valeo	1369	1369	0,00	1369



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

**SCIENCES** Les trois ours slovénes introduits en 1996 et 1997 dans le massif des Pyrénées peuvent-ils sauver l'espèce locale de l'extinction ? La question peut se po-

ser après la disparition de Mellba, oursonne venue de l'Est, abattue le 27 septembre par un chasseur. ● LE PROBLÈME est important, car Mellba avait donné naissance à trois our-

sons, dont il a été décidé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, de les laisser en liberté. ● LA DIZAINE d'ours encore présents sur les lieux ne forment qu'un bien petit échantillon pour préserver

l'espèce, soulignent les chercheurs qui s'interrogent sur la fécondité d'un croisement entre slovénes et pyrénéens. ● GÉNÉTIQUEMENT, les populations d'ours espagnole et

scandinave sont les plus proches du groupe pyrénéen. Mais pour des raisons de comportement et de régime alimentaire, l'apport des ours slovénes reste le meilleur compromis.

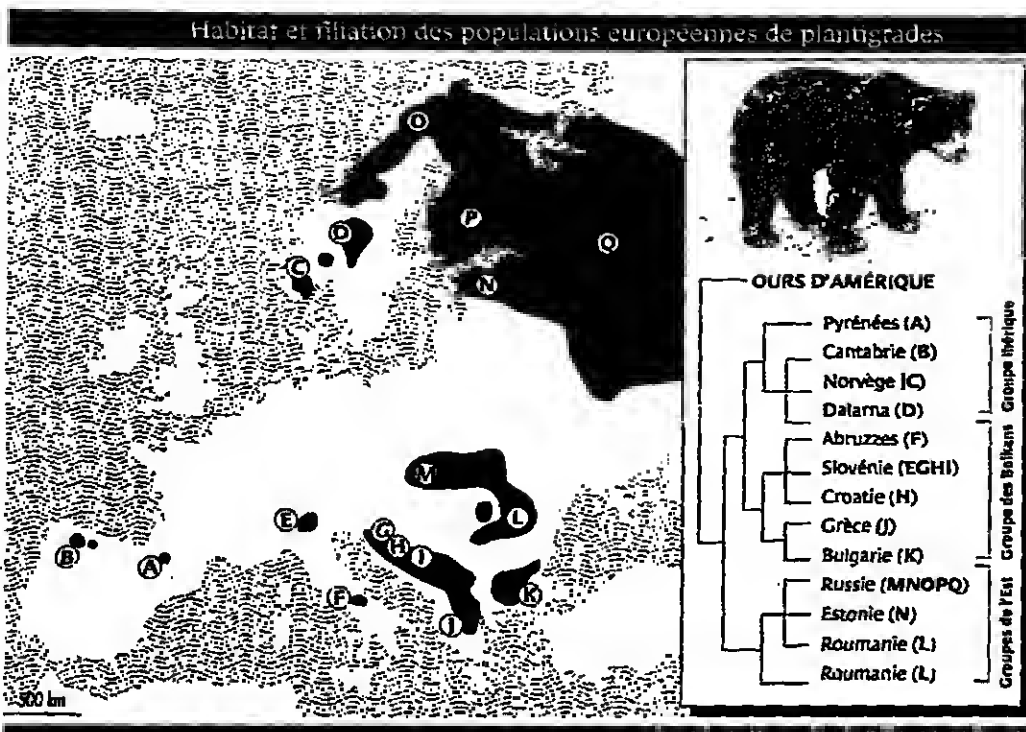
## La mort de Mellba fragilise l'avenir des ours pyrénéens

Pour les scientifiques, l'introduction de plantigrades slovénes, biologiquement différents de leurs cousins français, permettrait d'enrayer leur déclin. Mais leur spécificité génétique ne pourrait être sauvegardée

L'OURS brun des Pyrénées se meurt... L'annonce faite dans le numéro de septembre de la revue scientifique *Molecular Ecology* par Pierre Taberlet, du laboratoire de biologie des populations d'altitude (CNRS-université de Grenoble), et Jean-Jacques Camarra, de l'Office national de la chasse (ONC, Pau), vient de trouver une triste confirmation avec la disparition de Mellba, ourse d'origine slovéne abattue, le 27 septembre, dans les Pyrénées par un chasseur (*Le Monde* du 30 septembre).

En effet, les chercheurs ont pu calculer que, sur la population de plantigrades des Pyrénées, il ne restait que quatre *Ursus arctos* natifs de la région. S'y ajoutent les trois ours slovénes introduits en 1996 et 1997 et leurs trois oursons nés l'hiver dernier, moins Mellba, l'ourse du groupe. Les ours, dont deux seulement ont été repérés, seront laissés en liberté, pour tenter de maintenir des effectifs déjà si faibles qu'ils mettent en cause la survie de l'espèce en France, mais aussi la pertinence de sa réintroduction.

Pour navrant qu'il soit, le «comptage» des chercheurs de Grenoble n'en constitue pas moins un joli succès. Car les biologistes moléculaires ont dû surmonter de nombreuses difficultés techniques. Pour cela, ils ont su travailler avec des biologistes de terrain qui, depuis dix-huit ans,



Si périodiquement que cela permette, il y a moins de différences génétiques entre les ours des Pyrénées - région des monts Cantabriques comprise - et leurs cousins scandinaves (Norvège et Dalmatie) qu'entre eux et les plantigrades venus de Slovinie. Mais le comportement, les habitudes alimentaires et le milieu naturel d'origine de ces animaux «importés» des Balkans en feraient le meilleur compromis pour un maintien de l'ours dans le sud de la France.

enregistrent les traces du grand fauve dans les Pyrénées-Atlantiques : ses empreintes de pattes ;

son image fixée automatiquement par des appareils photos installés dans sept sites naturels et qui se déclenchent automatiquement par rayonnement infrarouge ; les ultrasons qu'il émet.

Ces données recueillies sur le terrain étaient indispensables, car les techniques d'analyse génétique actuelles ne permettent pas d'effectuer un comptage infallible : « Deux ours étaient si proches génétiquement que nous ne pouvions les distinguer avec certitude. C'est Jean-Jacques Camarra qui a permis de le faire, grâce aux photos et aux analyses d'empreintes qu'il a faites », raconte Pierre Taberlet de Grenoble.

A l'inverse, sur la base des seules observations de terrain, le biologiste de l'ONC pensait avant 1993 qu'il existait six à huit ours

dans les Pyrénées-Atlantiques. Il sait à présent que ces seigneurs de la montagne règnent, de plus en plus solitaires, sur un vaste territoire. « En une nuit, un mâle peut parcourir 15 kilomètres et plus, puis rester quelques jours sur place, avant de repartir en chasse sur de longues distances », indique Jean-Jacques Camarra.

Carte d'identité génétique, empreintes de pattes, des dizaines de photos... Le biologiste de l'ONC a voulu encore leur donner un nom : Papiloo est le mâle dominant du groupe ; Canoeille, la femelle ; Choclat et Camille sont deux mâles juvéniles et Pyren un ourson mâle.

Hélas ! leur déclin semble se poursuivre inexorablement : depuis leur étude, Camille a été abattue en octobre 1994, et le tribunal

de Pau saisi. Avec quatre, ou, peut-être, neuf individus (en comptant les ours slovénes), l'avenir de ces fauves des Pyrénées semble bien compromis. Surtout si l'on tient compte des études américaines sur le grizzli qui, sur la base de l'expérience acquise dans le parc de Yellowstone (Wyoming), soulignent qu'à moins d'une cinquantaine d'individus une population de plantigrades n'est guère viable.

« Il n'est pas sûr que cette comparaison soit très pertinente du fait des différences d'espèces, des milieux naturels et d'histoire. Personne ne sait au juste quelle est la taille de population minimale d'ours dans les Pyrénées qui garantisse leur pérennité », précise Jean-Jacques Camarra, reconnaissant que l'avenir du groupe des Pyrénées-Atlantiques est très aléatoire. « Il suffit que Canoeille meure et c'en est fini », conclut-il. La protection officielle de l'espèce, effective en France depuis 1972, aura été alors bien inutile. Et on peut douter que les nouveaux arrivants de l'Est aient plus de chances que les natifs. Surtout sans femelle.

En fait, les causes de ce déclin n'ont pas cessé avec ces réintroductions. On continue toujours à ouvrir des routes et des tunnels, qui fractionnent le territoire naturel de l'animal et le rejet de certains habitants de la région semble toujours tenace. Les autorités et les populations citadines ne cherchent-elles pas à se donner bonne conscience alors qu'elles autorisent dans le même temps la destruction de plusieurs habitats sauvages dans les Pyrénées ?

« Peut-être, mais l'ours agit encore comme une sorte de verrou. Si nous ne sommes pas capables de conserver cet animal-symbole pour un large public, nous ne conserverons pas plus le milieu naturel pyrénéen », avertit François Moutou, président de la Société française pour l'étude et la protection des mammifères. Certes, la montagne ne s'effondrerait pas avec la disparition des ours - ni l'espèce d'ailleurs, présente dans d'autres régions d'Europe - mais la vie

sauvage des Pyrénées serait plus que jamais en sursis. Pour ce vétérinaire, « il faut préserver une population résiduelle d'ours jusqu'à ce que les mentalités changent grâce au dialogue avec les habitants et l'aide apportée aux bergers ».

« Il faut préserver une population résiduelle d'ours jusqu'à ce que les mentalités changent grâce au dialogue avec les habitants et l'aide apportée aux bergers »

Ainsi, en plus des dédommements apportés aux éleveurs (environ 1 200 F par bête égorgée), plusieurs associations comme le WWF et des élus réunis dans l'institution patrimoniale du Haut-Béarn ont multiplié les initiatives pour rendre cette cohabitation moins conflictuelle.

Information sur le programme, prêt de téléphones mobiles aux bergers qui font la transhumance, aide à la réintroduction des troupeaux (des chiens de garde de troupeau capables de s'affronter à l'ours), soutien au développement de fromages de brebis. Et, pour minimiser l'impact des routes ouvertes, des propositions ont été faites aux aménageurs pour ajouter plusieurs ponts végétalisés aux endroits de passage traditionnel du grand mammifère.

L'homme réussira-t-il alors à sauver l'extrême-ouest espèce qu'il lui-même a déclinée ?

Vincent Tardieu

### Les oursons orphelins resteront en liberté

La décision de laisser en liberté les oursons de Mellba a été prise, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, à l'issue d'une réunion entre les différents partenaires de l'opération de réintroduction de l'ours dans les Pyrénées. D'après le biologiste Pierre-Yves Quenette, ce choix a été fait pour « favoriser au maximum la survie des deux oursons restants car « tout laisse à penser qu'un des trois est mort depuis juillet ». Agés de sept à huit mois, ils sont déjà sevrés.

La solution de la capture a donc été écartée : « On risquait de les séparer. De plus, ils auraient rapidement été imprégnés de présence humaine », a expliqué M. Quenette. Un système de nourrissage « uniquement accessible pour eux » va être mis en place. Leur alimentation sera composée de nourriture carnée, de fruits secs et éventuellement de pommes. « L'essentiel pour les oursons est de tenir jusqu'à l'hiver, et jusqu'à ce qu'ils accumulent des graisses », a poursuivi le biologiste, ajoutant qu'il leur faudra aussi trouver une tanière pour hiberner.

## Greenpeace dénonce la dispersion dans la mer de particules radioactives par l'usine de la Hague

L'ORGANISATION écologiste Greenpeace maintient ses critiques envers l'usine de la Cogema à la Hague (Manche). Après avoir filtré les effluents radioactifs rejetés par la conduite sous-marine du centre de retraitement des combustibles irradiés, elle a annoncé, jeudi 2 octobre, avoir constaté la dispersion en mer de particules radioactives d'une taille supérieure à celle prévue par les autorisations de rejet accordées.

L'association a aussitôt assigné en référé la filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) devant le tribunal de grande instance de Cherbourg afin de faire cesser ces rejets qu'elle considère comme « illégaux ».

Le litige tient à la dimension des particules contenues dans les effluents de l'usine. L'arrêté de 1980 autorisant le rejet de ces liquides stipulait qu'ils devaient « avoir été filtrés préalablement au rejet, de façon à arrêter au moins toutes les particules de diamètre supérieur à 25 microns ».

**LE RÉSULTAT D'UN « MÉLANGE »**  
Afin de vérifier si cette règle était respectée, Greenpeace a placé à l'extrémité de la canalisation un filtre ayant un maillage plus important (63 microns). Or celui-ci a quand même retenu des particules. Leur analyse, confiée à l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Onest (ACRO), a montré la présence de 13 radioéléments présentant une activité gamma.

En l'absence d'un étalon satisfaisant, l'ACRO n'a pu mener une analyse quantitative de cette radioactivité, mais elle a mis en évidence des particules chargées, dont la période s'étage de 15 millions d'années pour l'iode 129 à 71 jours pour le cobalt 58. La présence de ces radionucléides dans cet échantillon, alors qu'il n'avait pas été mesuré dans les copeaux de tartre retirés récemment de la conduite (*Le Monde* du 27 septembre), suggère selon l'ACRO que ces particules sont produites en permanence par la conduite.

Pour Greenpeace, « Cogema ne viole pas seulement ses propres autorisations de rejet ». Interrogé par l'organisation, le physicien britannique Frank Barnaby estime que la présence de particules contenant de tels isotopes constitue un risque significatif pour la santé. « S'ils étaient ingérés par l'homme après être entrés dans la chaîne alimentaire, assure-t-il, l'irradiation pourrait être potentiellement sévère ».

Informée de ces mesures, la Cogema réplique qu'elle respecte parfaitement ses autorisations de rejet. « L'arrêté porte sur les effluents effluents », explique son directeur, Patrick Ledermann. Nous effectuons ce filtrage à 25 microns en sortie d'usine. En revanche, d'autres effluents - eau de pluie, d'infiltration... - recueillis aux abords de l'usine et sur le site de stockage de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) transitent eux aussi

par la conduite sous-marine. Mais ceux-ci, en principe non radioactifs, ne font l'objet d'aucune filtration particulière.

« C'est leur mélange qui conduit à la formation d'une couche de tartre à l'intérieur de la conduite », explique Patrick Ledermann. On peut donc supposer, dit-il, que ces grosses particules, auxquelles se seraient agrégées des radionucléides au cours de leur parcours commun de 5 kilomètres dans la conduite, ont eu tout de suite été fixées par le filtre de Greenpeace.

### DANS UN FORT COURANT

Toute la question est de savoir si ce phénomène d'aggrégation, ou de floculation, s'annule pas les précautions prises à la sortie des cuves de l'usine. L'Office pour la protection des rayonnements ionisants (OPRI) a estimé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, une série de contrôles.

Reste cependant à déterminer si on ne doit pas faire une lecture restrictive de l'arrêté de 1980, et considérer qu'il doit s'appliquer aux rejets à l'ultime extrémité de la conduite - dont la Cogema a toujours soutenu qu'elle était sous sa responsabilité exclusive -, et non à la sortie de l'usine. Il faudrait alors installer un système de filtration par 28 mètres de fond, à plus d'un kilomètre du large, dans un fort courant. Et le changer régulièrement à chaque encrassement.

Hervé Morin

## Population polymorphe ou race « pure »

QUE VEUT-ON conserver en réintroduisant des ours dans les Pyrénées ? Une population animale, un patrimoine culturel, une part de rêve ? D'un strict point de vue biologique, ces réintroductions sont discutables.

L'étude de l'ADN mitochondrial présent dans leurs poils, conduite en 1992 par le laboratoire de biologie des populations d'altitude (CNRS-université Grenoble), a clairement démontré que les populations d'ours bruns les plus proches génétiquement de celles des Pyrénées ne sont pas celles de Slovinie, mais celles d'Espagne et du sud de la Scandinavie. Ces dernières populations seraient sans doute issues du même « refuge » - la péninsule ibérique - à l'époque glaciaire. Un croisement entre populations slovéne et pyrénéenne serait alors improbable estimant les chercheurs, et s'il avait lieu, il engendrerait une « pollution génétique » de la race locale.

Reste la population espagnole : répartie en deux groupes de 30 et 10 à 15 individus dans les monts cantabriques, au nord-ouest du pays, elle est aussi menacée. Il est donc exclu de déplacer des ours espagnols. Quant aux fauves scandinaves, ils semblent plus carnivores que leurs comparses slovénes et trop habitués aux longs hivers des hautes latitudes. Ainsi, « le meilleur compromis reste l'ours

slovéne, apparemment moins agressif et carnivore que l'ours scandinave, et vivant dans un milieu naturel plus proche de celui des Pyrénées », précise Jean-Jacques Camarra de l'Office national de la chasse.

### PRESSIONS HUMAINES

Si l'ours slovéne fut d'abord réintroduit dans la partie centrale du massif afin de limiter les problèmes de territorialité, de pression sur les ressources naturelles et de « pollution génétique », les autorités ont décidé, en 1996, d'en lâcher deux autres à l'ouest des Pyrénées pour tenter d'enrayer le déclin de la population atlantique.

On peut toujours rétorquer aux orthodoxes de la conservation qu'il vaut mieux une population polymorphe mais vigoureuse qu'une race « pure » - ce qui fait d'ailleurs l'objet d'un débat scientifique -, mais condamnée à disparaître. Mais il n'est pas certain qu'une population polymorphe résiste mieux aux pressions exercées par l'homme, ni que les nouveaux résidents soient plus compétitifs que les natifs. Ne serait-ce parce qu'ils n'ont pu acquérir de résistance aux agents pathogènes présents dans les Pyrénées.

V. T.

**BATEAUX-MOUCHES**  
RESTAURANTS  
PONT DE L'ALMA  
Rive Droite - Paris 6<sup>e</sup>

2 à 2000 convives gourmands : carte de choix, préparation FRAICHE, cuisson à l'instant par 40 Maîtres-Queux. Caves et vins du vignoble.

A bord des « Châteaux Monts-en-l'air », des salons privilégiés aussi bien que des petites tables EN ABORD des #25 000 m<sup>2</sup> de verrières ; 3 millions de lumen pour #1000 projecteurs ; musique raffinée, air conditionné, signalisation visuelle, menus et cartes itinéraires en #20 langues.

\* DIVERTISSEMENT / SPECTACLE DE FLEUVE / AUTOMNE 97 \*

LOCATION: 01 42 25 96 10 INFORMATIONS: 01 40 76 89 89 OU 3616 MOUCHES (1,27000)



# La méthode du nouvel entraîneur du Barça a des ratés

Le club de football catalan, depuis le début de la saison sous la houlette du Néerlandais Louis Van Gaal, a fait match nul face au PSV Eindhoven en Ligue des champions et est désormais menacé d'une élimination prématurée de la compétition

Les rencontres de la deuxième journée de la Ligue des champions, disputées mercredi 1<sup>er</sup> octobre, ont été contrastées pour les clubs français engagés. Monaco s'est imposé face aux Allemands du Bayer Leverkusen (4-0),

mais le PSG a dû s'incliner face aux vice-champions de Turquie, Beşiktaş Istanbul (3-1). En Angleterre, l'équipe de Manchester United a surclassé la Juventus de Turin, réduite à dix joueurs après l'expulsion de Di-

dier Deschamps. En Espagne, le club de Barcelone et les Néerlandais du PSV Eindhoven ont fait match nul (2-2). Après sa défaite à Newcastle lors de la première journée, l'équipe catalane se retrouve désormais en délicate

posture. Une situation difficile pour le nouvel entraîneur du club, ancien responsable de l'Ajax, qui s'est donné comme objectif de changer les mœurs du club en imposant une discipline très stricte aux joueurs.

15 millions de francs pour l'animation autour de la Coupe du monde

## BARCELONE

de notre envoyé spécial  
Louis Van Gaal a connu sa première soirée chaude au Camp Nou. Le nouvel entraîneur du FC Barcelone a d'ailleurs « tombé la veste » à la mi-temps, signe qu'il n'est pas l'animal à sang froid que d'aucuns prétendent. Au coup de sifflet final, il s'est écrié discrètement, sans doute par crainte de la réaction du public. Mais ouïe bronco n'a dégringolé des tribunes : les supporters lui accordaient encore le bénéfice du doute.

Le Barça a concédé, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le match nul (2-2) sur sa pelouse à un PSV Eindhoven pourtant réduit à dix des trente-cinquième minute. Deux fois, il a mené au score (Luis Enrique, 61<sup>e</sup> et 74<sup>e</sup> min), deux fois il s'est fait rejoindre (Philip Cocu, 70<sup>e</sup> ; Peter Moeller, 86<sup>e</sup>). Après sa défaite à Newcastle lors de la première journée, l'équipe catalane se retrouve désormais en délicate posture en Ligue des champions. Le groupe C où elle émerge est, il est vrai, le plus homogène, d'autant que le supposé « petit », le Dynamo de Kiev, refuse obstinément de jouer le rôle de faire-valoir qui lui semblait initialement dévolu.

Le PSV Eindhoven et le FC Barcelone ont en commun d'avoir hébergé un temps Ronaldo. Le Brésilien fit ses premières armes

européennes aux Pays-Bas avant d'atteindre la notoriété en Espagne. Après le passage du météore, les Néerlandais sont revenus sagement à la routine de gens ordinaires, égayés cependant par un titre national la saison dernière. Les Catalans n'ont pu se faire au départ de leur vedette. Même les 180 millions de francs obtenus de l'Inter de Milan n'ont pas suffi à dissiper leur chagrin. Que pouvait-il y avoir de mieux que Ronaldo ? « Une équipe », suggère Louis Van Gaal.

## L'INTERMUS ROBSON

Arrivé au début de la saison, l'ancien entraîneur de l'Ajax pendant cinq ans eut redonner au blaugrana un style de jeu. Il reprend à sa manière l'œuvre entreprise par un autre transfuge de l'école néerlandaise, Johan Cruyff. Dictateur éclairé, ce dernier était parvenu durant son long bail au Camp Nou à imposer une marque de fabrique qui résistait au renouvellement permanent de l'effectif. Bobby Robson en avait été jugé incapable la saison dernière : les performances de l'équipe reposaient plus sur les fulgurances de son attaquant brésilien, auteur de 47 buts en 49 rencontres, que sur une organisation solide. Le vétéran anglais se savait donc condamné. La victoire en finale de la Coupe des coupes face au Paris-

Saint-Germain ne changea pas le verdict mais lui donna simplement droit à un placard doré dans l'encadrement du club. Louis Van Gaal s'est alors vu offrir par Barcelone le défi que rêve de relever tout éducateur émérite : froter ses idées à une équipe de prestige. Pas un que ne tarade cette envie, à commencer par Jean-Claude Snaudean et Guy Roux ex France. Couler dans un moule tactique non plus de jeunes gens bien sages mais des vedettes venues de tous les horizons, quitter le douillet cocon du centre de formation pour l'inconnu d'un club de renom, quel défi ! Ce n'est pas jouer dans la cour des grands, c'est mieux que cela : faire jouer les grands dans sa cour. Bref, l'accomplissement.

Avec une défensive inquiète, l'ancien professeur de gymnastique a donc reçu un lot de vingt vedettes dont la liste et les émoluments seraient fastidieux à énumérer. Il a commencé à les initier aux principes qui, pratiqués par les jeunes pousses de l'Ajax, émerveillèrent l'Europe. La formule exige tout d'abord la polyvalence et une totale acceptation des consignes de jeu. Mercredi, le Français Christophe Dugarry, rentré à la pointe de l'attaque après la blessure du brésilien Sonny Anderson, a ainsi terminé la rencontre dans un inhabituel rôle de

stoppeur... Le système Van Gaal suppose surtout une parfaite maîtrise de la circulation du ballon, la seule défense consistant à priver l'adversaire de possession. Face à Newcastle et au PSV Eindhoven, la mise à exécution ne s'est pas faite sans ratés. Outre la manière de jouer, Louis Van Gaal s'est mis en tête de changer les mœurs du club. Il a ainsi

beau, tout le monde, il est gentil ». Forcément, cela renâcle bien un peu, la retenue n'étant pas considérée jusqu'alors dans ce club comme une vertu. Les millionnaires du football n'apprécient pas forcément de devoir marcher au pas. Hristo Stoichkov s'est ainsi récemment plaint devant les micros de faire banquette. « On ne va pas m'apprendre à jouer au foot-

DANS UN ENTRETIEN publié jeudi 2 octobre dans L'Humanité, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, affirme qu'« il n'y a pas trop d'argent dans le sport », mais qu'« au regard des besoins des clubs, des besoins d'encadrement et d'équipement, le sport manque d'argent ». Selon elle, « le fait que le sport de haut niveau soit en partie financé par l'argent privé n'a rien de scandaleux ou de choquant en soi, tant que les logiques mercantiles ne prennent pas le dessus sur les règles de l'éthique sportive ».

Concernant la prochaine Coupe du monde de football en France, la ministre a relevé que le comité d'organisation « n'a fait du bon travail avec le souci d'avoir [un événement] convivial, populaire, tourné vers la jeunesse ». Toutefois, la ministre estime qu'il ne faut pas laisser cette Coupe du monde « une chance pour la France » - aux seuls marchands du stade - mais « lui donner un sens, d'y faire souffler des valeurs de citoyenneté, de solidarité, d'ouverture au monde ». « Pour que personne ne soit exclu, précise-t-elle, j'ai décidé de dégager 15 millions de francs pour le financement d'une série de projets d'animations sportives et culturelles autour de la Coupe du monde. »

## DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : plusieurs centaines de supporters du Croatia Zagreb ont saccagé le centre de Zurich après la victoire de leur club en Coupe de l'UEFA, mardi 30 septembre. Les boogalans croates ont cassé des voitures, brisé des panneaux de signalisation et insulté les forces de l'ordre.  
■ **Christian Constantian**, le président du FC Sloane, champion de Suisse en titre, a déposé une réclamation auprès de l'Union européenne de football (UEFA), mardi 30 septembre, après l'élimination de son club par le Spartak de Moscou au premier tour de la Coupe de l'UEFA. Le président du club suisse, un ancien gardien, estime que la hauteur des buts du stade moscovite n'était pas réglementaire.  
■ **BASKET-BALL** : l'équipe de Bourges s'est imposée difficilement (57-54), dans sa salle face aux Italiennes de Côme, lors de la première journée du groupe A de l'Euroleague féminine, tandis que dans le groupe B Valenciennes-Orchies dominait plus largement Parme (74-53).  
■ **JUDO** : la participation de Ghislain Lemaire aux championnats du monde, qui auront lieu à Paris du 9 au 12 octobre, est incertaine. Titulaire en équipe de France dans la catégorie des moins de 95 kilos, il s'est blessé lors d'un entraînement.

# Monaco se rachète sur le dos des Allemands de Leverkusen

LA VICTOIRE peut tout. N'a-t-elle pas même redonné à Franck Dumas, l'ancien capitaine de Monaco, le sens de la formule ? Oubliés le départ-catastrophe en championnat de France, la gifle reçue face au Sporting de Lisbonne (3-0), il y a quinze jours, l'intervention tonitrueuse du président Jean-Louis Campora au chevet d'une équipe que l'on disait en crise. « Ce soir, a proclamé le défenseur, les fantômes se sont révélés... »

Et le football monégasque a retrouvé son âme, sa chair et ses os. Le sens du collectif, de la vaillance à l'aise, a balayé le Bayer Leverkusen (4-0), mercredi 1<sup>er</sup> octobre au stade Louis II, et remplacé l'équipe de Jean Tigana, en bonne position dans le groupe F de la Ligue des Champions. Monaco n'a plus qu'un point de retard sur Lisbonne, auteur d'un match nul (1-1) face aux Belges de Liège.

Cette résurrection n'a pourtant rien de miraculeux. Depuis quelques jours, les Monégasques multipliaient les signes d'un retour en forme. Ils restaient sur quatre victoires consécutives en championnat. Les meilleurs joueurs, garants de l'efficacité offensive de l'équipe, retrouvent leur football égaré dans les tracas du début de saison, de l'aveu même de Jean Ti-

gana. « Ali Benarbia commence à être très bien, et je vois désormais pouvoir essayer de l'utiliser un match entier, commentait l'entraîneur des champions de France en titre. Quant à Thierry Henry, il n'est très bon. Il n'a retrouvé ses jambes, et je vois pouvoir l'utiliser à plein. »

## INSAISSISSABLE THIERRY HENRY

Thierry Henry, le grand espoir du football français, est l'éclatant symbole de ce renouveau. Fatigué par une saison 1996-1997 interminable, qui s'est conclue le 29 juin par une élimination en quarts de finale du championnat du monde des moins de vingt ans, et des histoires embrouillées de transfert vers le Real Madrid, le jeune attaquant de Monaco avait du mal à mettre un pied devant l'autre. Il tergiversait, et toute l'équipe doutait avec lui. Jean Tigana le laissait plus souvent qu'à son tour sur le banc des remplaçants dont il ne s'évadait que pour des bribes de partie. Son retour en forme vaut retour en grâce pour Monaco. Car il possède les qualités propres à déstabiliser les défenses les plus rugueuses : vitesse de course, vision du jeu, capacité à délivrer des passes décisives, et à transformer ses propres occasions en but. Auteur d'un doublé (30<sup>e</sup> et

33<sup>e</sup> min), il a offert les deux autres buts de la rencontre à son coéquipier nigérian Victor Ikpeba (74<sup>e</sup> et 90<sup>e</sup> min).

Il est des soirs où l'on n'arrête pas Thierry Henry. Robert Kovac, un défenseur du Bayer Leverkusen, a fait la cruelle expérience de ses étonnantes chevauchées sur tout le front de l'attaque. Trop souvent débordé, le joueur allemand a commis plusieurs fautes sur son adversaire direct. Sur la dernière (70<sup>e</sup> min), l'arbitre anglais a décidé de brandir le carton rouge. Cette expulsion a permis de transformer une victoire éphémère, sans cesse sous la menace d'un contre, en large succès.

A Monaco, joueurs et entraîneur évitent cependant de se laisser aller à trop d'enthousiasme. Leverkusen rencontre des difficultés en championnat d'Allemagne, et plusieurs de ses titulaires sont blessés. « J'ai dû faire jouer des jeunes, et ils ont été un peu tendres, expliquait Christof Daum, l'entraîneur. Nous avons encore du temps pour récupérer et effacer au plus vite cette déconvenue que je considère comme un accident. » Il révalait à haute voix d'une prochaine résurrection. A la manière de Monaco ?

P. Ce. (avec AFP)

Benoît Hopquin

# Budweiser interdit de publicité, même virtuelle, au Mondial 98

BUDWEISER devra trouver autre chose. Pour afficher sa marque de bière pendant la Coupe du monde de football, le brasseur américain Anheuser-Busch ne pourra ni utiliser les panneaux dans les stades de France, à cause de la loi Evin, ni avoir recours aux procédés de la publicité virtuelle qui permettent, grâce à la technologie numérique, de créer dans l'image des panneaux que seul le téléspectateur peut voir.

Par le biais du procédé Epsis, mis au point par la société Symah Vision, une filiale du groupe Lagardère, l'industriel espérait contourner les interdits de la loi française sur la publicité de l'alcool et diffuser son message publicitaire aux téléspectateurs étrangers à partir du signal fourni par TVRS 98, le radiodiffuseur hôte de la Coupe du

monde. Au cœur de l'été, Anheuser-Busch, la société de marketing sportif ISI, et Symah Vision avaient poussé les feux du lobbying dans ce sens. En vain.

Le Consortium des unions de télévision ayant acquis les droits du Mondial 98 (CCC) a fait savoir, fin août, qu'aucune dérogation ne serait accordée. Mardi 23 septembre, lors du marché international des programmes de sport à la télévision (Sportel) qui avait lieu à Monaco (Le Monde du 26 septembre), le représentant de la Fédération internationale de football (FIFA), Keith Cooper, a confirmé l'opposition de son organisation à l'utilisation de la publicité virtuelle. « La FIFA respecte la loi des pays, a-t-il précisé. Et la loi Evin était connue au moment de la signature des contrats avec les sponsors de la Coupe du monde. »

Pour Richard Bunn, secrétaire général du CCC, la position du Consortium « est une question de principe ». Il souligne que d'autres pays sont opposés à la publicité sur l'alcool et argue de la difficulté qu'il y aurait à maîtriser le contenu des images ainsi acheminées vers les téléspectateurs. Symah Vision, qui s'apprêtait à effectuer des tests techniques grandeur nature à l'occasion des prochains matches de l'équipe de France de football, ne s'avoue pas vaincue. La société a présenté, au Sportel, un nouvel « outil de création » qui permet à chaque télévision de procéder localement à ce que Victor Waknine, directeur général de Symah, appelle « habillage d'écran ou rappel de parrainage ».

Grâce à une règle numérique fournie clés en main pour 3 millions de francs, le diffuseur peut insérer localement des animations graphiques ou des objets publicitaires en trois dimensions sur les images qui lui parviennent en direct. On peut, par exemple, imaginer une bouteille d'eau minérale ou... de bière tournant au-dessus des têtes des joueurs dans le ciel du Stade de France. Les techniques progressent sans cesse, et à des coûts de moins en moins élevés, la « position de principe » adoptée par les instances du football et de la télévision risque de ne pas survivre à cette Coupe du monde. Pour les prochaines, ce sera au groupe allemand Kirch et à ISI, qui ont acquis les droits, de définir une politique.

Jean-Jacques Bozonnet

## Les résultats

Deuxième journée  
Groupe A  
Borussia Dortmund (All.)-Sparta Prague (Tch.) : 4-1  
Parma (Ita.)-Galatasaray Istanbul (Tur.) : 2-0  
Classement : 1. Borussia Dortmund, 6 pts ; 2. Juventus, 4 pts ; 3. Spartak, 1 pt ; 4. Galatasaray, 0.  
Groupe B  
Manchester United (Angl.)-Juventus Turin (Ita.) : 3-2  
Feyenoord Rotterdam (P-B)-FC Koosla (Sud.) : 2-0  
Classement : 1. Manchester United, 6 pts ; 2. Juventus, 4 pts ; 3. Feyenoord, 3 pts ; 4. Koosla, 0.  
Groupe C  
FC Barcelone (Esp.)-PSV Eindhoven (P-B) : 2-2  
Dynamo Kiev (Ukr.)-Newcastle (Angl.) : 2-2  
Classement : 1. Barça, 4 pts ; 2. Newcastle, 4 pts ; 3. Barça, 1 pt ; 4. PSV Eindhoven, 1 pt.  
Groupe D  
FC Porto (Por.)-Real Madrid (Esp.) : 0-2  
Rosenborg Trondheim (Nor.)-Dinamo Zagreb (Cro.) : 1-1  
Classement : 1. Real Madrid, 6 pts ; 2. Rosenborg, 3 pts ; 3. Dinamo, 3 pts ; 4. Porto, 0.  
Groupe E  
IFK Göteborg (Sue.)-Bayern Munich (All.) : 1-3  
Beşiktaş Istanbul (Tur.)-Paris-SG (Fra.) : 3-1  
Classement : 1. Bayern Munich, 6 pts ; 2. PSG, 3 pts ; 3. Beşiktaş, 3 pts ; 4. IFK Göteborg, 0.  
Groupe F  
Lazio (Ital.)-Sporting Portugal (Por.) : 4-0  
AS Monaco (Fra.)-Bayer Leverkusen (All.) : 4-0  
Classement : 1. Sport. Portugal, 4 pts ; 2. Monaco, 3 pts ; 3. Leverkusen, 3 pts ; 4. Lazio, 1 pt.

**LE PLUS COURT CHEMIN D'UNE ENTREPRISE À UNE AUTRE**  
KOMPASS SUR VOTRE MINTEL

**3617 KOMPASS\*** sur votre Minitel pour découvrir 550 000 établissements en Europe dont 115 000 en France. Ou plus d'un million dans 65 pays, sur le **08 36 29 12 34\*\***. Avec KOMPASS sur MINTEL n'est-ce pas le monde qui vient chez vous ?

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48  
Minitel 36 15 S.F.E.T.U.D.S. - 24 heures

**ETVDES**

La patrie des éléphants  
Elena ARSENEVA

Penser l'immigration autrement  
J. COSTA-LASCOUX, A. COSTES

Octobre 1997 Le numéro : 60 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48  
Minitel 36 15 S.F.E.T.U.D.S. - 24 heures

Week-end à Edimbourg en avion - Hôtel

**1940 F A/R**

Formule une nuit au Leamington Hotel. Prix par personne. En chambre double avec petit déjeuner écossais. Possibilité de louer une voiture. Période du 01/11/97 au 31/03/98 (sous réserve de disponibilité). Nuit supplémentaire : 355 F. Brochure "Où se trouve" de Seafrance Voyages chez votre agent de voyages.

**SEAFRANCE VOYAGES**



## Encore beau, un peu plus frais

L'ANTICYCLONE centré sur l'Europe pendant le mois de septembre s'est déplacé sur l'Atlantique. Les pressions restent cependant élevées et le pays bénéficie encore vendredi d'un temps largement ensoleillé. Dans un flux de nord, les températures diminuent en restant agréables.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** - Après dissipation des brouillards et autres grisaillies matinales, la journée sera belle. Prévoir 8 à 12 degrés le matin et 19 à 23 degrés l'après-midi, localement 15 à 18 degrés près de la Manche.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le matin, on rencontrera quelques brumes, brouillards et nuages bas. Il fera 6 à 9 degrés. Au fil des heures le ciel se dégage et le soleil domine. On atteindra 16 à 22 degrés.

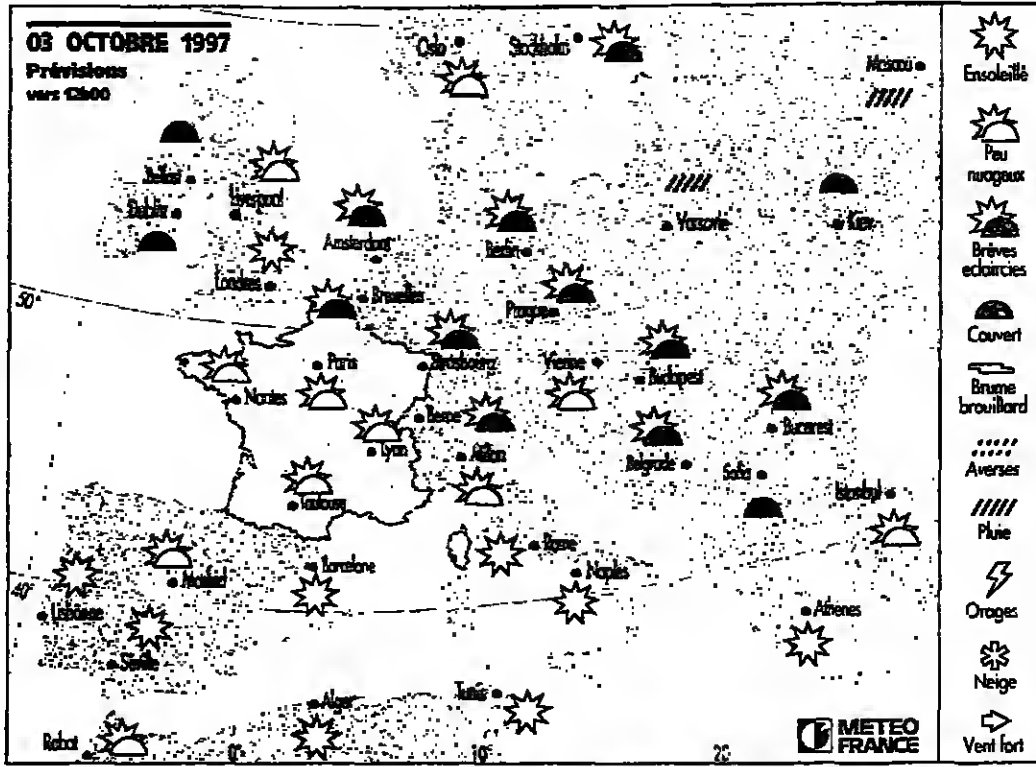
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Sur Champagne, Alsace et Lorraine, la matinée est assez nuageuse avec du brouillard. Les éclaircies sont plus

belles dans l'après-midi. Plus au sud, le soleil domine. Il fera au mieux 17 à 20 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Les nuages côtiers et bancs de brouillards, que l'on pourra rencontrer au petit matin se dissipent rapidement pour laisser la place à un beau soleil. Les températures minimales sont en baisse, avec 8 à 12 degrés le matin. L'après-midi, il fera encore 24 à 28 degrés du nord au sud.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Les grisaillies matinales touchent les vallées, puis se dispersent au profit d'un généreux soleil. Encore agréables. Les températures atteindront 21 à 26 degrés.

**Langue-d'oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - L'été persiste en ce début d'octobre. Seuls quelques nuages côtiers du côté de Nice et en Corse viendront troubler le bleu du ciel. Ils se disperseront vite. Le mistral souffle avec des pointes à 60 km/h. Prévoir 12 à 18 degrés le matin et 25 à 28 degrés après-midi.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Avec la carte Gold Affaires (550 F), le loueur Hertz propose aux professions libérales une offre spécifique avec tarif journalier privilégié en France métropolitaine (à partir de 345 F avec 300 km et les assurances), remise de 30 % sur les tarifs week-end et système de données préenregistrées évitant l'attente au comptoir. En cadeau, la carte Transmédia, carte de crédit qui permet de bénéficier d'une réduction de 18 % dans plus de 8 000 restaurants, en France et à l'étranger. Renseignements au 01-39-38-38-38.

■ **LIBAN.** Lufthansa reprendra, le 26 octobre, ses liaisons vers Beyrouth interrompues depuis 1983 en raison de la guerre civile. Les vols décolleront à 20 h 25 de Francfort les mardi, vendredi et dimanche et quitteront l'aéroport de Beyrouth, dont les travaux seront terminés à la fin de l'année, les lundi, mercredi et samedi à 5 h 45.

**PRÉVISIONS POUR LE 03 OCTOBRE 1997.**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

<b>FRANCE métropole</b>	NANCY	6/19 C	<b>PAPETTE</b>	11/17 S	<b>PT- ST-DENIS-RE</b>
ALGER	16/27 N	PARIS	12/23 S	<b>EUROPEE</b>	<b>AMSTERDAM</b>
BIARRITZ	12/24 N	NICE	18/26 S	<b>ATHÈNES</b>	19/27 S
BORDEAUX	12/26 S	PAU	10/26 S	<b>BARCELONE</b>	19/25 S
BREST	10/20 N	PERPIGNAN	16/28 S	<b>BELFAST</b>	11/17 C
CAEN	8/18 N	RENNES	10/22 N	<b>BELGRADE</b>	8/16 N
CHERBOURG	12/17 C	ST-ETIENNE	8/23 S	<b>BERLIN</b>	8/13 N
CLERMONT-F.	8/23 S	STRASBOURG	6/18 C	<b>BERNE</b>	10/22 N
COCOT	10/23 N	TOULOUSE	11/27 S	<b>BRUXELLES</b>	8/16 N
GRENOBLE	11/24 N	TOURS	8/21 S	<b>BUDAPEST</b>	6/18 C
LILLE	7/18 C	<b>FRANCE centrale</b>	<b>FRANCFORT</b>	<b>COPIENHAGUE</b>	7/13 S
LYONS	12/23 N	CAYENNE	23/22 S	<b>DUBLIN</b>	10/18 C
MARSEILLE	16/27 S	FORT-DE-FR.	24/20 S	<b>GENÈVE</b>	9/16 S
		NOUMEA	19/24 S	<b>HELSINKI</b>	5/9 C
				<b>ISTANBUL</b>	15/23 S

## Les bronzes de Giacometti, le frère

POUR la première fois, une galerie rend hommage au sculpteur Diego Giacometti, artiste dont la célébrité a été étouffée pendant des décennies par celle de son frère, le génial Alberto. Créateur de meubles et d'objets d'art, Diego aime les agrémenter de figures animales ou de formes végétales, souvent avec humour. C'est ce bestiaire qui est présenté aujourd'hui, quarante petites sculptures en bronze de la période où l'artiste exécutait lui-même les finitions et la patine. Après une

jeunesse marginale et des emplois instables, Diego rejoint Alberto à Paris et commence à travailler avec lui, posant pour lui (on se souvient du magnifique « Diego au col roulé »), préparant les armatures de ses sculptures, veillant aux finitions et travaillant la patine du bronze.

Dans les années 30, le décorateur Jean-Michel Frank commande à Alberto une série d'objets d'art. Alberto dessine, Diego réalise. Encouragé par son frère, il commence à sculpter et, dès le dé-

but, les animaux apparaissent comme son thème de prédilection. Mais son travail autour de l'œuvre d'Alberto le mobilise presque entièrement et c'est après la mort de celui-ci, en 1966, que Diego commence vraiment sa propre carrière.

Il crée d'abord des tables et des sièges, qui, au gré de son inspiration, se peuplent d'oiseaux, de grenouilles, de chats et de chiens, de chouettes, de renards ou de souris. Arrivé à maturité auprès d'Alberto, Diego lui a emprunté

laure filiforme, une façon d'imprimer ses doigts dans la pâte. Malgré leur facture stylisée, ces éléments de fantaisie font preuve d'une vie irrésistible.

## ŒUF D'AUTRUCHE

L'autruche est particulièrement caractéristique de sa manière: conçue pour présenter un œuf de cet animal, qui appartenait à un de ses amis, elle semble en équilibre, chaque point statique du bronze traduisant la force des muscles (250 000 francs). Autre réussite de

ce bestiaire, la grâce incomparable du fameux chat-maitre d'hôtel, dont l'insolence déguisée perce sous le corps légèrement arqué à force d'être droit (350 000 francs).

Dans les fables de Diego, un loup famélique hante son territoire (120 000 francs), tandis que le renard, lui aussi quelque peu maltraité par la vie sauvage, rôde inlassablement (120 000 francs). Le sort des oiseaux paraît plus enviable: alpes déployées et bec gourmand, l'un a la bonne fortune d'atterrir dans un bol d'offrandes

qui fait office de cendrier (pièce unique, 450 000 francs), un autre prend son envol dans un mouvement de plumes ébouriffées (145 000 francs). Les chiens, inspirés par ceux dont ses amis étaient les maîtres, paraissent un peu salopards: basset, lévriers ou labradors, bien nourris et insoucients, jouent ou demandent de l'attention (60 000 à 250 000 pour une paire unique).

Les œuvres de Diego Giacometti ont depuis longtemps des cotes bien établies, et les prix sont à peu près les mêmes en salle des ventes ou en galerie. L'avantage de l'achat en galerie est le soin du professionnel, qui a su sélectionner ses pièces, alors que des tirages survenant après la mort de l'artiste ne témoignent pas de son coup de main inimitable pour conclure l'œuvre avec une patine étudiée aux tons subtilement dosés.

Catherine Bedel

\* Le Bestiaire de Diego Giacometti, galerie L'Arc en Seine, 27 rue de Seine, 75006 Paris. Jusqu'au 20 décembre, de 11 à 13 heures et de 14 à 19 heures.

## Calendrier

## ANTIQUITÉS

● Toulouse (Haute-Garonne), allée Jules-Guesde, jusqu'au dimanche 5 octobre, de 7 à 19 heures.  
● Lille (Nord), palais Rameau, bid Vauban, du vendredi 3 au dimanche 5 octobre, vendredi de 14 à 20 heures, samedi de 10 à 19 heures, dimanche de 10 à 18 heures, entrée libre. Vente d'objets d'art au profit des Petits Frères des pauvres.  
● Belfort (Territoire de Belfort), parc des expositions, du vendredi 3 au dimanche 5 octobre, vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche

de 10 à 19 heures, 30 expositions, entrée 30 F.  
● Le Séquestre (Tarn), parc des expositions, du vendredi 3 au dimanche 5 octobre, vendredi de 10 à 19 heures, samedi de 10 à 19 heures, dimanche de 10 à 19 heures, 23 heures, 90 expositions, entrée 25 F.  
● Poitiers (Vienne), parc des expositions, du vendredi 3 au dimanche 5 octobre, vendredi de 14 à 22 heures, samedi et dimanche de 10 à 20 heures, lundi de 10 à 17 heures, 70 expositions, entrée 25 F.  
● Gex (Ain), parc des expositions, samedi 4 et dimanche 5 octobre, de 9 à 20 heures, 70 expositions, entrée 30 F.

● Le Mans (Sarthe), parc des expositions, du vendredi 3 au dimanche 5 octobre, vendredi de 10 à 22 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 60 expositions, entrée 25 F.

## BROCANTES

● Paris, bid Blanqui, jusqu'au dimanche 5 octobre, de 10 à 19 heures, 130 expositions, entrée libre.  
● Nantes (Loire-Atlantique), place Viarmes, jusqu'au dimanche 5 octobre, de 9 à 20 heures, 250 expositions, entrée libre.  
● Jonzac (Charente-Maritime),

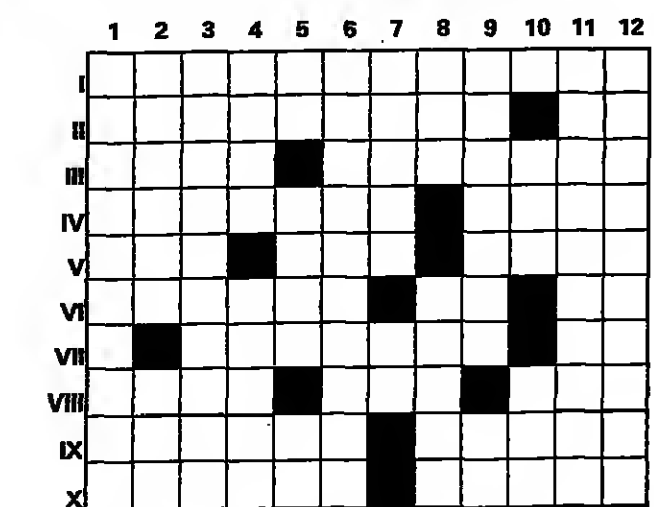
centre-ville, samedi 4 et dimanche 5 octobre, de 8 h 30 à 20 heures, 400 expositions, entrée libre.  
● Mégrinac (Gironde), place de l'Eglise, samedi 4 et dimanche 5 octobre, de 9 à 19 heures, 50 expositions, entrée libre.  
● Chatou (Yvelines), Ile des Impressionnistes, jusqu'au dimanche 5 octobre, de 10 à 18 heures, 300 expositions, entrée 20 F.  
● Collections  
● Lyon (Rhône), palais de la Bourse, Salon du livre ancien et de l'estampe, du vendredi 3 au dimanche 5 octobre, vendredi de

18 h 30 à 22 heures, samedi et dimanche de 11 à 19 heures.  
● Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), parc des expositions de Brézillet, Salon multi-collections, jusqu'au 5 octobre, 100 expositions, entrée 25 F.  
● L'Aigle (Orne), salle de Verdun, Salon du livre ancien et moderne, samedi 4 et dimanche 5 octobre, de 10 à 19 heures, 15 expositions, entrée 10 F.  
● Paris, espace Champertret, convention du disque de collection, samedi 4 et dimanche 5 octobre, de 10 à 19 heures, 220 expositions, entrée 35 F.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97216

505 Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

1. Métier d'avenir. - 11. Consommation plutôt stupéfiante. Sans doublage. - 13. Pour en sortir il faut progresser. Mettent en bonne voie. - 14. Que l'on peut absorber sans difficulté. Compositeur italien contemporain. - 15. Se faire. Partie de la couronne suédoise. Provoque un face-à-face. - 16. Provoque. Chrome. Molybdène. - 17. A perdu son innocence ou est tout retourné. Entrée d'église. - 18. Donne de la couleur au regard. Perd son eau. Ancienne capitale

arménienne. - 19. Mis en réserve. On la prend en partant. - 20. Manifestera un désaccord. Lame maladroite.

## VERTICALEMENT

1. Répare pour que ça marche mieux. - 2. Apporta un peu de sérénité. En retenue. - 3. N'est plus vraiment dans le coup. - 4. Habillait le romain. Etre couché, mais on ne l'utilise pas facilement. - 5. Un peu d'ombre. Préposition. Donne le ton. - 6. Elles s'occupent des grands et des petits en dehors du foyer. - 7.

Bonne au début. Article contracté. - 8. Foyer douillet qu'il faut un jour quitter. Son pas est maladroit. - 9. Faire un tour. Valeur refuge. - 10. On s'y jette par amour. Voyelles. - 11. En bonnes places dans Le Monde et chez ses confrères. - 12. Font le tri chez les malades.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 97215

HORIZONTALEMENT  
1. Téléobjectif. - 11. Aboulie. Aire. - 13. Pair. Eternel. - 14. Eurocrates. - 15. ABS. Rébus. Oc. - 16. Li. Tu. Lis. Ri. - 17. Oslo. Désaxât. - 18. Argas. Nice. - 19. Epi. Al. Etale. - 20. Lacrymogènes.

## VERTICALEMENT

1. Tape-à-Pied. Ne. - 2. Ebaubis. Ça. - 3. Loirs. Laïc. - 4. Euro. Tor. - 5. Ol. Cru. Gay. - 6. Bière. Dalm. - 7. Jetables. - 8. Etuis. Eg. - 9. Caressante. - 10. Tins. Xi'an. - 11. Ire. Oracie. - 12. Félicitées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimé au Monde 12, rue du Commerce 94052 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## L'ART EN QUESTION n° 34

## Le chancelier de Louis XIII et Louis XIV

NÉ dans une famille de magistrats, le chancelier Pierre Séguier fut le premier protecteur de Charles Le Brun, un jeune peintre extrêmement doué. Grâce à lui, ce dernier put se rendre à Rome en compagnie de Poussin pour y achever sa formation d'artiste. Quatre ans plus tard, en 1646, il décide de revenir à Paris et reçoit très vite de nombreuses commandes. Lorsqu'il réalise le portrait du chancelier, Le Brun n'est pas encore le premier peintre du roi (il le sera en 1664) mais déjà il fait preuve de son talent dans ce tableau, qui est à la fois une représentation de la vie quotidienne et une mise en scène spectaculaire de la dignité, de l'élégance et de la grandeur du chancelier. Le moment est solennel, le tableau demeure un chef-d'œuvre.

Chancelier sous Louis XIII et Louis XIV, Pierre Séguier instruit un procès célèbre à l'issue duquel



Charles Le Brun (1619-1690), « Le chancelier Séguier », vers 1655, huile sur toile, Paris, Musée du Louvre.

les accusés furent condamnés à mort. Qui étaient les accusés :

● le magistrat Auguste de Thou ?  
● le marquis de Cinq-Mars ?  
● le surintendant Nicolas Fouquet ?

Réponse dans Le Monde du 10 octobre.

Solution du jeu n° 33 paru dans Le Monde du 26 septembre. Une erreur de transmission nous

a fait publier la semaine dernière le buste de Charles Philippon (Le Rieur édenté), directeur de La Caricature, par Honoré Daumier en lieu et place de celui de François Guizot. La réponse à la question était : Guizot a été successivement ministre de l'intérieur, ministre de l'instruction publique, ministre des affaires étrangères et président du conseil. Il n'a pas été ministre de l'économie.

1940 F



## CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

**MUSÉE** Le Centre Pompidou est entré, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, dans une phase de travaux qui perturbent ses activités jusqu'à sa réouverture, le 31 décembre 1999. La bibliothèque a

fermé au public le 2 octobre et occupera, à partir du 19 novembre, un lieu provisoire proche. Le musée fermait le 6 octobre, après la FIAC. **DES MANIFESTATIONS** dans et

hors les murs, à Paris, en région et à l'étranger, sont proposées au public pendant les travaux. Un centre d'information, le Tipi, est installé sur la piazza pour indiquer aux visiteurs

ces différentes activités. **JEAN-JACQUES AILLAGON**, président du Centre, profite des travaux pour réformer en profondeur une institution vieille d'un quart de siècle : re-

déploiement du musée, accent mis sur l'art contemporain, projets communs aux quatre pôles du Centre pour revenir à sa « mythologie primitive ».

## Pendant les travaux, le Centre Pompidou continue d'exister

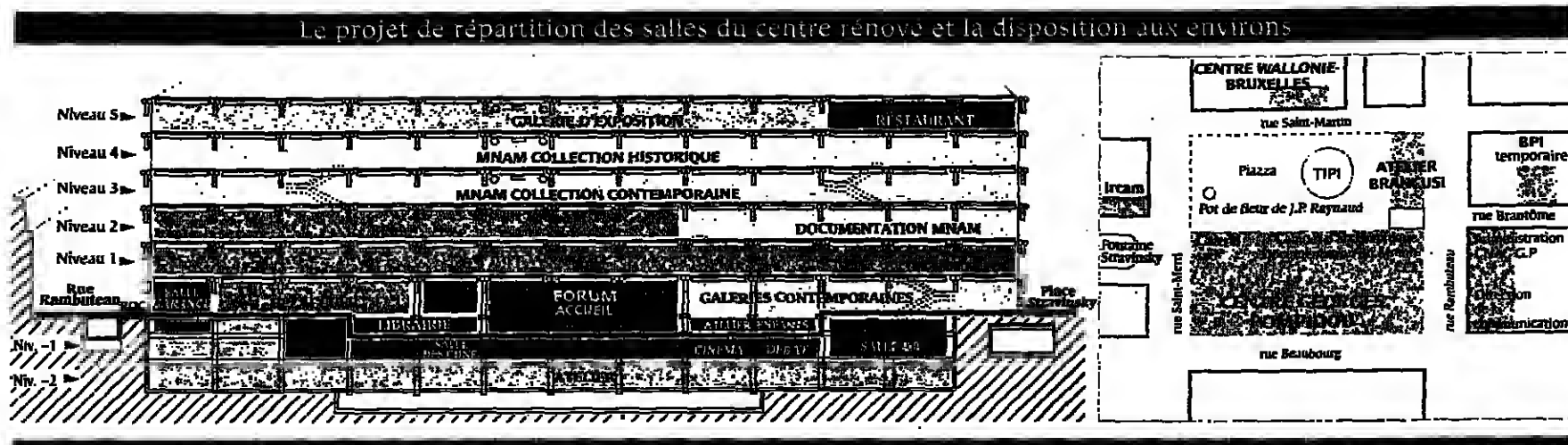
Le président de l'établissement culturel, Jean-Jacques Aillagon, veut profiter des aménagements prévus jusqu'au 31 décembre 1999 pour bouleverser les structures du Centre afin de revenir à sa « mythologie primitive » : accent sur la création contemporaine, amélioration des collections du musée

UN grand tipi de toile blanche, pointu comme un chapeau de Diafoirus, s'élève devant le Centre Pompidou. Le public peut trouver, sous cet abri provisoire, les informations sur l'évolution des travaux et la programmation élargie d'un lieu culturel qui fait l'objet d'une rénovation poussée jusqu'à sa réouverture prévue le 31 décembre 1999. Les travaux nécessitent une quasi-fermeture du bâtiment. La Bibliothèque publique d'information (BPI) a provisoirement déménagé le 2 octobre et le Musée national d'art moderne (MNAM) sera bouclé après la FIAC, le 6 octobre.

Si, durant ces deux années, le public pourra se glisser dans l'édifice pour y voir des expositions, il devra surtout suivre les nombreuses manifestations labellisées Centre Pompidou, « hors les murs », dans la proche périphérie, mais aussi dans d'autres villes et à l'étranger. Ce tipi n'est pas de trop pour s'y retrouver.

Le programme de travaux, confié à Renzo Piano et à Jean-François Bodin, a été revu à la baisse pour « tenir » dans l'enveloppe budgétaire de 440 millions de francs. A côté de l'indispensable remplacement des structures vieillissantes, il a pour effet d'agrandir le musée qui va passer de 8 000 mètres carrés à 15 000 mètres carrés, profitant du déménagement de l'administration dans un bâtiment proche. La BPI occupera non plus deux mais trois niveaux et bénéficiera d'une entrée autonome. Le cinquième étage sera dévolu aux expositions temporaires. Le forum et le sous-sol seront remaniés. En revanche, la salle de cinéma Garance ne « descendra » pas en sous-sol, faute d'argent. Le rez-de-chaussée du Centre ne sera donc pas totalement « ouvert sur la rue » comme le désirait Renzo Piano.

La rénovation de la façade et des escaliers mécaniques ont été prioritaires. Ainsi que le renouvellement du mobilier de la BPI. Une partie du personnel de la bibliothèque est pourtant inquiet. Il a fait savoir lors d'une conférence de presse, lundi 29 septembre. L'intersyndicale



redoute que la BPI - 3 millions d'entrées par an - n'en ressorte amoindrie et déplore que cent cinquante des deux cent quarante salariés doivent suivre l'administration dans les bureaux de la rue Brantôme - « On a besoin du contact avec le public ». Elle redoute le déménagement d'une partie - « trop faible » - des collections dans l'ancien supermarché AsEco, à 200 mètres, durant les travaux. Le président du Centre, Jean-Jacques Aillagon, se veut rassurant : « Il n'y aura pas d'érosion de la bibliothèque. La BPI est partie intégrante du Centre Pompidou et retrouvera toute sa place dans le bâtiment rénové, en l'an 2000 ». Dans les cou-

lisses, Jean-Jacques Aillagon profite des travaux pour faire bouger ce mastodonte vieux d'un quart de siècle. D'abord en révisant les statuts.

### RENFORCER LES POUVOIRS

Le projet, déjà entamé par les précédents présidents, Dominique Bozo et François Barré, vise à créer un conseil d'administration et à allonger le mandat de la présidence, de trois à cinq ans. Le but est de renforcer les pouvoirs du président sur les quatre entités qui constituent le Centre : le musée (MNAM/CCI), le développement culturel, la BPI et l'Ircam (recherche musicale). Les enjeux vont bien au-delà d'une

modification de l'organigramme. A l'origine, les manifestations permettaient aux quatre « baronnies » de travailler en symbiose. Au fil des ans, chacune a eu tendance à faire cavalier seul, le rôle du président se bornant à une fonction d'arbitre. Jean-Jacques Aillagon veut renouer avec la mythologie primitive du Centre et relancer « un projet culturel commun. Le Centre ne peut plus s'accommoder d'une juxtaposition d'activités ». Il regrette ainsi « les grandes expositions (« Paris-Moscou », « Paris-Berlin ») qui appelaient des croisements de compétences ».

Les quatre pôles pourront désormais piloter des expositions majeures alors que le Musée était devenu « bégémonique » dans ce domaine. C'est l'Ircam qui organisait la manifestation consacrée à « l'Art et la musique », en 2002 ; la BPI qui fédérera la manifestation « De Gutenberg à Internet ». Ces expositions devront être coproduites « avec des institutions étrangères et pas systématiquement américaines ». Autre danger : le manque de souplesse, conséquence de la lourdeur d'une programmation à long terme. Des créneaux seront prévus dans cette programmation pour réagir rapidement à l'actualité. C'est ainsi que deux étages du grand magasin La Samaritaine se-

ront investis par la jeune création en octobre 1998 et que les choix du Consortium, centre d'art de Dijon, seront présentés dans les galeries sud de l'édifice en 1998.

M. Aillagon a aussi redéfini les missions du musée et du département du développement culturel. Pour le MNAM, il avait été envisagé de dissocier les collections historiques - en gros du début du siècle à 1960 - des œuvres plus contemporaines. M. Aillagon y est résolu, estimant qu'« on saucissonne déjà trop l'histoire de l'art qui a besoin de perspective pour être comprise ». La nomination de Werner Spies à la tête du musée va dans ce sens. « Le musée doit rester une entité unique, indique-t-il.

### PROJET EDUCATIF

M. Aillagon affirme aussi que les conservateurs « ont négligé la collection en se préoccupant trop des expositions. Werner Spies a donc pour mission première de redéployer les collections du musée. Deux conservateurs doivent l'assister : Isabelle Monod-Fontaine, chargée de l'aspect historique, et Bernard Blistène qui doit réfléchir à la présentation de la création contemporaine ». 10 % à 15 % des visiteurs du Centre fréquentent le musée. « Ce n'est pas assez. Cette collection est l'une des plus belles au monde. C'est à nous de

mieux expliquer sa force ». Le président de Beaubourg veut aussi renforcer « le projet éducatif. Il y a une pédagogie de la modernité à faire en présentant des expositions sur les grands mouvements du XX<sup>e</sup> siècle, comme le Pop Art, que nous montrons en premier ».

Enfin, pour marquer « un retour à l'engagement pour l'art le plus contemporain », Bernard Blistène pourra investir, à partir de l'an 2000, les 3 000 mètres carrés d'AsEco, occupés par la bibliothèque pendant les travaux. Dernière préoccupation, mais non la moindre, le renforcement du développement culturel, jusqu'ici minorisé. Daniel Soutif, son responsable, devra utiliser tous les moyens - expositions, débats, cinéma et spectacles vivants - afin de « mieux explorer l'ensemble des phénomènes culturels de la société contemporaine », affirme Jean-Jacques Aillagon. Vaste programme. Des thèmes sont déjà définis : la question du temps (prévu en 2001), celle de l'argent, de l'environnement et du travail. Et Jean-Jacques Aillagon, nouveau chef d'orchestre, de réclamer « que les créateurs, toutes disciplines confondues, travaillent ensemble ». En évitant les fausses notes.

Michel Guerrin et Emmanuel de Roux

### La vue de Beaubourg doit-elle être payante ?

Faut-il faire payer la vue aux visiteurs du Centre Pompidou ? Chaque année 2 millions de personnes - la fréquentation globale est de 7 millions de visiteurs - empruntent la « cheminée » pour jeter un simple coup d'œil sur le panorama parisien, au cinquième étage du bâtiment de Piano et Rogers. « Je m'interroge », répond Jean-Jacques Aillagon, président du Centre. Beaubourg de touristes est l'impression d'avoir visité le Centre, alors qu'ils n'ont vu ni une exposition, ni le musée, ni un film ou un spectacle. C'est la rançon du succès. Mais devons-nous offrir cette promenade qui est bien souvent comprise dans les circuits payants des tour-opérateurs ? Ces touristes « ascendent » considérablement le matériel, mais, d'un autre côté, la libre circulation au sein du bâtiment est l'un des mythes fondateurs du Centre. La question n'est pas tranchée. Une chose est certaine : la tarification des entrées - il en existe cent cinquante sortes ! - sera simplifiée.

## Les activités jusqu'à l'an 2000

● Le Centre Pompidou. La cheminée qui donne accès au cinquième étage reste ouverte jusqu'au 31 décembre. L'exposition « Made in France » est visible jusqu'au 5 octobre. La galerie sud accueillera des expositions jusqu'à l'an 2000. Fin novembre, une librairie sera installée dans la mezzanine sud. La collection d'art graphique et la documentation du MNAM-CCI resteront ouvertes aux professionnels et aux chercheurs.

● Bibliothèque publique d'information. La BPI, fermée depuis le 2 octobre, rouvrira au public, à partir du 19 novembre, dans les locaux de l'ancien supermarché AsEco, avec six cents places assises. La BPI propose « une offre réduite mais significative » de ses collections, soit soixante mille documents autour de deux axes : la référence - dictionnaires, encyclopédies, céronoms bibliographiques, etc. - et l'actualité - presse et acquisitions de livres et de films des cinq dernières années. L'accès à Internet est conservé. Les heures d'ouverture sont inchangées (11, rue Brantôme. Tél. : 01-44-78-12-75).

● Atelier Brancusi. L'Atelier demeure accessible au public (rue Rambuteau, piazza), ouvert de 12 heures à 22 heures. Les samedis, dimanches et jours fériés, de 10 heures à 22 heures. Fermé le mardi, 20 h.

● Ircam. L'accès et la programmation de la composante musicale du Centre ne sont pas touchés par les travaux.

● Centre Wallonie-Bruxelles. Situé face au Centre Pompidou, il propose une programmation cinéma-védo et des spectacles vivants.

La BPI y organise des débats, tous les lundis, et l'« Ecran des enfants », mercredi après-midi (127-129, rue Saint-Martin. Tél. : 01-53-01-96-96).

● Le Pot de Raynaud. Une œuvre de Jean-Pierre Raynaud, un pot doré à la feuille de 14 mètres de haut, sera installé sur la piazza, fin 1997 ou début 1998.

● Expositions du Centre (galerie sud). Bruce Nauman (17 décembre 1997-9 mars 1998), Max Ernst (29 avril-17 août 1998), les collections du Consortium de Dijon (1998), David Hockney (1999).

● Expositions dans d'autres lieux, à Paris. Grand Palais : Man Ray (6 mai-13 juillet 1998) ; La collection du musée Léopold de Vienne (1999). Jeu de paume : Les matériaux du peintre (19 mai-30 août 1998) ; Supports/Surfaces (1999). Musée d'art moderne de la ville de Paris : Les collections du musée (16 juin 1998-13 septembre 1999). Magasin 1 de la Samaritaine : Création contemporaine (30 septembre-17 octobre 1998). Couvent des Cordeliers :

S'asseoir au XX<sup>e</sup> siècle (14 octobre 1998-18 janvier 1999). Espace Electra : Fictions photographiques (25 novembre 1998-17 janvier 1999).

● Expositions en régions et à l'étranger. Bordeaux : La Collection Eames-Nelson (été 1998), Miro (1999). Caen : Alechinsky (automne 1998), Cézanne : Hantai (été 1998). Chalon-sur-Saône : La photographie française dans les collections du Musée (printemps 1998). Colmar : Abstraction France 1940-1965 (19 octobre 1997-1<sup>er</sup> mars 1998). Lyon : Matisse (2 avril-28 juin 1998). Nantes : Kandinsky (30 janvier-18 mai 1998). Nîmes : Portrait de la collection du cabinet d'art graphique (été 1998). Nice : Oeuvre de Warhol (15 novembre 1997-16 mars 1998). Rouen : Duchamp/Villon (automne 1998). Saint-Etienne : Giacometti. Toulouse : Gonzales/Picasso (hiver 1998). Villeneuve-d'Ascq : Le cubisme (1999). Une vingtaine d'expositions sont programmées à l'étranger (Bogota, Milan, Tokyo, Madrid, New York, Sao Paulo, Londres, Helsinki, etc.).

● Laissez-passer vers l'an 2000. Une carte d'abonnement, d'un tarif unique de 100 F, permet d'accéder à toutes les expositions du Centre dans et hors les murs, à Paris et en région, la gratuité aux concerts de musique de chambre de 18 h 30 de l'Ircam, la réservation prioritaire aux spectacles du Centre et d'autres avantages (Tél. : 01-44-78-14-63).

● Tipi. Situé sur la piazza, face à l'entrée principale du Centre, le Tipi est ouvert, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, jusqu'à la réouverture du bâtiment en l'an 2000. Le public y trouvera tous les renseignements sur les activités du Centre durant les travaux. L'Atelier des enfants y invite, tous les mercredis de l'année scolaire 1997-1998, un artiste. Cet atelier pédagogique propose des manifestations en Ile-de-France et en région. Le Tipi accueille aussi, chaque soir, les débats de la Revue parlée. Il propose aussi un comptoir de vente des produits du Centre. (Tél. : 01-44-78-12-33, Minitel 3615 BEAUBOURG et 3615 BPI ; Internet http : //www.cnac-gp.fr).

50 ARTISTES DES APRES 50  
DEBUTS DU FOND NATIONAL  
D'ART CONTEMPORAIN

**transit**  
15 septembre - 02 novembre 1997

École nationale supérieure des Beaux-Arts  
13, quai Malaquais 75006 Paris T. 01.47.00.50.00  
Tous les jours sauf le lundi de 10h00 à 19h00  
Adresse Internet : <http://www.ensba.fr>

L'Ecrin  
des Pages  
Saint-Germain-  
des-Près  
accueillera  
**ZOÉ VALDÉS**  
le mercredi 8 octobre  
à partir de 18 heures 30  
L'Ecrin des Pages  
174, 84 Saint-Germain Paris 6e  
01.46.48.64.48

**Festival d'automne**  
Retrouvez le programme et les articles du MONDE  
sur INTERNET : <http://www.lemonde.fr>  
Réservez vos billets sur le Minitel  
**3615 LEMONDE** (223 Fns)

**Promodès**

Lettre ouverte



## Lettre ouverte aux actionnaires de Casino

Mesdames et Messieurs les actionnaires de Casino.

Vous allez vous trouver, dans les jours qui viennent, dans l'obligation de faire un choix entre: conserver vos titres Casino, les apporter à l'offre Rallye ou bien les apporter à l'offre Promodès.

Dans le premier cas, en ne répondant à aucune des deux offres, vous resteriez en risque total sur l'action Casino avec pour conséquence de vous priver d'une valorisation immédiate de votre investissement ou de bénéficier d'un échange avantageux avec une garantie de valeur sur deux ans. D'autre part, vous supporteriez, comme actionnaire, les effets financiers de l'offre de Rallye sur Casino. Ce dernier devrait contribuer aux charges financières de Rallye et se trouverait ainsi privé des moyens de son développement. Ce serait le plus mauvais choix.

Dans le deuxième cas, pour bénéficier des conditions de l'offre Rallye, et notamment pour obtenir des CVG qui vous garantiraient un cours minimum pendant deux ans, il vous faudrait accepter d'échanger la moitié de vos actions Casino contre des obligations Rallye, avec le risque de décote important que représente ce type d'instrument financier et l'éventualité d'un retrait de la cote des actions de la société Rallye.

Dans le troisième cas, Promodès vous offre la possibilité d'obtenir une valorisation élevée et immédiate pour toutes vos actions (375 francs) et, si vous le souhaitez, d'échanger, dans une large proportion, vos actions Casino contre des actions Promodès dans le rapport d'une action Promodès contre 7 actions Casino. Dans ce cas, Promodès vous propose une garantie de cours équivalente à 400 francs pour une action Casino. Si l'on inclut dans cette offre publique d'échange la valeur du CVG qui lui est associée, la parité finale s'établit à environ une pour six.

Promodès peut se permettre une offre aussi attrayante parce qu'elle s'appuie sur un projet de rapprochement stratégique avec Casino qui, grâce aux très importantes synergies qu'il génère, justifie le prix plus élevé donné à Casino. Et c'est là, la très grande différence avec l'offre de Rallye qui ne s'appuie sur aucun projet de rapprochement créateur de valeur et ne peut donc valoriser sans artifices Casino au même niveau que Promodès.

Je souhaiterais, par ailleurs, rassurer les cadres et employés de Casino, inquiétés par la désinformation alarmiste organisée dans la région stéphanoise, quant à nos intentions sur l'avenir de leur société. Toutes ces rumeurs, qui n'ont d'autre objet que de servir des intérêts particuliers, sont totalement infondées. J'ai pris, à cet égard, des engagements publics et solennels: il n'est pas question de diminuer les effectifs à Saint-Etienne.

S'agissant des cadres qui bénéficient de stocks option, Promodès s'engage à racheter à l'issue de la période d'indisponibilité fiscale, les actions Casino à un prix de 375 francs par action, qui sera indexé sur l'évolution du cours de l'action Promodès.

En ce qui concerne les principaux actionnaires de Casino qui souhaiteraient accompagner le développement du nouveau groupe, je suis prêt à les associer à la Direction de Promodès-Casino, en leur ouvrant le Conseil d'Administration. Ils pourront ainsi être les garants de mes engagements.

Refuser l'offre de Promodès conduirait à affaiblir Casino. En effet, ne bénéficiant pas des synergies envisageables entre Promodès et Casino, l'offre de Rallye nécessiterait, de la part de Casino, des marges bien supérieures. Quel serait alors le prix à payer par les actionnaires et par les salariés de Casino pour atteindre les marges ainsi exigées? Voilà une question qui mérite d'être posée.

Forts de ces éléments, vous avez maintenant quelques semaines avant de faire un choix. Ne prenez pas votre décision hâtivement d'autant plus que je connais votre volonté de prendre en compte à la fois l'intérêt de votre patrimoine mais aussi l'intérêt économique et social de l'entreprise Casino comme de la région stéphanoise.

Ma conviction reste que Promodès et Casino ont, ensemble, un grand avenir qui bénéficiera à tous: salariés, actionnaires, consommateurs, fournisseurs... et que, le moment venu, vous saurez faire le bon choix.



Une note d'information visée par la CQB est disponible sur simple demande au

N° Vert 0 800 83 84 85

Paul-Louis HALLEY  
Président Directeur Général

## Catherine Trautmann inaugure les Rendez-vous de l'architecture

La ministre de la culture a précisé ses objectifs à la Grande Halle de La Villette

La ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a ouvert, dans la matinée du jeudi 2 octobre, les premiers Rendez-vous de

l'architecture, qui se tiennent durant deux jours à La Villette. A cette occasion, M<sup>me</sup> Trautmann a annoncé une série de mesures pratiques - pro-

motion de la création, enseignement, réforme des concours... - destinées à soutenir une profession en difficulté.

C'est par un discours généreux mais de portée pratique sur plusieurs points essentiels que Catherine Trautmann, ministre de la culture, a ouvert les Rendez-vous de l'architecture, jeudi 2 octobre, à la Grande Halle de La Villette. Elle avait à répondre d'emblée à une situation économique désastreuse pour les professionnels, à prendre acte de la quasi-absence de l'architecture dans les préoccupations culturelles des Français (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), à éclairer sur le sens de sa double tutelle sur l'architecture et le patrimoine, à réconcilier enfin la profession avec elle-même.

M<sup>me</sup> Trautmann a souhaité commencer par ce dernier aspect, citant presque en exergue la définition que donne Henri Gaudin de l'architecture : « Faire habiter les hommes ». Volonté de faire oublier la discordance du concours pour l'ambassade de France à Berlin, où Gaudin était candidat. Mais volonté aussi de revenir à un langage et à une idée simple de l'architecture.

L'architecture pour tous : comme tous ses prédécesseurs, M<sup>me</sup> Trautmann a évoqué des discussions avec son collègue de l'éducation nationale pour généraliser les enseignements artistiques. Les espoirs sont plus immédiats en

ce qui concerne les organismes en charge de la promotion de la création architecturale. Ainsi a-t-elle annoncé la création au palais de Chaillot, l'actuel Musée des monuments français, d'un centre national réconciliant mémoire et projet sous une même hérauterie et autour d'un Institut français d'architecture (IFA) transformé. C'est l'historien Jean-Louis Cohen, déjà riche en casquettes de toute nature, qui est chargé de créer ce nouveau musée tourné vers la ville et la création. Une aide à l'édition, en liaison avec le Centre national des lettres, figure parmi d'autres mesures à caractère culturel.

L'enseignement est, affirme Catherine Trautmann, sa préoccupation prioritaire. Elle a ainsi pu annoncer, outre un relèvement des moyens d'équipement (19 millions de francs d'augmentation) et la création de postes d'enseignants et d'administratifs, une véritable réforme des études sur la base du rapport Edmont (1992). Tout vient à temps pour qui sait attendre. Claude Allègre a même signé les textes. Désormais les études comporteront trois cycles. Le nouveau cursus, qui établit des ponts jusqu'à présent inexistantes avec l'université, crée plusieurs filières et la possibilité d'une spécialisation par un DESS après le diplôme

d'architecte (DPLG). L'ensemble vise à rendre les débouchés plus nombreux, à améliorer les compétences des architectes, dont la formation est recentrée sur le projet architectural et urbain.

### TRANSPARENCE

Mais les Rendez-vous de l'architecture ne s'adressent pas qu'au public, aux élèves et aux enseignants. C'est la profession qui est d'abord concernée, à l'image des organismes des deux journées : la direction de l'architecture, l'ordre des architectes, les maîtres d'ouvrage comme EDF, la Caisse des dépôts ou la SCIC, cette dernière jouant en outre un rôle de formation notable en direction des élus et des décideurs. A l'attention des professionnels de tous bords, Catherine Trautmann a donc détaillé la réforme des concours.

Le directeur de l'architecture, François Barré, et celui de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), Jean-Paul Alduy, sont chargés d'améliorer ce dispositif dans le sens d'une meilleure transparence, qu'il s'agisse du travail des commissions techniques, de la motivation des choix des jurys ou de la publication des résultats. La MIQCP et la direction de l'architecture étant partie prenante aux

concours, le ministre a demandé à Thierry Le Roy, conseiller d'Etat, de concevoir une instance de médiation et d'arbitrage dont l'absence actuelle se fait, il est vrai, bien sentir.

L'ordre national des architectes a porté Hervé Nourissat à sa tête pour commencer à penser ses blessures. Il se voit envoyer une ambassade de renfort en la personne de l'ancien ministre Martin Malvy, qui doit réfléchir au rôle et à l'organisation de cette institution un peu plus que cinquantenaire. Le statut de la profession devrait se trouver en outre renforcé par la création d'un « label » de qualité, par l'extension du champ d'intervention des maîtres d'œuvre en deçà du seul actuel des 170 mètres carrés par la création d'une structure destinée à faire valoir à l'étranger le savoir-faire des Français.

Catherine Trautmann a enfin précisé que « la politique de la ville patrimoniale dépendra désormais d'une seule direction », réunissant monuments, abords, secteurs sauvegardés, inventaire, archéologie, etc. Ceci semble donc impliquer la fusion des deux directions de François Barré au-delà de leur actuelle juxtaposition et amorcer une politique plus cohérente en la matière.

Frédéric Edelmann

## Le gouvernement souhaite relancer le marché de l'art en France

A L'OCCASION de la FIAC (Le Monde du 2 octobre), le premier ministre a rendu, mercredi 1<sup>er</sup> octobre à Matignon, un bel hommage au monde de l'art : « En prenant des risques, (...) en encourageant patiemment dans le dur de jeunes artistes, vous contribuez à éviter deux écueils que constituerait la promotion d'un art officiel ou la simple dictature du marché. » Mais les marchands sont pragmatiques et attendent du concret. Or Lionel Jospin a hôté en touche : « L'Etat se doit de créer des conditions propices au développement du marché de l'art, dans notre pays. (...) Le gouvernement entend (...) l'encourager dans le cadre de la relance économique générale de notre pays et dans celui de la construction européenne. La ministre de la culture s'est engagée à définir, en concertation avec les galeries d'art, les mesures les plus adéquates, et les plus équitables, notamment fiscales. »

Préface le catalogue de la FIAC (Foire internationale d'art contemporain), Catherine Trautmann annonce avoir « décidé de [se] saisir du travail mené par le comité des galeries d'art afin de proposer au gouvernement de réfléchir à des mesures, notamment fiscales, favorisant la relance de ce marché spécifique... »

Vaste travail, politiquement délicat. L'engagement du gouvernement socialiste est déjà une première. Mais il est très imprécis. La

France, en trente ans, est devenue une place de troisième zone sur le marché de l'art. Lors de la dernière FIAC, le président de la République avait demandé publiquement à ses ministres d'étudier les aménagements fiscaux qui permettraient à Paris de reprendre sa place perdue. En vain. Les handicaps, selon les professionnels, sont les suivants : d'abord, la TVA à l'importation, apparemment bégaye, à 5,5 %. Mais l'application, depuis 1995, d'une taxe de 2,5 % seulement en Grande-Bretagne a fait baisser le volume des importations, et donc des transactions, de 45 %.

### EFFET PERVERS

Pour la peinture, les seules importations en provenance de Suisse ont plongé de 60 %. Autre handicap, la taxe forfaitaire désavantage en France les galeries au profit des commissaires-priseurs. Et produit un effet pervers : un particulier français ne sera pas soumis à la taxe s'il vend hors de France à une galerie de la Communauté européenne. Vient ensuite la complexe question du droit de suite, qui n'est appliqué qu'en ventes publiques. En 1996, le droit de suite a rapporté 7 140 104 francs aux ayants droit des artistes, en bénéficiant d'abord aux héritiers des plus connus d'entre eux.

Fidèle à une politique de relance, le comité des galeries d'art propose que « les entreprises

et les professions libérales puissent déduire sur cinq ans, ou même titre que leurs autres biens meubles, les œuvres d'artistes vivants ayant leur foyer fiscal en France, sur présentation d'une facture commerciale, et pour un montant d'acquisition ne dépassant pas 100 000 francs par an... »

Rude travail pour Catherine Trautmann, qui aura à convaincre ses collègues des finances que, dans ce micro-marché qu'est l'art, lâcher la proie pour l'ombre peut être extrêmement rentable. Encore que... Le marchand genevois Pierre Huber, présent à un colloque organisé par les galeries d'art françaises au mois de juin, entendait les intervenants dissuader la fiscalité hexagonale. A mesure que le ton des galeries devenait lugubre, le sourire du Suisse s'élargissait. En aparté, il déclara : « Je vais garder la galerie, ça peut servir. Mais je vais surtout organiser une société de transport Paris-Genève : les tableaux, ça voyage. » Ce qui confirme un responsable d'une banque privée française : « Nous déposons pour nos clients quatre ou cinq demandes de certificat d'exportation par semaine pour des œuvres [le passeport n'est exigible que pour celles dont la valeur est supérieure à 350 000 francs pour les sculptures, et 1 050 000 francs pour les peintures] qui partent vers les Etats-Unis, pour 80 % d'entre elles... »

Harry Bellet

## Les cris et les silences de l'enfance sous les arbres

Alain Françon met en scène « Les Petites Heures », d'Eugène Ionesco

**LES PETITES HEURES**, d'Eugène Ionesco. Mise en scène : Alain Françon. Avec Aline Le Berre, Valérie de Dietrich, Clovis Cornillac, Antoine Mathieu.

**THÉÂTRE DE LA COLLINE**, 15, rue Malte-Brun, Paris, 20<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. Mardi, 19 heures ; mercredi à samedi, 21 heures ; dimanche, 16 heures. Durée : 1 h 40. Jusqu'au 26 octobre.

Toute première seconde : grand coup d'émotion. Le décor, très beau, atteint chacun des spectateurs, au plus profond. Une grange vide, qui ne sert plus. Par la porte ouverte, un arbre, là tout près, jardins et champs derrière. La lumière du dehors perce par les brisures des planches. Décor tout à fait réaliste, mais d'un réalisme qui déclenche un monde d'images qu'il ne dit pas : l'enfance, avant tout, fugues, cachettes, cabanes, chagrins, les premières lectures. Solitude volée, évasion, ne plus entendre ce que se disent les gens.

Solitude partagée avec les frères et sœurs, s'il y en a. Entre frères et sœurs, la liberté libre des gestes - comme volent les oiseaux (elle ne se retrouvera pas). Les comtes

inventés, chacun son tour : histoires d'enfants aussi vraies que les dessins d'enfants. Une anguille intimité : les croissants de lune et les zizis. Chez Eugène Ionesco tout cela affleure, sans briser la surface de l'eau. Il a été sonné par l'Hölderlin des années de retraite en montagne, le Rimbaud des lettres du Harar, aussi par le Char du maquis : il veut, lui aussi, dire sans dire.

Dans *Les Petites Heures*, ils sont deux sœurs et un frère. Les deux sœurs vivent à la campagne, dans la maison d'enfance. Le frère, depuis des mois, elles ne l'ont pas revu, il arrive, la nuit est tombée, en compagnie d'un camarade, ils ont un sac, c'est tout. A les entendre se rappeler le silence et la brise du parc, et le chaud des tasses de carton à la cafétéria, comment ne pas saisir qu'ils sortent de l'hospice psychiatrique ? Pas la peine, pour Eugène Ionesco, de rappeler les cris dans la chambre à côté au réveil de l'électrochoc, la distribution des cuillers à soupe de choral le soir. Et ces retours de conscience, comme en prison : que rien ne peut guérir ici, puisque tout ce qu'il faudrait changer pour guérir est dehors, loin d'ici.

Où ils ont été relâchés ? Se sont-ils

sauvés ? Le frère, Jim, calme, souffre peut-être de schizophrénie : le copain, Tycho, plus violent, pourrait être maniaco-dépressif. Pour l'auteur, la question n'est pas là. Elle est dans l'acte de parler. Dans le souffle, la forge, l'instinct, des paroles. Dans le noir des paroles : le silence. La bouée et le couteau des paroles. Au cœur des ténèbres : le théâtre est fait de paroles. La vie aussi.

### LES DEUX SŒURS

Les deux sœurs, Alice et Sarah, restent maitresses, elles, de leurs voix. Parler, avoir quelque chose à se dire, ne pas parler pour ne rien dire, se faire : le sort de tout un chacun, un jour dans l'autre. Mais le copain, Tycho, n'est plus maître de sa voix, il a perdu la tête, il parle à la renverse, il parle par angoisse, pour se venger, pour blesser, tuer. Les deux sœurs voudraient retrouver au moins l'échange des voix avec leur frère. Il refuse. Il se tait, ou il se lance dans le parler comme dans l'eau de la rivière, et il y fait « mille tours », pour rien.

Tout public du théâtre est là pour écouter (Robert Wilson et ses quatre heures de silence du *Regard du sourd*, c'est l'oiseau rare). Eugène Ionesco fait entendre, en vérité, un poème : les mouve-

ments de la conscience transmis en poésie. Le vent. Le silence peuplé de la nuit, un train, des chiens, le cri bref d'un rêveur, l'orage qui s'éloigne sans être passé sur nous. Les deux hommes, au petit matin, qui repartent, vers où ? Petit matin, « petites heures ». Dans la liturgie catholique, les « petites heures » sont quatre : prime (à 6 heures), tierce (à 9 heures), sexte (à midi), none (à 15 heures). Les heures de lire le bréviaire. L'écriture qui enjambe les siècles. L'homme en robe noire qui parle seul, sous les tilleuls de la route (la clé de l'église oubliée, notait Rimbaud).

Les secrets de l'enfance métamorphosés en décor de théâtre, cette grange oubliée traversée de rayons, est de Jacques Gabel. Le chef de chœur du quatuor, parait-il, est Alain Françon, nouveau capitaine de ce théâtre de la Colline, qui prend donc la mer en beauté. Les quatre récitants, Aline Le Berre et Valérie de Dietrich, Antoine Mathieu et Clovis Cornillac, ont l'invention et la liberté mêmes. Il faut que les spectateurs aient beaucoup de talent, c'est bien le moins, devant une si belle chose.

Michel Cournot

## CE SOIR EN RÉGION PARISIENNE

**Salle République :** quatre ans de programmation La Cinéma-thèque propose quelques films qui ont marqué ses quatre ans de présence salle République, qu'elle va quitter. A l'affiche : *Vern Cruz* (1954) de Robert Aldrich ; *L'Age de la terre* (1980) de Claubert Rocha ; *Enfant de saoud* (1968) d'Andre de Tott ; *Les Enfants désaccordés* (1964) de Philippe Garrel ; *Le Cri de la chair* (1961) de José Bénazéraf ; *Made in USA* (1967) de Jean-Luc Godard ; *Méditerranée* (1963-1966) de Jean-Daniel Pollet ; *Un condamné à mort s'est échappé* (1956) de Robert Bresson ; *La Fosse aux serpents* (1948) d'Anatoli Litvak ; *Paris nous appartient* (1958) de Jacques Rivette ; *Les Enchaînés* (1946) d'Alfred Hitchcock ; *Les Rapaces* (1924) d'Erich von Stroheim.

**Salle République, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> République. Tél. : 01-47-04-24-24. Jusqu'au 2 novembre. 17 F et 28 F.**

**Dominique Sylva :**

D'origine baillienne, installée en France, cette chanteuse et danseuse commença à faire parler

d'elle en 1994 avec un album (*Reconnais-Night & Day*) à la trame musicale métissée, dans lequel blues, jazz, Afrique, Brésil et Haïti s'entremêlent à loisir. Elle interprète avec un timbre sensuel ses propres textes, tantôt graves, tantôt légers.

**Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sentier. 22 heures, jusqu'au 18 octobre. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.**

**Soirées Emouvance :**

Après Philippe Descheppe en solo et le duo Claude Tchamitchian/Raymond Boni, le microscopique label Emouvance présente le guitariste Raymond Boni, en famille avec Geneviève Sorin à l'accordéon et Bastien Boni à la contrebasse (disque *After the Rap*, Emouvance), puis Barre Philpips, l'un des contrebassistes les plus discrètement influents en Europe, souvent entendu auprès de chorégraphes, ici avec deux improvisateurs épiques, Michel Doneda et Alain Joule.

**Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 2 (Boni) et le 3 (Barre) octobre. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.**

Publicité

## LES NÈGRES

Mise en scène Bernard Sobel

Jean Genet

7 - 26 octobre

Théâtre de Gennevilliers 01 41 32 26 26

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Alf Forts One** de Wolfgang Petersen (Etats-Unis), avec Harrison Ford, Gary Oldman, Wendy Crewson, Paul Giamatti.

**L'Anguille** de Shohei Imamura (Japon), avec Kaji Yakusho, Misa Shimizu, Fujio Tsumetai. El Che de Maurice Dugowson (France), Essala de Mohamed Zran (Tunisie), avec Hichem Rostom, Chouli Bouzayen, Myriam Amrouche.

**Ylari au paradis** de Car Ferer est ici (\*\*) de Xavier Ournier (France), avec Arnaud Giovaninetti, Gérard Laroche, Daniel Ouel.

**Le Mariage de mon meilleur ami** de R. J. Hogan (Etats-Unis), avec Julia Roberts, Dermot Mulroney, Cameron Diaz, Rupert Everett.

**Alors que les enfants de Pierre Boulton** (France), avec Pierre Arditi, François Morel, Catherine Jacob.

**The House** de Shonatas Barts (France-Lituanie-Portugal), avec Francisco Nascimento, Valeria Bruni-Tedeschi, Leos Carax.

**The Moral Storm** (Inde) de Frank Borzage (Etats-Unis), avec Margaret Sullivan, James Stewart, Robert Young, Robert Stock.

**Touch** de Paul Schrader (Etats-Unis), avec Bridget Fonda, Christopher Walken. (\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans.

**TROUVER SON FILM** Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

**VERNISSAGES** Alfred Hrdlicka Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et fêtes. Du 2 octobre au 22 novembre. Entrée libre.

**Rembrandt et son école** Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Assemblée-Nationale. Tél. : 01-53-59-12-40. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 2 octobre au 30 novembre. 20 F.

**Vanuatu, Océanie** Arts des îles de cendre Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Porte-Dorée. Tél. : 01-43-46-51-51. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 2 octobre au 2 février. 38 F.

**ENTRÉES IMMÉDIATES** Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**L'Héritage** de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Catherine Marnas, avec Dominique Frot, Christophe Reymond. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Ab-

**boises**. A 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. Durée : 2 h 30. 95 F et 140 F.

**Les Petites Heures** d'Eugène Ionesco, mise en scène d'Alain Françon, avec Clovis Cornillac, Valérie de Dietrich.

**Théâtre national de la Colline**, 15, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Gambetta. A 21 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 50. 110 F à 160 F.

**Ensemble Modern** Reich : *Music for 13 musicians*. Reich-Korot : *Three Tales*, acte 1, création. Steve Reich (claviers), Bradley Lubman (direction).

**Châtelet**, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. A 20 heures. Tél. : 01-40-29-20-40. 55 F à 120 F.

**Chick Corea**, Gary Burton Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Porte-Maillot. A 20 h 30. Tél. : 01-40-68-00-05. 237 F à 362 F.

**Vanessa Rubin Quartet** *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet-d'Eau. A 20 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 110 F à 130 F.

**RÉSERVATIONS** Fiestas des Suds Dock des Suds, rue Urbain-V, quartier Atrac, 13003 Marseille. Du 10 octobre au 1<sup>er</sup> novembre (les jeudi, vendredi et samedi). Tél. : 04-91-11-45-50. 80 F à 130 F.

**9<sup>e</sup> édition Fest'Africa** Sur le thème « Frontières et création » : littérature, théâtre, expositions, cinéma, ateliers et musique. A Lille, Villeneuve-d'Ascq, Faches-Thummesnil, Douai, Valenciennes et Boulogne-sur-Mer. Du 22 octobre au 15 novembre. Tél. : 03-20-06-21-53.

**DERNIERS JOURS** 5 octobre : Made in France : 1947-1997, cinquante ans de création en France.

**Centre Georges-Pompidou**, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. 38 F.

**6 octobre :** Austerlitz autrement Espace d'expositions, 41, rue Cantagrel, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Nationale. Tél. : 01-45-86-17-67. De 13 heures à 20 heures ; samedi et dimanche de 11 heures à 20 heures. Entrée libre.

**12 octobre :** Livres d'artistes Bibliothèque nationale de France, galerie Marnas, 58, rue Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bourse. Tél. : 01-47-03-81-26. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. 35 F.

**15 octobre :** Jean-Michel Basquiat Musée Maitell-Fondation Dina Vienny, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 26 F et 40 F.

**19 octobre :** César Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.

Vous avez eu quel jour ?

Vous n'avez pas 6 octob

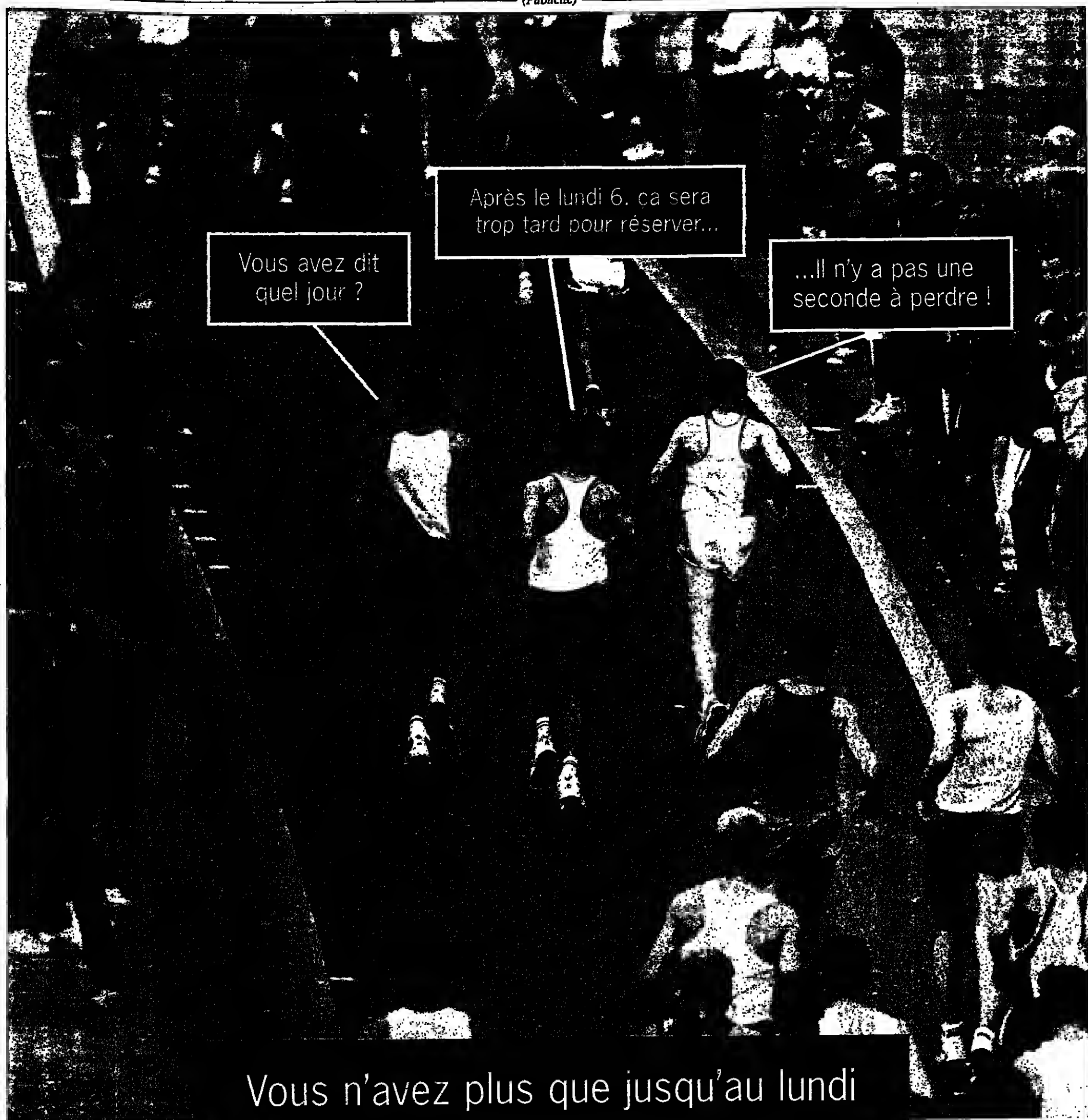
1997-1998



هكذا من الإمل

LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997 / 29

(Publicité)



Vous avez dit  
quel jour ?

Après le lundi 6, ça sera  
trop tard pour réserver...

...Il n'y a pas une  
seconde à perdre !

Vous n'avez plus que jusqu'au lundi  
6 octobre pour réserver !

Prix de l'action entre  
**170 F et 190 F**

Réserver ses actions France Télécom, c'est avoir la garantie, soit d'obtenir un nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé. Le lundi 6 octobre à minuit, la réservation sera terminée.

Pour partager l'avenir d'une des plus belles entreprises françaises et d'un secteur en pleine croissance, n'attendez pas. Contactez votre intermédiaire financier (banque, Caisse d'Epargne, La Poste, Trésor public, société de bourse) ou appelez le 10 10.

En tant que particulier, vous bénéficiez d'une réduction de 5 francs sur le prix de l'action.

Renseignez-vous en appelant le  
**10 10\***  
appel gratuit 24h sur 24

France Télécom. L'an 2000, c'est vous, c'est nous.

 **France Telecom**

\* Ou le 0 800 05 10 10 en France Métropolitaine (appel gratuit) ou par Minitel 3614 code 1010 FT (0,12 F la connexion puis 0,37 F la minute en France Métropolitaine) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>  
Un document de référence enregistré et une note d'opération préliminaire visée par la CCF sont disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.

## EN VUE

■ Malgré les prévisions favorables des météorologues pour le jour du mariage de l'infante Cristina, la municipalité socialiste de Barcelone a prudemment fait porter trois douzaines d'œufs aux clarisses du monastère de Pedralbes. La coutume s'accompagne du souhait : « Que Sainte Claire nous donne une journée claire ».

■ Les milliardaires des variétés russes ont trouvé méprisable le fonctionnaire Alexandre Potchinkov, directeur des services fiscaux, qui les a récemment convoqués pour les prier de payer leurs impôts. « Mais, je suis criblé de dettes ! » s'est écriée la Pougatcheva, venue dans une Lincoln blanche de onze mètres de long. La star Alexandre Malinine l'a pris d'encore plus haut : « A moins ovés, les « vrais » artistes devraient tout simplement être exemptés d'impôts ! ».

■ Le fantôme d'Ahmadou Ahidjo, l'ancien président mort en exil en 1989, enterré à Dakar, hante le Cameroun et réclame des sacrifices, affirme Albert Dzongang. Le candidat à l'élection présidentielle du 12 octobre qui promet, s'il est élu, de rapatrier le corps, pourrait enfin verser de l'huile sur le crâne du défunt. Selon la tradition bamileke, « qui ne verse pas l'huile sur le crâne de son père est maudit ».

■ Un Tyrannosaurus Rex, en bon état, du nom de Sue, sera vendu, chez Sotheby's, le 4 octobre, à New York. Le fossile, estimé à un million de dollars, sera mis aux enchères par le gouvernement américain, administrateur par fidéicommissaire pour Maurice Williams, un Sioux de la tribu de Cheyenne River où le dinosaure a été découvert en 1990.

■ Les auditeurs ont entendu distinctement pendant la diffusion d'un sujet après la mort de la princesse de Galles sur la chaîne britannique GMTV, la voix du journaliste s'exclamant : « Qu'elle a de gros nichons ! ». Peter Rowell ignorait que son micro était ouvert. « Peter risque le renvoi ! il est totalement désespéré ! le pire est qu'il admirait vraiment la princesse », a déclaré le porte-parole de la chaîne.

■ Gul Mohammed, 36 ans, qui souffrait d'asthme, est mort, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, dans un hôpital de New Delhi. Après avoir fui les sarcasmes à l'école, il était devenu vendeur ambulancier. Il n'aimait pas les enfants qui lui dérobait ses friandises. Les chiens, les chats et les corbeaux lui faisaient peur : « Ils me hantent, disait-il, quand je marche dans la rue ». Gul Mohammed, considéré comme l'homme le plus petit du monde par le Livre Guinness des records, mesurait cinquante-sept centimètres.

Christian Colombani

## Les nouvelles technologies et nous

Le « New York Times » consacre son supplément hebdomadaire aux effets du high-tech sur la vie quotidienne des humains. Conclusion des intellectuels interrogés : du bon et du mauvais

**NEW YORK**  
de notre correspondante  
« Elle nous rend plus rapides. Plus riches. Plus intelligents. Allié, aussi. Matérialistes. Et un peu fous. » Le New York Times Magazine, supplément hebdomadaire vendu le dimanche avec le quotidien, consacre cette semaine un numéro entier à la technologie et « l'effet qu'elle a sur nous », bon ou mauvais.

« La technologie est en train de transformer le monde. Mais quel effet a-t-elle sur nous ? s'interroge le magazine. Nous propulse-t-elle dans une nouvelle ère d'affluence ou nous ramène-t-elle vers l'ère des inégalités croissantes ? Nous libère-t-elle de l'oppression des bureaucraties ou crée-t-elle des opportunités sans précédent pour les manipulateurs de l'ombre ? Nous pousse-t-elle à la distraction ? »

En douze articles, les effets de la technologie sur nos personnalités et notre vie quotidienne sont disséqués, illustrés par des artistes qui ont coutume de recourir à la technologie dans leur travail et par les citations de grandes figures de l'intelligence américaine sur leur perception de la technologie.

Déniant les sombres prédictions de George Orwell, l'auteur du premier article soutient que la technologie nous rend « meilleurs », car grâce à elle nous avons plus de liberté, plus de temps, et un meilleur sens de la communauté qui nous entoure. Elle nous rend « plus riches », relève Paul Krugman, professeur d'économie

au MIT, après avoir rappelé que l'une des plus importantes innovations pour l'économie fut l'invention, vers 1870, du sac en papier.

## LE GÉNIE DU SAC EN PAPIER

Depuis, la capacité des Américains à innover a connu des hauts et des bas. « Mais de même que nous étions excessivement pessimistes il y a quelques années, nous sommes peut-être trop fiers de nous en ce moment », les innovations technologiques qui font le plus de bruit aujourd'hui (en matière de logiciels, par exemple) n'ont pas toujours l'utilité pratique du sac en papier. Oui, résume-t-il, « la



technologie transformera le monde et l'enrichira. Mais elle le fera comme ou bon vieux temps, petit à petit.

Elle nous rend « plus rapides »,

mais si « accros » à la rapidité qu'on ne sait plus ralentir : ainsi, la possibilité de zapper offerte par la télécommande atténue notre degré de satisfaction devant la télévision car notre attention est moins suivie, moins soutenue. Elle nous rend « audacieux » : n'importe qui peut entrer dans le club des stars de l'ère digitale, inventeurs ou patrons, à partir du moment où il a une bonne idée.

Elle nous rend « plus cools », en particulier sur les campus universitaires où l'ordinateur est passé du statut de machine maudite à celui de « fondement d'une nouvelle contre-culture ». Elle nous rend « plus optimistes », grâce aux

progrès qu'elle permet d'accomplir à la science. Elle nous rend « pos si différents », plaide Charles Siebert, écrivain, car « quel que soit le tapage que l'on fasse autour de nos machines, elles nous sont curieusement étrangères, à notre nous en chair et en os et à nos états d'âme quotidiens ». Elle peut aussi nous rendre inconscients, comme les membres de la secte Heaven's Gate, pour qui le corps humain n'est que le récipient du cerveau. Mais « au bout du compte, conclut le New York Times Magazine, elle nous rend meilleurs ».

Sylvie Kauffmann

## DANS LA PRESSE

## FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

■ Signature aujourd'hui par la France et ses partenaires du traité d'Amsterdam, ouverture à Chambéry du dix-septième sommet franco-italien. Cette fin de semaine est placée sous le signe de l'Europe. Une Europe que l'opinion française, si l'on en croit un sondage récent d'Ifop, envisage avec intérêt et confiance. Mais une Europe qui, paradoxalement, inquiète ses promoteurs. En témoigne la relance des interrogations sur la capacité de l'Italie à faire partie de la première vague de l'euro, alors qu'une crise politique soudaine remet en cause sa politique économique. En témoigne aussi l'incertitude sur les conditions de ratification du traité

d'Amsterdam par la France. Car le moins que l'on puisse dire, c'est que pour l'instant, ces conditions ne sont pas réunies.

## LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Les Quinze, qui d'ont point de motif d'être fiers de ce traité d'Amsterdam, sont enclins à le signer sans pompe ni fanfare, loin des opinions publiques. Ce texte ne sera soumis pour ratification au Parlement français qu'après la mise en place de l'euro. Le gouvernement estime en effet que, dans les mois qui viennent, tous les efforts doivent être consacrés à la mise en place de la monnaie unique. Pourtant, cette façon qu'ont les gouvernements successifs de focaliser l'opinion sur cette échéance économique sans jamais vraiment l'associer à une ré-

flexion sur l'avenir politique de l'Europe est précisément l'une des raisons du grippage européen. Elle alimente les craintes que l'opinion nourrit à l'encontre d'une construction qui ne paraît que technocratique. Elle prive les gouvernements des soutiens populaires dont ils auraient besoin pour construire un édifice politique.

## RTL

Jean-Yves Hollinger

■ L'inquiétude des Etats-Unis aujourd'hui dans leurs rapports avec la France ou avec l'Allemagne, c'est qu'ils s'attirent désormais une riposte européenne. Pour la première fois, la Commission a fait plier Boeing pour ses contrats d'exclusivité. Pour le contrat gazier de Total en Iran, la violence des réactions de l'Union européenne contraint les

Etats-Unis à faire marche arrière et à ne plus parler de sanctions. Entre Etats-Unis et Europe désormais, on parle d'égal à égal. Ça change tout.

## FINANCIAL TIMES

■ On a, semble-t-il, trouvé la recette pour mettre fin au chaos parisien. Mardi, Dominique Voynet, le ministre français de l'environnement, a décidé - sur l'avis (en français dans le texte) - d'interdire la circulation d'une voiture sur deux, celles dont l'immatriculation s'achève par un chiffre pair (...). En fait, tout s'est particulièrement bien passé, dans Paris comme autour de la capitale (...). Sans doute beaucoup de banlieusards, autant que ceux qui ont pris les transports en commun ou pratiqué le covoiturage, ont-ils décidé de prendre, à cette occasion, un jour de congé.

## SUR LA TOILE

## INTERNET ANTI-POLLUTION

■ Un forum français de « covoiturage assisté par ordinateur » vient d'être créé sur le Web. L'objectif est de mettre en relation des « demandeurs » et des « offreurs » de trajets, réguliers ou occasionnels, pour toutes les régions de France.  
[www.skipass.com/volture/volture.html](http://www.skipass.com/volture/volture.html)

## VIN QUOTIDIEN

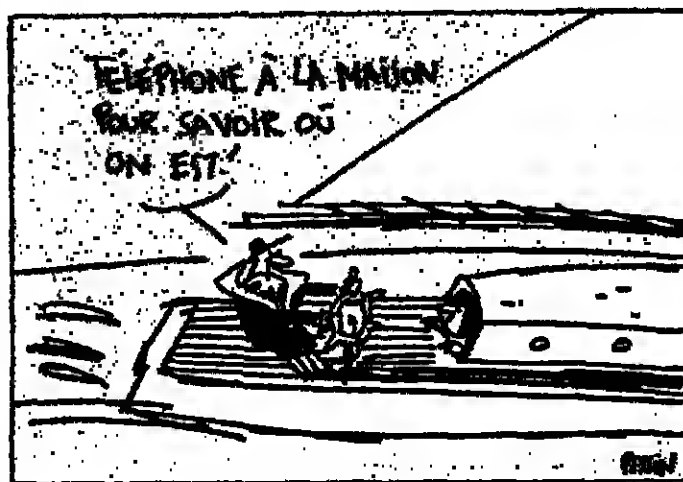
■ La confrérie lauchos, « cercle d'amateurs passionnés par l'art du vin et la dégustation », a décidé de lancer sur son site Web un « carnet de vignerons » : il s'agit de suivre la vie quotidienne de deux domaines viticoles au jour le jour pendant un an, à partir des prochaines vendanges.  
<http://perso.wanadoo.fr/christophe.remond/lauchos/>

## PUBLICITÉ

■ Oda, filiale du groupe Havas Media Communication, a réalisé au cours des douze derniers mois un chiffre d'affaires de 20 millions de francs en vendant des espaces publicitaires dans l'annuaire Pages Jaunes des Pages Zoom sur Internet, le bouquet des annuaires en ligne de France Télécom. Pages Zoom reçoit plus d'un million de requêtes par mois.  
[www.pageszoom.com](http://www.pageszoom.com)

www.whitbread.org

La course autour du monde Whitbread suivie en temps réel attire autant d'internautes que les JO



suivre avec précision, sur des cartes marines, les positions et la progression des dix concurrents. Les ordinateurs de bord, équipés de caméras et de micros, envoient des photos et des enregistrements sonores par satellite vers le serveur de Quokka, qui les affiche

aussitôt sur le Web : on voit ainsi les marins s'affairer sur le pont, virer de bord ou grimper aux mâts quasiment en temps réel. Le site propose une documentation abondante : bulletins officiels de l'organisation, renseignements pratiques, règlement de la

course, fiches signalétiques des bateaux, biographies des marins, revue de presse, avis d'experts, boutiques, ainsi qu'un forum de discussion par courrier électronique. Une boîte aux lettres spéciale permet de poser des questions aux concurrents qui prennent la peine de répondre régulièrement. Enfin, près de quatre mille internautes, dont une cinquantaine de Français, participent déjà à la « Whitbread virtuelle », une « course » en temps réel imposant aux joueurs les conditions météorologiques subies par les concurrents.

Avec près de cinq millions de pages consultées par jour, The Whitbread est aussi fréquenté que le fut le site des Jeux olympiques d'Atlanta. Une popularité qui dépasse les prévisions les plus optimistes de Quokka Sports : l'agence s'efforce actuellement de tripler la capacité de ses serveurs pour accueillir tous ses visiteurs.

Patricia Jolly

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
**450F**  
d'économie  
soit  
**10 semaines**  
de lecture  
**GRATUITE**

PROFITEZ DES  
ANCIENS TARIFS  
D'ABONNEMENT AVANT  
LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536F ☐ 6 MOIS - 1 038F ☐ 1 AN - 1 890F

au lieu de 585F au lieu de 1 170F au lieu de 2 340F

\* Prix de vente au numéro - (Taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MD 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité  Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Adresse :

Code postal :

Localité :  Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2 088F 2 980F

6 mois 1 123F 1 560F

3 mois 572F 790F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre

abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement

automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers,

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lederm

69446 Chambéry Cedex

## L'amour sans handicap

par Alain Rollat

**FERME-LA !** Que tes pensées cessent de jactancer ! Débranche ta machine électronique à fabriquer des mots creux. Essaie, pour une fois, de regarder sans analyser, d'écouter sans juger. Comment pourrais-tu comprendre ce que ressentent ces enfants-là ? Comment pourrais-tu partager le fardeau de ces parents-là ? Ce n'est pas parce que « La Marche du siècle » a le courage d'ouvrir le débat, sur France 3, que tu dois t'y aventurer. Vois les précautions que Jeao-Marie Cavada doit prendre pour ne pas déraper. Qu'il aille-tu faire dans cette discussion difficile sur la sexualité de ces hommes et de ces femmes que tu appelles « handicapés » parce qu'ils ne correspondent pas à tes normes ?

Tu vas condamner les stérilisations forcées ? Tu vas partir en croisade contre l'eugénisme ? Tu vas rappeler qu'il y a du nazisme là-dessous ? Tu as raison : au nom de la protection de la race, on

commence par stériliser les préteodus « dégénérés », et l'on finit par exterminer les juifs. Hooté aux Etats-Unis qui érigèrent la stérilisation forcée en méthode contraceptive ! Hooté aux pays qui osèrent légiférer pour mutiler leurs enfants « anormaux » en toute bonne conscience ! Mais si tu mets ton grain de sel dans ce dossier, à quoi cela t'avancera-t-il ?

Regarde les sourires complices qu'échangent Marion et Lionel. Crols-tu que l'affection que ces deux adolescents trisomiques éprouvent l'un pour l'autre soit contrariée par l'anomalie génétique qui les rend différents de toi ? Est-ce que le cheveu que Marion a sur la langue est incompatible avec la poésie que Lionel quand elle écrit à son Lionel : « J'aime bien ton visage doux comme une plume de tendresse... » ?

Ressens l'énergie qui émane d'Huguette, d'apparence pour-

tant si gracieuse. Imagine ce que pèse le tréfonds de cette mère, capable d'irradier une telle sérénité devant cette caméra qui lui demande si elle ne préférerait pas que son fils trisomique devienne inapte à la procréation : « C'est le respect mutuel qui compte. Aussi longtemps que Pascal ne le demandera pas lui-même, il ne sera pas question d'une vasectomie. »

Scrute bien le regard enjoué d'Edith, jugée « faible d'esprit » à dix ans parce que paresseuse à l'école, internée et stérilisée de force à vingt ans parce que rebelle à la discipline. Comment cette vieille dame du Danemark, aujourd'hui, peut-elle raconter tranquillement, sans aucune haine vis-à-vis de ceux qui la mutilèrent, le bonheur de son mariage et de sa fille adoptive ? D'où lui vient cette paix intérieure ? Quand comprendras-tu qu'il existe en chaque créature une inépuisable réserve d'amour qui se joue de tous les handicaps ?



## FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.15 Une femme sans importance ■ De Hans-Jürgen Pohmann (1996, N., v.o., 75 min.) Ciné Cinéma
- 20.05 Bunker Palace Hôtel ■ D'Enki Bilal (F., 1989, 90 min.) TV 5
- 20.30 La Femme parfaite ■ De Bernard Kloss (Grande-Bretagne, 1994, N., v.o., 85 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 La Princesse du Nil ■ De Harnon Jones (États-Unis, 1954, v.o., 70 min.) Ciné Cinéma
- 20.35 Le Prix de l'exploit ■ De John Badham (États-Unis, 1985, 115 min.) Canal Jimmy
- 20.35 Mélodie interrompue ■ De Curtis Bernhardt (États-Unis, 1955, 105 min.) TMC
- 20.50 Alertes à la bombe ■ De John Guillemin (États-Unis, 1972, 105 min.) France 3

- 20.55 Tina ■ De Brian Gibson (États-Unis, 1993, 120 min.) Téma
- 21.00 Le Colonel Chabert ■ De René Le Hénaff (France, 1943, N., 120 min.) Histoire
- 21.00 Un tramway nommé Désir ■ D'Elia Kazan (États-Unis, 1951, N., v.o., 125 min.) Paris Première
- 21.30 Pinocchio ■ De Ben Sharpsteen et Hamilton Luske (U.S.A., 1940, 85 min.) Disney Channel
- 21.40 Fiesta ■ De Pierre Boutron (France, 1995, 110 min.) Ciné Cinéma
- 21.55 L'Entrepreneur ■ De Mark Sandrich (États-Unis, 1937, N., v.o., 110 min.) Ciné Cinéma
- 22.10 L'Amour conjugal ■ De Benoit Barlier (France, 1995, 95 min.) RTBF

## NOTRE CHOIX

● 20.30 Festival Boulevard et Pécuchet  
Le chef-d'œuvre inachevé de Flaubert, magnifiquement adapté par Jean-Claude Carrière et réalisé, en 1977, par Jean-Daniel Verhaeghe. Jean-Pierre Marielle et Jean Carmet sont époustouflants dans l'interprétation de ces deux ex-greffiers saisis par la débâche d'un savoir encyclopédique. Trois heures de jubilation pure.

● 21.00 Paris Première  
Un tramway nommé Désir  
Blanche Dubois, belle du Sud décatie et névrosée, rejoint à La Nouvelle-Orléans sa sœur enceinte, mariée à un ouvrier métallurgiste d'origine polonaise à la virilité primitive et brutale. Celui-ci ne se laisse pas prendre à ses grands airs et la détruit peu à peu. Adaptation flamboyante, dans une atmosphère de moiteur, de décadence et de sexualité agressive, de la pièce de Tennessee Williams, qui avait connu un triomphe - et révélé Marlon Brando - au théâtre, fin 1947, dans une mise en scène d'Elia Kazan. Une œuvre puissante, également diffusée vendredi soir (France 2, 01.10) dans le « Ciné-Club ». — J. S.

● 23.10 France 3  
Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?  
Même tardivement diffusé, le savoureux magazine de Jean-Michel Mariou ne se manque pas. Petite incursion du côté d'une rentrée littéraire pléthorique... et du triste sort qui sanctionne la durée physique des ouvrages : le pion. En contrepoint - perle de ce numéro - une rencontre avec René Khawam, quatre-vingt-dix ans, prodigieux traducteur des classiques de langue arabe, du Coran aux Contes des mille et une nuits.

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

- TF 1  
19.00 Tous en jeu.  
19.50 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal, Résultat des courses.  
20.45 Les Cordes, juge et fil.  
O Le Petit Frère.  
22.25 Made in America.  
O Meurtre en trois leçons.  
0.10 Les Rendez-vous de l'antreprise.  
0.40 TF 1 nuit, Météo.  
0.50 Très chaste.

### FRANCE 2

- 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 et 1.35 C'est toujours l'heure.  
19.55 Au nom du sport.  
20.00 Journal, A cheval, Météo.  
20.50 Point route.  
20.55 Envoyé spécial.  
L'or des nazis.  
L'homme-dauphin.  
23.00 Expression directe.  
23.10 Nikita, O. Simone.  
23.55 Au bout du compte.  
0.00 Journal, Météo.  
0.15 Le Cercle du cinéma.  
Festival du film anglais de Dinard.

### FRANCE 3

- 18.50 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.02 et 22.45 Météo.  
20.05 Fa si la chanter.  
20.25 Tout le sport.  
20.50 Alertes à la bombe ■  
Film de John Guillemin.  
22.45 Soir 3.  
23.10 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?  
0.00 Saga-Cités.  
0.30 Espace francophone.  
0.55 New York District.

### CANAL +

- En clair jusqu'à 20.30  
18.20 Cyberflash.  
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.  
Invités : Alexandre Jardin ; David Douillet.  
20.15 Football.  
Coupe des Coupes : Kilmarnock-Nice.  
22.30 Flash infos.  
22.40 Le Pécuchet ■  
Film de Michael Radford (v.o.).  
0.30 Football.  
Film d'Alain Tanner.

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.  
Avec Alexandre Jardin ; David Douillet. Canal+
- 19.00 Le Magazine de l'Histoire.  
Avec Marc-Olivier Baruch ; Michel Winock. Histoire
- 20.00 Courts particuliers. Fantastique.  
Invités : Jan Kouen. Paris Première
- 20.05 Temps présent. Voyage au cœur du pouvoir ; Ruth Dreifuss. TSR
- 20.55 Envoyé spécial. L'or des nazis. L'homme-dauphin. France 2
- 22.20 Paroles de femmes.  
Avec Clémentine Célarié. TMC
- 23.00 Les Dossiers de l'Histoire.  
L'affaire Spaggiari. Histoire
- 23.10 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? France 3

### DOCUMENTAIRES

- 0.00 Saga-Cités.  
Correspondants de nuit. France 3
- 0.15 Le Cercle du cinéma. Festival du film anglais de Dinard. France 2
- 20.35 Des coups pour le dire. Planète
- 20.35 A propos de Cellibadache. Muzik
- 20.45 Sur le fleuve Amazone. Arte
- 21.25 Collifichets et verroteries. Arte
- 21.50 Harry Houdini ou la magie de l'évasion. Planète

### SPORTS EN DIRECT

- 20.30 Football. Coupe des coupes : Kilmarnock - Nice. Canal+
- 20.45 Football. Coupe des coupes : Varsovie - Vintzen. Eurosport

### MUSIQUE

- 21.00 Cellibadache dirige le Concerto l'Empereur de Beethoven. Muzik
- 21.45 Cellibadache dirige Mendelssohn. Muzik
- 22.00 Prokofiev et Ravel, par Cellibadache. Concert enregistré en 1975. Muzik
- 22.40 Symphonie n° 7, de Beethoven, par Cellibadache. Concert enregistré en 1975. Muzik

### THÉÂTRE

- 23.25 L'Orchestre symphonique français. France Supervision
- 23.30 Cellibadache dirige les Trois Nocturnes de Debussy. Concert enregistré en 1980. Muzik
- 0.05 Symphonie n° 7, de Bruckner, par Cellibadache. Concert enregistré en 1992. Muzik

### TÉLÉFILMS

- 20.45 Les Rustres. De Carlo Goldoni. France Supervision
- 20.50 et 21.50 Boulevard et Pécuchet. De Jean-Daniel Verhaeghe (I et II). Festival

### SÉRIES

- 20.35 Julie Lescaut. Femmes en danger. RTBF 1
- 20.45 O Le Petit Frère. O Le Petit Frère. TP 1
- 21.30 Urgences. Coup de sort. TSR
- 22.25 Code Quantum. Les Harveys Oswald. Série Club
- 22.55 Au cœur du temps. Disney Channel
- 0.55 New York District. Le trompe-la-mort. France 3

## FILMS DU JOUR

- 13.00 Opération Crossbow ■ De Michael Anderson (États-Unis, 1965, 120 min.) Histoire
- 13.55 Planète interdite ■ De Fred McLeod Wilcox (États-Unis, 1956, 100 min.) Ciné Cinéma
- 15.20 La Femme parfaite ■ De Bernard Kloss (Grande-Bretagne, 1994, N., v.o., 85 min.) Ciné Cinéma
- 15.55 L'Ombre rouge ■ De Jean-Louis Comolli (France, 1981, 115 min.) Ciné Cinéma
- 16.00 Trague sur Internet ■ D'Irwin Winkler (États-Unis, 1995, 110 min.) Canal+
- 16.45 Amour et Compagnie ■ De Gilles Grangier (France, 1949, N., 90 min.) Ciné Cinéma

- 18.15 Vainqueur du ciel ■ De Louis Gilbert (Grande-Bretagne, 1956, N., v.o., 135 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 Femme ou démon ■ De George Marshall (États-Unis, 1939, N., 95 min.) Ciné Cinéma
- 20.45 Piège ■ De Robert Lewis (Grande-Bretagne, 1954, N., v.o., 105 min.) Ciné Cinéma
- 22.05 Fleur de paille ■ De Christian-Georges (France, 1947, N., 90 min.) Ciné Cinéma
- 23.10 Waterworld ■ De Kevin Reynolds (États-Unis, 1995, 129 min.) Canal+
- 23.35 La Belle et la Bête ■ De Jean Cocteau (France, 1946, N., 95 min.) Ciné Cinéma

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

- 13.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième
- 13.40 Parole d'Expert. Avec Danielle Mazet-Delpuech. France 3
- 14.30 Le Sens de l'Histoire. Charansky : du goulag au gouvernement. La Cinquième
- 14.30 Paroles de femmes. Avec Clémentine Célarié. TMC
- 17.00 Le Magazine de l'Histoire. Avec Marc-Olivier Baruch ; Michel Winock. Histoire
- 17.10 A bout portant. Nicole Croisille. Paris Première
- 17.30 Ciné Cinéma. Avec Laurent Bénégui. Ciné Cinéma

### SPORTS EN DIRECT

- 18.15 Jouer de blues, souffleur de rêves. Planète
- 18.30 Le Monde des animaux. Un amour de zébrine. La Cinquième
- 19.15 Vers le bien voyage en car-volant. Planète
- 20.00 Le Musée d'Orsay. [3/6] L'art et la ville. Histoire
- 20.35 Ngorongoro, les derniers rugissements du lion. Canal+
- 20.35 Voyage au cœur de la matière. Planète

### DANSE

- 21.00 Avoir 20 ans (1961) Sydney. TV 5
- 21.00 Gilles Appa and Friends. Muzik
- 21.30 Patagonie : rendez-vous avec les baleines. Planète
- 22.00 Au nom de Mandela : guerre et paix. Histoire
- 22.20 Au peuple allemand : Christo et Jeanne-Claude. L'emballage du Reichstag, 1971-1995. Arte
- 22.25 Naissance d'un quatuor de Denis Levaillant, musicien généraliste. Muzik
- 23.35 Les Grands Moments de l'art en Italie. Venise. France Supervision
- 23.40 Du côté de la côte. Planète
- 23.40 Dancing in the Street. [2/10] Be My Baby. Canal Jimmy

### MUSIQUE

- 18.00 Suede. Concert. Paris Première
- 19.15 Les Franchouilles 1997 : Jean-Claude Vanille. Concert. France Supervision
- 22.25 Deep & Hot Blues. Montreux 96. Concert. Muzik
- 22.45 Frederic Chini. France Supervision
- 22.50 Così fan tutte. Mise en scène de Göran Jönvall. Muzik

### SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classiques.
- Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

### LES CODES DU CSA :

- Accord parental souhaitable.
- △ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
- Public adulte.
- Une fille à scandale.
- Le bal des fous (v.o.).
- New York Police Blues. Hors finies (v.o.).

## NOTRE CHOIX

● 20.55 Téva  
Un peu, beaucoup, à la folie !

## Une soirée sitcom

APRÈS AVOIR été l'héroïne des sitcoms durant deux décennies, la ménagère - dont Lucy et Maud (Maguy pour la version française) restent les modèles les plus représentatifs - fut remplacée à partir des années 70 par un nouveau personnage : la femme libérée, indépendante et belle. La chaîne Téva consacre ses soirées du vendredi à ce type de feuilleton avec la diffusion de quatre sitcoms - « Murphy Brown », « Cybill », « Susan » et « Clueless » -, dont les trois premières sont interprétées par d'anciennes mannequins et célèbres actrices des années 60 et 70, Candice Bergen, Cybill Shepherd et Brooke Shields, qui ont fait une seconde carrière grâce à la télévision.

Murphy Brown (Candice Bergen) est un peu l'ancêtre de ces femmes libérées puisqu'elle est apparue en 1968 sur la chaîne CBS (et en 1990 sur M 6). Journaliste de télévision, Murphy est une femme arrogante, obstinée, sarcastique, mais également étourdie et gaffeuse, qui sait faire face aux coups durs et s'imposer à son équipe.

Cybill Shepherd, absente des écrans depuis la série « Clair de lune » (1985-1989), incarne un peu son propre personnage dans « Cybill ». Naguère une célèbre actrice sexy, Cybill Sheridan, quadragénaire, doit se battre pour maintenir sa carrière à flot dans un univers voué au culte de la jeunesse. Flanquée de ses deux filles, de ses deux ex-maris et d'une copine, ancienne alcoolique, elle réussit à faire face aux situations les plus invraisemblables.

Effrayée par la perspective d'une existence douillette, monotone et ennuyeuse, Susan Keane (Brooke Shields) s'enfuit de l'église en pleine cérémonie nuptiale. Représentant son poste de journaliste, menant une vie de patachon, elle découvre les joies et les peines du célibat et les conditions de la femme active des années 90.

« Clueless », adapté du film au titre homonyme de 1995, lui-même vaguement inspiré du roman Emma, de Jane Austen, se différencie des productions précédentes par son personnage futile d'adolescente branchée, exubérante et smobinarde que ses activités scolaires ennui.

Jean-Jacques Schléret

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

- TF 1  
13.50 Les Foux de l'amour.  
14.45 Arabesque.  
15.40 Les Enfants du corail.  
16.35 TF 1 jeunesse.  
17.05 21, Jump Street.  
17.55 Pour être libre.  
18.25 Mokshid Patani.  
19.00 Tous en jeu.  
19.50 et 20.40 Météo.  
19.50 et 20.40 Météo.  
20.05 Fa si la chanter.  
20.45 Capitale d'un soir.  
Année en Moselle.  
22.50 Sans aucun doute.  
Mentir pour vendre.  
0.40 TF 1 nuit, Météo.

### FRANCE 2

- 13.50 Derrick.  
14.45 Dans la chaleur de la nuit.  
15.45 La Chance aux chansons.  
16.35 Des chiffres et des lettres.  
17.00 et 22.35 Un livre, des livres.  
17.05 Du poisson dans la cafetière.  
17.40 Qu'est-ce qui ?  
18.15 Fédus.  
18.45 C'est l'heure.  
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 C'est toujours l'heure.  
19.55 Au nom du sport.  
20.00 Journal, A cheval, Météo.  
20.50 Point route.  
20.55 ► Mailgret.  
Mailgret et l'enfant de cœur.  
22.40 Bouillon de culture.  
Dieu et la science.  
23.45 Journal, Météo.  
0.05 Choeurs.  
0.10 Un tramway nommé Désir ■  
Film d'Elia Kazan (v.o.).

### FRANCE 3

- 13.40 Parole d'Expert.  
14.35 Poyers perdus.  
15.45 Un hercule vide.  
16.10 Cité jardins.  
16.40 Minikrems.  
17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.02 et 22.55 Météo.  
20.05 Fa si la chanter.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Consommation.  
20.50 Thalassa. Menace sur le Yost.  
21.55 Raut pas réver. Avec Daniel Picouly.  
23.05 Soir 3.  
23.20 ► Les Dossiers de l'Histoire.  
Mon père, le Che.  
0.15 Libre court.

### CANAL +

- 13.35 Les Victimes.  
Film de Patrice Grandperret.  
15.45 Les Animaux aux urgences.  
16.00 Trague sur Internet ■  
Film d'Irwin Winkler.  
17.50 Le Journal du cinéma.  
► En clair jusqu'à 20.35  
18.20 Cyberflash.  
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.  
Avec Philippe Brenot ; Slezter Khney ; Bernard Giraud ; Eric-Emmanuel Schmitt ; Akhennou.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
20.35 Ngorongoro, les derniers rugissements du lion.  
21.25 L'Homme de nulle part.  
22.05 et 23.05 Flash infos.

### ARTE

- 19.30 7 1/2. La saga de la dioune en France.  
20.00 Le mystère qui entoure Matthias Grunewald.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Soirée thématique.  
America Latina - Amazonie.  
20.45 Sur le fleuve Amazone.  
21.25 Collifichets et verroteries.  
22.20 Wayana, entre deux rives.  
23.05 et 0.10 Débat.  
23.15 Rainer Grecco.  
23.40 La Fibre de la forêt.  
0.20 Tracema ■  
Film de Jorge Bodansky (v.o.).

### M 6

- 19.00 Los Angeles Heat.  
19.54 6 minutes, Météo.  
20.00 Les Piégés.  
20.35 Dérochages info. Passé simple.  
20.45 Le gendarme se marie.  
Film de Jean Girault.  
22.30 L'Armée des ténébres ■  
Film de Sam Raimi.  
0.10 La Maison de tous les cauchemars.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

- 19.32 Perspectives scientifiques.  
20.00 Le Rythme et la Raison...  
20.30 Liens de mémoire. La DS 19.  
21.32 Fiction. L'invitation à la robe d'Alexandre Dumas.  
22.40 Nuits magnétiques. Récit vendéen.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.48 Les Cinglés du music-hall.

### FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert.  
En direct de Zagreb, par l'Orchestre national de Fribourg. Œuvres de Debussy, R. Schumann, Stravinsky.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Lurie, Kornador, Liebermann.  
23.07 Un musicien dans le texte. Œuvres de Loewe, R. Strauss, Hahn.

### RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 Les Soirées. Murray Perahia, piano.  
Œuvres de Haendel, R. Schumann, Mendelssohn, Chopin.  
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Magnard, Vienne, Chausson.

### LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.00 Une heure pour l'emploi.  
14.00 Les Enfants du corail.  
14.30 Le Sens de l'Histoire. Charansky : du goulag au gouvernement.  
15.30 Une momie péruvienne.  
16.30 La France aux mille villages.  
17.00 Cello.  
17.30 Allô la terre.  
17.45 Qu'est-ce qu'on mange ?  
17.55 Le Journal du temps.  
18.00 Les Grandes Aventures du XX<sup>e</sup> siècle. Fous de la vitesse.  
18.30 Le Monde des animaux. Un amour de zébrine.  
19.00 Tracks.  
19.30 7 1/2.  
20.00 Brat.  
20.25 Contre l'oubli, pour l'espoir. Portrait de Miguel Jugo Viera.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45 Dans la forêt vierge après cinq heures.  
Téléfilm de Hans-Christian Schmid.  
22.20 Grand format. Au peuple allemand : Christo & Jeanne-Claude, l'emballage du Reichstag, 1971-1995.  
23.55 ► Les Contes de la lune vague après la pluie ■  
Film de Kenji Mizoguchi (v.o.).  
1.30 Le Dessous des cartes.

### M 6

- 13.35 Haute protection.  
Téléfilm de Sam Pillsbury.  
15.15 et 1.00 Boulevard des clips.  
16.00 Hit machine.  
17.25 Les Piégés.  
18.00 Highlander.  
19.00 Los Angeles Heat.  
19.54 6 minutes, Météo.  
20.00 Mister Biz.  
20.35 Dérochage info. Les produits stars.  
20.45 Un hercule vide.  
Téléfilm O de Paul Schneider.  
22.35 Two.  
23.25 L'Homme à abattre.  
Téléfilm O de Noel Black.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

- 19.32 Perspectives scientifiques.  
20.00 Le Rythme et la Raison...  
20.30 Radio archives.  
Les gènes sans romantisme.  
21.32 Black and blue.  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.48 Les Cinglés du music-hall.

### FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Prélude.  
20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de l'ancien opéra de Francfort et transmis simultanément sur les radios de Leipzig, Berlin et Sarrebruck.  
22.30 Musique pluriel.  
23.07 jazz-club.  
En direct de la Villa, à Paris.

### RADIO-CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires-soir.  
20.40 Les Soirées.  
La jeunesse de Richard Strauss. Œuvres de R. Strauss, Wagner, Brahms, Mozart.  
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Schubert, Beethoven.

## Paris-sur-Lune

par Pierre Georges

**DONC, CE SERAIT** déjà fini. Provisoirement fini. Oublié, chassé comme gaz nocif par un zéphyr salvateur. Les normes reviennent puisque les bornes ne sont plus franchies. Nous avons retrouvé notre permis de polluer et le droit de rouler notre quotidien à l'ordinaire.

Eh bien, non ! Ce serait trop facile. Pas question de lâcher le morceau, de célébrer avec des tremolos de joie le civisme admirable des automobilistes franciliens et de s'en tenir là. Pas question de s'émerviller devant ce phénomène inouï, insensé, universellement célébré et parvenu jusqu'au plus obscur des villages de France : les Parisiens, ces têtes de lard, ronchonneurs, grincheux, cabochards, bargeux ont été touchés par la grâce et la repentance d'un jour. On le leur a demandé. Ils l'ont fait. Cela a marché !

S'ils l'ont fait, c'est qu'ils en avaient l'envie. Pas l'envie pour rire. Pas l'envie par peur du gendarme, ou du policier, qui fut d'ailleurs bon enfant. Pas simplement l'envie fugace d'un jeu de société inédit où chacun se serait donné le beau rôle. Ils l'ont fait parce qu'ils ne supportent plus le tourment quotidien qu'ils s'infligent, la vie qu'ils se font, la ville qu'ils se fabriquent.

Les Parisiens, et avec eux les habitants de la Couronne, se sont offert, mercredi, une belle journée. Une sorte de bonheur expérimental. Comment serait Paris, si nous étions tous un peu plus raisonnables ? La réponse fut immédiate, éclatante : ce serait bien, formidable, mieux ce tout cas, humain. Les gens furent heureux un moment et le firent savoir. Comme de redécouvrir leur ville, arrachée un instant à l'asphalte, au bruit, cet autre fleau, à la ci-

culation forcée. Tout le paradoxe est là.

S'il faut attendre un pic de pollution pour espérer un pic de plaisir ordinaire, nous ne sommes pas sortis de l'ordinaire. Voilà bien pourquoi cette « belle journée », célébrée à l'envi et avec un peu de stupeur, comme si l'on avait découvert Paris-sur-Lune, ne peut rester ni sans lendemain ni sans exception.

Et, là, cela devient le problème des politiques. De tous les politiques qui viennent de réaliser que les citoyens avaient, sur eux, une roue d'avance en ce domaine. Les brooches, la santé n'étant ni de gauche ni de droite, on a fait, concernant Paris et la région, d'autres villes aussi, ce rêve étrange et biscornu de voir tous les élus se réunir autour d'une table : bon, qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Sérieusement ?

Agir. Et agir autrement que par l'exemplarité d'un jour, entre pédagogie et démagogie, cette promenade en carrosses électriques entre Paris-ville et Matignon-centre. Agir sur le long terme et pas seulement par l'interdit occasionnel. Agir sur les causes et non sur les seuls effets.

Tout cela est vite dit, vite écrit ? Bien sûr, car nous n'avons pas l'ingénuité d'imaginer que ce Paris de la pollution se défera en un jour. Ni celle de croire que ces centaines de milliers de gens qui, aujourd'hui, ont besoin de leur voiture pour aller travailler feront toujours preuve de la même bonne volonté. Simplement, il nous semble que l'opinion est mûre, qu'elle entend n'en pas rester à ce stade primitif de l'alerte, du peur, de l'impasse. Ou de son alternative belge, cette caricature publiée ce jeudi, dans un quotidien de Bruxelles : un jour les Wallons, un jour les Flamands !

## Les députés votent la création d'un délit visant le bizutage

LES DÉPUTÉS ont adopté en première lecture, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, par 46 voix contre 6 et 16 abstentions, le projet de loi sur la délinquance sexuelle.

Les députés de la majorité ont voté la création d'un délit de bizutage, en élargissant le champ d'application d'une disposition introduite dans le projet de loi à l'initiative de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire. L'amendement adopté vise à poursuivre en justice les auteurs de comportements « contraires à la dignité de la personne humaine » en milieu scolaire, éducatif, sportif ou associatif. Estimant que « toutes les infractions visées par cet article sont déjà couvertes par le code pénal », Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a jugé ces dispositions « parfaitement inutiles ».

Le texte défendu par le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, reprend dans ses grandes lignes le projet de loi élaboré par son prédécesseur, Jacques Toubon. Il instaure, pour les auteurs de délits ou de crimes sexuels, un « suivi socio-judiciaire », qui comporte, d'une part, des mesures d'assistance et de surveillance (interdiction de fréquenter certains lieux ou d'exercer certaines activités impliquant un contact avec des mineurs) ; d'autre part, des mesures médicales.

Insistant à plusieurs reprises auprès du garde des sceaux sur les

moyens nécessaires à la mise en application du texte, les députés ont également adopté les dispositions sur la protection des mineurs victimes. Le gouvernement a dû demander une seconde délibération sur le vote de l'article 21, qui permet la prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des soins dispensés aux victimes. Dans un premier temps, les députés avaient refusé de voter cet article, le gouvernement ayant déclaré irrecevable un amendement étendant le bénéfice de cette prise en charge aux parents, frères et sœurs des victimes.

Tout en ayant plaidé en vain en faveur d'une obligation de soins dès le début de la détention, et d'une aggravation des peines encourues, l'opposition a obtenu gain de cause sur deux points qu'elle avait jugés essentiels : la création d'un fichier génétique des personnes condamnées pour crime ou délit sexuel (*Le Monde* du 2 octobre) et la suppression d'un alinéa prévoyant la prise en compte du suivi médical dans l'octroi d'une remise de peine ou d'une libération conditionnelle.

Les groupes PS, PC et RCV ont voté pour le projet de loi sur la délinquance sexuelle. L'UDF s'est abstenu. Le RPR a voté contre, à l'exception de Franck Borotra (Yvelines), qui s'est abstenu.

Jean-Baptiste de Montvalon

## La Commission des droits de l'homme demande l'envoi d'enquêteurs impartiaux en Algérie

Son avis renvoie dos à dos les « autorités » et les « groupes armés »

L'AVIS « sur la situation des droits de l'homme en Algérie » adopté mercredi 1<sup>er</sup> octobre par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, ne va pas contribuer à apaiser les relations tendues entre Paris et Alger. Nul doute en effet que les autorités algériennes verront dans ce texte, émanant d'une institution indépendante mais placée auprès de Matignon, et adopté à une large majorité (25 voix pour, 10 contre et une abstention), une nouvelle ingérence française, même si le représentant du ministère de l'Intérieur présent à la réunion de la Commission l'a invité à se préoccuper de ses débats à la « prudence ».

Adopté après une première réunion infructueuse, le 10 septembre, et un travail intensif en commission, l'avis dresse tout d'abord un état des lieux proche des dernières déclarations de Lionel Jospin renvoyant dos à dos une « opposition fanatique » et la « violence de l'Etat ». Dans son style elliptique, la Commission met en cause à la fois les « atrocités », commises par les groupes armés, et « les violations graves et massives des droits de l'homme », qui renvoient également aux pratiques du pouvoir. Deux paragraphes particulièrement « sensibles » ont pourtant été retirés de l'avis. Le premier évoquait « les risques de représailles de la part des acteurs du conflit » auxquelles s'expose une « population civile prise en otage », et le second invitait les autorités algériennes à mettre fin « aux exécutions extrajudiciaires, aux « disparitions », aux assassinats politiques, à la torture et aux mauvais traitements ».

### « GARANTIES » DEMANDÉES

Le deuxième sujet de mécontentement pour les autorités algériennes résidera dans la demande adressée par la Commission au gouvernement français de soutenir les démarches des organisations internationales rattachées aux Nations unies qui souhaitent enquêter sur place. La Commission invite également le gouvernement à demander à ses partenaires de l'Union européenne

d'envoyer des observateurs aux procès qui ont lieu en Algérie.

La Commission propose en outre au gouvernement de subordonner « la conclusion de tout accord entre l'Union européenne et la République algérienne » à l'obtention de « garanties » sur la question des droits de l'homme, et de décider un « moratoire » sur les reconduites en Algérie de ressortissants algériens en séjour irrégulier en France.

En Algérie, la presse a rendu compte, mercredi, de nouveaux massacres. De son côté, l'instance exécutive du Front islamique du salut (FIS) à l'étranger a assuré mercredi que les unités combattantes de son aile militaire observent « sous exception » l'appel unilatéral à la trêve lancé par leur chef, le 24 septembre. A New York, le ministre algérien des affaires étrangères qui intervenait dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies a enfin souhaité « la conclusion d'une convention internationale » contre le terrorisme sans jamais évoquer la situation de son pays.

## Sortie dans l'espace et changement d'ordinateur sur Mir

UN NOUVEAU ordinateur central a été installé à bord de la station orbitale russe Mir, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, et devait être mis en service dès jeudi. Cet appareil, apporté par la navette américaine Atlantis, actuellement arrimée à la station, doit pallier les défaillances du précédent ordinateur, qui avaient déstabilisé la station à plusieurs reprises ces dernières semaines. Le cosmonaute russe Vladimir Titov et son collègue américain, Scott Parazynski, ont, par ailleurs, effectué une sortie dans l'espace de près de cinq heures dans la nuit de mercredi à jeudi. Le duo a aussi installé un « capuchon » géant destiné à colmater la brèche du module Spektr.

■ **PROCÈS PAPON** : Charles Papon, ancien ministre de l'Intérieur, a souhaité, jeudi 2 octobre sur Europe 1, qu'on ne fasse pas de Maurice Papon « le bouc émissaire d'une époque et d'un système ». « Vichy était un système détestable, condamnable, mais il ne faudrait pas qu'on fasse porter la responsabilité de ce qui s'est passé sur un seul homme », a-t-il déclaré.

Ralph Lauren  
Horseshoe Original  
2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le jeudi 2 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	17455,04	-2,17	-9,85
Hong Kong Index	15049,30	+1,24	+11,88

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 02/10	Var. en %	Var. en pts
Paris CAC 40	3065,33	+0,34	+32,37
Amsterdam CBS			
Bruxelles	19357	-0,30	+45,27
Frankfurt Dax 30			
Nordex 1500	3638,74	+0,01	+40,84
London FT 100	5962,10	+0,85	+30,20
Madrid Ibex 35			
Milan MIB 30	23109	-0,20	+47,18
Zurich SMI	5826,30	+1,24	+47,79



هكذا من الجمل

LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAGE  
« Le Syndrome  
de Kitahara »  
de Christoph  
Ransmayr  
page II

CENTENAIRE  
FAULKNER  
page III



# Le Monde des LIVRES

VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

ANDRÉ GIDE  
Quatre-vingt-trois  
chapitres,  
quatre-vingts « moi »  
pour découvrir  
les messages  
de ce Narcisse inquiet  
page V

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
page VI



## Günter Grass, en dissonance

Lors de sa sortie en Allemagne, en 1995, « Toute une histoire » fit grand bruit.  
Le romancier s'explique sur la genèse et les enjeux de son livre

**V**ous attendiez-vous à des réactions aussi vives à la parution de votre livre ?

« Je suis habitué à ce que mes livres, en particulier mes romans, trouvent un écho contradictoire. Mais ce qui m'a surpris, c'est le niveau de ces attaques, le fait que quelques individus, qui passent pour être de grands critiques, se soient exprimés en marge de la lecture du livre pour émettre des condamnations politiques de très bas étage. Une fois de plus la presse

de ceux qui étaient concernés. C'est le métier de l'écrivain d'être capable de se plonger dans les mentalités, les situations, de faire un avec elles, comme s'il les avait lui-même vécues. Mais ce fut une grande surprise pour les gens de l'Est, trop souvent confrontés à l'incompréhension et à l'arrogance de l'Ouest.

« Êtes-vous contre la réunification ?

« Non, je n'ai même jamais été contre. J'ai été contre la façon dont tout cela s'est fait. Je pensais que l'article final de la Constitution avait valeur d'engagement. Il y est dit qu'au cas où il y aurait une réunification allemande, il faudrait proposer une nouvelle Constitution au peuple allemand. Ce n'est tou-

teur de votre livre avec le personnage de Fonty, réincarnation de l'écrivain Theodor Fontane.

« Je suis parti du fait que l'on ne peut pas comprendre ce processus de l'unité si, en même temps, on ne vit pas de façon concomitante la première tentative d'unité, celle de 1870-1871 et donc aussi tout le XIX<sup>e</sup> siècle.

« Mais pourquoi Fontane ?

« Fontane est l'auteur qui a raconté cette société, avec beaucoup d'humour et sans aucune concession ; et c'est cela qui a suscité de très fortes critiques, parce que c'était justement raconté parallèlement aux événements en train de se faire.

« La biographie de Fontane m'a aussi intéressé parce que c'est une



WOLFGANG DIERHARD

suite de ruptures. Au début, alors qu'il travaillait encore comme laborantin dans une pharmacie, il était de gauche, il a participé à la révolution de 1848. Deux ans plus tard, sans argent, il se retrouve membre d'une commission de la censure prussienne ; et plus tard encore, à Londres, il travaille pour un gouvernement ultraréactionnaire et écrit dans un journal ultraconservateur. Il lui faudra des années pour se dégager de ce carcan ; il ne réussit que très tardivement – au moment justement où il écrit son premier roman, à soixante ans – à devenir un écrivain indépendant, après avoir obtenu un poste à l'Académie des arts qui lui assure une certaine sécurité matérielle. Et cet homme, qui était en fait un conservateur, un grand adepte de la

tradition prussienne, va alors s'intéresser de plus en plus à la classe ouvrière et s'engager pour elle. Tout cela se retrouve dans le roman. L'idée de départ était de créer un couple de personnages qui rende compte de ces oppositions et qui, indépendamment de la chronologie, soit en mesure de présenter – au sens de rendre présents – ces événements du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'unité allemande.

« Le second personnage du couple est Hoftaller, l'« ombre diurne et nocturne » de Fonty.

« Hoftaller est un personnage qui a été créé par Hans Joachim Schädlich dans son roman *Tallhover* (3) ; et c'est bien sûr avec son assentiment que je l'ai repris. Lorsque son livre est paru, je lui ai écrit que je n'étais pas d'accord avec la fin. Un agent, qui a tant de prédispositions

à l'immortalité, ne pouvait pas disparaître purement et simplement en 1957 en se condamnant lui-même à mort. Ça n'allait pas avec l'envergure de l'individu. A mon avis, il va à l'Ouest et continue à travailler là-bas dans les services secrets. Puis je le fais rentrer à l'Est avec les expériences engrangées à l'Ouest, avec un nom à l'envers, non plus comme Tallhover, mais comme Hoftaller ; il reprendrait ainsi cette forme d'immortalité. Nous avons ici affaire à ce que j'appellerai deux personnages « immortels » : Fonty et Hoftaller. Cela m'a permis d'englober tout l'espace temporel qui est dans le récit.

« Ce couple Fonty-Hoftaller, n'avez-vous pas eu l'impression parfois de ne plus le maîtriser, d'être conduit là où vous ne vouliez pas forcément aller ?

« C'est une expérience que j'ai faite plusieurs fois. Quand des personnages fictifs deviennent à ce point viables littéralement, ils commencent à prendre une vie propre, à ignorer certains desirs de l'auteur. C'est alors une lutte entre l'écrivain et ses personnages, un jeu à distance.

(1) Cf. *Un écrivain à abattre*, d'Olivier Maunori, Ramsay, 1996.  
(2) Appellation donnée, après la réunification, aux gens de la partie ouest de l'Allemagne, par opposition aux Allemands de la partie est (ex-RDA), appelés « Ossi ».

(3) Cet auteur a quitté la RDA en 1977. Tallhover date de 1986 (traduit par Bernard Lortholary, Gallimard, 1988, 120 FL).

Lire la suite et la critique page II

### Propos recueillis par Pierre Deshusses

de la partie occidentale n'était pas disposée à prendre en considération ce qui se passait à l'Est. On continue à se tourner le dos, c'est toujours le même dialogue de sourds. Les grands organes de presse ont été en mesure, par l'ampleur de leurs tirages, de présenter une image déformée qui faisait croire que le livre avait été « descendu » partout. Certains critiques, notamment dans la presse de l'Est, ont souligné qu'il était surprenant de voir comment un homme de l'Ouest comme moi, ce que l'on appelle depuis la réunification un *Wessi* (2), était en mesure de mener un récit à partir de l'intérieur de cette RDA en plein naufrage, en me plaçant dans la perspective même

jours pas fait. Tout ce qui est arrivé depuis la réunification repose sur une violation de la Constitution. Il faudra le payer un jour ou l'autre.

« J'avais aussi espéré qu'on se montrerait plus respectueux envers ces seize millions de personnes qui ont supporté le plus lourd fardeau de la guerre, qui, pour les plus anciens, étaient passés sans transition d'une dictature à une autre, du nazisme à la dictature stalinienne ; qu'on serait moins brutal, que l'on respecterait leurs quarante années passées dans une société fermée. Or rien de tout cela n'a été pris en considération. Ce fut une erreur monumentale, un énorme gâchis social, industriel et culturel.

« L'unité allemande est au

moment justement où il écrit son premier roman, à soixante ans – à devenir un écrivain indépendant, après avoir obtenu un poste à l'Académie des arts qui lui assure une certaine sécurité matérielle. Et cet homme, qui était en fait un conservateur, un grand adepte de la

## Leo Strauss-Alexandre Kojève : duel sur les hauteurs

Trente années de correspondance entre deux philosophes qui eurent pour règle de ne jamais se faire de cadeau

### DE LA TYRANNIE

de Leo Strauss  
suivi de  
CORRESPONDANCE  
AVEC ALEXANDRE KOJÈVE.  
Textes traduits de l'anglais par  
Hélène Kern et André Enegren,  
et de l'allemand par André  
Enegren et Marc de Launay.  
Gallimard, « Bibliothèque de  
philosophie », 448 p., 240 F.

**L**a scène se passe à Syracuse, cinq siècles avant notre ère. Le « tyran » Hiéron et le « poète » Simonide de Céos discutent des avantages et des inconvénients du métier de chef d'Etat. C'est affreux, dit Hiéron en se tortillant. Personne ne m'aime. Tout le monde me critique. Et je dois sans cesse songer à protéger ma vie. Que ne donnerais-je pour redevenir un simple *quidam* ! Billevesées, lui répond le poète. Tu as la chance d'être riche et puissant. Profites-en pour faire le bien autour de toi. Ainsi, finiras-tu par conquérir l'estime de tes sujets. Moyennant quoi, tu dormiras tranquille.

Simonide croit-il ce qu'il raconte, ou hieo ricane-t-il sous sa chlamyde ? N'a-t-il pas secrètement envie, lui, le « sage » de devenir « tyran » à la place de Hiéron ? Peut-on vraiment régner en faisant le bien ? C'est l'un des charmes de ce dia-

logue de Xénophon (petit bijou de subtilité, malgré l'injuste réputation de balourd que son auteur traîne avec lui depuis deux mille cinq cents ans) de laisser ces questions sans réponse. Autour d'elles, et de quelques autres énigmes du même genre, le philosophe allemand Leo Strauss (1899-1973), exilé aux Etats-Unis depuis 1938, écrit en 1948 un commentaire, *De la tyrannie*, dans lequel il s'efforce de distinguer so-

lennement la tâche du philosophe et celle du politicien. Deux vocations, selon lui, radicalement inconciliables.

Puis, comme rien ne lui importait tant que l'avis de son vieil ami Alexandre Kojève (1902-1968), philosophe russe installé à Paris depuis 1929, Strauss lui envoya son commentaire, en l'invitant, perfidement, à en rendre compte dans quelque revue de son choix – dans *Critique*, par exemple. Kojève, qui travaillait alors – moitié par conviction moitié parce qu'il faut bien gagner sa vie – au ministère français de l'Economie et des Finances, n'avait aucune envie d'ouvrir le livre de son copain, avec lequel (cela faisait au moins vingt ans qu'ils se connaissaient) il n'était d'accord sur rien. Il traîna donc aussi long-

temps qu'il put. Et finit par se résigner – lorsqu'il n'eut plus d'échappatoire possible – à publier dans *Critique*, vers la fin de 1950, l'un de ses plus beaux textes, et l'une des plus définitives « déconstructions » de Strauss : *L'Action politique des philosophes*.

Rebaptisé – Dieu sait pourquoi – *Tyrannie et sagesse*, ce texte, accompagné d'une réponse de Strauss sobrement intitulée *Mise au point*, fut repris en un volume, avec *Hiéron* et *De la tyrannie*, en 1954. Par la suite, Gallimard en fit, en 1983, une édition de poche dans la collection « Tel ».

Même si cette dernière est désormais épuisée, le fait que l'ensemble du débat soit aujourd'hui réédité, ne mériterait pas – malgré son réel intérêt – une attention exceptionnelle, s'il n'était de surcroît, accompagné d'une révélation : la publication, dans le même volume, de la correspondance complète (jusqu'ici inédite en français) de Strauss avec Kojève.

Trente-trois années (1932-1965) d'échanges épistolaires, souvent intimes, entre deux monstres sacrés de la philosophie contemporaine, entre deux « stars » de la pensée : ce n'est pas rien. A ma droite, Leo Strauss – l'homme qui, à travers

millé disciples plus brillants les uns que les autres (Allan Bloom, Harvey Mansfield, Stanley Rosen), a marqué de son empreinte « conservatrice » l'enseignement de la littérature, de la philosophie et de la politique, en Amérique, depuis un demi-siècle. A ma gauche, Alexandre Kojève – l'homme qui a introduit Hegel en France, et dont le fameux séminaire parisien des années 30 fut suivi par de jeunes inconnus qui se nommaient AROO, Bataille, Queneau, Lacan, Merleau-Ponty et Hyppolite. Combat de titans ou rencontre au sommet ? Le match, quoi qu'il arrive, s'annonce sévère.

Que le lecteur se rassure : il ne sera pas déçu. Certes, ces lettres parlent aussi (comme toutes les lettres) des petites misères de l'existence. Des difficultés de l'exil. De ces Français qui – décidément – ne sont jamais aimables avec les étrangers. Des éditeurs qui ne payent pas. Des maladies qui traînent. De la vie qui s'en va. Mais l'essentiel, heureusement, est ailleurs. Il est dans l'affrontement philosophique. Et là, pas de quartier.

Pas de quartier, tout d'abord, pour les autres. Lorsque Strauss et Kojève regardent autour d'eux, ils ne voient qu'un désert.

Lire la suite page VI



## PAULA JACQUES

Les femmes avec leur amour

ROMAN

« Magnifique récit. Paula Jacques déploie la verve, la rouerie et la précision d'une conteuse hors de pair. Ouvre des perspectives oniriques et fantastiques, et répand ses sucs avec la jubilation de celle qui aime son lecteur. »

Laurence Liban, L'Express

« Les dialogues dansent, colorés et pétillants, les images chantent, bienfaisantes et parfumées. Un bonheur. »

Marie-Caroline Aubert, Elle

MERCURE DE FRANCE



**LE SYNDROME DE KITAHARA**  
(Morbus Kitahara)  
de Christoph Ransmayr.  
Traduit de l'allemand  
par Bernard Kreiss,  
Albin Michel, 460 p., 130 F.

**L**e *Tambour* aura bientôt quarante ans. C'est en 1959 que Günter Grass, dans son premier roman, inventait le personnage d'Oskar Matzerath, le nain volontaire, dans lequel se reconnaissent immédiatement des millions de lecteurs allemands. Grass avait créé un mythe, riche de multiples lectures comme le sont tous les vrais mythes. En cela, le *Tambour* rejoignait la tradition la plus vivace de la littérature germanique, laquelle n'aborde jamais le monde réel et l'histoire qu'au confluent des rêves et des symboles.

Christoph Ransmayr reprend à son compte les thèmes principaux de la mythologie grassienne : la culpabilité, l'expiation, la faillite des pères, la disparition de l'âme et de la culture dissoutes dans le magma vulgaire de la société de consommation. Mais les temps ont changé. Le lyrisme violent de Grass et sa poésie virtuose du dégoût conviennent à une époque de bruit et de fureur où l'on pouvait encore espérer secouer les consciences, agir par la provocation et par le scandale, pourfendre, accuser, prophétiser, choisir. Au sortir d'une effroyable aventure, le monde, tout effaré de sa folie, bougeait encore et s'inquiétait de son avenir. Moor, le lieu où se déroule *Le Syndrome de Kitahara* ne bouge plus. Le temps lui-même semble s'être arrêté dans une sorte d'hiver de toutes les saisons. On ne crie plus, on ne se débat plus : on souffre en silence, dans l'incapacité de nommer sa souffrance. Au mieux, on rêve. La révolte elle-même s'est figée dans la glace.

C'est l'une des plus belles réussites de Ransmayr que d'installer son lecteur, immédiatement, en quelques brèves et précises notations, dans cet espace glacé, de pierres et de rouille entourant un lac d'eau morte. Un lieu pétrifié, haï par des habitants qui le sont également. Pour inventer ce paysage, Ransmayr s'est souvenu d'un endroit précis, proche de Linz, la ville de Haute-Autriche où il est né : le lac de Traun à l'extrémité duquel se trouvait Ebensee, la carrière où travaillaient et mouraient les déportés de Mauthausen. L'histoire immobile et bagarée des habitants de Moor est aussi celle de ces Autrichiens qui, par indifférence, par peur, par aveuglement ou par fanatisme impérial, ont été les témoins muets de l'extermination. Un demi-siècle après la fin de la guerre, après le nécessaire mais interminable procès de la culpabilité germanique, Ransmayr se refusant à trancher dans un débat peut-être faussé, constate simplement que l'entreprise d'expiation a échoué à changer les consciences. Au lieu de prendre en charge leur responsabilité et leur passé, les femmes et les hommes de Moor se sont murés en eux-mêmes, soumis à la loi du vainqueur, dans le ressentiment, la nostalgie et la haine. Ils refusent de se souvenir. Pour un peu, ils se considéreraient comme les seules véritables victimes de cette guerre perdue.

Ce constat d'échec – qui est le contraire d'un appel à l'oubli – est une des veines qui courent dans cette pierre dure et brillante qu'est *Le Syndrome de Kitahara*. Elle n'en fait pas un roman à thèse. Il est toujours possible de ramener tel ou tel épisode, tel ou tel personnage du livre à des événements historiques particuliers : la bombe d'Hiroshima, la guerre du Golfe, les snippers de Beyrouth ou de Sarajevo, mais aucune de ces références ne s'applique vraiment, tant la vision de Ransmayr les déborde sans cesse pour imposer dans toute son ampleur sa propre histoire, ses paysages, ses caractères, sa logique. Moor n'est pas un symbole ou une fable, c'est un mythe qui n'obéit qu'à ses propres déterminations.

**N**ous avons toujours un peu de mal, nous Français, nourris dès notre plus jeune âge à l'analyse psychologique et au rationalisme moral, à nous glisser dans les rouages de ces grandes machineries hiératiques construites outre-Rhin. Quelque chose résiste qui refuse notre complète adhésion, quand bien même nous sentons la grandeur et la profondeur du tableau qu'oo nous propose. Est-ce un effet de cette ancienne et tenace opposition entre la civilisation et la « kultur » qui partage l'esprit européen depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ? On a dit tant de bêtises, d'approximations et de banalités – et l'on continue à en dire tant, aujourd'hui encore, chez nos philosophes de télévision – sur le couple franco-germanique qu'il convient de s'avancer avec prudence quant aux sources d'une incompréhension réciproque, allée à une réciproque fascination. Bomons-nous à constater qu'il y a dans le *Syndrome de Kitahara* une dimension moquentale qui nous impressionne tant qu'elle risquerait de nous demeurer extérieure. Comme une fausse abrupte et sans faille qu'il nous faudrait graver.

Heureusement, Christoph Ransmayr n'est pas seulement un architecte grandiose de constructions mythologiques à la mesure de notre époque. La cathédrale de nuit et de glace qu'il a édifiée, il sait nous y faire

*L'histoire des habitants de Moor semble être celle de ces Autrichiens qui, par indifférence, par peur, par fanatisme impérial, ont été les témoins muets de l'extermination. Mais entre la somptueuse description cruelle d'un monde figé dans sa décrépitude et la vision ambiguë d'un possible avenir, l'imagination de Ransmayr explore d'autres pistes.*

pénétrer par le plus simple : les multiples sculptures qui ornent les chapiteaux. Chacune raconte une histoire. Ransmayr est mieux qu'un inventeur d'histoires : un conteur. Il fait partie de ces écrivains qui savent si bien capter leur auditoire que les événements qu'ils rapportent, les personnages qu'ils dessinent deviennent plus mystérieux et plus troubles au fur et à mesure que s'accumulent les détails et que se multiplient les anecdotes. Plus on en sait sur eux et plus ils nous échappent, si bien qu'on s'accroche à l'auteur afin qu'il précipite notre perte en nous disant plus encore et toujours plus. Peut-être la vraie ligne de partage entre les grands romanciers et les autres passe-t-elle là : entre les écrivains qu'oo voudrait plus lâcher et ceux qu'on oit de cesse de s'agripper à vous.

Parler de cathédrale et de chapiteaux, c'est aussi évoquer le paradoxe autour duquel Ransmayr a construit son œuvre : écrire des romans immobiles.

Les titres de ses deux premiers livres indiquaient déjà la tendance : *Les Effrais de la glace et des ténèbres* (1) et *Le Dernier des mondes* (2). Certes, il se passe bien des choses entre les premières pages du livre et les dernières : des meurtres, des amours, des voyages, des émeutes. On y souffre, on y devient fou, on s'y enivre de musique rock dans un perpétuel climat d'agressivité et de méfiance. Mais rien ne change vraiment, comme si l'histoire s'était arrêtée et hésitait, une seconde, un siècle, avant de reprendre son cours. Seule présence du temps : la rouille qui ronge, les orties qui envahissent les ruines, les souvenirs qui pourrissent la moindre veillée de projet.

**O**n songe évidemment à une vaste métaphore du monde après la double pétrification, le double massacre programmé : celui de la nuit et du brouillard, celui des mille soleils d'Hiroshima. Comme si l'humanité, après avoir tracé en quelques années les deux visages de sa mort collective, demeurait médusée par sa propre horreur et paralysée par elle. Au point de ne plus pouvoir imaginer la paix que dans le renoncement à toute action, à toute pensée, à tout avenir. Le syndrome de Kitahara, explique Ransmayr, c'est cette maladie de l'œil, cet oedème de la rétine en forme de méduse ou de champignon, observée par un médecin japonais sur ceux des survivants qui avaient fixé trop longtemps la lumière de la bombe. Un trou dans le regard qui obscurcit la vision. On croit évoluer dans un univers de fantômes.

Le syndrome de Kitahara se guérit avec le temps. Quand ceux qui en sont victimes comprennent, après des mois, des années, qu'ils ont survécu, contre vents et marée, contre toute attente, par une chance insignifiante, « les nuages s'évaporent, le regard redevient plus clair et, de leur peur, ne subsistent finalement sur la rétine que deux ou trois traces à peine visibles. C'est tout. » Est-ce à dire que Ransmayr, au bout de sa leçon de ténèbres et de glace, à la fin de son si beau Requiem, donne sa chance à la lumière et à la renaissance ? Probablement, même si aucun de ses personnages n'échappe à une fin tragique. Après le dernier des mondes, il reste encore la ressource d'en imaginer un autre, plutôt que de s'obstiner à raïstoler l'ancien.

Mais entre la description cruelle et glaciale d'un vieux monde crispé dans sa décrépitude et la vision fugitive et ambiguë d'un possible avenir, l'imagination de Ransmayr ne cesse d'explorer d'autres pistes. S'il y a chez lui une part d'inspiration qu'il doit à Orwell, à Huxley ou à Wells, il a tôt fait de déborder le cadre de la prophétie politique. On n'a pas à être en accord ou en désaccord avec son discours. Moor existe, comme existent le comté d'Yoknapatawpha depuis Faulkner ou Regio depuis Joan Beot. Microcosme de l'Autriche, sans doute, comme les autres le furent de l'Amérique sudiste ou de l'Espagne de Franco, mais, bien au-delà, terre à part entière de la littérature, de l'imagination, du désespoir et de la beauté.

(1) Maren Sell, 1984.  
(2) Flammarion, 1988.

## Günter Grass, en dissonance

Suite de la page I

Ce fut le cas ici aussi. Mais je n'éprouve pas comme un manque de liberté le fait que mes personnages me contredisent. Je me souviens que, lors de la rédaction de mon premier roman, *Le Tambour* (4), j'avais eu l'idée de donner au héros, Oskar Matzerath, une sœur. Je l'avais devant les yeux, je la voyais. Mais lui a refusé. Il ne voulait pas avoir de sœur – et il avait raison. Directement à côté de lui elle n'aurait pas pu se développer. Ou bien ce serait devenu un livre complètement différent. J'ai donc introduit ce personnage de la sœur dans d'autres livres et en particulier dans *Le Chat et la souris* (5).

– Dans votre roman, vous avez des mots très durs pour les hommes politiques et en particulier pour le chancelier. La liberté de l'écrivain ne doit-elle reconnaître aucune restriction ?

– Aucune. C'est ainsi. Je fais usage de cette liberté, de la même façon que le camp adverse, ou les camps adverses, comme on peut le constater dans toute l'histoire de la littérature, ont pris la liberté d'envies la littérature, de l'ignorer, de l'interdire, de la soumettre à la censure.

– An-delà de certaines attaques ponctuelles, le livre est très nuancé, notamment dans les rapports humains, qui sont aussi parfois très ambigus.

– La relation entre Fonty et Hoftaller, ce mouchard de profession, est effectivement très ambivalente. La perdition du système de délation en RDA reposait entre autres sur le fait que ces gens, les indicateurs, avaient une apparence pleine de sollicitude. Ils voulaient mettre leurs cocoyotes à l'abri des erreurs. Hoftaller n'apparaît donc pas tel que peuvent apparaître les agents dans les différents journaux à grand tirage, comme un démon en manteau et chapeau. Il protège aussi Fonty contre ce qui, à son avis, sont des bêtises.

– C'est un chapitre sans fin, cette relation entre la littérature et

la censure ; et cette façon dont le censeur, le mouchard, doit se laisser imprégner par la littérature, en faire cas ; il développe un amour certes singulièrement déformé pour la littérature, mais un amour quand même. Fonty, l'écrivain, est à la fois observé et choyé. C'est une relation à double sens qui o'a des des images manichéennes. C'est toute une trame de fils gris, une palette de nuances.

– Vous croyez au pouvoir de la fiction et en même temps vous semblez sceptique vis-à-vis de la réalité, pessimiste même lorsque vous faites dire à un personnage à la fin de votre livre : « L'Allemagne n'est plus un asile ».

– Cela concerne Footy. Cela concernait aussi son ami, un juif, le professeur Freundlich, qui se suicide. Mais c'est aussi valable pour la politique xéophobe que l'oo peut constater en Allemagne. Le climat a beaucoup changé, il est devenu plus dur, plus inhospitalier. Nous avons en Allemagne plus de quatre mille personnes qui o'ont commis aucun acte criminel et qui sont pourtant derrière les barreaux. C'est pour moi une chose insoutenable du point de vue du droit, pourtant l'opinion publique s'y est habituée. Nous avions en Allemagne un paragraphe de la Constitution qui se rapportait au droit d'asile, je le considérais et le désignais comme un joyau de la couronne ; il a été supprimé avec, hélas, l'aide des sociaux-démocrates. Cela a contribué à ce climat délétère, et bien entendu cela signifie pour de nombreux étrangers que l'Allemagne n'est plus un asile.

– Vous évoquez plusieurs fois l'écrivain Kleist que vous définissez comme « un Prussien de la meilleure espèce », « un désobéissant ». Les Allemands seraient-ils trop dociles ?

– Je crois que la République de Weimar aurait pu être sauvée et qu'Hitler aurait pu être évité. S'il y avait eu plus de combativité chez les républicains, et si les citoyens avaient davantage pris leur destin en main. La tendance à s'adapter aux rapports de forces existants s'appuie certes sur une longue tradition dans de nombreux pays, mais c'est particulièrement net en Allemagne. Certaines choses ont

heureusement changé : la révolte des étudiants qui a commencé très tôt en Allemagne ; la résistance, dans les années 50, contre le réarmement, ce mouvement des « sans moi »... Et cela continue aujourd'hui où l'oo assiste à un développement de plus en plus marqué de la conscience citoyenne, o'o seulement en Allemagne mais aussi en France et en Angleterre. C'est le seul espoir qui m'habite encore.

– A la fin du livre, Fonty semble découvrir le principe du plaisir.

– C'est le désir d'un vieil homme après tant de combats, tant de vie marquée par l'ambiguïté ; il parvient à voir clair en lui-même, avec l'aide de sa petite-fille qui est française. J'espère qu'en France et dans d'autres pays, on verra le côté désespéré et comique de ce livre, toute cette suite de scènes grotesques et absurdes, une chose qui o'a pour ainsi dire pas du tout été relevée par la critique en Allemagne, qu'elle ait été positive ou négative. Quand on fait vivre un couple comme celui de Fonty et de Hoftaller il o' résulte naturellement toute une série de situations grotesques, absurdes et d'uo comique désespéré. Ils jouent. J'ai repris cette veine picaresque du couple à la fois antinomique et complémentaire, qui s'inscrit dans la tradition européenne, depuis Don Quichotte et Sancho Pança, jusqu'à *Bauvard et Péchuchet*, en passant par *Jacques le Fataliste*. Nous avons déjà cette opposition dans le *Simplicissimus* de Grimmelshausen (6), bien que de façon plus atténuée.

– Que diriez-vous si un autre écrivain reprenait votre personnage, comme vous l'avez fait avec Hoftaller ?

– Un autre auteur pourrait effectivement terminer ou poursuivre l'histoire de Fonty en France.

Propos recueillis et traduits par Pierre Deshusses

(4) Paru en 1959, il est le premier volet de la « trilogie de Danzig » (Seuil, 1961).

(5) Deuxième partie (1961) de la « trilogie de Danzig » (traduit par J. Amsler, Seuil, 1962, 39 F), repartit en Point Seuil n° 417 (cat 8).

(6) *Les Aventures de Simplicissimus* (1668-69) (traduit par J. Amsler, Fayard, 1990, 150 F).

## « L'unité mise à plat »

Envoûtant, agaçant, le roman sans doute le plus difficile et le plus allemand de Günter Grass, mais aussi le plus universel et le plus généreux

TOUTE UNE HISTOIRE

(Ein weltes Feld)  
de Günter Grass.  
Traduit de l'allemand  
par Claude Porcell  
et Bernard Lortholary,  
Seuil, 647 p., 160 F.

**L**es cloches sonnent, les policiers sont débouaies, les feux d'artifice magnifiques, le champagne et la bière coulent à flots, le mur qui a séparé si longtemps les deux Allemagnes s'effrite sous les attaques des pics et des marteaux arrachant au béton peint des souvenirs de ce moment historique : réunification, victoire sur le socialisme borné, victoire de l'Ouest, victoire de la liberté. Dans ce concert d'euphorie, une voix discrète introduit une dissonance : « Ça leur est monté à la tête : la victoire rend idiot ! » L'homme qui parle ainsi s'appelle Theo Wuttke, septuagénaire plus connu sous le nom de Fonty ; c'est le meilleur connaisseur de l'écrivain Theodor Fontane, il est capable de citer des passages entiers de ses lettres, de ses poèmes, et d'en remonter à tous les archivistes patotés chargés de rédiger « des commentaires en bas de page » sur l'œuvre de cet auteur allemand d'origine française. Wuttke est même né à Neuenpoppo comme Fontane, cent ans exactement après lui, mais les convergences ne s'arrêtent pas là : même silhouette élancée, même visage aux traits fins, même moustache tombant sur les commissures des lèvres. Ce parti pris de similitude affichée comportait un risque énorme pour une œuvre romanesque : celui de la biographie déguisée. Or Grass surmonte magistralement cet écueil en jouant à fond la carte du double et en adjoignant à Fonty une figure qui le suit comme une ombre et qui est elle-même la réincarnation d'un autre personnage : Tallhoyer, héros d'un roman contemporain

de Hans-Joachim Schädlich, incarnation de toutes les compromissions politiques et qui finit par se suicider. Il réapparaît ici sous le nom de Hoftaller.

Le pari du doublement double était risqué : il est gagné : o'o seulement Grass parvient à donner une vie propre à deux personnages d'emprunt, mais il réussit le tour de force de faire revivre quatre personnages à la fois en jouant sur les rappels et les similitudes. Loin d'être des porte-parole désincarnés et serviles, Fonty et Hoftaller jouent de leur double identité et s'amusent à resserrer le présent et le passé dans une suite de boucles inattendues. Certes, distiller toute cette matière foisonnante, suivre les digressions et les allusioos, accepter les continuel changements de perspective nécessite de l'attention de la part du lecteur, et toute veillée de lecture rapide se révélera inmanquablement frustrante. C'est un livre qui demande du temps. Pas de coups de théâtre, pas de catastrophes, pas de retournements d'intrigue, pas de narrateur tout-puissant ; la fiction prend sa source dans l'artifice de la construction délibérée mise à nu et qui pastiche sur food de chaos et de trouble d'identité le système de surveillance de la Stasi, police d'Etat tristement célèbre de l'ancienne RDA. Livre en perpétuel mouvement, cette colossale bâtisse où travaillent Fonty et Hoftaller et qui a successivement abrité le ministère de l'aviation sous le III<sup>e</sup> Reich, la Maison des ministères sous le régime socialiste, et le service de liquidation et de réorganisation industrielles après la réunification.

Grass a toujours été un empêcheur de ronronner en rond et il est fidèle à ses convictions. Dans ce gigantesque jeu de miroirs, il ne se range ni d'un côté ni de l'autre ; il refuse de condamner la RDA ou bloc comme il refuse de reconnaître l'Ouest comme l'instance

salvatrice et suprême. « L'unité o toujours bousillé la démocratie », fait-il dire à l'un de ses personnages. Si Grass regrette que l'unification ait été menée à la hussarde et sans concertation, il ne reconstruit pas pour autant le dialogue qui n'a pas eu lieu entre les deux Allemagnes et dont l'absence a conduit à une simple annexion, il o'essaie pas de rattraper une occasion manquée. Fonty et Hoftaller sont du même bord, ils ont vécu la plus grande partie de leur vie dans le même pays, ce pays qui s'effondre maintenant ; ils sont tous les deux du côté des perdants, même si leurs convictions sont différentes ; Footy a toujours été porté à prendre une distance ironique vis-à-vis du pouvoir, il a toujours préféré la moquerie au mouchardage, alors que Hoftaller apparaît comme le délateur professionnel ; mais le scepticisme et le cynisme peuvent servir de tremplin à la vérité. Sans dogmatisme, Grass fait du lecteur un véritable cinquième personnage, c'est à lui de choisir, sa liberté reste intacte. C'est sans doute la raison pour laquelle la presse allemande a si vivement réagi lors de la parution du livre (allant même jusqu'à le traiter de « trahison »), car la position que o'ous réserve Grass n'est pas commode. Qu'on le veuille ou non, on est impliqué, aidé en cela par les provocations soigneusement distillées et par les attitudes et les réactions de ce couple picaresque dont aucune des faiblesses n'est passée sous silence. C'est en battant et rehaussant sans cesse les cartes, sans complaisance pour elle-même, que l'Allemagne réussira à sortir son meilleur atout : non pas celui du pouvoir économique ou politique, mais celui de la transparence, même si l'image n'est pas celle qu'on attendait : « Nous appelons ça : l'unité mise à plat », et c'est encore une longue histoire.

E. Ds.





هكذا من لامل

romans policiers  
par Michel Abescat

Lente décomposition

DERNIÈRE STATION AVANT L'AUTOROUTE  
d'Hugues Pagan.  
Rivages/Thriller, 302 p., 119 F.

Un fil sur le rebord de la nuit. Au bout de sa fatigue et de son dégoût. Un fil sans nom. Sans projet. Sans avenir. Ecrasé par le poids de toutes ces addictions qu'on ne finit jamais de payer. Ce trop-plein d'honneur, de mort, de saloperie. Et de compromis-sions. Chronique d'une lente décomposition, éblouissante de noirceur, singulière alliance de réalisme et de romanisme, le nouveau livre d'Hugues Pagan, Dernière station avant l'autoroute, remâche jusqu'au malaise les obsessions de l'auteur. Le temps qui passe et qui use. La vie qui se gâche. Le naufrage inéluctable. La dépersonnalisation progressive. Avec une violence à chaque fois renouvelée. « Tous nos médiocres accommodements, nos mesquines petites angoisses de comptables, nos frères lambeaux de rêves salaires, nos ombres pas très reluisantes, toutes ces minces souffrances, les infimes petits besoins bien sales et dégoûtés, les secrets cochonnets même à quoi on se croyait tant attaché au fond, parce que ça aidait bien à vivre, quand même... Rien de tout cela n'a tenu la distance. »

Quand s'ouvre le livre, le héros depuis longtemps est passé du côté des morts. Commissaire divisionnaire à la douzième division de nuit, il s'essouffait d'un appel à l'autre, d'une détresse à l'autre, d'un cadavre à l'autre. De plus en plus distant. De plus en plus atteint aussi. « Les énigmes avaient cessé de me fasciner, celles des autres aussi bien que les miennes. » A l'instar de l'auteur, lui-même ancien fil, qui, malgré une trame générale construite autour du suicide d'un sénateur mouillé dans plusieurs affaires sensibles, s'intéresse avant tout à l'ordinaire de la vie policière. A son odeur de poussière et de vieux papiers. A sa routine poisseuse et désespérée. A son commerce quotidien avec la bêtise et la vacherie du monde. Avec les morts surtout. « Lorsque je pénétrais dans l'endroit où reposait l'un d'entre eux, je tâchais de me faire furtif, humble et sensible. Je regardais, j'écoulais, des fois que la petite musique de l'âme... Pas de petite musique. De toute façon, je ne croyais pas à l'âme. Compliqué. Je me retranchais moi aussi derrière quelque chose. Des mensonges de fil. » L'auteur, lui, ne ment pas. Il crie au contraire de plus en plus précisément cette vérité qu'il poursuit depuis La Mort dans une voiture solitaire (réédité dans la collection Rivages/Noir). Avec une précision clinique des détails. Un sens de l'image, une dignité et une pudeur de regard proprement bouleversants. L'évocation, au cœur du livre et du trajet de son héros, au cœur de sa propre expérience aussi, d'une catastrophe ferroviaire à la gare de Lyon, des dizaines de cadavres déshabillés, de l'indéfinissable horreur de l'identification, en restera un exemple inoubliable.

● LE FIL DES BAS-FONDS, de Michel Daly  
Jackie Swann est une « taupe ». C'est-à-dire, dans l'argot des flics de New York, un officier de police affecté à la surveillance du métro. Concrètement condamné à l'haléine fétide des couloirs souterrains et à la chasse peu glorieuse aux voleurs de portefeuille. Jusqu'au jour où la mort d'un jeune Noir au cours d'une arrestation mouvementée va servir de révélateur. Swann décide de malgri, s'achète un costume luxueux, fréquente les bars à la mode, séduit celle dont il est depuis toujours secrètement amoureux. Et, sur le plan professionnel, décide de s'attaquer à plus gros gibier. Premier roman de Michel Daly, chroniqueur au Daily News, Le Fil des bas-fonds ne vaut pas seulement par sa mise en scène réaliste de l'univers du métro. Son approche behavioriste, dans la grande tradition du roman noir, la rigueur de son style, son mélange subtil de douleur et d'humour, sa sensibilité et son humanité en font un des polars les plus intéressants et les plus attachants de cette rentrée. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Dominique Wattwiller. Presses de la Cité, 464 p., 120 F.)

● PAS TOUCHE À DESDOUCHES, de Jacques Vallet  
Le livre, fort heureusement, vaut bien mieux que son titre. Entre mythes séculaires et réalités très contemporaines, plaisir du conte et noirceur du propos, Pas touche à Desdouches a le charme subtil des paysages meusiens qui lui servent de décor. « Il aimait cette lumière particulière qui se glissait entre les nuages, si magique le matin quand la nature secouait l'humidité de la nuit, si fragile le soir quand la grisaille passait le relais aux ténèbres. » Enquêtant sur le passé diabolique de la région dont l'auteur est originaire (vous savez : Montmédy, le mont maudit ; Stenay, Satenay, la ville de Satan ; et Baillon, évoquant le dieu Baal), un journaliste, gaillard et bon vivant, se heurte à une sombre histoire de disparition de bidasses, de secte satanique liée à l'extrême droite et aux trafics mafieux. Aventure, observation sociale, humour, nostalgie, poésie... Jacques Vallet se sort avec brio d'un exercice d'équilibre délicat. Pour dire l'âme de son pays, entêtée et sombre. Mais aussi, plus généralement, l'inquiétante beauté et la sauvagerie éternelle du monde. (Éditions Zulma, 219 p., 59 F.)

● PORT-PARADIS, de Jean-Marie Laclavetine et Philippe Chauvet  
L'histoire est légère et agaçante comme les robes que porte son héroïne, Anne, belle et constante jeune femme, prête à se jeter à la tête du premier venu qui lui promettra l'évasion. Le point de vue est plaisamment distancé. A hauteur de ces mouettes dont Anne envie si fort la liberté. Capables de s'envoler très loin de ce village perdu dans la mosaïque des marais salants et qu'elle a elle-même baptisé Nullepart. La comédie est habile et joliment trébuchée, qui orchestre une ronde enlaidie de quiproquos et de chassés-croisés très vite mortels. Quand Anne va leter son dévolu sur un apiculteur à l'étrange comportement et que Dieu lui-même s'ingéniera à brouiller les cartes... Port-Paradis, de Jean-Marie Laclavetine et Philippe Chauvet, est un brillant divertissement. Vif et pétillant. Élégalement écrit. Un peu trop cérébral et fabriqué toutefois. Sans véritable chair ni consistance. Au bout du compte, juste un bel exercice de style. Aussi court et léger qu'une robe d'été. (Gallimard, « La Noire », 190 p., 85 F.)

24 HEURES  
DU LIVRE  
DU MANS  
20<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
11 & 12 octobre 1997  
avec entre autres invités :  
Christine Angot  
Pierre Assauline  
Marie Desplechin  
Annie Ernaux  
François Maspéro  
Alain Nadaud  
Jean-Jacques Pauvert  
Pierre Péon  
Marie-France Pisier  
Jean-Bernard Pouy  
Maud Tobochnik  
Zep...  
02 43 24 09 68

« Dansons sur l'an 2000 »

Avec une fin de siècle chaotique pour point de mire, Vincent Ravalec et Sylvain Jouty se régalaient de mots et de littérature, quitte à les mettre en miettes

NOSTALGIE DE LA MAGIE NOIRE  
de Vincent Ravalec.  
Flammarion, 274 p., 110 F.

LES MARCHÉS SONT FATIGUÉS  
de Sylvain Jouty.  
Stock, 262 p., 120 F.

A Paris, on circulait en Zodiac ou autres petits bateaux : « Le soleil avait disparu pour toujours et les gargouilles de la cathédrale se mettaient à bouger, des gargouilles chuchotantes, bruyantes d'une ruine éternelle, je pense qu'il nous faudrait un parapluie ou un chapeau ou au moins quelque chose pour nous protéger de l'ondée, un ciré ou un anorak, un anorak c'est bien, maintenant il en font des fourrés, imperméables à l'extérieur et fourrés en dedans, je crois même qu'il y a des promotions. » C'est ainsi que commence le troisième roman de Vincent Ravalec, Nostalgie de la magie noire, qui, avec Contique de la racaille et Wendy (tous deux chez Flammarion), s'inscrit dans un cycle romanesque nommé « Le Doigt de Dieu dans un ciel tout blanc ».

Pour le lire avec bonheur, il faut monter à bord du Zodiac, perdre tous ses préjugés réalistes, adopter l'exubérance de Ravalec, aimer son énergie, sa folie des mots, son culot, sa manière de passer (en avançant ses emprunts) d'Euripide à Michel Leiris, avec détours par la Série noire et Jules César, pour finir du côté du château de Chambord, envahi par un conglomérat d'atmosphères mentales survivantes du cataclysme qui nous entraîne « dans une sarabande somme toute pas très éloignée de ces films nous présentant des temps difficiles, avant, que l'on voyait avec ravissement, les Mad Max et les New York 1997, en se disant que bien sûr cela n'arriverait pas (...) et là nous y étions, un compromis entre un livre d'histoire retraçant la longue épopée des rois



Vincent Ravalec

de France et un polar de troisième zone, avec des onirophobes trafiquants de jeunes vierges, drogués et sodomites pour la plupart, asservis par un chef qui croyait en son destin magnétique et en la magie. » Ce n'est pas une tentative de résumer ce roman « incompressible », et pourtant c'est tout à fait ça, Nostalgie de la magie noire. Si on veut y aller, il faut s'accrocher.

Ravalec a été remarqué dès son premier livre parce qu'on y sentait, déjà, sa jubilation de la littérature. Mais il était encore trop appliqué,

sous une apparence de débridé. Il cultivait le « bien écrire branché », il n'avait pas trouvé le bon équilibre entre sa colère, son humour et son désir de provocation. Arnaques en tous genres, crédulité, retour, non pas du religieux mais d'une « bouillie » spirituelle-mystique... c'est la manière qu'a Ravalec de nous chanter sa chanson « Dansons sur l'an 2000 ». Rien à voir avec les romans du genre « Pétain-Vichy pour toujours ». Chez Ravalec, ça secoue, ça tanguine, il en fait trop, on est épuisé. Pour devenir l'écrivain

du XXI<sup>e</sup> siècle qu'il veut être, il va falloir qu'il sorte un peu de ce tourbillon de contes de fées revus et corrigés par une fin de siècle chaotique. En l'an 2000, il aura quelque chose comme trente-trois ans. L'avenir est à lui.

C'est une tout autre façon de « danser sur l'an 2000 » que propose Sylvain Jouty avec Les Marchés sont fatigués. Ce n'est pas un écrivain d'instinct comme Ravalec, il n'a pas sa folie générique ni cette forme de tendresse pour un monde de déglutir, qui, peut-être, a un avenir. Chez Jouty, tout est déjà joué : la Réforme arrive un beau matin, le nouveau Décideur qui vient de renverser la « dictature honnête du peuple » va rassurer les marchés. On connaît la suite : les mêmes émeutes, les mêmes massacres, les mêmes difficultés, « la plus préoccupante étant d'ailleurs que les gens du peuple qui s'étaient singulièrement en adoptant d'autres heures et d'autres lieux que ceux que masse et foule avaient spontanément dus signaler, par là même, une tendance déviante, qu'il fallut traiter en conséquence ».

Histoire éternelle. Mais Jouty la pimante d'un jeu effrayant. Chez lui, tous les mots sont pris « au pied de la lettre ». La logique du marché s'applique jusqu'au bout et, « malgré l'établissement du vocabulaire minimum d'insertion, il fallait une grande aisance motelle pour se permettre un lexique riche et chaisi ; et l'Etat, qui surveillait sa ligne, ne cessait de mettre en vente des mots outrefois gratuits. De la sorte, le vocabulaire public, celui qu'employaient la télé et les journaux populaires, ne cessait de se restreindre, révélant la véritable raison, jusqu'olors inconnue, de l'illettrisme des exclus ». Et si l'on y pensait un peu, dans les lieux où l'on est censé s'occuper du langage, si l'on voyait enfin que la dictature, c'est le moment où il n'y a plus de mots pour la dire ?  
Josyane Savigneau

Le deuil, au scalpel

Claude Pujade-Renaud évoque une double « traversée » : celle de la perte de ses parents

LE SAS DE L'ABSENCE  
de Claude Pujade-Renaud.  
Actes Sud 144 p., 78 F.

A sa manière sobre, « rugueuse », Claude Pujade-Renaud évoque une double traversée du deuil : la perte de ses parents, à deux mois de distance, après un « méli-mélo infernal de vie et de mort ». Sans attendrissement, sans complaisance, son regard se pose sur ceux qu'elle appelle respectivement la fille, la mère, le père.

La mère, grabataire, sénile, ne « reconnaît » plus sa fille. « Bénéfice secondaire » : les vêtements de celle-ci trouvent enfin grâce à ses yeux. Cette mère au « visage pétrifié » a parfois des éclats inattendus, des résurrections malicieuses qui stupéfient et enchantent l'entourage.

Surtout le père, grand amoureux, à la fidélité passionnée. La mère est toujours désignée comme « celle qu'il aime », il voudrait l'immortaliser, il s'efforce à organiser, autour d'elle, une « noria de soins », pour éviter de l'installer dans un établissement spécialisé.

Mais cette tendresse touchante a son revers : la fille a toujours été en trop. Sa naissance prématurée, difficile, est un « péché originel » dont, entre dévouement et agacement, elle se sent toujours coupable : « Il ne fallait pas naître, il ne fallait pas la lui offrir ». Entre mère et fille, près de soixante ans de rivalité, d'exaspération, de « brouillonnisme ».

Même l'absence des gardes-malades trouve l'adoration du père pour sa femme : « Il n'y en a que pour elle. » Le père, cet homme cultivé, précis, ironique, va peu à peu s'affaiblir, divaguer à son tour, et finir par mourir deux mois avant la mère, qui le suivra, sirotée de son « veillours ».

De la mère, naguère valide, le père et la fille, réprobateurs mais admiratifs, disaient : « Elle a toujours ignoré la loi. » Peu à peu, par-delà

les troubles des dernières années, apparaît une sorte de « folie douce », débilitante. Ainsi l'habitude étrange, chez la mère, de tout transvaser et étiqueter. De même son enfant, ce « contenu, siroté transvasé dans un berceau », reçoit un « prénom flottant entre masculin et féminin », bientôt remplacé, annulé. Ainsi le deuil renvoie Claude Pujade-Renaud à une lecture radicale de sa propre enfance, et même de celle de ses parents : la mère, « parturiente primipare (...) prise dans la gangue du deuil impossible » ; le père, enfant naturel « reconnu en secret », épris de légitimité et de solidité, bâtisseur de ponts, qu'il n'a pas toujours le pouvoir de protéger des « fissures ».

Alternent, alternent, en séquences et fragments, tantôt les détails les plus crus sur la toilette, la nutrition forcée d'une grabataire qui résiste à sa manière, par l'inertie, tantôt une « vogue onirique », un maelström de songes aquatiques qui envahit la fille - la « dormeuse ».

La réalité elle-même est parfois incongrue : « Ce n'est pas un rêve » que cette « erreur administrative qui fait naître le père en 1902, au lieu de 1901. Ni celle qui le fait enterrer d'abord dans une autre concession que la sienne, où il finit par parvenir après exhumation... » « lapsus » répétés, comme si le trouble des proches, par un « singulier déplacement », était délégué à des étrangers.

Claude Pujade-Renaud, dont on connaît le grand talent de nouvelliste et de romancière, a analysé avec une rigueur peu commune, au scalpel, cette expérience de l'entre-deux, du « sas » - pareil à celui de l'agence bancaire, où elle a cru lire un jour : « Entrez dans l'absence un ou un ». C'est un vide blanc, sans véritable angoisse ou souffrance, où elle s'est sentie figée : à son tour absente d'elle-même.

Monique Petitillon

Pour un dernier amour

C'est en compagnie d'une vieille dame qu'Olivier Charneux réemprunte les chemins de la passion

LES DERNIÈRES VOLONTÉS  
d'Olivier Charneux.  
Stock, 166 p., 89 F.

Pent-on écrire, aujourd'hui, un roman sur l'amour et la fidélité absolus ? Oui, si on croit le deuxième livre d'Olivier Charneux qui s'était déjà fait remarquer, il y a deux ans, par La Grande Vie. La grande vie, ce n'est pas précisément celle que mène, seule et vieille dans son petit appartement de Charleville-Mézières, Angèle Dubreuil. Elle s'imaginer « morte à l'amour » jusqu'au soir où elle rencontre Tonio Marti, un homme d'une quarantaine d'années, émigré et travailleur du bâtiment. Il la fait danser, l'invite à une fête pour le réveillon du Nouvel An, à l'Hôtel de Paris, où il loge. Cela suffit pour que naisse chez Angèle une passion d'autant plus intense qu'elle semble être la somme incandescente de tous les amours inaccomplis de sa vie.

Aucun commentaire de la part d'Olivier Charneux, aucun jugement, aucune commiseration attendrie ou grivoise pour son héroïne, aucun folklore convenu du style « vieille dame indigne succombant à un ultime démon de minuit ». Juste l'énoncé impartial, exact, presque sec (qui s'accorde d'ailleurs au cœur précis de son personnage) des quelques gestes, des quelques pensées d'Angèle qui, avec une délicatesse brûlante, une sensualité retenue mais intacte, accepte et entend préserver l'immensité d'un dernier amour.

Mais Tonio meurt le lendemain, renversé sous la neige par une voiture. Il laisse « ses dernières volontés » : qu'on disperse ses cendres sur les îles Féroé, près du cercle polaire, où il a toujours rêvé d'aller. Angèle décide aussitôt d'exaucer son vœu et de partir vers l'Arctique. Le récit de ce voyage constitue le corps du roman. Un

récit nécessairement lent puisque Angèle embarque à bord d'une péniche, puis à partir de Rotterdam sur un cargo qui vogue vers les mers extrêmes du Nord. Ce ne sont pas les personnages de rencontre qui retiennent l'attention : ils sont d'ailleurs, parfois, un peu convenus, trop chargés de pittoresque. Ce qui saisit plutôt, c'est le silence d'Angèle, et surtout cette volonté d'aller jusqu'au bout de son amour qui la rend presque dure. Et c'est cette résolution, épousée par un style implacable, qui fait la force du roman. Mais Olivier Charneux sait parler de l'amour ; que ce soit dans le cœur d'une fillette comme dans Lo Grande vie, ou dans celui d'une vieille dame comme ici, il réussit à exprimer la beauté d'une décision amoureuse.

Jean-Noël Pancrazi

Le Salon du Livre  
de bordeaux  
du 9 au 12 oct 97  
hangar 5  
Tél. 05 56 43 04 35



## André Gide, ou l'art d'être inquiet

Quatre-vingt-trois chapitres comme autant d'années d'une existence qui se déroule et s'enroule autour d'un « moi » multiple, instable.

Porte-parole d'un « messenger » vivifiant plutôt que biographe, Pierre Lepape retrace ce « moi » libéré et mis à nu par la littérature

ANDRÉ GIDE  
Le Messenger  
de Pierre Lepape.  
Seuil, 514 p., 199 f.

V oici, donc, la première biographie d'André Gide – sans jubilé ni centenaire. Voici enfin suivi, de sa naissance à Paris, en 1869, rue de Médicis, à sa mort, rue Vaneau, en 1951, le plus intraitable de nos écrivains. On le croyait devenu infatigable, ce Protée, ce Narcisse, cet immoraliste, qui célébra ses goûts, « désorienta la jeunesse » et posa même en Satan pour Monsieur Guine, le maître du moi où il non. Curieux Nobel sans Œuvres complètes, peu lu sauf par les amateurs d'intimes, rangé sous la rubrique « homme de lettres », la pire. Coventions que sa propre circumnavigation, tour du monde en quatre-vingt-trois ans, décourageait un Magellan. Pas Pierre Lepape, qui dès la première phrase de sa préface se pose loyalement

devant ça, ça qui est un phénomène : « Curieux labeur que d'entreprendre le portrait d'un écrivain dont l'œuvre entière est un autoprécédé, sans cesse remanié, retouché, replacé sous des lumières nouvelles. Un des essais les plus complets qu'il ait tentés : un homme pour se comprendre et pour s'expliquer », écrit Jean Delay.

Des approches antérieures : celle de Jean Delay justement, qui élucida la genèse de l'écrivain dans sa jeunesse d'André Gide – étude considérable dans un genre qu'inventait son regard, la psychobiographie –, celles de Claude Martin, biographe de la maturité, ou d'Auguste Angès, explorateur des années « gidiennes » de la NRF. Pierre Lepape a retenu quelques solides repères et instruments de navigation. Mais rien n'est jamais gagné ni perdu avec la matière

Gide. Quelle urgence d'y retourner ? C'est une question à laquelle répond d'abord le fait de rouvrir le « dossier » sous forme de « vie ». C'est peu de dire qu'elle est compliquée. Elle est diaboliquement piégée par Gide en personne qui, son Virgile à la main, se propose aimablement pour guide. Faut-il le suivre ? Bien évidemment : il a observé de si près et de si loin son être (« Je crois même qu'à l'article de la mort, je me dirai : il meurt », réchâti ses visages (« Je n'existe qu'en surface »), soutenu ses volte-face (« Tout en moi combat et se contredit »), exploré ses bords d'une extrême à l'autre (« Les extrêmes me touchent »). Il s'est auto-analysé avec tant d'acuité, d'ironie, qu'on ne peut se passer de l'autobiographe. Pas plus que des récits, notes et romans, exorcisant des « doubles » qu'il faut regarder simultanément – L'immoraliste autorisant, en quelque sorte, La Porte étroite. Car Gide fut tôt conscient, dès vingt-

quatre ans, qu'on ne pourrait juger les parties « qu'après avoir eu connaissance de l'ensemble – c'est-à-dire après moi ». Pas une critique ne peut lui être faite qu'il ne se soit déjà adressée, qu'il s'agisse ou ait booté en se relisant. Impossible non plus de se passer de l'essayiste. Son Dostoïevski, précise-t-il, n'est souvent qu'un « prétexte » pour exprimer ses propres peccés. Sur les bienfaits du déséquilibre, de la maladie, de l'anomalie – en son cas les nerfs, et la pédérastie. Bref, le biographe ne peut se passer de rien, il lui faut en passer par tout. Pis, avancer droit dans une existence courbe, plus longue que celle de Voltaire ou de Goethe.

Pour ce faire, Pierre Lepape s'est mis sous triple surveillance. D'abord, celle du calendrier : son livre a quatre-vingt-trois ans ou chapitres, plus un épilogue. Ensuite, celle de l'autobiographe.



« Tout en moi combat et se contredit »

sous forme d'un long exergue emprunté le plus souvent au Journal ou à Si le grain ne meurt. Enfin, celle du point de vue d'un titre donné à chaque chapitre. A partir de quoi il s'en explique ou s'évade, c'est selon. Car le but de Pierre Lepape paraît moins d'écrire une ou la biographie d'André Gide (il annonce d'ailleurs, en toute civilité, une autre à venir) que de dé-gager et illustrer la fonction vitale et revitalisante qu'il oppose à ce nom propre, véritable objet de son livre : André Gide le messenger.

Le principe de composition n'y conduit pas directement. Certains titres déconcertent. « Le poulain de Maurice Barrès » pour 1891, par exemple – année de la première publication, et, plus important encore, celle de la rencontre avec Os-

car Wilde. C'est que le calendrier, comme dans toute sa vie, est aléatoire, qui ne rend compte ni des années creuses, ni de celles qui comptent double, ni de celles qui se répètent en boucle. C'est long d'attendre 1917 pour découvrir le rôle capital joué par la lecture. Sans chapeau, sans cape, passe encore, mais sans livre à portée de main, impossible d'imaginer Gide. Jamais « livre de poche » n'a mieux anticipé son nom que dans la sienne. Ne cessant jamais de lire et de traduire les vivants et les morts, il s'était fabriqué, sans titres, simple bachelier, une extraordinaire culture vivante. Que de héros grecs et latins endormis réveillés, que d'images et de person-nages détournés des Écritures, que

de lettres de « lecteur » adressées à ses contemporains !

Mais veuons-en au principal. Merci à Pierre Lepape de se montrer si intempestif. Aucune « le-çoo » à attendre d'un « maître » qui ne s'est jamais voulu tel (« Quitte-moi », répète Ménélaque), mais des messages, ça oui. D'abord, ne pas désespérer. Par petits traits, multipliant les angles de vue, Lepape donne à voir que tout concourait à faire de Gide un prisonnier – son milieu puritain, riche et rigide (le chapitre dit « Les housses » est remarquablement étouffant), sa faiblesse nerveuse, son angélisme, ses plaisirs même – et qu'il se libéra seul, aidé par la seule littérature. Elle sert à ça : message. Le siècle aussi était oppressant, tout de proclamations,

de guerres, d'engagements doctrinaux, bientôt de retournements. Lui n'aura désavoué que lui-même. Dans un chapitre qui lui tient visiblement à cœur, « La politique, c'est la langue », Lepape congédie la prétendue frilosité de son modèle : « Gide s'est engagé, souvent, audacieusement. Qu'il s'agisse des questions sexuelles, du colonialisme, de la justice, du communisme, du stalinisme ou de l'antifascisme, il l'a fait à contre-courant de l'opinion, celle tout au moins de son milieu et de sa classe. » Aller à contre-courant : message.

Gide insiste, non sans délectation, note Lepape : « Il n'existe presque rien sur quoi je n'ai pas changé d'opinion. » Un jour ici, un jour là, un jour dreyfusard, un jour Action française, un jour communiste, aussitôt revenu. La curiosité et la disponibilité remplaçant chez lui la doctrine. Alors, en pleine première guerre mondiale, l'homme libre évoque la nécessité pour la France et l'Allemagne d'être unies.

Simple voyageur au Congo, le colonialisme lui saute aux yeux et envahit ses carnets. En plein stalinisme, il va et revient de l'URSS avec un brûlot, les Retouches au voyage surtout, en 1937, qui tombent mal pour ses amis antifascistes espagnols. Mépris gidiens de l'actualité ! Le chargé du « feuilleton » littéraire du Monde le rebrousse non sans une pointe d'envie, m'a-t-il semblé. Si Gide change d'opinion, c'est qu'il change l'opinion autant que l'actualité – la sienne incluse. Petits tirages, poignées de lecteurs, qu'importe, pourvu que l'être et l'œuvre, non clôturés, continuent à manifester. D'ailleurs le jet glorieux de la théorie peut se lire comme une théorie de la manifestation.

Au fait, et si, parmi tous les messages délivrés par Pierre Lepape, le plus urgent était l'impudence, l'intranquillité, bref, l'inquiétude ?

## Les exils de Maryse Condé

Des Caraïbes à l'Amérique, une jeune métisse cherche à retrouver sa langue, son pays, son identité. Une quête douloureuse et violente

DESIRADA  
de Maryse Condé.  
Robert Laffont,  
284 p., 129 f.

A yant vécu au Mali, en France, aux États-Unis et en Guadeloupe, Maryse Condé a, pour créer ses personnages, plusieurs palettes, plusieurs sortes de lyrismes, plusieurs tonalités, qui se déploient dans ses nouvelles avec une noblesse et une faculté onirique, que l'on ne soupçonnerait pas (!). Toute convention n'est pas abandonnée dans le roman qui paraît à présent, mais il s'en dégage un élan qui est prenant. Et l'on pense, par éclairs, à James Baldwin, en lisant Desirada, surtout, à cause de la violence des rapports décrits, mais aussi à cause des analyses que la romancière propose de l'Amérique, du racisme, des femmes.

C'est l'histoire de Marie-Noëlle, qui est abandonnée aux Caraïbes par Reynalda, sa mère, partie en métropole. Marie-Noëlle, élevée par une amie de Reynalda, va devoir s'exiler à son tour, dans une France où elle ne se reconnaît pas. Le roman tout entier est l'apprentissage de cet exil et d'un autre exil, plus profond, qui est la vie d'une petite métisse cherchant sa terre, son langage, ses références et finissant par les perdre et les trouver aux États-Unis.

De même que Reynalda va se hisser dans la hiérarchie sociale, en devenant d'abord assistante sociale, puis, en sacrifiant sa famille, une intellectuelle réfléchissant à la condition féminine, de même Marie-Noëlle va se glisser dans la peau d'une universitaire faisant carrière aux États-Unis, à Boston.

Le livre, bâti sur deux secrets solidaires, celui de la naissance de Marie-Noëlle, qui ne connaît pas l'identité de son père, et celui de l'enfance maltraitée de sa mère, a une structure à la fois traditionnelle et complexe. Traditionnelle, parce

que les sentiments qui y sont décrits et la façon dont ils sont exprimés se trouvent dans de nombreux romans populaires rédigés par des auteurs à l'intelligence moins aigüe que celle de Maryse Condé. Complexe, parce que Maryse Condé appartient à une culture antillaise où la mémoire, les récits de vie, les confrontations de la vérité intérieure et du mensonge social jouent un rôle essentiel dans la production de l'imaginaire.

Les points de vue s'entremêlent avec un extrême savoir-faire, un naturel de conteuse sans fausseté. Les pages consacrées à l'installation à Boston sont, curieusement, plus frappantes que le récit de l'enfance de Reynalda ou de celle de Marie-Noëlle elle-même. Les retrouvailles de l'héroïne avec sa Désirada natale sont, de même, moins émouvantes que son aspiration à connaître, à travers son amie d'enfance Awa, l'Afrique.

C'est dans le sentiment d'étrangeté que Maryse Condé touche le lecteur : au moment où elle décrit le décalage de ses personnages, plongés malgré eux dans un univers qui n'est jamais fait pour eux. Ils ne trouvent pas davantage leur langage dans la musique, dans le jargon universitaire ou dans les contes antillais. C'est probablement l'originalité de Maryse Condé : elle ne s'abandonne pas à une créolité facile (sauf peut-être par endroits dans ses nouvelles), parce que, au fond, ses personnages n'ont jamais de terre qui leur soit familière.

Le maintien de ce sentiment d'étrangeté donne une certaine liberté à la romancière, qui a des intuitions très percutantes sur la vie américaine, les banalités françaises, la solitude et la nostalgie africaine, la douceur douloureuse et lancinante du monde des musiciens de jazz et l'impunité désespérante du monde des universitaires politiquement corrects. Les deux dernières pages sont terribles lorsqu'on les sait écrites par un professeur à Columbia.

On a toutefois l'impression que, contrairement à ses confrères martiniquais, elle a perdu la foi dans la force de l'humour, dans les ressources de la vitalité. Sa mélancolie présente un indéniable avantage : il n'y a aucune fausse jovialité dans ses livres, aucun exotisme facile. Et, en revanche, il émane de ses pages une profonde authenticité, en dépit du carcan un peu raide de la narration.

On regrette qu'elle ne prenne pas le temps d'affiner la psychologie de ses personnages, qu'elle ne s'attarde pas dans des scènes parfois brossées à trop grands traits. Trop de biographies intégrales défilent dans Desirada. Tout roman antillais semble, avec une remarquable constance, devoir être présenté comme « l'histoire des Antilles », roulant sur plusieurs générations. Certes, tout métissage, tout exil appelle un jour ou l'autre l'enquête sur la naissance, sur les voyages, sur le massacre des identités. Mais on attendrait, parfois, plus de finesse dans la mise à nu des destins, subtilité, elle, d'avantage présente dans les nouvelles.

René de Ceccatty

(1) Toujours chez Laffont, vient de paraître Pays mêlé, un recueil de nouvelles déjà parues ou inédites (220 p., 129 f.).

VOUS CHERCHEZ UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
Tél. : 01.42.88.73.59  
Fax : 01.42.88.40.57

**André Glucksmann**  
**Le Bien et le Mal**  
Lettres humorales d'Allemagne et de France  
Robert Laffont

**Glucksmann**

Tes magnifiques lettres franco-allemandes, ton hommage à la pensée européenne et ton amour pour la vérité nous réchauffent l'esprit. Merci.  
Daniel Cohn-Bendit *Le Nouvel Observateur*

On ne saurait recommander meilleure lecture à des jeunes Européens de vingt ans, si leur avenir les intéresse.  
André Meury *La Vie*

Un grand livre pour comprendre qui nous sommes et quel sera notre destin, un voyage d'initiation dans l'âme allemande, une confrontation entre l'expérience du mal et la tentation du bien absolu.  
Barbara Spinelli *La Stampa*

Une boussole à la fois pragmatique et intense morale.  
Flora Lewis *New York Herald Tribune*

Un souci de combattre le « crime d'indifférence ».  
Roger-Pol Droit *Le Monde*

Espérons que cette interpellation française au lieu de se faire écho à soi-même suscite un contre-écho et que le très entravé dialogue franco-allemand redémarre enfin.  
Joseph Haninmann *Frankfurter Allgemeine Zeitung*

Un philosophe qui sait trouver un sens à l'actualité, à la lumière de Racine ou de Voltaire.  
Guy Rossi-Landi *Lire*

Foisonnant et baroque, un très grand livre d'André Glucksmann comparable à La Calisto et le mangeur d'hommes et aux Maîtres-Penseurs.  
Franz-Olivier Giesbert *"Le Gai Savoir" Paris-Prémère*

Sélectionné pour le prix Médicis Essai  
139 f. • 336 pages

**Laffont**

**GENÈSE DE L'INDE**  
de Bernard Sergent.  
Payot, « Bibliothèque scientifique », 560 p., 260 F.  
(en librairie le 14 octobre)

**LES MATÉRIALISTES DE L'INDE ANCIENNE**  
Traduction inédite du sanscrit, notes et commentaires de Marc Ballanfat.  
Préface de Pierre-Sylvain Fillozat.  
L'Harmattan, « Traduire la philosophie », 158 p., 90 F.

**ALTÉRITÉ ET IDENTITÉ**  
Islam et christianisme en Inde  
Études réunies par Jacques Assayag et Georges Tarabout.  
Éditions de l'ÉHESS.  
« Purusharta » n° 19, 366 p., 195 F.

Lisez des ouvrages savants. Pour les aborder le mieux possible, laissez de côté, vraiment, l'idée qu'ils vont être nécessairement ennuyeux, compliqués, réservés aux spécialistes, inaccessibles, par définition, pour un lecteur supposé « lambda », attentif mais pas expert. C'est tout l'inverse. Les chercheurs s'efforcent le plus souvent de se faire comprendre. Bien plus, leurs travaux non seulement instruisent, mais encore font rêver. Au lieu de se déplacer au loin pour ne rien voir d'autre que le béton familier, on peut essayer de voyager vraiment, en décalant quelque peu la pensée. Rien de tel pour ces explorations, que des études érudites et intelligentes, des volumes qui apprennent vraiment quelque chose et qui modifient, par là même, ce qu'on croyait savoir. Peu d'expériences, en fait, font jubiler autant. Dès qu'on accepte de passer au-delà de sa première hésitation, de tenir pour négligeable son appréhension initiale, plus ou moins bien fondée, dès qu'on nage dans des textes qui ont réellement quelque chose à dire, on se trouve emporté par le savoir aussi joyeusement qu'un peut l'être par la fiction. Trois volumes récents, consacrés à l'Inde, ont en commun, en dépit de leurs dissimilitudes multiples, de procurer cette joie singulière de la rêverie savante.

Bernard Sergent, l'un des disciples de Georges Duménil, brosse un panorama extraordinaire de la Genèse de l'Inde. Comment s'est donc formée

Quatre mille ans, cinq cents langues, huit cent millions d'habitants. L'Inde est un univers, dont on découvre constamment des traits méconnus. L'étude savante suscite alors de nouveaux rêves

cette culture qui paraît tour à tour éternelle ou historique, homogène ou disparate ? Que peut-on tenir pour établi de ses liens très antiques avec des populations européennes ? Quels apports linguistiques, mythologiques, religieux, sociaux, techniques se sont mêlés pour constituer le fond commun de la civilisation indienne ? A quelles dates ? Selon quels processus ? Voilà les interrogations générales auxquelles s'efforce de répondre avec minutie cette vaste et impressionnante enquête. Les questions posées ne sont pas récentes. Elles ont hanté l'Europe au cours des deux derniers siècles, suscitant des mythes dont le nazisme a montré les pires dangers. Le XIX<sup>e</sup> siècle a rêvé l'arrivée des Aryens venant des plateaux d'Anatolie vers le continent indien, il a cru à leur supériorité à la fois biologique, linguistique et culturelle. Pour reprendre ces dossiers, il fallait de solides connaissances, mais aussi un certain courage. On se méfie en effet, et à bon droit, des spéculations échevelées sur les migrations des peuples au cours des millénaires, de l'interprétation abusive des indices fournis par la linguistique, l'archéologie ou la génétique.

Ce mauvais passé ne saurait fournir de raison suffisante pour abandonner les recherches sur l'aube de l'histoire indienne. Les dernières décennies ont permis de rassembler une masse considérable de données inédites sur les familles de langues comme sur les outils ou sur l'habitat, ou encore sur

## Savoirs et rêveries sur les croyances de l'Inde



les connaissances en astronomie ou en médecine des époques « protohistoriques ». Bernard Sergent, pour reconstituer la formation de l'identité indienne, utilise les nouveaux recoupements possibles entre ces diverses informations. Il cherche à établir ce qu'un peut reconstituer avec une

véraisemblance suffisante de l'évolution – entre 2500 et 500 avant notre ère – des peuples et des civilisations qui finiront par former l'Inde. Parmi les principaux résultats de ce travail, on retiendra d'abord la confirmation de l'apport essentiel constitué par l'arrivée des Indo-Européens. Ils

viennent, selon Sergent, de Bactriane vers 1700 avant J.-C. et se dirigent vers l'Indus, puis vers le Gange et le Sud de l'Inde. L'Inde culturelle que tout connaît les textes sanscrits est donc, en un sens, née ailleurs que dans le sous-continent, et avant les siècles tardifs auxquels ont commencé à se répéter (les principaux textes que nous connaissons ont été mis par écrit vers le V<sup>e</sup> siècle avant notre ère). Bernard Sergent invite toutefois à nuancer nettement cette affirmation, en insistant sur les formes multiples de l'héritage, parfois sous-estimé, provenant de la « haute civilisation de l'Indus », antérieure à l'arrivée des Indo-Européens. Pour expliquer son déclin ou son effacement, qui demeurent mal compris, Bernard Sergent envisage une désorganisation interne liée à l'arrivée des nouvelles élites indo-européennes, une forme d'invasion donc, mais sans troupes armées ni affrontement militaires, dont l'archéologie ne fournit d'ailleurs aucune trace. Bien qu'incapable de trancher dans ces querelles d'experts, le lecteur admire le travail de clarification mené par Bernard Sergent dans ces dossiers embrouillés.

Le travail de Marc Ballanfat invite à la découverte d'une face méconnue d'une Inde par ailleurs classique, celle des débats philosophiques entre les écoles de pensée. La vie intellectuelle de l'Inde traditionnelle est en effet profondément marquée par la discussion philosophique, le sens de l'argumentation rationnelle, de la preuve par a plus b. Différence majeure avec nos pratiques : la place de la mémoire, la nécessité d'un commentaire oral des écrits fondateurs, qui sont généralement extrêmement concis, elliptiques, aphoristiques, et dont il faut constamment réécarter les termes et redonner le sens. En traduisant pour la première fois en français le chapitre inaugural du *Panorama des points de vue*, rédigé en sanscrit par Madhava au XV<sup>e</sup> siècle, Marc Ballanfat fait voir que les matérialistes ne sont pas absents de l'horizon de pensée indien. C'est en effet par l'exposé de leur point de vue, destiné à l'occurrence à être réfuté, que s'ouvre ce traité. On ne saurait manquer cette occasion de découvrir que l'Inde n'est pas uniquement la terre de l'effusion spirituelle et de l'expérimentation mystique,

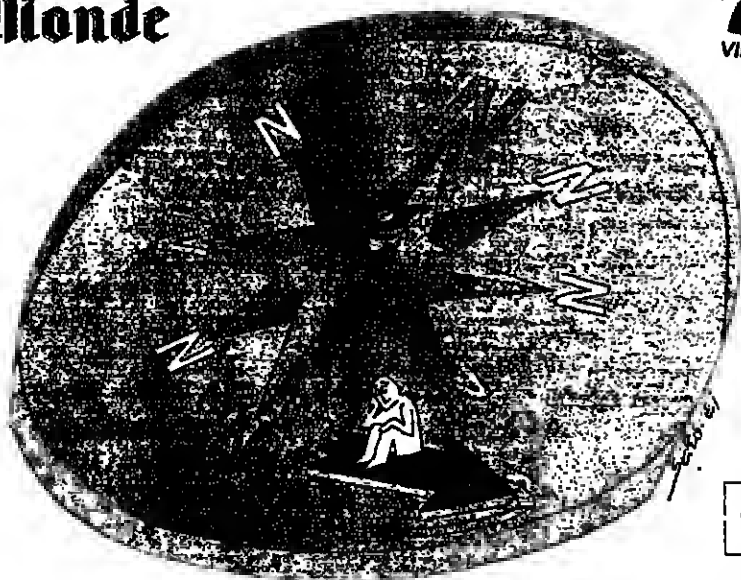
mais aussi celle où des penseurs surent soutenir qu'il n'y a pas d'autre vie que celle du corps, pas d'autre but à l'existence que la plaisir et l'intérêt.

L'Inde est en fin de compte toujours plus nuverte qu'on ne pense, voire plus variée qu'une part d'elle-même, parfois, ne le croit ou ne veut le dire. Une tendance « identitaire » de la vie politique et culturelle indienne contemporaine en vient à considérer l'islam et le christianisme comme des éléments étrangers, et perturbateurs parce qu'originairement non-indiens. Contre ce mouvement de crispation et de repli, des sociologues et des anthropologues érudits, dans le dernier numéro de l'excellente série *Purusharta*, plusieurs exemples fort divers de métissages contemporains en matière de rites et de foi. Des historiens rappellent combien, depuis les tentatives du jésuite Roberto de Nobili (1577-1656), de très nombreux essais de transposition des dogmes religieux et de correspondances des mythes ont été tentés. A la lecture de cet important dossier, on découvre que l'Inde est riche en inventions interculturelles et interreligieuses, en conflits et en synthèses. Voilà qui change des images d'affrontements entre hindous et musulmans dont l'actualité de ces dernières années ne fut pas avare.

En quelques heures et plusieurs centaines de pages, vous serez passé des relations entre l'Afrique et les peuples dravidiens aux discussions subtiles des brahmanes contre de prétendus nihilistes, avant d'appréhender l'emprunt, par des hindous modernes, d'un texte de prière à des musulmans. Sans doute bien d'autres savoirs peuvent-ils fournir matière à rêverie. Il n'est pas douteux que l'astrologie ou la neurobiologie, l'océanographie ou l'entomologie, par exemple, ne fournissent matière à des étonnements, des voyages, des festins d'idées déroutants ou jolis. Les travaux savants relatifs à l'Inde scrutent sans doute la matière humaine qui semble pour nous à la fois la plus proche et la plus lointaine, la plus perméable et la plus immuable, la plus diverse et la plus unifiée. C'est pourquoi, au lieu de l'habituelle opposition entre sagesse et savoir, il conviendrait d'envisager leur association, leur enchaînement ou leur entraînement réciproque.

## 9<sup>e</sup> FORUM Le Monde LE MANS

Le Monde



VILLE DU MANS

### Leo Strauss-Alexandre Kojève : duel sur les hauteurs

Suite de la page 1

Pas un seul philosophe, depuis cent ans, ne trouve grâce à leurs yeux. Engels ? « Ridicule ». Léonine ? « Imbuvable ». Heidegger ? « Flou » et « lèche ». Ses Chemins qui ne mènent nulle part ? Carrément « mauvais ». Eric Weil ? « Creux » et « bavard ». Alexandre Kojève (le beau-frère de Kojève) ? Nous sommes ravis d'apprendre que, dès 1946, il passait pour être complètement « gaga ». La palme d'or revient à ce portrait de Karl Jaspers par Leo Strauss : « Un pasteur protestant du nord de l'Allemagne, plein de bonnes intentions, plein d'ardeur et d'honnêteté morale jusqu'à dans les rapports sexuels (sic), c'est précisément pourquoi il n'arrive jamais à être clair ni déterminé (re-sic) ».

Quand le jeu de massacre s'arrête une seconde, on a envie de se demander ce que, au fond d'eux-mêmes, Kojève et Strauss pensent l'un de l'autre. On ne se fait guère d'illusions. L'amitié entre philosophes n'a jamais été chose facile. Il n'y a pas de raisons qu'entre ces deux-là – surtout avec leurs fâcheux caractères – ça se passe mieux qu'entre Sartre et Merleau-Ponty. Ou bien qu'entre Foucault et Deleuze.

Certes, il y a les souvenirs partagés. Kojève et Strauss se sont rencontrés dans leur prime jeunesse – la première fois, sans doute, à Berlin, durant les années 20. Lorsqu'ils se retrouvent à Paris, en 1933, ils sont tous deux en fuite. L'un fuit le communisme, et l'autre le nazisme. Ils ont donc tout pour se comprendre. Et d'ailleurs, ils se comprennent tout de suite. Mais, en même temps, tout les sépare. Strauss estime que, pour dire des choses intelligentes sur la politique, il vaut mieux n'en avoir jamais fait. Kojève est d'avis, au contraire, que le philosophe doit mettre, un peu ses

main dans le cambouis – juste histoire de comprendre comment ça fonctionne.

Ce n'est pas tout. Strauss n'aime que les Grecs. Il déteste la philosophie « moderne », issue de Machiavel. Kojève, de son côté, ne jure que par Hegel (et quelques fois par Marx, voire Staline : ce qui, dans son cas, est pour le moins paradoxal). Strauss croit en l'existence d'une « nature » humaine (c'est-à-dire d'un modèle éternel – en gros, le modèle socratique – dont l'homme devrait tenter de se rapprocher). Kojève ne fait confiance qu'à l'histoire, et attend de celle-ci qu'elle favorise l'instauration d'un état mondial, « universel et homogène ». « Historicisme » est, pour Strauss, la pire injure. C'est, pour Kojève, le plus grand compliment.

A cette vitesse-là, on n'avance guère. Mais, au moins, on va au fond des choses. Très vite, probablement dès les années 30, les deux hommes, qui s'aiment et s'estiment sincèrement, en arrivent à partager la même conviction. Une conviction qu'un résumé sera comme suit : « En dehors de moi, si je n'ai pas raison, il n'y a qu'une seule position possible : celle de l'autre ».

Du coup, une précaution s'impose. Sans jamais se l'avouer, et même en prétendant le contraire, les deux philosophes feront tout, désormais, pour éviter de se voir, ou pour se voir le moins possible. Le choc serait trop violent. En revanche, ils s'écriront. Seule l'écriture, l'écriture « épistolaire » en particulier, leur permettra, à l'un et à l'autre, de prendre la distance suffisante pour pouvoir dialoguer. Bref, de continuer à se parler sans avoir à se casser mutuellement la figure – ce qu'ils passaient plus de cinq minutes ensemble.

Imaginez un peu : plus de trente années de lettres dans lesquelles on s'écrit : « Cher Machin, il faut absolument qu'on se voie » – et l'on s'arrange soigneusement pour ne jamais se rencontrer. Mais en revanche, l'un confie à la plume d'admirables analyses du *Phédon* de Platon, de merveilleuses exégèses de Julien ou de Damascius, d'extraordinaires commentaires de Plotin (ou bien

de Xénophon) – comme vous n'en lirez jamais ailleurs.

Ah, la poste ! Si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer – pour le bien de la philosophie. Heureusement que, grâce au « courrier électronique », les gens recommencent à s'écrire. En attendant, il vaut la peine de relire cette correspondance-là. « Cher Monsieur Strauss », « Cher Monsieur Kojève » (ou parfois « Cher Monsieur Kojevnikov », quand Strauss s'enivre et qu'il ne peut s'empêcher de rappeler à ce brave émigré de Kojève que son vrai nom comportait deux syllabes de plus).

Bref, trente années de salamales entre deux types qui se détestaient – mais qui n'étaient pas n'importe qui. On ne voit pas ça tous les jours. Et si le véritable débat philosophique de notre temps était celui-là, et nul autre ? Il faudrait dire, alors, qui est le vainqueur. Pour ma part, je donnerais Kojève gagnant aux points. Ce qui n'enlève rien à la grandeur de Strauss.

Christian Delacampagne

## QUELLES VALEURS POUR DEMAIN ?

VENDREDI 24, SAMEDI 25  
et DIMANCHE 26 OCTOBRE 1997

PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE DU MANS

Téléphone : 02 43 47 46 87 - Fax : 02 43 47 49 04

Catherine AUDARD - Daniel BENSARD - Romy BRAUMANN - Pierre BURAGLIO - Philippe DAGEN - Mireille DELMAS-MARTY - Chantal DELSOL - Servet ERGUL - Max GALLO - Gérard GENETTE - François GUERY - Marie-Jeanne HEGGER-ETIENNE - Patrick KEBICHLIAN - Andrei Balint KOVACS - Jack RALITE - Alain RENAUT - Danièle SALLENAVE - Dominique SCHNAPPER - Denis Mac SHANE - Tzvetan TODOROV - Paul VALADIER - Michel WIEVIORKA - Heinz WISMANN



LES LIBRAIRES DU MANS

à la librairie  
**Compagnie**  
rencontre avec  
**CHRISTIAN GAILLY**  
("Les évadés")  
et  
**ERIC LAURENT**  
("Liquidier")  
le jeudi 9 octobre  
à partir de 18 h 30  
58, rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup>  
Tel. 01 43 26 45 36



## Comprendre le malaise corse

La verve de Dominique Bucchini et le didactisme de Robert Colonna d'Istria pour préciser le sens de l'engagement en Corse aujourd'hui

DE LA CORSE EN GÉNÉRAL ET DE CERTAINES VÉRITÉS EN PARTICULIER de Dominique Bucchini, Plon, 192 p., 98 F.

LA CORSE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE de Robert Colonna d'Istria, France-Empire, 324 p., 130 F.

**D**ominique Bucchini a tout pour séduire les médias. Maire communiste et conseiller général dans une Corse-du-Sud tout acquise à la droite, champion d'une langue sans pruderie là où le mutisme précautionneux est de règle (l'insulaire « *acqua in bocca* » matérialise le péché de la fuite), l'édile doit aussi sa notoriété aux coups de main terroristes qui éprouvent Sartre et meoacent sa propre vie. Aussi l'essai qu'il publie dans une collection qui promet le pamphlet mérite-t-il qu'on s'attarde sur ses déclarations, seulement « scandaleuses » puisqu'elles n'apportent aucune révélation.

La surprise tient au ton. Si l'on retrouve le sans gêne de la formule, juste jusqu'à la cruauté (« *criticisme identitaire* »), perdure aussi (« *Rocca Serra et ses amis d'un très bon milieu* »), qui fait la force des déclarations publiques de Bucchini, on s'étonne de retrouver, comme un leitmotiv un « nous y revenons » qui trahit la structure un peu lâche de l'essai. Mêlant la confiance personnelle – parcours public et engagement intime – et la réflexion critique, le maire de Sartène nous livre un autoportrait flatteur sinon complaisant et de solides gros plans sur des dossiers épineux : l'enjeu linguistique, le front mouvant de l'activisme nationaliste et les réactions des démocrates, le bilan critique d'une « économie virtuelle », le tout aujourd'hui brouillé par la perspective européenne qui dissout un peu plus la conscience nationale. L'homme a suffisamment prouvé son courage pour

qu'on glisse sur ses propres complaisances. S'il reconnaît les errements de la vision communautaire – « Nous tardions tellement la réalité que la réalité nous a parfois tortus » – le mea culpa est éclairé – « ce temps-là est révolu ». Lui qui prêche le recours au processus légal avoue connaître l'auteur de l'attentat qui le visa en juin 1996 sans envisager d'en attendre des « excuses » qu'il aurait acceptées !

Sans doute sont-ce là d'inevitables paradoxes dans une île où l'éthique républicaine est lue comme une provocation. En attendant le plaidoyer enflammé de Bucchini pour une remise à plat des données du problème, on se prend à regretter que le livre n'ait pas été mieux édité : d'énormes scories demeurent (qui confondent élections régionales et municipales, anti-datent le putsch d'Alger ou placent un Paoli de dix ans à la tête de la contestation insulaire), moins fautes de précision et de références qui réservent le plein entendement aux seuls spécialistes. Si l'on peut reconnaître le monde dans un « *républicain sérieux quotidien national* », l'adhésion au *Journal de bord d'un nationaliste corse*, de Poggioli, mériterait d'être éclairée. Le lecteur continental comprend ainsi qu'il y a des noms, des situations, des responsabilités capitales qui fondent une analyse politique sur laquelle il n'a pas prise faute de clés.

Domage, car le verbe de Bucchini mérite qu'on l'écoute : « *sartrape rouge* » ou « *marxiste tendance cappa* » selon ses détracteurs, l'homme prêche une « *dignité retrouvée* » pour une Corse qui « *hyérisse les crises larvées du continent* ». Le censeur est sans pitié. Il croque Jean-Louis Debré en relecteur peu inspiré des *Litons dangereux* épiques l'Etat pour une « *circospection* » qui tient de la compromission quand son apathie avale la dérive violente. Fust-

geant les gouvernements successifs qui ont « *pris en otage une population corse qui collabore malgré elle avec les indépendantistes* » ou dénonçant une zone franche « *à risques* », Bucchini peut revendiquer une « *voix dissidente dans le discours idéologique ambiant* ».

Ceux qui suivraient mal sa lecture radicale du désengagement partiel de l'Etat se reporteraient à l'ouvrage de Robert Colonna d'Istria paru au printemps. Le « *peuple de glaive* » cher à Bucchini est abordé sur un long siècle sans aménité, ni vindicte : l'auteur livre des éléments de compréhension qui échappent au regard trop étroitement insulaire, corrigeant au passage quelques faibles tenaces, s'interrogeant sur les facteurs favorables à la naissance du courant régionaliste ou éclairant la réticence psychologique à l'autonomie. Il établit avec justesse le rôle déterminant de la presse, de l'opinion publique ou de l'Union européenne dans les stratégies partisanes sans négliger, derrière l'effondrement des idéologies ou le déficit de la réflexion, les causes proprement économiques et sociales puisque le chômage et la crise permettent de recruter les hommes de main de la dérive comme de désigner les bons émissaires qui dispensent d'une introspection douloureuse.

Après l'essai remarqué de Giudici (1) ces ouvrages aident à préciser le sens de l'engagement dans la Corse d'aujourd'hui et si Dominique Bucchini déplore que « *citoyen* » n'existe pas en Corse, souhaitons que le « *citadin* » qui en tient lieu, comme l'atteste l'excellent dictionnaire des Culioli (2), puisse bientôt avoir le plein sens civique que suggère la Cité à l'origine du rêve démocratique.

Philippe-Jean Catinchi

(1) *Le Crapahout des Corcises*, Grasset.  
(2) *Dictionnaire français-corse*, éd. DCL, BP 903, 20700 Ajaccio Cedex 9, 648 p., 295 F.

## Une société en travail

RIEN N'EST PLUS PAREIL ET ÇA N'EST PAS UN DRAME de Gérard Demuth, Stock, 277 p., 120 F.

**D**ans les quilles de ceux qui jouent à nous faire peur, Gérard Demuth n'hésite pas à lancer l'hypothèse du bonheur. Selon lui, « *notre société n'est pas malade, elle est en travail* ». Il parle ainsi à partir de l'expérience qu'il accumule pendant trente-cinq ans comme « *sociologue du quotidien* ». Du coup, son livre mené à grandes guides et à coups de formules chocs s'enrichit d'une ribambelle de témoignages.

Notre auteur ne détourne pas le regard des « *gueules cassées* », mais les ruptures ne sont pas toutes causées de souffrance. Le déclin du primat de l'économie qui s'amorce va nous permettre de passer de la contestation à l'imagination. L'affaiblissement de la consommation ? « *La société de consommation* », écrit Demuth, « *dans le but de la nuit du 4 août 1789 pour abolir les privilèges* ». Comment s'étonner que pour beaucoup les désirs soient moins forts de ce côté-là ? Il faut saisir cette opportunité, note Gérard Demuth. On découvre ainsi la ressource cachée, c'est-à-dire l'existence d'un surplus de vitalité humaine accumulée et non utilisée. Ce sont des énergies faibles, mais leur mobilisation peut changer la face des choses.

On voit que dans son « *agenda du futur* », Demuth rejoint la thèse de Jérémy Rifkin et celle qu'essaye de mettre en pratique Martine Aubry. Selon notre auteur, les nouveaux besoins correspondent à quatre aspirations confuses : davantage de commodités, de convivialité, de culture et de spiritualité. On ne reprochera pas à Gérard Demuth de mettre la barre très haut, seulement de ne pas dire assez comment permettre au plus grand nombre de la franchir.

Pierre Drouin

## Viviane FORRESTER



250 p., 98 F.

VIVIANE FORRESTER

L'horreur économique

Fayard

Prix Médicis de l'essai

FAYARD

\* Directeur de recherche au CNRS, Centre d'étude de la vie politique française.

## Voyage au cœur de la culture FN

Après deux années passées à Toulon, Michel Samson dévoile le sens de l'action de la plus importante municipalité remportée par le Front national

LE FRONT NATIONAL AUX AFFAIRES Enquête sur la vie municipale à Toulon de Michel Samson, Calmann-Lévy, 220 p., 110 F.

**E**n 1987, Anne Tristan avait adhéré au Front national, à Marseille. Elle y avait vécu six mois sous une fausse identité, avec les militants d'une grosse section du parti d'extrême droite. Son livre, *Au Front* (Gallimard, 1987), reste incontournable pour comprendre le mouvement qui porte vers ce parti des pans entiers des milieux populaires. Le livre de Michel Samson, lui, est – avec la même qualité – la marche suivante de notre connaissance : il nous entraîne au cœur de la plus importante mairie FN, celle de Toulon. Entre-temps, il est vrai, le FN a conquis quatre municipalités et se prépare à de bons scores aux régionales de 1998, surtout dans le Sud, où le renouvellement politique pousse à droite comme à gauche.

La méthode d'approche de Michel Samson fut différente de celle d'Anne Tristan. Lui revendiqua toujours son statut de journaliste, d'abord à *Libération* puis au *Monde*. Il assista aux conseils municipaux pendant deux ans, rencontra de nombreux Toulonnais,

eut de longs entretiens en tête-à-tête avec des élus FN – dont le maire, Jean-Marie Le Chevallier. Il applique la méthode qui fit la qualité des films qu'il a réalisés sur la vie politique à Marseille, avec Jean-Louis Comolli. Il regarde – beaucoup – l'écrit : il veut comprendre l'autre comme individu, son engagement, ses actes. Il ne nous raconte pas ses entretiens, il a écrit un livre. Un livre construit qui nous mène « *des hommes : ce qu'ils sont* », vers « *les dossiers : ce qu'ils font* ».

En lisant ce texte, on croit le voir, lui, sorte de grand Tarass Boulba au crâne rasé et au visage rieur, en veste de cuir noir, assis sur la chaise d'en face, se dandinant quand les propos de son vis-à-vis lui deviennent insupportables. Mais tou-

jours attentif à l'homme qu'il interroge, par déontologie, mais plus profondément par cet amour profond de celui qui est différent. Qualité justement que les élus du FN n'ont pas, car ils pensent uniquement, comme l'analyse Michel Samson, dans un cadre ami-ennemi. Et c'est parce que Michel Samson est humaniste pour deux que, bien qu'ennemi pour ses interlocuteurs, il a pu saisir ce qui les anime, ce qu'ils sont et ce qu'ils font.

Mais c'est aussi parce qu'il n'a pas peur que les tensions glissent sur sa grande carcasse. Et, le soir de ces journées toulonnaises, il repart avec le fil de son enquête avec sa femme, qui est ethnologue. Cette mise à distance lui permet de se ressourcer. Puis de retourner continuer son enquête. Savoir cela est important pour cerner que ce livre n'est ni un pamphlet ni une chronique. Mais une proposition de sens sur l'action d'un groupe de femmes et d'hommes qui ont coquis pour le FN la cité de Toulon.

On les voit apparaître eux d'abord, habillés comme à l'ordinaire pour siéger au conseil municipal, parce qu'ils veulent être les mêmes à la ville et à la « scène ». Sans l'éternel costume-cravate sombre ou le tailleur ajusté qui font les délices des autres politiques. On les voit aussi racontant volontiers les souffrances de leurs vies privées, qu'ils vivent en communauté totale avec leurs engagements publics. Toujours ce refus de la discontinuité, cette volée d'« *être vrai* » dans un monde de leurre, de mensonges et de turpitudes. On les sent figés sur des valeurs traditionalistes, sur l'espérance du retour d'une France chrétienne, blanche, bâtie sur des familles « *saines* », « *normales* ».

Mais on découvre aussi peu à peu que la politique qu'ils mènent est celle qui les avantage, eux, militants en retraite ou cadres moyens. Car « *les autres* » – les immigrés, les pauvres, les adversaires – n'ont pas de place dans la France purifiée qu'ils sont convaincus d'incarner. Alors ils ont le sentiment de faire leur devoir légitime en renforçant la qualité de services municipaux de sécurité et de propreté – leur sécurité, leur propriété – ou en coupant les crédits des associations des banlieues : « *Pourquoi nous on paie et eux ils en profitent ?* » Même raisonnement avec Châteauvallon. Qui pourrait soupçonner ces gens-là de faire du hip-hop ou du jazz ?

Ainsi, jamais ils n'entrent dans l'espace du jeu démocratique. L'adversaire ne peut avoir d'idée puisqu'il est un ennemi. Alors ils le disqualifient par l'injure ou l'ironie : c'est donc la personne de l'autre qui est visée, et on comprend mieux la logique des calembours du « *président Le Pen* », comme ils disent. D'où aussi des conseils municipaux interminables, où jamais le débat ne peut se nouer. Derrière la marque sympathique de l'expérience politique apparaît celle,

grave, d'une démarche profondément totalitaire où « *l'autre* » n'a pas d'existence légitime.

Une fois son cadre planté, Michel Samson nous entraîne vers les grands dossiers traités par la nouvelle équipe. Le rôle central de sa politique à l'égard de la jeunesse – car ces élus détestent la culture jeune, et ils sont dans une perspective de montée lente vers le pouvoir d'Etat. Mais aussi la consécration de la ville au Sacré-Cœur et la culture provençale comme fondement d'une identité urbaine restaurée. Puis leur entrée dans une politique forcément gestionnaire, où les sociétés d'économie mixte dénoncées comme celles de « *tous pourris* » doivent bien être maintenues. Cet ouvrage fait comprendre, de l'intérieur, la dynamique politico-culturelle de ce FN municipal.

Sans doute Michel Samson n'insiste-t-il pas assez sur le fait que les élus de Toulon ne sont pas tout le FN. Dans cette ville militaire, les élus FN forment une alliance d'amiraux retraités, d'aristocrates et de couches moyennes ou libérales. Ce n'est pas le FN populaire, nous sommes au cœur de ses élites. Et Michel Samson ajoute à juste titre que cette culture-là se glisse d'autant mieux dans notre univers politique qu'elle est une sorte de prolongement du modèle de la V<sup>e</sup> République : « *La force du FN viendrait précisément des signes d'effacement de celle-ci, qu'elle se soit affaiblie par la corruption ou par l'érosion qui crée l'entrée de la France dans l'Europe* ».

Cette question d'est pas secondaire si l'on veut comprendre pourquoi la France partage avec des pays détruits à l'est ou détruits à l'ouest l'insigne drame d'être un haut lieu des totalitarismes communitaristes qui se développent.

EDWARD BUNKER sera à L'ARBRE A LETTRES le jeudi 2 octobre à partir de 18 h 62 rue du Fg. St Antoine, Paris 12 Tel. 01 50 33 83 23



هكذا من الامل

VIII / LE MONDE / VENDREDI 3 OCTOBRE 1997

actualités

## L'ÉDITION FRANÇAISE

● Kadaré honoris causa. L'écrivain albanais Ismail Kadaré sera fait le 10 octobre docteur honoris causa de l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne, laquelle publie parallèlement un ouvrage d'Alexandre Zotos sur la littérature albanaise, *De Scanderbeg à Ismail Kadaré* (205 p., 150 F., 35, rue du 11-Novembre, 42023 Saint-Étienne. Tél. : 04-77-42-16-00).

● Première sélection en vue du Grand Prix du roman de l'Académie française, qui sera décerné le 23 octobre : *La Femme coquelicot*, de Noëlle Châtelet (Stock) ; 1941, de Marc Lambron (Grasset) ; *Un état de mélancolie*, de Claude Mourthé (Rocher) ; *La Pente française*, d'Eric Neuhoft (Albin Michel) ; *Attention*, d'Amélie Nothomb (Albin Michel) ; *Deux étés*, d'Érik Orsenna (Fayard) ; *La Botte*, de Patrick Rambaud (Grasset) ; *Hammerklopp*, de Yasmine Reza (Albin Michel) ; *Des hommes qui s'éloignent*, de François Taillandier (Fayard).

● Deuxième sélection du prix Femina. Dix titres restent en lice : *La Tunisie d'aujourd'hui*, de Michel del Castillo (Fayard) ; *Le Corps du monde*, de Patrick Drevet (Seuil) ; *Grâce et dénuement*, d'Alice Ferrey (Actes Sud) ; *Au nom du père et du fils*, de Pierre Gandelman (Grasset) ; *Les Cimetières sont des champs de fleurs*, de Yann Moix (Grasset) ; *Amour noir*, de Dominique Noguès (Gallimard) ; *La Bataille*, de Patrick Rambaud (Fayard) ; *La Compagnie des spectres*, de Lydie Salvayre (Seuil) ; *Désolation et destruction*, de Sophie Tasma (L'Oliver) ; *Coup de lame*, de Marc Trillard (Pélibus).

● Prix littéraires. Le prix Roger-Caillois a été décerné à l'écrivain mexicain Homero Aridjis (dont l'œuvre est publiée au Seuil et chez Gallimard) ; le prix Alexandre-David-Néel à Jean-François Revel et Mathieu Ricard pour *Le Molle et le Philosophe* (Nrf) ; le prix Antonio-de-Sancta (décerné par l'Association des écrivains marseillais) à Jack Lang, ancien ministre français de la culture, pour sa « contribution à la culture » et sa « défense du prix fixe du livre » ; deux Languedociens se sont partagés le prix Paul-Frontent de littérature occitane : Joan Larzac, pour sa traduction en occitan de la Bible (éd. Cido), et Claudl Molinier pour *Vesins o barbars* (« Voisins ou barbares », éd. IEO).

### PRÉCISIONS

● Le centenaire de la naissance d'Aragon est marqué par de nombreuses parutions dont « Le Monde des livres » rendra compte dans un prochain numéro. Celui-ci complètera le supplément de 8 pages consacré à l'écrivain dans *Le Monde* du 24 septembre.

● La maison d'édition consacrée aux publications « non occidentales » (« Le Monde des livres » du 26 septembre) a pour nom indigène éditions.

# Mouvement éditorial autour de l'affaire Maurice Papon

Passage en revue des publications qui paraissent à l'occasion du procès de l'ancien secrétaire général de préfecture

Le procès de Maurice Papon, qui s'ouvre le 8 octobre aux assises de Bordeaux, sera un événement judiciaire en même temps qu'un acte de mémoire hors norme, en juger par le nombre d'ouvrages inédits ou réédités qui l'accompagnent depuis quelques semaines. Quinze années de procédure, un énorme dossier d'instruction (on parle de soixante mille pages de documents versés répartis en plus de vingt-six classeurs), la personnalité complexe de l'accusé dont la carrière épouse le cours de plusieurs régimes : tout cela imposait des inventaires. Ils ne manquent pas à l'appel.

N'en déplaise à ceux qui estiment incompatibles recherche de la justice et recherche tout court, on constate que souvent, les grands procès historiques suscitent « ou au moins réveillent » des travaux importants, qui sans eux seraient passés inaperçus. Le procès de l'ancien secrétaire général de préfecture, puis, en 1958, préfet de police du général de Gaulle, aura d'ores et déjà porté en pleine lumière une somme d'érudition consacrée à l'administration en France de 1940 à 1944 : *Servir l'État français*, rédigé par Marc Olivier Baruch, lui-même administrateur civil au ministère de la Culture, à partir d'une thèse commencée en 1991 (voir notre supplément *Le Procès Papon*, *Le Monde* du 1<sup>er</sup> octobre). Un autre des effets du procès est de faire passer la question de l'occupation à Bordeaux de la sphère de l'historiographie locale aux feux de la rampe. Tandis

que Perrin réédite un *Bordeaux 1940-1944* de René Terisse, un autre ouvrage sur les persécution antisémites dans la région est attendu avec impatience : *Le Dernier Déport. La politique antijuive à Bordeaux de 1940 à 1944*, de Michel Bergès, de l'université de Bordeaux. Ce dernier est l'un de ceux qui furent à l'origine de l'affaire, mais qui est désormais des plus réservés par rapport au procès, « terrain, dit-il, des expressions politiques et militantes très loin de la réalité historique » (1).

De ce procès Papon, certains protagonistes se sont faits à l'occasion historiens. Jean-Marc Varaut, qui est l'avocat de l'ancien ministre du budget, fournit dans le dernier chapitre de son *Procès Papon* de 1995 un avant-goût de certains éléments de sa défense. Bertrand Favreau, lui, représente la Ligue des droits de l'homme. Avec son *Georges Mandel* paru en 1995, il campe une belle figure de républicain député de la Gironde qui constitue le contre-modèle du personnel politique de Vichy. Gérard Boulanger, qui représente les parties civiles, vient de publier, au Seuil, la seconde partie de sa biographie du prévenu – sous le titre *Un intrus dans la République*. Fourmillant de détails et de documents nouveaux, son livre s'efforce d'expliquer le mystère du « rachat » de Maurice Papon à la Libération.

Une reconversion à la République qui a soulevé en 1944-45 quelques protestations parmi les résistants de Gironde et des Landes, et dont Gérard Boulanger

montre comment elle fut obtenue à coup de certificats de complaisance, voire de faux probables. Aussi bien Maurice Papon ne fut-il homologué comme résistant dans le réseau Jade-Amicol qu'en... 1958, alors qu'il était préfet de police à Paris grâce à l'appui du colonel Arnould, dit Olivier, blanchisseur quelque peu mythomane de résistants aux faits d'armes improbables. A l'origine du maquis de procédure qui transformera post factum un serviteur de Vichy en combattant de l'ombre, Gérard Boulanger, très informé des situations locales, voit l'effet d'un affrontement plus général qui oppose, à la Libération, une nation résistante à un gaullisme d'État soucieux d'ordre public avant tout. De cette guerre franco-française-là, notre fin de siècle porte encore le poids, et le procès de Maurice Papon en est une conséquence, tout autant que de Vichy.

Un Vichy qui a depuis longtemps des défenseurs innombrables. Aujourd'hui, pourtant, cette défense semble plus difficile parce que la persécution raciale et antisémite rebute aujourd'hui plus que jadis l'opinion publique. En revanche, certains tentent de plaider encore les circonstances atténuantes. Le nouveau livre d'Henri Amouroux, *Pour en finir avec Vichy*, qui se propose de combler pour les Français – dont on connaît « la mémoire courte » – ce qu'il appelle « les oubliés de la mémoire » ressortit à cette catégorie-là.

A une « mémoire collective sélective » qui tend, selon Amouroux, à ne retenir de Vichy « que » « les

raffes de juillet 1942 (sans donner aux rafles de septembre, en zone non occupée, l'importance qui doit être la leur dans la mise en cause de Vichy), le débarquement ollié du 6 juin et la libération de Paris ». Henri Amouroux oppose l'étendue de la défaite, les quatre-vingt-cinq mille morts du printemps 1940, les deux millions de prisonniers, les normes différentes de cet « autre monde » en quoi consistait la France des années 40. Responsable partielle de ces « oubliés » : l'influence des médias, présentés assez curieusement comme la forme actuelle de la résistance des juifs, au même titre que les années d'Israël... Dans son admirable *Etrange défaite*, l'historien Marc Bloch avait pourtant montré que la constatation d'un désastre n'est nullement incompatible avec la quête de responsabilité – en l'occurrence celle des militaires incapables ! Henri Amouroux n'en a cure.

Son Pétain à lui, par exemple, « ne se trouverait pas directement mêlé à l'élaboration de ce statut des juifs qui porte évidemment sa signature... ». En l'affaire, n'est-ce pas la mémoire d'Henri Amouroux qui apparaît sélective ? Pourquoi omettre de préciser à cette page-là la réaction du chef de l'État français lors de la discussion du statut des juifs, au conseil des ministres du 1<sup>er</sup> octobre ? D'après le témoignage de Paul Baudouin, alors secrétaire d'État à la présidence du conseil, le maréchal Pétain fut « le plus sévère », insistant pour que les juifs soient exclus de la justice et de l'ensei-

gnement. Que les perceptions de l'époque, résistantes ou attentistes, n'aient pas accordé à un antisémitisme pourtant meurtrier l'attention qu'il méritait, Henri Amouroux le montre, à l'envi. Mais est-ce une raison pour refouler, en 1997, à nouveau Drancy aux marges de la mémoire de Vichy ?

Nicolas Vieil

(1) Dans un témoignage recueilli par Jean Bruno et Frédéric de Moulcault, dont *L'affaire Papon. Bordeaux 1942-1944* (Tallandier, 174 p., 99 F) paraît le 8 octobre.

● Henri Amouroux, *Pour en finir avec Vichy*, Robert Laffont (538 p., 149 F) (*La Grande Histoire des Français sous l'Occupation*, premier volume : *Le Peuple du désastre. Quarante millions de pénaux*, est par ailleurs réédité en collection « Bouquins ») ; Gérard Boulanger, *Papon, un intrus dans la République*, Seuil (390 p., 138 F) ; Bertrand Favreau, *Georges Mandel*, Fayard (568 p., 180 F) ; René Terrisse, *Bordeaux 1940-1944*, Perrin (343 p., 140 F) ; Jean-Pierre Azéma et Olivier Wlewińska, *Vichy 1940-1944*, Perrin (271 p., 249 F) ; Michel Süsskind, *Procès Papon : le devoir de justice*, éditions de l'Aube (272 p., 125 F) ; Philippe Cohen-Grillet, *Maurice Papon de la Collaboration aux assises*, éditions Le Bord de l'eau (160 p., 85 F) ; Bernard Violet, *Le Dossier Papon*, Flammarion (290 p., 130 F) ; Michel Dobkine, *Crimes et humanités, extraits des actes du procès de Nuremberg*, Romilart (189 p., 55 F) ; Denis Peschanski, *Vichy 1941-1944. Contrôle et exclusion*, Complexe (210 p., 120 F) ; Jean-Marc Varaut, *Le Procès Papon*, Perrin (535 p., 125 F).

## La plage hospitalière du cédérom

L'aventure a commencé il y a quarante-deux ans, lorsque Jean Maitron mit en œuvre son *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Au rythme d'un travail incessant, consultations d'archives et rédaction de nouvelles fiches biographiques, le projet s'est développé. Comme le souligne Jean Risacher, coordinateur de la première partie du dictionnaire : « Jean Maitron avait creusé un sillon et nous avons creusé davantage, et élargi le sillon... et cela va continuer. » L'œuvre est désormais tracée sur un cédérom.

En effet, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* est le type même du genre d'entreprise apte à bénéficier d'une édition numérique. 27 000 pages papier, 44 volumes, un temple de mots et d'informations réunis en 110 000 biographies sur un seul disque affrontent l'ère « du jetable où tout va vite ». Ce cédérom raconte une histoire, un véritable voyage au cœur du peuple de l'ombre. Tout prend vie : les illustres et les traîtres, les délégués aux congrès nationaux, syndicaux et socialistes, le peuple de Paris les armes levées, cet immense flot de forçats militant sur deux siècles de vie ouvrière, de la Révolution française à la seconde guerre mondiale. Par une simple touche sur un clavier, les utilisateurs voient se croiser les acteurs du social et, grâce à des liens hypertextes,

de multiples combinaisons, se reconstruire des liens « hors frontières » : « La masse d'informations est ainsi immense, la consultation et les occasions de travail infinies. » Autant de modes d'acquisition des connaissances, autant de manières de lire, autant d'approches de ce monument du souvenir aux arborescences illimitées. Paradoxalement, ces horizons vertigineux rapprochent les combattants : « Notre volonté est d'élargir le cercle du public intéressé par le dictionnaire, de toucher les établissements scolaires, de renouveler l'œuvre. » Entre l'aube et le crépuscule, en plein éclairage de la gloire prolétarienne, s'élève le chant captivant des orateurs et des sans-voix. Le cédérom s'ouvre sur une photographie noir et blanc d'une foule d'hommes confondus dans la clameur de l'idéal sur l'air du *Temps des cerises*. « *Gois rossignols* » et « *merles moqueurs* » annoncent déjà la sortie d'un volume papier des gaziers-électiciens, une version enrichie du cédérom et l'ouverture prochaine d'un site Internet.

Chloé Mary

★ Cédérom du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, versions pour ordinateurs PC ou Macintosh, 3 000 F pour les particuliers, à partir de 8 500 F pour une mise en consultation publique (Les Éditions de l'Atelier, 12 av. Sœur-Rosalie, 75013 Paris).

### AGENDA

● Le 26 SEPTEMBRE et le 9 OCTOBRE. POÉSIE. A Marseille, le Centre international de poésie invite à des expositions sur la poésie visuelle de Guillermo Delsler jusqu'au 4 octobre et sur le travail entre Dominique Fourcade et Pierre Buraglio du 9 octobre au 15 novembre. Le CIPM organise également les rencontres « Poésie et philosophie » les 10 et 11 octobre. (Centre national de la poésie, Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille, rens. : 04-91-91-26-45.)

● LE 3 ET 4 OCTOBRE. SOCIALISME. A Paris, Actuel Marx organise un colloque intitulé « La Question du socialisme aujourd'hui » à l'université Paris-X - Nanterre. Le vendredi 3 octobre : « Bilans de socialismes » à partir de 9 h 15 et le samedi 4 octobre : « Actualité et Perspectives » à partir de 9 heures. (Université Paris-X - Nanterre, bât. L, RER A-station Nanterre-Université, rens. : fax 01-46-95-03-51.)

● LES 4 ET 5 OCTOBRE. BD. A Bourges, à l'initiative de l'association BulleBerry se déroulera le premier festival de bande dessinée. La manifestation aura lieu dans sept lieux historiques de la ville et réunira plusieurs auteurs. (Association BulleBerry, rue Coursalon, 18000 Bourges, tél. : 02-48-24-59-51.)

● LE 10 OCTOBRE. BATAILLE. A Paris, un colloque organisé par Jacqueline Risset et notre collaborateur Francis Marmande, intitulé « Georges Bataille, la bibliothèque et l'expérience », aura lieu à la Bibliothèque nationale de France de 9 h 30 à 18 heures (Auditorium Colbert, 2, rue Vivienne, 75002 Paris).

● DU 9 AU 11 OCTOBRE. AFRIQUE. A Paris, l'association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique organise avec le concours de l'université Paris-VIII - Saint-Denis un colloque intitulé « Madagascar 1947 » (université Paris-VIII - Saint-Denis, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis).

STOCK

Catherine Allégret

L'entre deux mères

« Résolue à tenter de donner un sens à sa vie, à accepter d'être adulte, bien qu'elle n'eût jamais été enfant, elle avançait à grandes enjambées, la rage aux semelles. »

STOCK

CATHERINE ALLÉGRET

L'entre deux mères

roman

Stock

188 pages  
89 F